UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Presented to

The Library

of the

University of Toronto

~~by~~

from the Library of
H. T. Gerrans
by his Wife.

BINDING ... MAR 1 1924

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lallemagnedepuis00lvuoft

9/54

A

L'ALLEMAGNE

DEPUIS LEIBNIZ

DU MÊME AUTEUR

L'Idée de responsabilité. 1 volume in-8, broché. . . 3 fr.

1151-07. — Coulommiers. Imp Paul BRODARD. — P9-07.

66862

L. LÉVY-BRUHL

C.

L'ALLEMAGNE

DEPUIS LEIBNIZ

ESSAI SUR LE DÉVELOPPEMENT

DE

LA CONSCIENCE NATIONALE EN ALLEMAGNE

1700-1848

DEUXIÈME ÉDITION

176941
13/12/22

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1907

Droits de traduction et de reproduction réservés.

AVANT-PROPOS

Dans la transformation que l'Allemagne a subie entre le commencement du XVIIIe siècle et le milieu du XIXe siècle, quelle part revient à ses philosophes, à ses critiques et à ses poètes? Ont-ils contribué au réveil de la conscience nationale? par quels moyens et dans quelle mesure? Ont-ils désiré l'unité dès l'abord, ou l'ont-ils préparée longtemps sans y songer? Comment se sont modifiés pendant cette période les sentiments, les idées et les théories politiques? Telles sont les questions que ce travail essaye de résoudre.

Il touche donc nécessairement à l'histoire générale de l'Allemagne. Mais il n'y touche qu'indirectement. Sans doute, le jeu des forces de toute nature qui, agissant et réagissant les unes sur les autres, constituent la vie d'une nation, est infiniment complexe, et l'on ne saurait isoler tout à fait une certaine série de ces forces pour la considérer à part. Pourtant, sans nous condamner ainsi à une abstraction nécessairement inexacte, nous avons tenté d'étudier la naissance, le progrès et les variations des idées politiques, en tenant compte simplement des événements contemporains, en raison de leur importance et de leur retentissement dans l'organisme de la nation. Nous devions donc ne pas perdre de vue l'histoire religieuse,

constitutionnelle, militaire, diplomatique, économique et littéraire de l'Allemagne; mais nous ne devions pas non plus l'exposer, et nous n'y avons jamais prétendu.

Toute étude sur l'Allemagne moderne devrait sans nul doute commencer par Luther et la Réforme. Nous ne remontons pas si haut. Néanmoins les dates entre lesquelles s'enferme notre travail ne sont pas arbitrairement choisies. Elles marquent deux points extrêmes. Vers 1700, l'idée de la « patrie commune » s'est presque entièrement effacée des esprits. En 1848, au contraire, lorsque le Parlement de Francfort se réunit, le désir de redevenir une nation est universel en Allemagne. L'idée d'unité nationale s'impose, et tout le monde pressent qu'avant peu elle sera devenue une réalité. En un siècle et demi, l'indifférence pour les intérêts politiques de la nation a donc fait place à la passion la plus vive : c'est là l'évolution dont nous avons voulu étudier les conditions et suivre le progrès dans les esprits.

Trois étapes successives s'y distinguent. Dans la première, c'est-à-dire pendant le XVIIIe siècle, l'idée de l'unité nationale, loin de reprendre vigueur, pâlit et s'efface toujours davantage. Le cosmopolitisme domine, au détriment, semble-t-il, de l'idée de patrie. Mais en même temps les écrivains et les philosophes allemands luttent courageusement contre l'influence étrangère et parviennent enfin à s'en affranchir. Ils rendent à la nation conscience de son génie et de son originalité, ils lui inspirent le respect et l'orgueil de sa langue, de son caractère, de sa nature morale, et ainsi se reforme un sentiment national qui paraît se concilier sans peine avec le cosmopolitisme du siècle. Bientôt, c'est-à-dire après la chute définitive du Saint-Empire, après Iéna, après l'invasion

et l'occupation françaises, ce sentiment national prend corps et se condense dans l'idée de la patrie allemande. Enfin, après 1815, — et c'est la dernière période, — une idée nouvelle fait peu à peu son chemin dans les esprits; on se persuade que, pour devenir vraiment la patrie commune, l'Allemagne devra être non seulement une nation, mais un état puissant, redoutable et redouté, capable de protéger efficacement ses intérêts, et de revendiquer en Europe le rang qui lui est dû. Ainsi se prépare la substitution d'un empire allemand protestant au Saint-Empire romain germanique disparu dans les premières années de ce siècle. En ce sens, c'est bien une Allemagne nouvelle[1].

Dans la première partie de ce travail, des écrivains et des philosophes médiocres ou oubliés, comme Thomasius, Wolff, Gottsched, Gellert et d'autres tiennent une place relativement considérable, tandis que la troisième mentionne à peine des juristes comme Savigny, des poètes comme Uhland, des savants comme les frères Grimm, des philosophes comme Herbart et des historiens comme Ranke. La proportion aurait dû être inverse, si nous avions eu pour objet l'histoire littéraire ou philosophique, ou même l'histoire des idées politiques en Allemagne. Mais le point central vers lequel tout devait converger dans cette étude est l'idée de l'Allemagne une, comme nation, comme patrie, comme état. Tant que cette idée n'est pas apparue, tout écrivain qui contribue à la former, si peu important qu'il soit à d'autres égards, relève de notre sujet; et cela est vrai surtout des premiers

1. Nous avons connu trop tard pour en profiter le remarquable livre de M. James Bryce : *le Saint-Empire romain germanique et l'Empire actuel d'Allemagne*, avec une préface de M. E. Lavisse.

qui travaillent à réveiller la conscience nationale. Mais une fois l'idée de la patrie allemande formulée et proclamée, nous devions résister à la tentation d'exposer l'œuvre des écrivains allemands les plus intéressants en eux-mêmes, à moins que, comme Hegel, ils n'eussent agi sur l'idéal politique de la nation. De là bien des omissions qui ne sont pas toutes des oublis; de là aussi le caractère nécessairement plus rapide et plus sommaire de la troisième partie. Plus l'unité allemande est près de se réaliser, plus elle appartient déjà à l'histoire politique. Nous n'avons voulu en étudier ici que l'idée, dans ses origines morales, littéraires et philosophiques, dans sa longue période d'incubation, et dans son conflit enfin avec les traditions particularistes de l'ancienne Allemagne.

PREMIÈRE PARTIE

L'ALLEMAGNE

DEPUIS LEIBNIZ

CHAPITRE I

ÉTAT DE L'ALLEMAGNE AU COMMENCEMENT DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE. — LEIBNIZ.

Jetez les yeux sur la carte politique de l'Allemagne aux dernières années du XVIIe siècle : c'est un chef-d'œuvre de morcellement, d'enchevêtrement et de bigarrure. L'Empire est, il est vrai, divisé en dix cercles. Mais plusieurs de ces cercles contiennent à leur tour des dizaines, parfois presque une centaine d'États indépendants, de toute grandeur et de tout régime. Au sud-ouest surtout, le morcellement atteignait ses dernières limites. Le cercle de Souabe, par exemple[1], comprenait quatre-vingt-dix-sept souverains, savoir : quatre princes

1. Biedermann (Karl), *Deutschland im XVIII^ten Jahrhundert*, I, p. 10 sqq. Nous ferons de nombreux emprunts à cet excellent ouvrage.

ecclésiastiques, les évêques de Constance et d'Augsbourg, l'abbé de Kempten et le prieur d'Ellwangen; quatorze princes séculiers dont les plus considérables étaient le margrave de Bade, le duc de Wurtemberg, les princes de Hohenzollern, Fürstemberg et Oettingen, vingt-trois prélats, vingt-cinq membres du banc des seigneurs; enfin les magistrats de trente et une villes impériales, les unes importantes, comme Augsbourg et Ulm, les autres minuscules, comme Bopfingen qui avait 1600 habitants, et Buchau, qui en avait 1000. Tout au travers du cercle, souvent sans lien entre elles, s'étendaient des possessions autrichiennes : Fribourg en Brisgau et quantité d'enclaves grandes et petites dans la partie méridionale du Wurtemberg et de la Bavière actuels.

Outre les cinquante et une villes libres, qui n'avaient que peu ou point de territoire hors de leurs murs, l'Allemagne comptait plus de quatre-vingts territoires indépendants n'ayant que 12 milles carrés de superficie et, parmi ceux-là, à peu près trente qui ne dépassaient point 8 milles carrés. Chacun de ces petits princes était maître absolu, en fait, sinon en droit, dans ses États. Il pouvait lever des impôts à sa guise, établir des douanes, arrêter l'exportation ou l'importation des marchandises, user ou abuser du droit de battre monnaie, et ruiner ses sujets en essayant d'appauvrir ses voisins. En cas de conflit, le recours à l'Empereur était de peu d'utilité. Il était difficile d'obtenir une sentence, plus difficile encore de la faire exécuter. La justice du Saint-Empire valait son armée, et son armée valait ses finances. Le revenu total de l'Empereur se

montait à 14000 florins ou à 8000 thalers par an! Autant vaut dire que le Saint-Empire romain germanique n'existait guère plus que de nom. Les ennemis de l'Autriche, n'ayant pu lui enlever la couronne impériale, avaient fait en sorte qu'elle devînt un embarras plutôt qu'un avantage. En donnant à la France et à la Suède le droit de garantie, en laissant aux princes allemands la liberté de négocier et de s'allier avec qui il leur plairait, les traités de Westphalie avaient mis fin pratiquement, semblait-il, à l'existence du Saint-Empire comme puissance européenne. L'Autriche la première devait plus d'une fois subordonner les intérêts de l'Empire à ses convenances particulières, et ni la Saxe, ni le Brandebourg, ni aucun autre prince allemand ne se croira tenu à plus de scrupules que le chef même de l'Empire.

Cet excès de division politique n'eût pas été un mal sans remède, si, malgré tout, le sentiment de la nationalité commune fût demeuré vivace. En se heurtant au contraire à tous ces obstacles, et en luttant pour les vaincre, ce sentiment serait devenu de plus en plus net et impérieux. Ainsi est-il arrivé dans notre siècle, où la résistance du particularisme au mouvement unitaire n'a fait que l'accélérer. Mais, à la fin du XVIIe siècle, ce sentiment avait presque entièrement disparu, et le morcellement politique de l'Allemagne était un symbole exact de l'état des esprits. C'est que la guerre de Trente ans n'avait pas eu, comme celle de Cent ans, le caractère d'une lutte nationale, d'un duel entre peuples, qui les force à prendre une conscience claire de leur individualité. La France était sortie de ses

cent ans d'épreuves trempée pour l'unité. Au milieu de ses misères le sentiment national était né et avait grandi. Jeanne d'Arc avait paru, rayonnante de foi, de patriotisme et de courage : le peuple avait appris d'elle à ne plus séparer son pays et son roi. Ce roi de France que l'on avait vu pauvre, fugitif, chassé de sa capitale, allait devenir en moins d'un demi-siècle le prince le plus puissant de la chrétienté. La guerre de Trente ans, au contraire, loin d'unir les Allemands dans un effort commun de résistance contre l'étranger, avait achevé l'œuvre de division commencée par la Réforme et poursuivie par la contre-Réforme. Religieuse plutôt encore que politique, elle était vite devenue une mêlée européenne. L'Allemand protestant avait applaudi aux victoires des Suédois et des Français; l'Allemand catholique n'avait pas réprouvé les excès commis par les Espagnols et les Croates. L'idée de la patrie commune avait été étouffée sous les haines religieuses déchaînées.

Ainsi l'affaiblissement, — on pourrait presque dire la disparition, — du sentiment national n'était pas dû seulement aux circonstances politiques. Cet état politique n'avait que la valeur d'un symptôme : les causes réelles étaient plus profondes. C'était la Réforme d'abord, qui avait rompu l'unité morale de l'Allemagne : c'étaient surtout les guerres issues de la Réforme qui avaient appauvri, déprimé, presque *décivilisé* le pays. La décadence avait été rapide, continue, effroyable. Non seulement en beaucoup d'endroits la population était tombée au quart, au sixième, au dixième même de ce qu'elle

était auparavant[1] : l'industrie était anéantie, le commerce réduit au strict nécessaire ; les mœurs du peuple grossières, brutales et cyniques, celles de la noblesse dissolues. Plus d'instruction primaire dans les campagnes, où le clergé était incapable de suppléer à l'absence d'instituteurs. Les universités, fort déchues, peu fréquentées, souffraient des plus énormes abus, et la « bestialité » des étudiants n'avait d'égale que la médiocrité et le pédantisme des maîtres. Partout la misère, l'ignorance, l'ivrognerie, et là où quelque richesse subsistait, le besoin de jouir et de s'étourdir : l'art et la littérature, au niveau de leur public. Comparez à cet état lamentable la France de Louis XIV, l'Angleterre de la Restauration et de Guillaume III : vous vous expliquerez alors que l'Allemagne ait paru barbare à ses deux voisines, et surtout qu'elle ait subi, pendant de longues années, l'attraction irrésistible d'une culture supérieure. Le contraste était trop violent entre ces cours polies et brillantes, et la rusticité indigente des cours d'Allemagne ; entre les chefs-d'œuvre de langues épanouies en leur maturité littéraire, et les balbutiements d'une langue qui, oublieuse de ses propres trésors, semblait retombée en enfance. L'allemand n'était guère usité que par le peuple et les domestiques : les érudits écrivaient en latin, les hautes classes ne parlaient que français. Ce mépris, cet abandon de la langue nationale est un signe autrement grave que le morcellement territorial. L'Allemagne évidemment était atteinte dans ce

1. V. Biedermann, I, 339-340 ; II, 1, p. 30-32.

qu'elle avait de plus essentiel et de plus intime. Dans cette décadence non seulement politique et économique, mais encore intellectuelle et morale, la conscience nationale menaçait de s'évanouir. Un tel état est infiniment plus dangereux qu'une crise même aiguë. De celle-ci un tempérament vigoureux triomphe; la guérison peut être prompte, et le mal ne point laisser de traces. Parfois même le corps en sort purifié et fortifié. Mais lorsqu'un état de misère physiologique s'est aggravé peu à peu, et a mis tous les organes en mauvaise condition, il expose le patient à nombre d'accidents qui peuvent être mortels, et cet état même ne saurait disparaître que lentement. Une reconstitution de tout l'organisme, pleine de dangers, est nécessaire. C'est ce travail de réparation intime qui allait s'accomplir en Allemagne, sourdement, obscurément, dans les profondeurs du tissu social : c'est lui qui devait permettre, beaucoup plus tard, au sentiment national de reparaître, et plus tard encore à l'idée d'unité allemande, de renaître, de s'exprimer et de s'imposer.

I

Parmi les témoignages, fort nombreux, que nous possédons sur l'état politique et moral de l'Allemagne vers la fin du XVIIe siècle, celui de Leibniz nous est particulièrement précieux. Leibniz a bien connu les maux dont souffrait l'Allemagne. Épuisement économique, faiblesse et torpeur politiques, désunion, disparition du sentiment national sous

l'influence dominante et presque tyrannique de voisins plus riches et plus cultivés, rien ne lui a échappé. A tous ces maux il a cherché et proposé des remèdes. L'échec complet de ses efforts, l'indifférence passive à laquelle se sont heurtées ses exhortations les plus pressantes peuvent servir à mettre en pleine lumière les dispositions de ses contemporains.

L'œuvre de Leibniz est tout un monde, et cette partie en est peut-être la moins explorée. On est accoutumé à voir surtout en lui le métaphysicien des *Nouveaux Essais*, de la *Théodicée* et de *la Monadologie :* et de fait, sur la masse considérable de ses écrits, qui n'ont paru que peu à peu et dont beaucoup sont encore manuscrits, les éditeurs ont choisi de préférence les œuvres scientifiques et philosophiques. Il a fallu attendre la belle édition entreprise par M. Onno Klopp, avec le secours du roi de Hanovre[1], pour se faire une idée de l'activité politique de Leibniz. Ce qui en a paru autorise amplement M. Onno Klopp à dire que Dutens, dans sa grande édition du siècle dernier, avait rendu justice à Leibniz philosophe, mais avait fait tort à Leibniz patriote. L'insuccès même de ses efforts a contribué naturellement à les laisser dans l'ombre. On ne connaissait bien que le projet d'expédition en Égypte soumis par lui aux ministres de Louis XIV, un peu avant la guerre de Hollande, et qui ne fut point accepté. En Allemagne même il ne parvenait guère à se faire écouter. A différentes reprises, il chercha, mais en vain, à entrer au

1. *Die Werke von* Leibniz. *Erste Reihe : historisch-politische und staatswissenschaftliche Schriften.* Hannover, 1864 et années suivantes.

service de la cour de Vienne. Il se heurta toujours à des difficultés insurmontables, dont la principale était sans doute l'opposition des jésuites tout puissants à cette cour, et la défiance inspirée par un protestant d'esprit aussi ouvert et aussi libre que le sien. A Berlin même, malgré sa longue amitié avec plusieurs princesses de la famille régnante, il n'était pas toujours vu de bon œil. Il resta ainsi, par force au moins autant que par choix, au service de la maison de Brunswick, dont les ressources et les visées politiques répondaient fort mal à son goût pour les vastes desseins et les larges vues d'ensemble. En mainte occasion, il ne peut s'empêcher de prendre spontanément ce rôle de conseiller d'État dont il n'a pu obtenir la fonction. Continuellement il adresse, soit à Louis XIV, dans la première partie de sa vie, soit, plus tard, à l'Empereur, des mémoires pleins d'idées ingénieuses, parfois chimériques, souvent profondes. Le philosophe s'y trahit de temps en temps par le caractère général et un peu vague des conceptions : mais le patriote surtout s'y laisse voir à plein. Toujours l'intérêt de l'Allemagne considérée dans son ensemble et comme nation, demeure la pensée directrice de Leibniz. Même lorsqu'il s'occupe des intérêts particuliers de son maître le duc de Brunswick, il ne perd jamais de vue ceux de la patrie commune : il s'efforce de montrer que loin de s'opposer, ces intérêts au fond sont identiques.[1]

Dans son extrême jeunesse, Leibniz semble s'at-

1. Voir les négociations relatives à l'affaire du neuvième electorat, à la succession de Hanovre, et surtout dans quelle pensée politique Leibniz publie les *Annales rerum Brunsvicensium*.

tacher obstinément à l'ancienne idée du Saint-Empire romain germanique, qui pourtant n'était plus qu'une fiction. Il insiste sur le caractère sacré de l'Empire. L'Empereur est le chef laïque de la chrétienté, le défenseur et le protecteur de tous les peuples de l'Occident. C'est lui qui conduit la lutte contre la barbarie et les infidèles, autrefois contre les païens et les Arabes, aujourd'hui contre les Turcs, maîtres de la Hongrie, et dont la menace est perpétuellement suspendue sur l'Allemagne. Cette haute fonction assure à l'Empereur une juste suprématie sur tous les princes chrétiens[1]. Mais Leibniz ne tarde pas à s'apercevoir que cette conception jure avec l'état politique de l'Europe. On ne peut plus subordonner à une couronne impériale sans prestige et sans force les puissantes monarchies de France, d'Angleterre et d'Espagne. Leibniz l'avoue sans difficulté. Aussi bien, s'il tient à l'idée historique de l'Empire, c'est qu'il veut conserver, pour des temps meilleurs, les droits de l'Allemagne sur toutes ses anciennes dépendances. Dans ce cas sont les Trois-Évêchés, Metz, Toul et Verdun[2], et le cercle de Bourgogne. Plus tard, dans la préface du *Codex diplomaticus*, il mentionne les droits de l'Empire sur la Provence, le Dauphiné, le Lyonnais et toute la rive gauche du Rhône[3], sans oublier Marseille et Venise. Écrivant au comte de Windischgrätz pour lui annoncer l'envoi du premier volume du *Codex*, il lui explique que l'idée politique de son ouvrage tend à sauve-

1. *Notata quædam*, etc. Klopp, I, 151-161.
2. Klopp, I, 358-388.
3. Klopp, VI, 479.

garder les droits de l'Empire[1]. Il désapprouve en général les traités par lesquels l'Empire consent à une cession de territoire, le traité de Ryswick par exemple, qui abandonne à la France Strasbourg et les territoires annexés par les Chambres de réunion : mais il supplie qu'on insère au moins dans le traité une *clausula recuperatoria* qui permette de les revendiquer en cas d'infraction au traité[2]. Il revient sur ce point avec insistance[3]. Il écrit à M. de Greiffencrantz au sujet des « anciens droits de l'Empire sur la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, le Dauphiné, la Provence et en Italie[4] ». Il cite l'exemple des Français qui ne négligent rien. « Vienne montre trop d'indifférence pour ces travaux historiques qui ne sont pas sans portée politique[5]. »

La pensée de Leibniz devient ainsi fort claire : ce n'est pas la piété désintéressée du souvenir qui l'attache à l'ancienne conception de l'Empire, c'est l'intérêt de l'Allemagne à ne pas laisser périmer des droits qu'elle ne saurait présentement faire valoir, mais qu'un jour peut-être elle pourra revendiquer.

La sollicitude de Leibniz est infatigable. Depuis son premier mémoire sur la succession de Pologne, écrit en 1667, où il s'efforce déjà de démontrer que la Russie serait pour l'Allemagne un voisin dangereux, — jusqu'au moment de sa mort, pas un événement tant soit peu important ne s'accomplit ou

1. Klopp, VI, 447.
2. Klopp, VI, 161.
3. Klopp, VI, 456 sqq.
4. Klopp, VI, 448.
5. Klopp, VI, 162-70.

même ne se prépare, sans qu'aussitôt Leibniz ne prenne la plume. Tantôt il s'adresse au gouvernement français, tant qu'il espère détourner l'ambition de Louis XIV, loin de la Hollande et de l'Allemagne, vers l'Égypte et le Levant, tant que le roi de France n'est pas encore à ses yeux l'ennemi de la paix, *Mars christianissimus;* tantôt il écrit à Vienne, aux conseillers d'État, aux secrétaires qu'il a connus dans ses voyages, même aux jésuites; tantôt enfin il prie son maître, le duc de Brunswick-Lünebourg, d'intervenir. Quand un traité se signe, il signale les précautions à prendre, les réserves à faire, les inconvénients à éviter. Il prévoit de loin les complications qui vont amener de nouvelles guerres; il se préoccupe longtemps d'avance de la succession d'Espagne et surtout de la succession d'Angleterre. Ainsi dès 1694 il écrit : « Car il est temps de le vuider avec cette guerre (l'héritage du roi d'Espagne), puisqu'aussi bien sans cela toute paix qu'on pourrait faire ne serait que trêve[1]. »

La succession d'Angleterre lui paraît encore plus importante, car, outre l'intérêt général de l'Allemagne et du protestantisme, elle touche directement ses maîtres. Dès avant la mort de Guillaume III, en 1698, il correspond à ce sujet avec G. Burnet, évêque de Salisbury, avec la duchesse Éléonore de Brunswick-Lünebourg et avec l'électrice Sophie[2]. En janvier 1701, il écrit des *Réflexions sur un escrit anglois qui contient les moyens dont madame l'Electrice de Bronsvic se doit servir pour asseurer le droit effectif de la succession d'Angleterre pour Elle ou*

1. Klopp, VI, 83
2. Klopp, VIII, 18-25.

pour sa postérité. Il faut agir immédiatement, quoique avec discrétion. Aussitôt que Guillaume III est mort, Leibniz revient à la charge. Selon lui, l'intérêt de l'Angleterre exige que la reine Anne donne des marques certaines que l'électeur de Brunswick est son successeur désigné, en saisissant franchement le Parlement de la question[1]. Puis c'est au futur roi d'Angleterre que Leibniz écrit, à l'électeur Georges-Louis, beau-frère du roi de Prusse[2]. Il lui recommande l'union et la concorde, il l'adjure de ne pas se quereller avec Berlin, au nom du danger commun, qui vient de la maison de Bourbon, déjà maîtresse de la France et de l'Espagne. A mesure que le moment de la succession s'approche, Leibniz est plus inquiet. En 1713, nouveau mémoire[3], adressé cette fois à l'empereur Charles VI. « L'intérêt commun de l'Empire, de la Prusse et de la Hollande est d'empêcher que la France ne fasse succéder Jacques III à la reine Anne. » L'Empereur doit y songer et entamer des négociations à cette fin : « Vous ne sauriez presque avoir la succession de Hanovre plus à cœur que moi-même, disait Leibniz à la princesse Caroline, car je la considère comme l'unique moyen de sauver la religion réformée et la liberté publique[4]. »

Si cet exemple du zèle de Leibniz pour les intérêts de l'Allemagne ne suffisait point, on en pourrait citer vingt autres. Il proteste énergiquement contre les traités désastreux que l'Empire signe

1. Klopp, IX, 61-66.
2. Klopp, IX, 127-142.
3. Klopp, IX, 403.
4. Klopp, IX, 464.

avec la France, Ryswick après Nimègue, Utrecht après Ryswick. La cession de Strasbourg lui arrache un cri de douleur[1]. Il ne peut en prendre son parti, tant pour la ville elle-même, qui lui paraît un des joyaux de l'Allemagne, que pour le cercle de Souabe, qui se trouve désormais exposé à toutes les attaques. Il craint aussi pour Cologne le sort de Strasbourg, et ce qui redouble son anxiété, c'est que presque personne ne partage ses soucis et ses chagrins. « La patrie commune est dans un tel état qu'il ne faut plus prétendre des avantages : il s'agit maintenant de se sauver avec elle. Les lettres qui viennent de Suabe (*sic*) peuvent faire pitié et couler les larmes des yeux les plus indifférents. Si on ne fait pas de grands efforts, la chute et le déchet de notre nation sera irréparable pour longtemps[2]. » Mais qui donc songeait à la « patrie commune »? Leibniz a beau prêcher l'union. Il prêche dans le désert. L'égoïsme le plus étroit l'emporte même sur l'intérêt bien entendu. Le patriotisme a disparu. « Je trouve, écrit Leibniz, que trop de gens ne sont que trop de l'opinion de M. Thomasius, qui soutient dans ses notes sur Monzambano que ce qu'on dit des devoirs que la patrie exige ne sont que des chimères inventées par les payens. Voilà des doctrines fort à la mode[3]. » Leibniz disait au contraire, dans son *Exhortation aux Allemands*, un de ses meilleurs écrits politiques : « Il est certain qu'après l'amour de Dieu, ce qui tient le plus à cœur à un

1. V. Johannes Huber : *Das Verhältniss der deutschen Philosophie zur nationalen Erhebung* (Berlin, 1871), p. 8.
2. Klopp, VI, 339.
3. Klopp, VI, 115.

homme de bien est le bonheur de sa patrie. » Vains discours, avis inutiles. Tous ces princes allemands et leurs conseillers, à qui Leibniz s'adressait, auraient encore plutôt compris sa métaphysique que son patriotisme.

II

Leibniz était trop philosophe pour ne pas aller au fond des choses. Si l'Empire souffrait ainsi de guerres malheureuses, et surtout des traités désastreux qui terminaient ou plutôt qui suspendaient ces guerres, la faute en était évidemment au mauvais état intérieur de l'Allemagne. De là quantité de projets élaborés par Leibniz, et touchant aux questions les plus diverses : politiques, religieuses, économiques, et par-dessus tout, morales.

Au point de vue politique proprement dit[1], Leibniz n'ignore pas les vices de la constitution actuelle de l'Empire. Il déplore le morcellement presque infini de la souveraineté, l'égoïsme des petits princes, leur vénalité et leur mendicité; il comprend que dans ces conditions une action rapide et énergique devient presque impossible. Mais il espère toujours ramener les princes à de meilleurs sentiments, et alors les inconvénients seraient fort atténués par un entier dévouement à la patrie commune[2]. D'autre part, il y a avantage à conser-

1. KLOPP, I, p. 11, *Bedenken welchergestalt*, etc.

2. V. une lettre inédite de Leibniz à Wassenaer, citée par BODEMANN, *Der Briefwechsel des G. W. Leibniz*, Hannover 1889, p. 185.

ver le Saint-Empire romain germanique, avec tout son passé de grandeur et de gloire, avec ses droits auxquels il ne faut point renoncer. Enfin, serviteur d'un prince qui visait à un électorat, Leibniz n'aurait guère pu, s'il l'eût voulu, attaquer de front la constitution de l'Empire. Aussi bien l'a-t-on représenté parfois comme un partisan du particularisme. La question ne se posait pas de son temps; mais Leibniz eût sans doute accepté l'épithète, en disant, selon son habitude, qu'on pouvait « l'entendre dans un bon sens ». Fidèle à l'esprit général de sa philosophie, il conciliait évidemment les intérêts généraux de l'Allemagne et l'intérêt particulier du duc de Brunswick. Son patriotisme n'avait rien à souffrir de son dévouement à son maître, non plus que d'une nuance de cosmopolitisme, qui se trahit déjà chez Leibniz, et annonce le siècle qui vient.

Voyez, par exemple, les projets de réconciliation religieuse, auxquels Leibniz a donné une si grande part de son temps. Il ne reculait pas devant l'audacieuse entreprise de ramener à l'union, d'une part, calvinistes et luthériens, d'autre part, protestants et catholiques. Aucun échec ne le rebute[1]. Il ne réussit point, mais un plus habile que lui y eût échoué. D'abord les calvinistes et les luthériens étaient séparés par une haine fraternelle, la pire de toutes; puis, les uns et les autres étaient incapables de comprendre ce que Leibniz leur expliquait. Le clergé luthérien surtout avait singulièrement dégénéré. Ignorant, borné, fanatique, il s'attachait à la

1. Leibniz correspondit à ce sujet avec Bossuet à quatre reprises différentes, en 1679, en 1683, en 1691-1695, et enfin en 1699.

lettre et excommuniait tout ce qui n'acceptait point ses formules. Leibniz ne réussit qu'à se rendre suspect d'hérésie et même d'athéisme, et il mourut en effet entouré de soupçons et de malveillances dont l'origine n'est pas douteuse.

Quant aux catholiques, plus Leibniz raisonnait avec eux, plus il pouvait se convaincre qu'il y avait au moins deux obstacles insurmontables. D'abord le Concile de Trente, que l'Église ne pouvait abandonner, et auquel l'Allemagne protestante ne voulait à aucun prix se soumettre. C'était une question d'amour-propre national. « Que l'on n'attende pas de nous, écrit Leibniz[1], que nous acceptions des articles de foi qui ont été introduits au siècle dernier par une cabale, et comme une *insulte aux Allemands.* » Ensuite le point capital, l'abdication du sens propre, l'acceptation soumise des décisions de l'Église, quelles qu'elles soient, Leibniz ne peut y consentir. « Quand M. Bossuet exige que l'on renonce à l'esprit philosophique, autant demander que l'on renonce à l'amour de la vérité.... Lisez, madame, dans le *Journal des Savants*, les histoires de miracles qu'un homme de bon sens devrait avoir honte de raconter devant un protestant! Mais qu'un catholique éclairé dise son avis sur ces fables, il tombe sous la menace de l'Inquisition... Tout va à soutenir la bagatelle et à étouffer les lumières qui sont encore parmi vous;

1. Lettre du 30 mai 1694, citée par JULIAN SCHMIDT, *Geschichte des geistigen Lebens von Leibniz bis auf Lessings Tod*, I, p. 216. Je ne cite pas cet ouvrage sous la dernière forme que son auteur lui a donnée, parce qu'il en a retranché un certain nombre de textes que je lui emprunte et auxquels j'aurai à me référer.

que serait-ce, s'il n'y avait plus de protestants dont l'appréhension oblige encore un peu vos gens d'aller bride en main! » Et Leibniz, impatienté sans doute ce jour-là, se laisse aller à une violente sortie. Mais ce ton ne lui est pas ordinaire. On pourrait plutôt lui reprocher la froideur d'un zèle qui ne se dément jamais. Il regarde tout cela d'un œil de philosophe, et ne communique point la chaleur qu'il n'a pas. Ce n'est pas une foi profonde, un zèle ardent pour la religion qui lui dicte ces lettres : ce sont les avantages politiques de la réconciliation qu'il a en vue. Il songe quel bien ce serait pour l'Europe chrétienne de pouvoir se tourner tout entière contre les barbares et les infidèles : il songe en particulier à l'Allemagne qui, l'union religieuse une fois rétablie, redeviendrait la première puissance de la chrétienté.

A côté de ces vastes projets qui étaient plutôt des rêves, Leibniz en entretenait d'autres plus modestes, et en apparence plus réalisables. Il s'inquiète, par exemple, de ranimer l'industrie allemande, autrefois si florissante, aujourd'hui à peu près morte. Cependant la bonne vieille simplicité allemande a disparu, et on a le goût du luxe : mais c'est un luxe tout français. Rien n'est à la mode que ce qui vient de Paris. De la sorte les matières premières achetées en Allemagne à vil prix y reviennent sous la forme de produits fabriqués, pour être revendus dix fois plus cher « aux pauvres sots qui sont encore trop heureux de les acheter ». Chaque fois que l'Empire est en guerre avec la France, Leibniz suggère l'idée d'une guerre commerciale qui, dit-il, ferai plus de mal à la France que dix armées. Ainsi il

voudrait acclimater en Allemagne l'industrie de la soie[1]; il propose la création de puissantes compagnies commerciales[2]; il s'occupe d'un projet de fabrication d'eau-de-vie avec le sucre : il en écrit par deux fois au roi Guillaume III, et il insiste longuement sur la nécessité d'atteindre la France dans la source même de sa richesse. Il faudrait aussi réformer le système monétaire, en établir l'unité avec celle des poids et mesures, supprimer toutes les entraves qui gênent le commerce, et en particulier les douanes intérieures. Leibniz va même jusqu'à s'occuper des malheureux et des vagabonds. Il reconnaît le droit au travail et suggère des réformes assez analogues au socialisme d'État de M. de Bismarck[3] : par exemple l'établissement de caisses d'assurances pour tous les citoyens. L'État aurait l'administration de ces caisses. Leibniz n'est jamais las. Sans cesse sa fertile imagination entrevoit de nouveaux moyens de rendre à l'Allemagne un peu de son ancienne prospérité. Et pourtant, à quoi tout cela devait-il aboutir ? Pas une de ces suggestions ne fut écoutée, pas un de ces projets ne trouva faveur.

Dès 1669, Leibniz avait exprimé, dans un mémoire que M. Klopp a publié[4], son sentiment sur l'état des sciences en Allemagne, sur le préjudice que cet état causait à la nation, et sur les moyens d'y remédier. « Il n'est guère à notre honneur, dit-il, à nous

1. KLOPP, VI, 229.
2. KLOPP, VI, 91.
3. KLOPP, VI, 231-41.
4. KLOPP, I, 133-148 : *Sur la fondation d'une Académie ou d'une Société en Allemagne, pour le développement des arts et des sciences.*

autres Allemands, que nous ayons été presque toujours les premiers dans la découverte des arts mécaniques, des autres arts et des sciences, et que nous soyons les derniers à perfectionner ces arts et à appliquer ces sciences; comme si la gloire de nos ancêtres suffisait à maintenir la nôtre... » En matière de chimie, d'industrie minière, d'horlogerie, de gravure, de perspective (Albert Dürer), de navigation, d'astronomie, d'art de la guerre et de médecine, les Allemands ont été les initiateurs ou les inventeurs. « Mais par malheur nos manufactures et notre industrie vont toujours en déclinant de plus en plus... Comme les sciences et les arts sont aussi négligés, rien d'étonnant si les meilleurs esprits se ruinent, ou se rendent près de souverains étrangers, qui connaissent bien leur valeur, et savent attirer à eux les plus beaux génies de toute l'Europe, n'ignorant pas qu'il s'agit d'hommes dont un seul vaut plus que mille nègres d'Angola.... Quand nous avons eu trouvé quelque chose, les autres nations ont su bien vite le perfectionner, l'étendre et l'appliquer, et quand ils l'ont si bien arrangé que nous-mêmes nous ne le reconnaissons plus pour nôtre, ils nous le renvoient. Il nous arrive dans ce commerce des sciences comme dans le commerce ordinaire.... C'est comme celui qui rachète son cheval à qui le lui a volé. » Et comparant l'Allemagne à ses voisins, Leibniz insiste sur les services que rendent en Angleterre la Société royale, et en France l'Académie française et le *Journal des Savants*. Que ne devrait donc pas produire un grand pays comme l'Allemagne! Mais « les plus habiles s'en vont et laissent l'Allemagne à sa misère. Quel dommage irréparable

c'est pour elle, un politique raisonnable peut en juger facilement. » Les gens de mérite sont chose plus précieuse que l'or, le fer et les armes, et il devrait être défendu de les laisser passer à l'étranger, à plus forte raison, chez l'ennemi. Que faudrait-il donc? Que les gouvernements en prissent soin, et fussent moins avares d'encouragements pour les savants et pour les chercheurs.

Leibniz lui-même sollicite en 1668 un privilège pour la publication de *Semestria*. Ce serait une *Revue bibliographique* de tout ce qui paraît en Allemagne, destinée à unir les efforts de tous les savants allemands. On accorde ce privilège à la traduction latine d'un journal français[1]; pourquoi favoriser l'étranger plutôt qu'un Allemand? De l'idée d'une *Revue bibliographique*, Leibniz passe bientôt à une *Encyclopédie* des sciences, soit démonstratives, soit historiques; puis cette *Encyclopédie* serait accompagnée d'un *Atlas universel* avec cartes, figures et planches coloriées et illustrées. Dans cette imagination de philosophe le moindre projet devenait encyclopédique. Leibniz n'obtint même pas le privilège demandé, malgré l'appui de son ami Boinebourg, près la cour de Mayence. Les princes allemands étaient terriblement besogneux, ou du moins peu disposés à employer une part de leurs ressources à encourager les sciences. Leibniz n'espère rien des universités, dont les défauts lui paraissent sans doute incurables. Il voudrait plutôt fonder des Sociétés savantes, où l'esprit de la science et de la philosophie modernes se manifesterait par

1 KLOPP, I, 61.

des découvertes de toute sorte, comme en France et en Angleterre. Mais à Dresde on ne l'écoute point; les électeurs de Saxe ont bien d'autres manières de dépenser leur argent. A Vienne, Leibniz n'est pas plus heureux. A Berlin seulement, il réussira, sur la fin de sa vie, après des efforts incroyables. « Je travaille pour un établissement raisonnable de la Société des sciences, écrit-il en 1707 à l'électrice Sophie[1]; cependant j'y ai trouvé autant de difficulté que si je négociais pour le pape. » Et encore l'Académie royale fut-elle inaugurée sans lui, qui l'avait fondée.

Le but que Leibniz se proposait ainsi était double : d'abord, aider au progrès des sciences et des arts en Allemagne, et mettre un terme à l'influence exercée par l'étranger, particulièrement par la France. L'attraction qui entraînait la jeune noblesse vers Paris paraissait irrésistible. Leibniz la jugeait funeste, et aurait voulu l'arrêter par tous les moyens. Les gouvernements, selon lui, devraient s'y opposer. Pourquoi permettre à un jeune noble de laisser en France sa fortune et souvent sa santé, pour n'en rapporter la plupart du temps qu'une suffisance ridicule et une prévention générale contre tout ce qui est allemand, ou pour en ramener une femme qui sera un des agents les plus actifs de l'influence française? Les plus solides écrits politiques de Leibniz sont justement ceux où il gourmande cet injuste mépris des Allemands pour leur patrie, et où il vante en un énergique langage les vertus et la grandeur de l'Allemagne[2]. « L'Empire est un pays

1. Klopp, IX, 280-2.
2. Klopp, I, 193.

qui subsiste par lui-même. Il ne tient qu'à lui d'être heureux, s'il le veut. Car ni le pays ne manque d'hommes pour le défendre, ni les hommes ne manquent de terre pour les nourrir. Les hommes sont courageux et intelligents, la terre grande et fertile... » Et que d'injustice dans le mépris qui frappe la langue allemande! Elle ne le cède pourtant à aucune autre pour la richesse, la beauté, la poésie; elle est si foncièrement honnête, qu'elle se refuse à l'expression du mensonge [1]. L'Allemagne ne peut aller à sa perte plus sûrement qu'en oubliant sa langue nationale. A se forcer de parler et d'écrire en français, un Allemand commet une sorte de suicide intellectuel. Tout ce plaidoyer passionné en faveur de la langue allemande, qui passe alors inaperçu, nous le retrouverons plus tard, presque dans les mêmes termes, chez Fichte et chez Herder. Gottsched avant eux l'avait connu et s'en était inspiré. Plus d'une fois nous aurons à relever de telles filiations presque invisibles et néanmoins réelles. Les esprits les plus divers, les plus indifférents même à l'intérêt national seront unis cependant, parfois à leur insu, par une même *idée* de la langue, de la pensée, de la vertu allemandes; et cette idée à son tour, lorsque le sentiment national se réveillera, en sera le ressort le plus énergique et le plus résistant.

Mais Leibniz ne pouvait prévoir ce lent travail de plus d'un siècle, et il aurait eu presque le droit de désespérer, en voyant l'atonie de l'Allemagne de son temps et l'inutilité de ses efforts pour lui rendre

1. Voir les deux mémoires *Ermahnung an die Deutschen*, et *Unvorgreifliche Gedanken...* dans KLOPP.

le sentiment de son individualité nationale. Il y a, dit-il quelque part, des hommes qui ont « le pouvoir sans l'intelligence »; ce sont les princes, grands et petits, et leurs conseillers. D'autres ont « le pouvoir et l'intelligence. » Ceux-là, dit-il, sont les héros, mais ils sont rares. D'autres enfin ont « l'intelligence sans le pouvoir. » N'est-ce pas un retour mélancolique sur lui-même, qui désira en vain toute sa vie mettre la main aux grandes affaires? Il ne put même pas obtenir des princes qu'il servait le titre de chancelier de Hanovre. En présentant à Vienne et ailleurs des mémoires, qui la plupart du temps ne lui étaient pas demandés, il dut se donner souvent l'apparence de la mouche du coche. Ses exhortations à la concorde, l'expression touchante de ses douleurs patriotiques, sa *Défense et Apologie de la Langue allemande* ont-elles servi davantage? Il ne put empêcher que l'influence française, surtout après la restauration des Stuarts en Angleterre, ne devînt de plus en plus tyrannique dans les mœurs et dans la littérature. Lui-même parfois cède au courant; il prêche pour la langue allemande, mais, quand il veut être lu, il écrit en français.

Plusieurs historiens[1] comptent parmi les causes de cet insuccès le caractère de Leibniz, qui ne leur paraît pas à la hauteur de son génie. Ils blâment cette inquiétude continuelle, ce besoin de conseiller à tout prix, qui le fait s'adresser tour à tour ou presque en même temps à Louis XIV, au pape, à l'Empereur, au duc de Brunswick, au roi d'Angle-

1. Voyez le jugement de Biedermann, II, p. 236-240

terre, au tzar de Russie, comme s'il eût voulu servir tant de maîtres qui auraient dédaigné ses services. Ce jugement est trop dur. Sans doute, Leibniz apporte dans les affaires d'État une imagination un peu trop fertile et quelquefois indiscrète; mais la sincérité de ses efforts et la qualité de son patriotisme demeurent au-dessus du soupçon. La cause principale de son insuccès est ailleurs. Ce qu'il songeait à restaurer du passé, l'unité religieuse, l'hégémonie de l'Empire dans le monde chrétien, tout cela était irréparable. On ne pouvait rayer de l'histoire la Réforme, la guerre de Trente ans et les traités de Westphalie. Ce qu'il voulait établir de nouveau, l'unité économique, l'armée nationale, la science et la littérature proprement allemandes, rien de cela ne pouvait naître encore. Un peuple ne peut passer d'un seul bond, sans transition, de la misère et de la barbarie à une culture florissante. Leibniz, le théoricien de la loi de continuité, devait le savoir mieux que personne.

Aussi la partie de son œuvre qui n'avait point de prétentions politiques a-t-elle seule profité à l'Allemagne. Elle a été utile, parce qu'elle était désintéressée. Tout ce que cet esprit si fécond en ressources a imaginé pour subvenir aux besoins et aux maux de l'Allemagne est resté sans effet. Sa philosophie, au contraire, reprise par son disciple Wolff, réduite en système, digérée et disposée en vue de l'enseignement, est devenue pour la pensée allemande une discipline commune, qui la mit rapidement en état de rivaliser, dans le domaine de la science et de la philosophie, avec l'Angleterre et avec la France.

Mais pour tout le reste, l'effort que Leibniz demandait à ses contemporains était décidément au-dessus de leur pouvoir. Les sentiments qu'il exprime n'éveillent point leur sympathie. Le langage qu'il leur parle, ils ne le comprennent plus. Il est un des derniers qui aient pensé à la « patrie commune ». Le sentiment de l'unité nationale, qui allait s'affaiblissant depuis des siècles, semble disparaître tout à fait. Pour le réveiller, il ne suffisait pas d'y faire appel, comme l'a tenté Leibniz. Il fallait une véritable reconstitution de la nation elle-même. Et précisément dans les dernières années du XVIIe siècle ce travail de réparation s'annonce; mais Leibniz, distrait par d'autres soins, n'a pas fait attention à ces humbles commencements, à ces signes à peine perceptibles d'une vitalité renaissante. Pendant qu'il essaye de faire adopter ses projets patriotiques par les princes d'Allemagne, d'autres se donnent tout entiers à des questions de théologie, de pédagogie et de morale. Indifférents à l'unité politique de l'Allemagne, ils travaillent cependant mieux que Leibniz à la préparer. Car cette unité politique, qui n'est réellement que la forme extérieure et visible de l'unité, devait venir en dernier lieu, après qu'un siècle entier se serait passé à refaire l'unité morale de l'Allemagne, à lui reconstituer, avec une littérature, un trésor commun de sentiments et d'idées, à lui rendre, en un mot, conscience de son génie et de son originalité.

CHAPITRE II

LE PIÉTISME — THOMASIUS. — LES REVUES MORALES.

I

Le travail de reconstitution commença petitement, modestement. Il fut l'œuvre d'hommes médiocres, qui n'avaient ni le vaste génie, ni les vues compréhensives de Leibniz, et qui, sans songer plus loin, se tenaient dans le cercle assez étroit de leurs occupations professionnelles. Mais, en revanche, ils y apportaient une chaleur et une passion qui manquaient peut-être à Leibniz, et le but qu'ils se proposaient, ils surent l'atteindre.

C'est d'abord un double mouvement, religieux et philosophique, qui se dessine dès la fin du XVIIe siècle et se développe au commencement du XVIIIe. Nous ne les séparons pas, parce qu'en effet, en Allemagne, les rapports de la philosophie et de la théologie sont toujours demeurés fort étroits. Même lorsque la philosophie aura revendiqué son indépendance, lorsqu'elle aura conquis le droit de suivre sa voie propre, et de s'appuyer sur des principes purement humains, même dans notre siècle,

on ne verra point en Allemagne une philosophie insoucieuse de la théologie, ni une théologie immobile et indifférente au progrès philosophique. A plus forte raison cette influence réciproque devait-elle être considérable, en un temps où les théologiens, dans les universités, avaient la haute main sur tout l'enseignement.

Le mouvement religieux porte le nom de *piétisme*[1]. Pour bien l'entendre, il faut dégager ce mot des associations qui s'y sont attachées depuis. « Piétisme » évoque immédiatement pour nous l'idée d'une dévotion étroite, formaliste, intolérante et volontiers persécutrice. Mais, à l'origine, le piétisme fut précisément le contraire. Spener, son fondateur, se proposait de réveiller le sens de l'esprit étouffé par la superstition de la lettre : moins de théologie et de formules, plus de religion et de vraie piété. A des pratiques machinales, d'où l'âme est absente, Dieu préfère un cœur pur, des sentiments charitables et une vie chrétienne. Le clergé luthérien avait fini par perdre le sens du protestantisme. Il s'était arrogé peu à peu le rôle d'intermédiaire indispensable entre les fidèles et Dieu. C'est une prétention insupportable ; Luther n'a-t-il pas appelé tous les chrétiens à la lecture et à l'interprétation des livres saints ? Tout fidèle a le devoir et partant le droit d'étudier lui-même la parole divine, d'instruire, de surveiller, de consoler et de convertir autour de

1. Pour l'histoire du piétisme, il nous a été impossible de recourir aux documents originaux. Nous nous sommes servi principalement de HETTNER, *Geschichte der Litteratur im XVIII^ten Jahrhundert*, III, 50-58 ; JULIAN SCHMIDT, *Geschichte des geistigen Lebens von Leibniz bis auf Lessings Tod*, I, 83-92 ; BIEDERMANN, II, 1, 321-352, et RITSCHL, *Geschichte des Pietismus*, t. II, Bonn, 1884.

lui. Il n'est point pour cela besoin d'avoir approfondi la théologie, ni d'appartenir à un corps ecclésiastique. Plein de cette idée d'une piété active et mêlée à la vie, Spener s'intéressait à toutes les classes de fidèles, même les plus humbles, et voulut les éveiller à la vie religieuse.

Le clergé orthodoxe s'occupait fort peu du peuple. Il exigeait bien que les petites gens vinssent à l'église, mais il n'allait pas les chercher chez eux. Il les abandonnait à leur ignorance et à leur misère, qui auraient eu si grand besoin de conseils et de consolations. Très souples devant les princes et les grands, — ils avaient beaucoup contribué à établir le pouvoir absolu des princes et à généraliser le servage, — les pasteurs luthériens se croyaient fort au-dessus du peuple, dont ils partageaient pourtant, pour la plupart, les superstitions. Ils s'accommodaient des mœurs grossières de la classe inférieure, et se bornaient à la mater par la crainte de l'enfer et des pénitences ecclésiastiques. Peu à peu même l'usage s'était introduit de laisser racheter ces pénitences. Selon Richter, c'était une coutume à peu près universelle en Allemagne au commencement du XVIIIe siècle. Il est assez piquant de voir ainsi le clergé luthérien renouveler les abus qui avaient provoqué l'indignation de Luther, et servi de cause occasionnelle à la Réforme.

La prédication se ressentait naturellement de la grossièreté des fidèles et de leurs pasteurs. « Ce n'était en général, dit Hossbach[1], l'historien de Spener, qu'une suite de jeux de mots ou de jeux

1. Cité par BIEDERMANN, II, 1, 320.

d'esprit fort déplacés, ou de discours ridicules. » « Les pasteurs en chaire, dit un autre contemporain, racontent de telles histoires, que les honnêtes gens en sont honteux et quittent l'église, tandis que les autres rient comme au cabaret. Les orateurs sacrés font des grimaces comme les paillasses à la parade; ils parlent tout d'un coup si bas qu'ils ne réveilleraient pas un enfant : ils s'escriment de la main, frappent du pied, roulent les yeux, etc. » Ne se croirait-on pas au sermon du père Lubin, si joliment imité par Mérimée dans la *Chronique du temps de Charles IX?*

Spener entendait que l'on prît le ministère sacré plus au sérieux. Le clergé luthérien avait laissé tomber en désuétude l'instruction religieuse des adultes. Spener commença par la rétablir. Puis, faisant un pas de plus, il organisa chez lui des réunions pieuses, où les fidèles de toute condition, savants et ignorants, nobles et roturiers, étaient indifféremment admis. Au milieu d'eux le pasteur allait et venait, sans apparat d'aucune sorte, expliquant, consolant, édifiant. C'était une nouveauté incroyable et qui fit grand bruit. L'exemple du premier pasteur de Francfort fut vite suivi, d'abord dans les villes et les campagnes voisines, puis peu à peu dans toute l'Allemagne protestante. Ces *Collegia pietatis* (d'où le nom de piétistes), ne donnèrent pas d'abord d'ombrage aux orthodoxes. Spener enhardi publia alors ses *Pia Desideria*. Il y recommandait la modération et la douceur envers les non-orthodoxes, soutenait que la violence est un mauvais moyen de conversion, et répétait que le vrai christianisme n'est pas affaire de savoir mais

de cœur, les formules n'étant rien sans les œuvres. Quoi de plus inoffensif?

Cependant le succès du piétisme et le zèle indiscret de quelques amis de Spener suscitèrent des difficultés. Spener, il est vrai, était d'une prudence irréprochable. Il ne cessait jamais de protester de son orthodoxie, qui ne prêta en effet à aucune attaque. Mais si réservé qu'il fût, il avait donné le branle à un mouvement dont il ne pouvait arrêter la propagation, et qui allait, en s'étendant, secouer la torpeur universelle.

Après vingt ans de succès toujours croissants à Francfort, Spener fut appelé en Saxe comme premier prédicateur de la cour, et ensuite à Berlin où il mourut. Son action en Saxe avait été décisive. Trois jeunes professeurs de théologie à Leipzig, Francke, Anton et Schade, s'unirent pour fonder une Société d'études bibliques; il s'agissait d'approfondir l'Écriture sainte dans le texte original. Spener aida de ses conseils ce *Collegium philobiblicum*, et le dirigea de préférence vers la pratique : ne pas se perdre dans l'érudition, penser toujours au but poursuivi, c'est-à-dire à l'édification des fidèles; parler d'abondance, simplement, sans apprêt; enfin, et ceci est le plus important, parler non en latin, mais en allemand. Le succès fut très vif. La jeunesse, désertant les cours des théologiens orthodoxes, se porta en foule à ces leçons. Même les bourgeois de la ville eurent la curiosité d'y venir. Les orthodoxes pour se défendre eurent bientôt recours au bras séculier. Malgré la haute situation de Spener, malgré l'appui du philosophe Thomasius, qui avait à la cour des amis influents, les novateurs furent

chassés de Leipzig, et Thomasius dut partir avec eux. Par bonheur, l'électeur de Brandebourg, pratiquant déjà la politique que devait suivre plus tard Frédéric II, leur offrit un asile à Halle, et bientôt l'université fondée dans cette ville en 1697 devint le foyer le plus actif du piétisme. De là il rayonna sur toute l'Allemagne et même plus loin, jusqu'en Suisse et dans les Pays-Bas[1], se répandant dans les villages comme dans les grandes villes, et pénétrant dans les couches profondes du peuple.

Comment un mouvement religieux de cette importance n'a-t-il pas eu aussi un caractère et des conséquences politiques? Un coup d'œil sur l'état de l'Allemagne répond aussitôt à cette question. Les circonstances étaient trop défavorables. Le morcellement territorial, la misère générale, la division entre les hautes et les basses classes, l'apathie des esprits, tout s'opposait à l'apparition d'un intérêt politique commun. Ni Spener ni ses successeurs n'en eurent l'idée. Le piétisme ne put même pas ralentir le mouvement qui tendait à subordonner de plus en plus les autorités ecclésiastiques au pouvoir civil. En effet, le clergé luthérien ne voulait pas entendre parler d'une participation active des communautés aux affaires ecclésiastiques. Il aimait mieux ne dépendre que des princes. Dans la pratique, les communautés n'avaient souvent plus le

1. M. Biedermann cite particulièrement : Francfort et ses environs, Leipzig, Dresde, Berlin, Hambourg, Brême, Lübeck, Altona, Kiel, Kœnigsberg, Dantzig, Riga, Rostock, Wolfenbüttel, Harzgerode, Halle, Delitzsch, Quedlimbourg, Erfurt, Iena, Gotha, Giessen, Darmstadt, Essen, Heidelberg, Tübingue, Strasbourg, Augsbourg, Ulm, Nördlingen, Nüremberg, Schweinfurt, Waldeck, la Silésie, la Lusace, etc. II, 1, 341.

droit de s'opposer à l'installation d'un pasteur qui leur déplaisait. Spener voyait bien que c'était un mal. Il eût sans doute préféré une organisation presbytérienne ou synodale, comme chez les calvinistes. Mais il n'eut pas le courage d'agir; peut-être vit-il clairement qu'il ne réussirait point. En fait, il n'essaya rien. Il n'osa même pas fonder de congrégations indépendantes, craignant toujours de prêter le flanc aux attaques des orthodoxes et à l'intervention du pouvoir séculier.

Ainsi le piétisme, dans son ensemble, demeure mal défini. Avec le désir du mieux et le sentiment d'une réforme nécessaire, il trahit de la timidité, de l'irrésolution, un manque d'audace dans l'idée et dans l'action. Bientôt il se décolore: il perd la rigueur morale qui faisait son principal mérite; il devient intolérant et hypocrite, et, dans cette même ville de Halle où il avait trouvé un refuge, il va se montrer à son tour persécuteur. Mais cette prompte dégénérescence, inévitable peut-être dans l'état où se trouvait alors l'Allemagne, ne doit pas faire oublier que le piétisme a été, dans son origine, un effort moral, et un des premiers tressaillements, indices de la vie renaissante dans un grand corps engourdi et immobile.

II

Le piétisme gagna surtout les âmes tendres, qui avaient des besoins de cœur, et qui souffraient de la dureté et de la sécheresse des formules théologi-

ques. D'autres, qui avaient surtout des besoins d'esprit, qui avaient soif de vérité et de science libre, allèrent de préférence à la philosophie. Non pas à la philosophie traditionnelle, qui dominait encore presque partout en Allemagne, et qu'avait instituée Melanchthon, *præceptor communis Germaniæ*. Cette scolastique imprégnée de théologie enseignait que tout homme qui n'admettait point les formules luthériennes serait damné. Peu à peu, à mesure que le XVIIe siècle approche de sa fin, le désir et l'idée d'une philosophie nouvelle, fondée sur la raison, et ne relevant que d'elle-même, se précise dans les esprits[1]. On lit, on traduit, on commente Descartes, Bayle et les libres penseurs anglais. En l'espace de vingt ans, de 1690 à 1710, un changement considérable se produit, plus facile, il est vrai, à signaler dans ses résultats qu'à suivre dans sa marche.

Deux noms remplissent cette période, deux noms d'un éclat extraordinairement inégal, Leibniz et Thomasius[2]. Le premier a sa place dans l'histoire de la pensée humaine : l'autre n'est plus connu que des seuls érudits. Leibniz compte parmi les esprits les plus puissants et les plus féconds qui aient existé. Thomasius est médiocre à plaisir. Et néanmoins, autant Leibniz a été malheureux dans ses efforts pour soulager les maux de l'Allemagne qu'il voyait si nettement, autant Thomasius a su agir efficacement dans le cercle, assez restreint il est vrai, où son esprit lui permettait de se mouvoir, Il s'y prend tout autrement que Leibniz. Il ne songe

1. Biedermann, II, 1, 400.

2. Voyez E. Grucker, *Histoire des doctrines littéraires et esthétiques en Allemagne*, Paris, 1883.

pas aux intérêts généraux de l'Allemagne, qui n'existent même pas pour lui. Tous ses efforts portent sur des questions actuelles qui touchent les intérêts et les passions de son entourage. Par exemple, Leibniz et Thomasius pensent tous deux à une réforme du droit : mais, tandis que Leibniz s'élève aussitôt à l'idée d'une législation unique pour l'Allemagne, conception alors chimérique et irréalisable, Thomasius s'attache à réformer la procédure criminelle et l'enseignement du droit dans les universités. De même, Leibniz poursuit un idéal de paix religieuse : il veut réunir les catholiques et les protestants, les luthériens et les calvinistes ; il veut même concilier la raison et la foi, et prouver qu'au point de vue de l'absolu elles ne font qu'un. Thomasius n'a point de si hautes ambitions. Il s'attache à délimiter le domaine du droit canon et celui du droit civil, le domaine de la science sacrée et celui de la science humaine, afin que chacune jouisse dans ses limites d'une entière indépendance. Il faut en finir avec la confusion de la théologie et de la philosophie : c'est la seule idée nette de la doctrine de Thomasius. Pour réaliser ses vastes projets, Leibniz s'adresse aux puissances, qui ne l'écoutent guère. Il voudrait, avec la protection des princes, former une aristocratie de sociétés savantes et d'érudits. Thomasius ne leur demande que la liberté. « C'est la liberté seule, écrit-il, qui a produit tant d'hommes distingués en Hollande, en Angleterre et en France, avant la persécution des réformés[1]. » Enfin Leibniz est de tempéra-

1. Biedermann, II, 1, p. 380-390.

ment pacifique, et ne désespère jamais d'interpréter en un bon sens la pensée d'autrui. Thomasius attaque de front, et ne craint ni la discussion, ni la lutte. Il n'aperçoit pas, comme Leibniz, les différents aspects des choses. Il n'en voit qu'un et il s'y tient.

Thomasius était, comme l'auteur de la *Théodicée*, le fils d'un professeur à l'université de Leipzig. Devenu lui-même professeur dans sa ville natale, il annonce tout à coup une chose extraordinaire, inouïe : il va ouvrir un cours en allemand! L'Université en fut bouleversée. Thomasius alléguait l'exemple des Français qui écrivent en leur langue, et qui traduisent les bons ouvrages de l'étranger. Pourquoi les Allemands ne suivraient-ils pas cet exemple? Autre coup de théâtre : le seul journal qui parût alors en Allemagne était les *Acta eruditorum* de Leipsig, revue orthodoxe, sévère, exclusive, rédigée en latin et inaccessible aux profanes. Thomasius fonde une revue en allemand[1], ni trop sérieuse ni trop ennuyeuse pour le temps, vivante au contraire et satirique. Thomasius attaque d'abord les péchés mignons des théologiens, l'hypocrisie et le pédantisme. Il passe ensuite en revue les vices propres à chaque faculté (médecine, droit, philosophie). Il s'en prend enfin à la platitude des fonctionnaires, à la malhonnêteté des marchands, à la grossièreté des étudiants. Chaque profession a son tour, et reçoit son compte. Le style est mauvais, les plaisanteries épaisses; qu'importe, si le but est atteint?

1. *Les Entretiens mensuels*. Voy. Biedermann, II, 1, 360.

Il devait l'être, car les collègues de Thomasius étaient outrés. Les quatre facultés portent plainte contre lui, sous prétexte qu'en les outrageant il a insulté le prince. Thomasius ne manquait pas d'amis, et tint bon quelque temps. Mais ayant fait cause commune avec les piétistes de Dresde, il perd ses puissants protecteurs; il se trouve obligé d'interrompre ses leçons et enfin de se réfugier dans les Etats de l'électeur de Brandebourg. Installé à Halle, il reprend son cours et son journal, et la satire recommence de plus belle. Thomasius va au plus pressé. Il prend beaucoup de peine pour tirer les étudiants de leur ignorance, de leur brutalité, de leurs mœurs crapuleuses. Il ne se lasse pas de leur demander des exercices de style en allemand. Il leur explique les écrivains allemands, il s'efforce de leur donner les moyens et le goût d'écrire dans leur langue maternelle[1]. Puis, suivant l'exemple de Descartes, il explique à ses auditeurs l'histoire de son esprit[2]. « Vers l'âge de vingt ans, dit-il, je m'aperçus que les théologiens s'occupent de beaucoup de choses qui ne sont pas de la théologie, et que novateurs et hérétiques ne sont pas des termes nécessairement synonymes. Je pensai donc que j'étais un être doué de raison aussi bien que les autres hommes, et que ce serait pécher contre la bonté du Créateur que de me laisser conduire par les autres comme une bête qu'on mène par la bride. C'est pourquoi je fermai les yeux, de crainte que l'éclat de l'autorité humaine ne les éblouît, et je ne fis plus

1. Hettner, III, p. 109 sqq.

2. Thomasius *Institutionum jurisprudentiæ divinæ libri tres*, Halæ, 1717, p. 8.

attention à la personne de l'auteur que je lisais, mais seulement aux raisons qu'il apportait. » Et il se félicite du progrès qu'il constate autour de lui. « La liberté fait des progrès, dit-il, et si les professeurs ne sont pas encore excellents, les étudiants sont moins mauvais.... Grotius et Pufendorf ont lutté avant moi. Si j'avais écrit ce que j'écris aujourd'hui au temps de Pufendorf, nul doute qu'on ne m'eût traité comme le plus dangereux des hérétiques : aujourd'hui, au contraire, je ne suis pas inquiété, grâce à la protection éclairée de l'électeur de Brandebourg et de ses ministres. »

Ne lui demandez pas, comme à Leibniz, un système original qui embrasse à la fois Platon, Aristote et Descartes, et qui contienne les principes des mathématiques, de la physique et de la morale. Point de métaphysique : le sens commun suffit. Thomasius publie son cours en allemand, parce que, dit-il, entre autres raisons « la philosophie est si facile qu'elle peut être comprise de toute personne, de quelque condition et de quelque sexe qu'elle soit. Les philosophes grecs n'écrivaient point en hébreu, ni les Romains en grec. Chaque peuple se sert de sa langue maternelle, et les Français savent fort bien le faire aujourd'hui. Pourquoi nous autres Allemands nous priverions-nous de cet avantage, comme si notre langue était impropre à cet usage[1] ? » Et de fait la philosophie de Thomasius pouvait fort bien s'exprimer en langue vulgaire, puisqu'elle n'est au fond qu'un bon sens très

1. Thomasius, *Einleitung zu der Vernunftslehre*. 4e éd. Halle, 1711, p. 14.

peu raffiné. Qu'on en juge par ces quelques maximes en lesquelles il la résume :

La science qui n'est d'aucune utilité dans la vie de l'homme et qui ne conduit pas au salut n'est pas une vraie science. — Thomasius peut avoir emprunté cette maxime aux jansénistes et aux piétistes. Il la dirige contre l'érudition vaine.

Savoir beaucoup de langues est la moindre partie de la science : (contre les érudits orgueilleux de leur grec et de leur latin).

Pour acquérir la science, on n'a besoin d'aucune vocation particulière : (contre l'esprit de caste des professeurs).

Les femmes en sont aussi capables que les hommes.

Savoir beaucoup n'est pas ce qui fait un homme savant : (contre le pédantisme).

Celui-là n'est pas savant dont la science n'a pas d'application pratique : (contre les connaissances inutiles).

Enfin celui-là n'est pas savant qui confond la lumière naturelle, c'est-à-dire la raison, et la surnaturelle, c'est-à-dire la révélation : (contre les empiètements des théologiens).

Tout ceci est assurément fort loin de la *Monadologie*. Mais ce n'est pas non plus de la *Monadologie* que l'Allemagne des premières années du XVIIIe siècle pouvait tirer profit. Thomasius ne se proposait point d'expliquer les premiers principes des choses. Il voulait abattre la barrière qui séparait les soi-disants savants et érudits du vulgaire, comme Spener avait appris au laïque que rien ne le distinguait de l'homme de Dieu. Peu importe donc

que Thomasius ait pris un peu partout ce qu'il enseignait. Il appelle lui-même sa philosophie éclectique, et il a bien raison : il emprunte tantôt à Descartes, tantôt à Bayle, plus tard à Locke. Peu importe même que sa morale soit terre à terre et ne sache pas s'élever au-dessus du principe de l'utilité. Elle venait à son heure. Cette philosophie répondait à un besoin pressant. Elle ouvrait courageusement les hostilités contre les abus invétérés des universités, contre le pédantisme traditionnel des professeurs, contre la tyrannie soupçonneuse des théologiens. En pareille matière, le plus difficile et le plus méritoire est justement de commencer.

Voyez par exemple comment Thomasius s'y prit pour mettre fin aux procès de sorcellerie. La croyance au diable était alors de foi. Nier le diable était aussi grave que nier Dieu. Tout accident dont la cause n'était pas évidente provenait sûrement du diable. Si les bêtes ou les gens tombaient malades, c'est que quelque sorcier ou sorcière leur avait jeté un sort. Qui était trop constamment heureux dans ses entreprises se voyait vite soupçonné d'avoir conclu un pacte avec Satan. Des personnes instruites croyaient fermement aux assemblées de sorcières sur le Brocken. Les vieilles femmes très laides, et les jeunes très jolies, étaient naturellement suspectes. On évalue à 100 000 personnes le nombre des victimes que les procès de sorcellerie avaient faites en un siècle[1]. Thomasius vit, en 1694, ses collègues non théologiens refuser de condamner une sorcière que lui-même envoyait au bûcher.

1. Selon M. Biedermann, II, 1, 379.

Cela le fit réfléchir. Peu à peu il arrive à rejeter, ici encore, l'autorité, et à oser se servir de sa raison. Au bout de sept ans, il se décide à s'attaquer aux procès de sorcellerie : mais comment? S'il les avait abordés de front, il soulevait un *tolle* général : l'insuccès était certain, et Thomasius pouvait payer sa tentative fort cher. Il ne faisait pas bon alors paraître plaider pour le malin. Thomasius commence par désarmer l'adversaire. « Je crois au diable, écrit-il, dans sa curieuse *Dissertation sur le crime de Magie*. Je crois qu'il existe des sorciers et des sorcières qui portent traîtreusement préjudice aux hommes et aux animaux, je crois aux conjurations, etc.... Mais ce que je ne puis croire, c'est que le diable ait des cornes et des griffes, qu'il puisse prendre un corps et apparaître aux hommes sous telle ou telle forme, — qu'il fasse des pactes avec eux, qu'il exige leur signature, qu'il les emmène au Blockersberg (*sic*) sur un bouc ou sur un manche à balai. » Par conséquent, quoiqu'il existe très certainement des sorciers, et quoiqu'on doive les punir, si on les connaît, on ne peut cependant leur faire de procès pour leurs relations avec le diable, puisqu'il ne saurait y avoir de preuves de fait. Cette argumentation naïvement subtile réussit. Thomasius fit honte aux juristes d'avoir servi d'instruments aux théologiens, et d'avoir condamné sans preuves suffisantes. Les procès de sorcellerie furent dès lors abandonnés en Allemagne. « Si les femmes peuvent vieillir et mourir en paix en Allemagne, disait Frédéric II, c'est à Thomasius qu'elles le doivent. »

Thomasius rendit un autre service important à l'Allemagne, et en particulier à la Prusse, en réfor-

mant l'enseignement du droit. Il condamne l'abus du droit romain, que l'on apprend, dit-il, de la manière la plus fatigante et la plus scolastique. De l'aveu même des partisans du droit romain, plus des neuf-dixièmes de ce que les étudiants apprennent ainsi est absolument inutile dans la pratique. Or Thomasius est, nous le savons, l'ennemi juré de la vaine érudition. Il veut donc que l'enseignement du droit tienne compte de la fin que les étudiants se proposent. « Jusqu'ici, écrit-il dans une préface de 1713, les jurisconsultes allemands, dans les Académies même des princes protestants, se contentaient d'expliquer le droit de Justinien et le droit canonique. Ils semblaient faire exprès de persuader aux étudiants que cela suffit, et qu'il n'y a point d'inconvénient à ignorer les coutumes et les lois germaniques. Mais Conring (jurisconsulte, ami de Leibniz) vint, et soutint l'opinion contraire. Il montra avec évidence que les questions de droit public ne pouvaient se définir dans le droit de Justinien, et qu'il fallait pour cela étudier les antiquités germaniques, que même dans le droit privé on ne pouvait les omettre tout à fait. » Thomasius conseille donc, sans négliger le droit romain, de rendre au droit germanique la place qui lui revient : il recommande d'étudier les lois des Saxons, des Goths, des Burgondes, des Lombards, les capitulaires des rois de France, etc. Bientôt la faculté de droit de Halle fut une des plus florissantes de l'Allemagne, et pendant tout le XVIIIe siècle elle servit de pépinière à l'administration prussienne[1].

1. Voyez *Neues allgemeines Archiv für die Geschichte des preussischen Staats*, I, fascicule 3, cité par HETTNER, III, 112.

Ainsi Thomasius avait obtenu, ici encore, un succès modeste, il est vrai, mais durable cependant et qui n'était pas à dédaigner. Non que nous prétendions le « réhabiliter » comme on dit, ni tirer de son obscurité un nom justement oublié. Mais il a dû nous arrêter un instant, car sa vie, ses idées et ses tendances jettent une vive lumière sur l'état des esprits en Allemagne dans les premières années du XVIIIe siècle. Leibniz demeure isolé dans l'Allemagne de son temps. Il est trop grand, trop libre, trop universel. Allemand par le cœur et par le génie, il est Européen par ses relations et par l'immense correspondance qu'il entretient avec les savants de tous les pays. Thomasius, au contraire, est encore près des abus et des préjugés qu'il combat : il ne s'en est affranchi lui-même qu'après les avoir longtemps approuvés. Il n'a pas tourné le dos, comme Leibniz, à l'université d'où il est sorti. Il y vit, il y enseigne, il y bataille, il s'y sent chez lui. C'est pourquoi il symbolise à merveille, pour l'historien, les premiers efforts de la pensée allemande *moyenne*, efforts gauches et maladroits, pour secouer le joug d'une théologie intolérante et le poids mort d'une scolastique surannée. Tout intérêt politique a disparu pour elle. Elle n'a pas trop de toutes ses forces pour se ressaisir, pour s'émanciper et pour revenir à une pleine conscience d'elle-même.

III

Dans la littérature du temps, nous ne trouverions pas un nom à rapprocher, je ne dis pas de Leibniz,

mais de Spener et de Thomasius. « On a coutume, dit un historien[1], d'insister si fort sur la barbarie et la misère de la guerre de Trente ans. Mais cette génération (de la fin du XVIIe et du commencement du XVIIIe siècle), qui avait grandi sous l'oppression de princes débauchés et récemment parvenus à rendre leur pouvoir absolu, était, dans sa grande généralité, encore infiniment plus dégradée. Ce qu'il y a de plus fort dans le célèbre roman de *Simplicissimus* n'est rien au prix de la grossièreté des nombreuses imitations que suscita en Allemagne *Robinson Crusoë* (paru en 1719), et auxquelles on donna le nom de *Robinsonnades*. Qui n'a pas lu un de ces livres ne peut se faire une idée de l'indescriptible barbarie dont souffrait encore la génération de Leibniz et de Wolff. » En faisant la part de l'exagération habituelle à Hettner, le tableau reste vrai. Jamais la poésie allemande n'est tombée plus bas que dans les premières années du XVIIIe siècle. Les quelques auteurs qui écrivent encore en vers, (on ne peut guère les appeler poètes), paraissent dépourvus de tout sentiment, je ne dis pas national, mais naturel. Besser[2] compose, à l'occasion de la mort de sa femme et « le jour même de l'enterrement », une poésie funéraire de neuf pages, et deux autres au nom de ses enfants, dont l'un était encore au berceau. La naissance, la mort ou le mariage des princes sont les sujets ordinaires sur lesquels s'exerçent les poètes, résignés à n'être pas lus, si du moins ils étaient payés. Naturellement

1. HETTNER, *Geschichte der deutschen Litteratur im XVIII^ten Jahrhundert*, III, 325-351.

2. BIEDERMANN, II, 1, 458 sqq.

à défaut d'idées ou de sentiment, la flagornerie se donnait carrière. On comparait sans sourciller un bon bourgeois au consul Marius, et Frédéric III de Brandebourg à Alexandre.

Bientôt, sous l'influence de l'Angleterre, un léger progrès se manifesta. Certes les Allemands qui imitèrent Pope et Thomson, Brockes de Hambourg, Frédéric de Hagedorn, n'étaient pas de grands poètes, ni fort originaux; mais ils valaient toujours mieux que leurs plats devanciers. Tous s'attachent de préférence à des sujets religieux ou philosophiques; ils sentent d'instinct que ce sont les seuls propres à éveiller l'intérêt de leur public. Ainsi Brockes compose un poème intitulé *le Bonheur terrestre en Dieu*. Il y fait l'éloge de la Providence d'après Leibniz et Wolff. Drollinger écrit sur *l'Immortalité de l'âme*, sur *la Providence divine*. Haller met en vers les meilleurs arguments de la *Théodicée* de Leibniz. Frédéric de Hagedorn avait passé quatre ans en Angleterre. Il emprunte ses idées à Pope, à Prior, à Addison, au moraliste Shaftesbury, si oublié aujourd'hui, si goûté au siècle dernier[1].

Mais l'influence anglaise pénètre surtout en Allemagne par le moyen de publications périodiques, tenant le milieu entre le journal et la revue, sur le modèle du *Spectator* d'Addison. Dès 1713 paraît à Hambourg l'*Homme raisonnable*; en 1721, Bodmer et Breitinger publient les *Discours des peintres*. En 1724, de nouveau à Hambourg, le *Patriote*; en 1725-1726, Gottsched publie les *Critiques raisonnables*,

1. Hettner, III, 340-353.

revue destinée spécialement aux femmes; en 1728-1729, le *Brave homme*, etc. Le catalogue de ces *Magazines* qui parurent en allemand de 1711 à 1761 ne présente pas moins de 182 numéros[1], y compris les traductions. Tout d'ailleurs n'y est pas également bon, ou, pour mieux dire, tout y est également mauvais, au moins au point de vue littéraire. Mais cette pullulation même de revues morales, si médiocres qu'elles fussent, prouve qu'elles répondaient à un besoin. La classe moyenne renaissante voulait qu'on ne lui parlât plus seulement de théologie. Elle était heureuse qu'on l'entretînt des intérêts de la vie domestique et sociale, de morale, de pédagogie, d'économie et aussi, à l'occasion, du progrès des sciences. Elle tend à se séparer de la noblesse, qui reste attachée à la langue et aux modes françaises. C'est un premier effort vers l'indépendance, c'est le commencement du réveil.

Le plus intéressant de ces périodiques fut le *Patriote* de Hambourg (1724-1727), publié par une « Société patriotique » qui comptait parmi ses membres, avec des poètes comme Brockes et des érudits comme Fabricius et Hoffmann, des sénateurs, des jurisconsultes, des ecclésiastiques et d'autres citoyens considérables. « Je pensais, dit l'éditeur anonyme, tirer à 400 exemplaires; mais il faut rendre justice à mes compatriotes : dans la Haute-Saxe seulement on a souscrit pour cinq mille. » A quoi faut-il attribuer ce succès inattendu? Ce *Patriote* avait-il su, mieux que Leibniz, réveiller le sentiment national allemand? Comprend-il

1. Hettner, III, 317-325.

la décadence politique de l'Allemagne et propose-t-il des moyens d'y remédier? Rien n'est plus loin de sa pensée. Les premiers mots du premier numéro éditient tout de suite le lecteur[1]. « Je suis né, dit-il, dans la Haute-Saxe, et j'ai été élevé à Hambourg, mais je regarde le monde entier comme ma patrie, oui, comme une cité unique, et je me considère comme le parent et le concitoyen de tous les hommes. » Voilà comment ce *Patriote* entend le patriotisme. Ainsi l'entendront la plupart des Allemands du XVIIIe siècle. C'est une disposition d'esprit philosophique, très voisine du cosmopolitisme, n'excluant pas un sentiment d'affection particulière pour le pays où l'on est né, et témoignant d'une parfaite indifférence pour les intérêts purement politiques. « Qu'est-ce qu'un patriote? Un homme qui s'applique sérieusement au bien de sa patrie, qui confesse sincèrement son Dieu, qui craint l'autorité, honore son pasteur, aime la vérité et l'ordre, etc.[2]. » Cela annonce Herder, qui parlera du patriotisme du chrétien pour sa religion.

Le *Patriote* s'autorise souvent de l'exemple du *Spectator* et du *Guardian*[3]. « J'ai eu l'honneur, dit-il, dans le séjour que j'ai fait à Londres autrefois, de les connaître intimement et de nouer avec eux une amitié étroite. » Il énumère complaisamment les services que ces écrivains ont rendus à l'Angleterre. Son ambition serait de remplir le même office auprès de ses compatriotes, c'est-à-dire des Hambourgeois. Tous ses efforts vont à combattre les préjugés et les

1. *Der Patriot*, Hambourg, n° I, 1.
2. N° IV, p. 29.
3. N° XXVI, p. 341.

vices, à répandre les lumières, à réformer les mœurs. Il combat le luxe et la prodigalité : c'est folie de se ruiner pour des jardins, ou des voitures, ou des chevaux. Il s'efforce de donner aux femmes des goûts plus simples et plus relevés, de développer chez elles l'esprit de société et de conversation. Voici, d'après lui, ce que doit contenir la bibliothèque d'une « femme distinguée » : des livres de piété en fort grand nombre, Fénelon, *de l'Existence de Dieu, de l'Éducation des filles*, *Télémaque*, — La Bruyère, — les *Lettres* de Richelet, — les *Lettres* de Rabutin, — Fontenelle, *de la Pluralité des mondes*, — Crousaz, *Traité du Beau*, — les *Fables* de la Motte; puis quelques livres traduits de l'anglais, Sherlock, Locke, *de l'Éducation des enfants*, etc.[1] » Ce dernier sujet revient constamment; aucune réforme n'était plus urgente. « Je connais beaucoup de maisons ici à Hambourg où les enfants, aussi bien les garçons que les filles, restent avec les domestiques jusqu'à l'âge de 9 ou 10 ans, et ont à peine une fois par semaine le bonheur de paraître devant leurs parents[2]. » Dans les écoles, beaucoup de maîtres sont indignes de leurs fonctions. « Qui voudrait croire que même dans de grandes villes (comme Hambourg), de mauvais garçons forgerons, des compagnons tailleurs ou charrons, voire de simples laquais, se font maîtres d'école, et que beaucoup de ces gens-là tiennent jusqu'à soixante-dix enfants sous leur férule[3]? » Les mères doivent nourrir elles-mêmes leurs enfants, s'en occuper elles-mêmes, ne point

1. VIII, p. 77-78.
2. III, p. 20.
3. *Ibid.*

avoir d'injustes préférences et donner autant de soins aux filles qu'aux garçons. Pour ces derniers, rien de plus pernicieux que les voyages à l'étranger par lesquels, dans les familles riches, on se croit obligé de compléter leur éducation. « Le jeune Reisedumm, parti de Hambourg à l'âge de 23 ans, dépense en deux ans dix mille thalers. Il revient enfin, la santé ruinée, la bourse plate, la tête pleine de sornettes. Il a « beaucoup de joye » de retrouver en bonne santé monsieur son père et madame sa mère. Il montre bientôt comme les voyages lui ont donné de l'esprit : il trouve les rues de Hambourg trop étroites; l'air y est trop épais pour lui, la cuisine trop grossière; le commerce des gens manque de politesse[1]. » L'auteur pense sur ce point comme Leibniz. Il voudrait une loi qui interdît ces funestes voyages. « Le préjudice qu'une ville, que le pays tout entier souffre par là est évident. Combien de jeunes gens, en trois ans de voyages, ont dissipé ce qui aurait suffi à les maintenir, eux et leur famille, pendant toute leur vie[2]. » Et si les jeunes nobles ont tort de gaspiller ainsi leur fortune, que dire des bourgeois qui se ruinent pour les singer[3]?

Mais quoi, les jeunes gens iront-ils à l'université? Ce serait le mieux sans doute, si les universités étaient ce que l'on attend d'elles. Par malheur, elles sont tout le contraire. Ce qu'on y enseigne est pédanterie pure, et ne sert à rien; mais, par manière de compensation, les étudiants y prennent de très

1. LXIII, p. 92-3.
2. *Ibid.*
3. LXXXVII, p. 314.

mauvaises mœurs[1]. Ils ne font absolument que ce qu'ils veulent, et, excepté pour les crimes et délits de droit commun, aucun châtiment ne les atteint. Ils passent le temps à s'enivrer (le vice national des Allemands, disait Leibniz), à faire des dettes, à se battre, à rouler d'excès en excès, et à se faire mettre en prison. Quand on leur reproche leur conduite, ils répondent : « Il faut bien faire comme les autres. » Le mal est si profond que le *Patriote*, généralement optimiste, ne paraît pas espérer un prompt changement. « S'il se trouve ici ou là, dit-il, un homme consciencieux, qui prenne au sérieux son devoir, on le tourne en ridicule ou on le calomnie. » Les professeurs, en effet, valaient les étudiants. Leur platitude devant les puissances est extrême, leur étroitesse d'esprit n'est pas moindre. Ils sont forcément les complices de la paresse et des vices de leurs élèves, car ils en vivent. S'ils s'avisaient de ne plus fermer les yeux et de montrer quelque dignité, les étudiants, assurés de trouver ailleurs plus de complaisance, quitteraient leurs cours, et le pauvre professeur mourrait de faim. De plus, si les étudiants abandonnent l'université, c'est la disgrâce et parfois les mauvais traitements pour les professeurs : car les gouvernements ne tiennent aux universités que pour les revenus qu'elles apportent à l'octroi des villes. Si les étudiants s'en vont, les recettes de l'octroi baissent d'autant, et le gouvernement laisse sentir sa mauvaise humeur au corps académique. La situation d'un professeur n'était donc guère enviable, et naturellement les universités s'en ressentaient.

1. LXVII, p. 131-8.

Le *Patriote de Hambourg* nous donne une idée[1] de ce que les historiens appellent la « bestialité » des étudiants d'alors. « Je n'attends rien de la génération présente, dit-il[2], mais j'espère tout de celle qui suivra. C'est pour les maîtres et les étudiants de l'avenir que j'écris. Les uns seront peut-être moins pédants, et songeront davantage à enseigner des choses de quelque utilité; les autres seront peut-être plus soucieux d'apprendre, et de vivre honnêtement. »

A côté de ces articles d'une portée générale, d'autres ont un intérêt purement local. L'auteur se plaint, par exemple, du mauvais état du pavé de Hambourg, ou s'inquiète des moyens de soulager les pauvres et de restreindre la mendicité. Mais le plus souvent, c'est une leçon de morale pratique qu'il prétend donner à ses compatriotes. Il finit même par leur proposer le modèle de l'éducation et de la vie d'un citoyen de Hambourg, tel qu'il devrait être[3]. « Son père, homme de bon sens, l'avait destiné au commerce, mais ne le garda pas tout de suite à son comptoir. Pasiteles (c'est le nom de ce citoyen parfait) suivit l'école publique jusqu'à dix-sept ans, et le gymnase jusqu'à dix-neuf. — (L'auteur condamne ainsi indirectement l'usage de prendre un précepteur à la maison, comme faisaient nombre de familles riches, pour imiter les grands.) — « En même temps, le jeune homme recevait une instruction professionnelle : il apprenait la comptabilité, la tenue de livres, et les langues vivantes que ses

1. LXIX. Voyez ce numéro tout entier.
2. LXXXII, p. 275.
3. N° CLV.

relations et sa correspondance lui rendaient nécessaires. Mais les exercices du corps et les arts d'agrément n'étaient pas négligés pour cela.... Il m'a avoué cent fois que, pour rien au monde, il n'aurait voulu être privé de la culture supérieure qu'il avait reçue. Il en a recueilli trois avantages principaux : il a pu, dans ses voyages, converser avec les personnes les plus distinguées, profiter, pour ses affaires, de ses connaissances géographiques et scientifiques, et surtout occuper libéralement ses loisirs. Il prend part à Hambourg aux affaires publiques, en se gardant de verser dans aucun excès.... » Mais voici le plus important. « Dans son train de maison, tout était convenable et de bon goût, mais aussi tout était *bourgeois*. Il connaissait et observait scrupuleusement la différence entre un bien-être *bourgeois* et la façon de vivre des nobles et des gens de cour. Tous les amusements utiles et modérés étaient permis dans sa maison; mais d'assemblées, de bals, de soirées de gala ou de jeu, il n'en était pas soufflé mot dans son dictionnaire *bourgeois*.... Sa grande préoccupation était de bien élever ses enfants. » Remarquez avec quelle insistance l'auteur appuie sur ce mot « *bourgeois* ». Évidemment il veut tracer à la classe moyenne une route qui soit bien à elle, où elle puisse avancer sans mentir à ses goûts, sans dépasser ses moyens, sans forcer son naturel, aussi loin de la grossièreté du bas peuple que du luxe de la noblesse. « J'ai montré la folie, dit-il plus d'une fois, d'une magnificence exagérée en fait de carrosses, de jardins, de dîners, de funérailles, etc. » Dans le dernier numéro (28 décembre 1726), il jette un regard sur les

trois années qui viennent de s'écouler. « Mon principal dessein, dit-il, allait à réformer les mœurs de mes concitoyens; je voulais aussi leur fournir, une fois par semaine, une lecture morale et intéressante, et épurer un peu leur goût en matière de langue et de style. Pour lire un livre dans sa langue maternelle, il faut aujourd'hui qu'un Allemand sache le français, le latin et l'italien. J'ai tâché d'écrire purement, car ce salmigondis est la peste de notre langue[1]. »

Songez au travail accompli par un nombre considérable de semblables publications. Elles sont peu originales, car elles empruntent sans compter aux moralistes français et anglais. Elles sont à mille pieds au-dessous de leurs modèles. Leurs essais dans la manière de La Bruyère, de Montesquieu, d'Addison, sont d'une lourdeur touchante, et parfois d'une naïveté dans le grotesque qui désarme la critique. Qu'importe d'ailleurs, si leur public ne s'en plaignait point? Ils n'écrivaient pas pour les classes supérieures, qui ne savaient et ne voulaient lire que du français; ils s'adressaient à des lecteurs lourds et peu déliés eux-mêmes, qui avaient besoin qu'on leur mît de gros points sur les *i*, et qui prêtaient plus d'attention au fond des choses qu'à l'élégance du style.

Plus du tiers de ces « *Magazines* » parurent à Hambourg et à Leipzig. Ce fait s'explique aisément. Hambourg avait entretenu de tout temps un commerce important avec l'Angleterre, et ces relations s'étaient encore resserrées depuis que l'électeur de

1. CLVI, p. 468-476.

Hanovre avait succédé à la reine Anne. Georges Ier était fort attaché à son électorat. Il y venait le plus souvent qu'il pouvait; il s'y sentait pour ainsi dire mieux chez lui que dans son royaume. Hambourg profita de cette circonstance. C'est par elle que les idées anglaises se frayèrent une voie en Allemagne. La première loge franc-maçonnique allemande fut fondée à Hambourg en 1733, et l'on sait les rapports de la libre pensée anglaise avec la franc-maçonnerie. Il est donc tout naturel que les premiers signes d'un réveil littéraire et moral s'y soient aussi manifestés. Hambourg d'ailleurs ne fut pas le seul *punctum saliens* de ce genre. D'autres grandes villes riches et commerçantes voyaient aussi se reformer une classe moyenne capable d'indépendance, curieuse des idées nouvelles, et avide de progrès.

L'impulsion ne venait pas d'en haut. Il n'y avait point de capitale qui fût en Allemagne ce que Paris était depuis longtemps en France, à la fois le cœur et le cerveau de la nation. Imaginez plutôt un réveil local, qui a lieu simultanément en plusieurs points, fort éloignés les uns des autres, semblables à ces cœurs multiples et rudimentaires que l'on voit battre dans certains organismes inférieurs. C'est là le caractère original, et peut-être unique, que présente la reconstitution morale de l'Allemagne au commencement du XVIIIe siècle. Aucune pensée consciente n'y préside. Les ouvriers ignorent l'œuvre; elle s'accomplit en vertu d'une sorte de finalité interne, comme croissent les corps vivants. Ni le *Patriote de Hambourg*, ni aucun de ses innombrables collaborateurs ne se doutaient qu'ils réussissaient là où Leibniz avait échoué, et que

par leurs patients efforts, ils posaient les premiers fondements d'une Allemagne nouvelle qui deviendrait un jour un puissant empire. Ils ne visaient qu'à améliorer les mœurs, et à répandre le goût de la langue nationale. Mais, ce faisant, ils ont formé un public aux Lessing, aux Gœthe, et aux Schiller, qui à leur tour ont donné à ce public la conscience de son individualité nationale. Leur œuvre était à la fois la plus modeste et la plus nécessaire. Il ne lui a manqué, pour faire figure dans l'histoire, que de se résumer en un grand nom.

CHAPITRE III

WOLFF. — GOTTSCHED. — FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DE GÖTTINGEN.

I

Les économistes ont coutume de dire que la formation des premiers capitaux a dû coûter infiniment plus de temps et d'efforts qu'il n'en a fallu pour les multiplier cent fois dans la suite. Pareillement, dans ce travail de reconstitution nationale dont nous suivons la marche, les progrès sont d'abord timides, hésitants, incertains. Mais à mesure que le XVIIIe siècle s'avance, le mouvement s'accélère. Déjà la génération de Wolff et de Gottsched, qui succède à celle de Leibniz et de Thomasius, profite du labeur de ses devanciers, et fait un pas considérable en avant. Comparez l'Allemagne de 1710 et l'Allemagne de 1740 : de l'une à l'autre la culture intellectuelle, l'esprit scientifique et la moralité même se sont déjà beaucoup relevés.

Pour l'histoire de la philosophie, Wolff est un personnage secondaire. Il disparaît dans l'ombre de Leibniz qui l'enveloppe tout entier. Mais l'influence

d'un homme ne se proportionne pas toujours à son originalité. Wolff et Leibniz en sont la preuve. L'action de Wolff sur ses contemporains fut infiniment plus directe et plus étendue, quoiqu'il n'ait fait que systématiser, et même gâter sur plus d'un point la doctrine de son maître. Mais il était plus accessible, plus didactique surtout. Il savait et il aimait enseigner. Dès son arrivée à Halle, où il fut professeur de philosophie, les étudiants vinrent à lui avec un empressement qui lui fit aussitôt des ennemis. Les piétistes, qui avaient la haute main dans cette université, tenaient la philosophie pour suspecte. Ils avaient toléré Thomasius, peut-être en souvenir des services rendus; ils ne supportèrent pas ce jeune professeur, qui n'avait pas la libre pensée modeste. « J'ai représenté à M. Wolff, dit Francke, quelle corruption d'âme j'ai trouvée dans ses disciples[1]. » Le même piétiste devait plus tard écrire ce mot si caractéristique : « Je n'ai jamais pu faire un vrai chrétien d'un jeune homme qui a étudié Euclide. »

Les hostilités commencèrent à propos d'un *Discours* de Wolff *sur la morale des Chinois*. Selon lui, la raison, avec ses seules forces, et sans le secours d'aucune révélation, peut fonder une morale irréprochable, et l'exemple des Chinois le prouve. Aussitôt plainte est portée contre Wolff, qui réplique, et la discussion s'envenime. Le gouvernement prussien ne se décidant pas assez vite à agir, les piétistes s'avisèrent d'un argument *ad hominem* dont l'effet était sûr. Le roi Frédéric Guillaume Ier, le roi-

1. Biedermann, II, 1, 413 sqq.

sergent, tenait par-dessus tout, comme on sait, à ses beaux régiments de grenadiers gigantesques, qu'il recrutait à grands frais par toute l'Europe. Les amis des piétistes lui représentèrent que Wolff enseignait le fatalisme, et qu'il niait la liberté et la responsabilité morales : par exemple, si un grenadier désertait, c'était, selon cette doctrine, qu'il ne pouvait pas ne pas déserter; il ne méritait donc aucun châtiment. Le roi saisit tout de suite ce que cette doctrine avait de pernicieux, et séance tenante, il envoya à Wolff l'ordre de quitter ses états dans les vingt-quatre heures. Wolff ne se le fit pas dire deux fois et se réfugia dans la Hesse, où l'université de Marbourg le recueillit.

Les piétistes furent un peu étourdis eux-mêmes de leur victoire. Le roi, à son habitude, avait frappé trop fort. Il leur aurait suffi que l'on fermât la bouche à Wolff et qu'on lui interdît d'écrire. Ils avaient manqué le but en le dépassant, et la persécution tourna à la gloire du philosophe. Elle lui procura tout d'un coup une célébrité à laquelle il n'aurait pas osé prétendre[1]. Wolff passa pour un martyr de la science indépendante, et dès lors le nombre de ses disciples augmenta chaque année. Ludovici, dont l'histoire s'arrête en 1737, énumère déjà cent sept philosophes ou écrivains wolfiens. Un comte de Wied ordonnait que les jeunes théologiens de ses domaines allassent étudier deux ans près de Wolff. Un professeur d'Iéna ayant traité Wolff d'hérétique, les étudiants protestèrent et manifestèrent, au cri de : « Vive Wolff! » En même

1. Hettner, III, 235-245.

temps les Académies de Paris et de Saint-Pétersbourg nommèrent Wolff membre d'honneur : Pierre le Grand[1] essaya même de l'attirer en Russie, et lui offrit la vice-présidence de son académie. Wolff déclina cet honneur. Il ne se souciait pas de s'exposer encore à une expulsion brutale : mais il envoya en Russie quelques-uns de ses élèves. On l'appela aussi en Suède. Ses ouvrages étaient traduits dans plusieurs langues vivantes, ce qui n'était guère arrivé depuis longtemps aux écrivains allemands.

Wolff était bien un peu grisé par tant de gloire. Ses mémoires laissent percer une satisfaction naïve : « A la cour de Vienne, dit-il, on avait pour moi la plus haute considération, et en Italie on jugeait que, M. de Leibniz mort, seul je pouvais soutenir la réputation des Allemands.[2] » Il rapporte avec complaisance les compliments que lui adressent Réaumur et le cardinal de Fleury. Toutefois il ne se trouvait pas parfaitement heureux à Marbourg. Retourner à Halle était son désir secret, et plus encore peut-être celui de Mme Wolff. Il est vrai que son ami, le comte de Manteuffel l'en dissuade[3] : « Vous quitteriez un établissement tranquille et sûr, où tout le monde vous rend justice, pour revenir dans un pays où l'on n'aime les savants qu'en tant qu'ils peuvent servir à augmenter les revenus de l'accise, où l'on agit souvent, comme vous ne l'ignorez pas, par boutades et par des voies

1. Wolff's *Briefe aus den Jahren* 1719-1753. *Ein Beitrag zur Geschichte der K. Academie der Wissenschaften zu Saint-Petersburg.* Saint-Pétersbourg, 1860.

2. *Mémoires de Wolff*, publiés par Wuttke, p. 174.

3. Lettre citée par Wuttke, p. 40-42.

de fait, où l'on donne tout aussi facilement des chaires de professeur à des ignorants, souvent même à des bouffons déclarés, qu'à des gens de mérite, et où les hommes les plus graves sont exposés, témoin ce qui est arrivé à M. Heineccius et à d'autres, aux avanies les plus rudes. » Néanmoins, quand Frédéric II, le quatrième jour de son règne, offrit à Wolff de remonter dans la chaire d'où il avait été chassé, le philosophe se laissa tenter et accepta.

Les contemporains de Wolff avaient été séduits moins par sa doctrine même que par sa méthode. « M. Wolff, dit Formey[1], a passé sa vie uniquement livré au soin de transformer en sciences réelles et véritables cet amas indigeste de connaissances philosophiques que l'on avait jusqu'alors plutôt accumulées qu'édifiées.... Il entrevit dès sa jeunesse le vaste plan qu'il a depuis si judicieusement exécuté, de faire de toutes les connaissances philosophiques un vrai système, qui procédât de principes en conséquences, et où toutes les propositions fussent déduites les unes des autres avec une évidence démonstrative.... Ce qui caractérise principalement les écrits de M. de Wolff, c'est sa méthode.... Son cerveau était une vraie encyclopédie philosophique, toute distribuée et rangée dans la dernière exactitude. C'était le fruit qu'il avait remporté de plusieurs années d'application aux mathématiques. » Méthode essentiellement déductive, comme on voit, et fort voisine de celle de Descartes et de Leibniz. « La seule voie, dit Wolff,

1. *Mémoire abrégé sur la vie de Wolff*, dans *Les principes du droit de la nature et des gens*, extrait du grand ouvrage latin de M. DE WOLFF. Amsterdam, 1758. Préface, p. IV.

pour parvenir à une connaissance certaine, est de déterminer précisément le sens de tous les mots, et de déduire les vérités suivantes des vérités précédentes par une liaison nécessaire. » Et il le fait comme il le dit, définissant chaque terme, démontrant chaque proposition. Aussi son système, à commencer par l'ontologie ou métaphysique, jusqu'à la logique et à la morale, en passant par la psychologie, forme-t-il un nombre considérable de gros volumes, tous également illisibles. Wolff démontrera, par exemple avec les preuves à l'appui, que les enfants bien élevés deviennent une cause de satisfaction pour leurs parents, et mal élevés une cause d'ennui. Naturellement les disciples renchérissaient encore sur le maître, et exagéraient ses scrupules en fait de définitions et de preuves. On cite un pasteur qui, ayant pris pour texte le *Sermon sur la montagne*, commença ainsi : « Une montagne est une élévation, le peuple est une multitude d'hommes, etc. [1] »

Wolff n'en a pas moins été le premier qui, en Allemagne, ait tenté de parcourir tout le domaine de la science en suivant une marche méthodique, en se tenant au point de vue de la seule raison, et en rejetant toute autorité. Que les démonstrations de Wolff paraissent souvent inutiles ou puériles, là n'est pas la question. L'esprit allemand avait besoin de passer par cette école. En France, la philosophie cartésienne avait rompu net avec la tradition scolastique. Descartes est un novateur sévère jusqu'à l'injustice pour ce qui l'a précédé.

1. Biedermann, II, 1, 406.

En dépit des précautions dont il s'enveloppe, l'esprit de sa réforme est radical et même intransigeant. Il prétend faire table rase du passé. Il n'a pas de sens historique, il ne veut pas en avoir. Lorsque le cartésianisme l'emporte définitivement vers la fin du XVIIe siècle, la scolastique a vécu en France. En Allemagne, cette brusque rupture de la tradition n'a jamais eu lieu. Leibniz restait conservateur jusque dans ses plus sublimes hardiesses, et prétendait englober Platon et Aristote dans son système original. Il n'était d'ailleurs ni bien connu, ni bien compris. Wolff fut l'homme nécessaire, qui, à la scolastique de Mélanchthon, en substitua une nouvelle, et, sans dépayser les esprits, leur fournit un cadre nouveau où les sciences du temps pouvaient commodément se ranger. En faisant sentir la nécessité des démonstrations rigoureuses et d'une méthode scientifique, Wolff rendait un signalé service. Les contemporains ne s'y étaient pas trompés. Voltaire appelait Wolff « le maître à penser de l'Allemagne ». Mirabeau le nomma plus tard « le père de la saine philosophie, celui qui eut l'influence la plus grande et la plus utile sur l'esprit humain en Allemagne. » Mais la formule la plus exacte appartient à Hegel. « Wolff, dit-il, fut *l'instituteur* de l'Allemagne [1]. »

Cet instituteur avait compris qu'il fallait, avant tout, parler à ses élèves leur langue maternelle. Il traduisit plus tard ses principaux ouvrages en latin, mais il les avait publiés d'abord en allemand, obéissant à la loi générale qui pousse les réforma-

1. BARTHOLMESS, *Histoire philosophique de l'Académie de Prusse*, I, 98-118.

teurs à se chercher dans un public nouveau des juges non prévenus. Wolff s'excuse d'écrire en allemand, parce que « son livre ne s'adresse pas aux savants seulement, mais aussi aux commençants[1] ». Sa langue est diffuse et sans éclat ; pourtant, comparée à celle de Leibniz et surtout à celle de Thomasius, elle a beaucoup gagné en pureté et en aisance. « J'ai éprouvé, dit Wolff, que notre langue maternelle se prête mieux à la science que la latine, et que l'on peut expliquer en fort bon allemand ce qui sonne en latin de façon horriblement barbare[2]. » De la sorte, les principes et surtout la méthode de Wolff se répandirent dans toute l'Allemagne. « La philosophie de Wolff, écrit Edelmann en 1740, est tellement à la mode, même parmi les femmes, que c'est un engouement, une folie. Dès que deux ou trois personnes sont réunies, on peut être sûr que le dieu Wolff se trouve aussi parmi elles[3]. » Un autre publiait une satire intitulée : *Le savetier selon la méthode mathématique, la meilleure, la plus nouvelle et la plus naturelle*. La société des *Aléthophiles* se donna pour mission de propager la doctrine : un article des statuts portait que « les membres n'admettraient rien pour vrai ou pour faux sans raison suffisante ». De semblables sociétés se fondèrent à Weissenfels, à Leipzig, à Stettin, dans la Lusace, et ailleurs encore ; il y en eut même pour les femmes. Gottsched, qui était un pur wolfien, publia des *Éléments de philosophie* qui furent traduits en français à l'usage des personnes de

1. Hettner, III, 217-232.
2. Cité par Julian Schmidt, I, 381.
3. Hettner, III, 258 sqq.

qualité. Enfin, pour les lecteurs qui auraient encore redouté les *Éléments* de Gottsched comme trop abstraits, Formey, professeur au gymnase français de Berlin, écrivit la *Belle Wolfienne*. Cet ouvrage parut en 1741, un an après le triomphe officiel de Wolff. « La philosophie de Wolff, dit l'auteur dans un *Avertissement*, fait beaucoup de bruit, surtout en Allemagne, et cependant j'ose avancer qu'elle n'est guère connue. Peu de gens ont le courage de soutenir avec toute l'attention nécessaire la lecture de plusieurs gros volumes écrits suivant la méthode des géomètres. » La *belle Wolffienne* est une jeune fille très forte en philosophie, qui veut bien convertir un jeune homme à ses principes. Elle commence par ne réclamer pour Wolff aucune originalité, ce qui a dû lui faire un médiocre plaisir. Elle insiste ensuite sur l'excellence de sa méthode, qui mène infailliblement à la vérité. « Elle ennuie d'abord, mais elle satisfait l'esprit. » La *belle Wolfienne*, par malheur, ne tient que la première de ces deux promesses; il est vrai qu'elle la tient amplement.

Cette ardeur des disciples, ce zèle à répandre la doctrine dans le peuple par la prédication comme dans la haute société par le roman, s'expliqueraient mal si la philosophie de Wolff avait été purement spéculative. Mais Wolff ne se bornait pas à poursuivre la vérité théorique. Il croyait remplir une mission, et, comme la plupart des philosophes du XVIIIe siècle, il prétendait travailler au bonheur de l'humanité[1]. « Ayant observé en moi-même, dit-il,

1. *Vernünftige Gedancken von Gott, der Welt, und der Seele des Menschen*. Halle, 1719.

une grande inclination pour le bien de l'humanité, et un grand désir de rendre tous les hommes heureux, s'il était en mon pouvoir, je n'ai rien eu plus à cœur que d'employer toutes mes forces à cette œuvre : développer la raison et la vertu parmi les hommes. » Et de fait la morale de Wolff[1] mérite de nous arrêter un instant. Non qu'elle soit plus remarquable que le reste; mais une pureté irréprochable y supplée heureusement à l'originalité absente, et elle prend ainsi le caractère d'une protestation contre les mœurs du temps. Ce qu'étaient ces mœurs, nous le savons par les *Mémoires* de Pöllnitz, de Casanova (plus tard) et de tant d'autres : un mélange de corruption, de raffinement et de grossièreté. Les familles régnantes, hormis de très rares exceptions, donnaient le mauvais exemple : la noblesse renchérissait sur les vices de ses maîtres et contaminait le peu qui restait de haute bourgeoisie. On en était venu, par exemple, à faire bon marché des obligations du mariage, et beaucoup d'écrivains ou de philosophes se montraient indulgents sur ce point de morale domestique. Leibniz pensait que la monogamie était sans doute préférable, mais que la polygamie dans certaines circonstances pouvait être tolérée. Selon lui, les missionnaires n'étaient pas obligés d'en détourner les Chinois ou les Indiens, attendu qu'elle n'était contraire ni au droit naturel, ni au droit religieux, mais seulement à notre droit civil. Thomasius pensait de même, et un certain Lyser avait pris ouvertement parti pour

1. Sur la morale de Wolff, voy. Biedermann, II, 1, 410 sqq. — Zeller, *Geschichte der deutschen Philosophie seit Leibniz*, p. 211 sqq.; Hettner, et J. Schmidt.

la polygamie, dans un livre qui fut brûlé à Stockholm et à Copenhague[1].

Mais Wolff ne plaisante pas sur ce chapitre. Fidèle à ses principes généraux, il suit, ici encore, la méthode rationnelle. Il établit par une démonstration solide les devoirs que le mariage impose, devoirs également stricts pour les deux époux. De même pour les autres obligations de la morale privée : il s'élève contre le luxe et la rage de vivre au-dessus de ses moyens ; il y oppose avec autorité l'esprit d'ordre et d'économie. Les devoirs réciproques des parents et des enfants, des maîtres et des serviteurs, ne sont pas oubliés. Wolff proteste aussi énergiquement, comme le fera plus tard Rousseau, comme l'ont déjà fait le *Patriote de Hambourg* et ses confrères, contre la répugnance des jeunes femmes à nourrir leurs enfants. Il leur prouve démonstrativement qu'elles sont coupables en se dérobant à ce devoir. Les piétistes mêmes n'avaient pas insisté avec autant de force sur le caractère inviolable de la loi morale. Wolff avait sur eux un grand avantage. Il n'exhortait pas au nom d'une confession religieuse ; il prétendait parler au nom de la science universelle et impersonnelle. Il pouvait ainsi s'adresser à tous, sans distinction de croyance, et il appuyait ses préceptes sur des démonstrations que l'on s'accordait à trouver parfaites.

Sans doute, cette morale eut peu d'action sur les hautes classes de la société, qui s'obstinaient à lire Voltaire et à dédaigner la *Belle Wolfienne;* mais elle exerça la plus heureuse influence sur la classe

1. Biedermann, II, 1,

moyenne qui commençait alors à se reformer. Wolff, qui lui appartient d'ailleurs par sa naissance et par son éducation, lui fournit le point d'appui qu'elle cherchait. Il conspire, avec les *Revues morales* dont nous avons parlé, à lui donner confiance en elle-même, en ses mœurs et en son caractère. Lorsque l'on appelle Wolff « l'instituteur de l'Allemagne », il faut donc entendre qu'il en a été aussi le précepteur. Toutefois cette éducation manque par un point : les devoirs civiques y sont complètement oubliés. Le cosmopolitisme propre au XVIIIe siècle domine déjà chez Wolff. Leibniz avait conservé l'idée toujours présente de la patrie commune, et le souci constant des intérêts politiques de l'Allemagne. Wolff n'y songe jamais, et on l'eût fort étonné si on lui en eût fait un reproche. En remplissant ses devoirs envers l'humanité, il croit s'acquitter du même coup, et *a fortiori*, de ses devoirs envers la patrie : le vrai patriote est citoyen de l'univers. Que la Suède disparaisse du nombre des grandes puissances pendant que la Russie s'y élève; que l'électorat de Brandebourg devienne le royaume de Prusse; que l'empereur Charles VI cède définitivement la Lorraine à la France, Wolff ne s'en inquiète guère. Ce ne sont pas là ses affaires. Il a sans doute un certain orgueil national. Il tient à ce que l'Allemagne conserve son rang dans les sciences et dans la philosophie ; il est fier de maintenir, après Leibniz, la gloire du nom allemand à l'étranger. En France, en Angleterre, en Suisse, en Italie, il ne néglige rien de ce qui peut entretenir et étendre sa réputation et son influence. Mais cela lui suffit, et, pourvu que l'Allemagne soit estimée, il

ne se soucie point qu'elle soit forte ou redoutée.

Cette indifférence aux intérêts politiques sera générale au XVIIIe siècle en Allemagne. Elle n'empêche pas Wolff d'avoir contribué pour une part non petite à la reconstitution d'une nationalité allemande, que nul n'aurait pu seulement soupçonner de son temps. La vie procède ainsi : souvent la fin qui dirige l'évolution d'un organisme n'apparaît que lorsque l'être devient adulte. Loin de nous la pensée d'exagérer l'importance personnelle de Wolff : sa doctrine n'a pu agir que sur des esprits bien préparés à la recevoir. Mais, en un certain sens, Wolff a été peut-être l'homme dont sa génération avait le plus besoin. Qu'eût-elle fait d'un Kant, dont la philosophie originale et profonde n'aurait pu encore être comprise? Non, ce qu'il fallait aux Allemands du premier tiers du XVIIIe siècle, c'était un esprit solide, systématique, plus scrupuleux sur la méthode que fécond dans l'invention, irréprochable dans sa morale, un peu pédant, à la fois novateur et respectueux de la tradition, amoureux de la raison et sincèrement chrétien, bon instituteur et bon éducateur, en un mot, un pédagogue. Wolff fut cet homme-là. Il excella par ses défauts comme par ses qualités. Sa discipline forma le public allemand à une méthode commune et à des procédés de démonstration uniformes. Si la génération qui suivit, la génération des Lessing, des Winckelmann et des Klopstock, produisit déjà nombre de poètes, de philosophes, d'érudits vraiment allemands, jaloux de leur indépendance littéraire et capables d'exploiter le fonds national, l'honneur en revient, pour une bonne part, aux honnêtes leçons de Wolff.

II

Mais nous sommes encore loin de cette période brillante. Le plus grand nom littéraire du temps est Gottsched[1], et ce nom a vécu surtout par le ridicule. La disproportion est comique, en effet, entre les prétentions de Gottsched et son génie. Il se donna simplement pour tâche de créer de toutes pièces une littérature nationale allemande. L'entreprise, dans sa pensée, ne présentait pas de difficultés extraordinaires. Qu'a-t-il manqué jusqu'ici à l'Allemagne pour égaler les nations voisines, et pour produire comme elles d'excellents ouvrages? Ce ne sont certes pas les bons esprits, aussi nombreux en Allemagne qu'ailleurs : c'est une bonne méthode. Or cette méthode, Wolff l'a donnée. Il suffit simplement de l'employer à la composition littéraire, comme Wolff l'a appliquée à la démonstration scientifique. De même qu'en suivant exactement les règles de sa méthode, il est arrivé à établir une certitude parfaite dans les sciences, de même, en se conformant sans faute aux règles de la critique, on produira à coup sûr de bons ouvrages. Et naïvement Gottsched essaya de joindre l'exemple au précepte. C'est ce qui le perdit. On eût accepté bien plus longtemps sa critique, qui paraissait alors raisonnable, si l'on n'avait vu quelles œuvres déplo-

1. Voyez sur Gottsched, outre les ouvrages généraux précédemment cités, Gervinus, *Geschichte der deutschen Dichtung*, IV, 42-45, et Danzel, *Gottsched und seine Zeit*.

rables elle inspirait. Le *Caton mourant*, que Gottsched fit représenter avec un grand succès, l'encouragea à écrire d'autres pièces, imitées en général de l'anglais et du français. Madame Gottsched, initiée à la méthode de son mari, ne demeura point en reste avec lui ; les élèves suivirent, et tous se mirent à qui mieux mieux à enrichir le théâtre national allemand. Tout cela était faux et artificiel au possible, et bien loin de valoir l'Arlequin du théâtre de la foire, dont Gottsched rougissait pour l'Allemagne.

Que Gottsched se soit lourdement trompé en s'imaginant que, par l'application judicieuse de quelques recettes, on produisait à volonté une littérature ou un théâtre national, Lessing se chargera bientôt de le lui prouver. Le mobile auquel il obéissait n'en est pas moins intéressant pour nous. Indifférent comme Wolff aux misères politiques de l'Allemagne, Gottsched est plus jaloux encore que lui de sa réputation et de sa gloire littéraire. La puissance militaire de la France, la prospérité commerciale de l'Angleterre, ne l'offusquent pas. Il ne songe pas à envier l'unité politique de ces deux pays, ni à regretter les avantages qui en découlent et dont l'Allemagne est privée ; mais en revanche la moindre piqûre littéraire est douloureuse à son amour-propre d'Allemand. Comme Leibniz, il défend la langue allemande contre les attaques injustes des étrangers et contre le mépris plus injuste encore des princes et des nobles ; il n'admet pas qu'aucune autre langue européenne lui soit supérieure. En 1734, il publie une brochure intitulée : *De l'injustice des étrangers dans le jugement qu'ils portent sur nos savants.*

« Les savants allemands, dit Gottsched[1], ont le plus grand respect pour tout ce qui est étranger, et l'étranger ne leur rend pas la pareille. Leibniz, par exemple, a été traité par Locke bien légèrement. J'ai toujours trouvé déplorables la défiance excessive que notre nation a de ses propres forces, et l'admiration avec laquelle nous recevons tout ce qui vient du dehors. Ces sentiments sont d'autant plus regrettables que notre Allemagne a produit dans tous les genres des grands hommes dont nous pourrions nous enorgueillir à juste titre, et il faut être étranger dans sa propre patrie pour ignorer jusqu'au nom de ces citoyens si illustres. » Ceci à l'adresse des princes et de leurs courtisans qui, ne parlant guère que français, ignoraient jusqu'au nom des écrivains allemands.

C'est le même sentiment d'amour-propre national qui pousse Gottsched à publier son *Répertoire pour l'histoire du théâtre allemand ou catalogue de toutes les comédies, tragédies et opéras écrits en allemand de* 1450 *à* 1750[2]. Gottsched avait remarqué l'histoire du théâtre italien publiée en 1730 par Louis Riccoboni, et qui contenait 1500 titres de pièces. Des répertoires du même genre avaient paru en Hollande, en Espagne, en France. « Pourquoi, se dit Gottsched, l'Allemagne ne mettrait-elle pas aussi au jour ses propres richesses dramatiques, qu'elle ignore? » Mais ce qui le décida à entreprendre ce tra-

1. GOTTSCHED, *Iniquitatem exterorum in ferendo de eruditis nostratibus judicio*, etc., brochure publiée chez Breitkopf, à Leipzig, 1734.

2. *Nöthiger Vorrath zur Geschichte der deutschen dramatischen Dichtkunst*. Leipzig, 1757

vail patriotique, ce fut, nous dit-il, la provocation d'un Français. On lit, en effet, dans les *Lettres françaises et germaniques* (1740)[1] : « Nommez-moi un esprit créateur sur votre Parnasse, c'est-à-dire nommez-moi un poète allemand qui ait tiré de son propre fond un ouvrage de quelque réputation ? je vous en défie !... Quelqu'un croira peut-être que vos poètes s'étant entièrement tournés du côté des traductions y ont fait des merveilles. Rien moins que cela ; ils ont défiguré les meilleurs originaux français, anglais et italiens. Nos poèmes dramatiques en sont une bonne preuve. On ne les reconnaît plus dans votre langue : ce sont bien les mêmes pensées, mais exprimées de la manière la plus faible du monde.... Mais comment se fait-il que votre nation ne puisse pas tirer de son propre fond une pièce de théâtre tant soit peu passable ? Où la prendrait-elle ? Vos poètes ne s'appliquent presque qu'à la petite poésie et souvent à des fadaises. »

J'ai tenu à citer en entier ce passage qui a si fort irrité Gottsched. On y saisit sur le vif l'origine d'un de ces malentendus entre nations dont les conséquences portent très loin. Qui connaissait en France ces obscures *Lettres françaises et germaniques?* Qui se serait douté que leur ton de supériorité ridicule et leur affectation de mépris assez niaise feraient en Allemagne une impression profonde et durable? On dira que ce sont là des aménités inévitables entre voisins, et qu'il ne serait peut-être pas difficile de trouver chez des écrivains allemands contemporains des passages aussi désobligeants pour

1. Ces lettres sont de Mauvillon, protestant réfugié en Allemagne.

l'esprit français. Il est vrai : mais il faut tenir compte du tempérament des deux nations. Les Français ne se fâchent point quand on leur reproche leurs défauts; ils mettent une certaine coquetterie et parfois même de la vanité à en convenir. Ils sont volontiers fanfarons de vices. Mais les Allemands prennent les choses au sérieux. La raillerie les blesse souvent comme une insulte, et le sentiment de la dignité offensée chez eux ne pardonne guère. C'est ainsi que par l'accumulation de griefs souvent futiles s'amassent lentement des trésors de rancune et de haine, et malheur à la génération que le sort désigne pour régler par la guerre ces vieux comptes!

Pour répondre donc au défi porté par le critique français, Gottsched ne trouva rien de mieux que de réunir toutes les pièces allemandes qu'il put découvrir. Après seize ans de recherches, il en offre mille deux cents au public. Il prévoit que son recueil ne plaira pas aux admirateurs de tout ce qui n'est pas allemand. « Le nombre en est certainement plus grand en Allemagne que je ne voudrais, et leur jugement est d'autant plus à redouter pour moi, que ce sont d'ordinaire des gens de qualité. Les cours et la noblesse qui a voyagé sont en général les adorateurs jurés de l'étranger, et n'éprouvent que du dégoût pour l'esprit allemand, simplement parce qu'il est d'un bon genre de mépriser la langue que parle la multitude en son pays. Mais la multitude ne parle-t-elle pas aussi français en France? » Et Gottsched fait appel à tous les lecteurs patriotes pour l'aider à compléter son répertoire; il y va, selon lui, de l'honneur commun de toute l'Allemagne.

III

Dans un événement contemporain considérable, qui n'est pas, il est vrai, d'ordre politique, le même souci patriotique se fait jour. En 1737, Georges II, roi d'Angleterre et électeur de Hanovre, fonda l'Université de Göttingen[1]. Les raisons qui l'y décidèrent n'étaient certes point désintéressées. Il était surtout sensible aux avantages d'ordre économique et fiscal. Il voyait la ville de Halle riche et prospère, grâce aux mille étudiants qui s'y rendaient chaque année. La Hesse comptait trois universités. La Saxe avait Leipzig et Iéna. Le Hanovre au contraire ne possédait que la seule université de Helmstädt, autrefois célèbre, mais actuellement dans un état de décadence qui paraissait irrémédiable. L'idée de fonder une université nouvelle à Göttingen ne déplut pas au roi. La jeunesse hanovrienne viendrait y dépenser son argent, au lieu de le porter à Halle, chez le roi de Prusse. Peut-être attirerait-on des étudiants des autres parties de l'Allemagne et même d'Angleterre. Mais que de difficultés ne fallut-il pas surmonter! Göttingen était un vrai trou. On y était comme isolé du reste du monde; à peine si la poste y apportait les lettres. Ni professeurs ni étudiants ne se souciaient beaucoup de s'enterrer là. En 1736, après quatre ans d'efforts, le projet paraissait presque abandonné.

1. Voyez sur ce sujet la très complète étude de M. Rossler : *La fondation de l'Université de Göttingen*. Göttingen, 1855

Ce fut le baron Adolphe de Münchhausen qui le sauva. Münchhausen, grand seigneur hanovrien et l'un des esprits les plus éclairés du temps en Allemagne, ne partageait point l'engouement général pour la langue et la littérature françaises. Il avait un goût très vif pour les écrivains allemands; il leur témoignait une sympathie à laquelle ils n'étaient pas accoutumés, et les encourageait au besoin. Persuadé que l'Allemagne entrait dans une période de progrès, il pensait que rien n'y aiderait mieux qu'une réforme libérale du haut enseignement[1]. Extirper les abus enracinés dans les vieilles universités, il ne fallait pas y songer; mais on pouvait en préserver une université nouvelle, qui servirait désormais de modèle aux autres. C'est pourquoi Münchhausen voulut à toute force que l'université de Göttingen se fondât. Il comprit qu'en dépit de tous les obstacles, les étudiants y viendraient, s'ils y trouvaient les meilleurs maîtres. Il s'agissait donc d'attirer ces derniers. Münchhausen eut recours aux deux moyens les plus efficaces : il leur offrit un traitement plus élevé et un peu plus de liberté qu'ailleurs. Presque partout les professeurs recevaient des appointements si faibles qu'ils n'auraient pu vivre sans la rétribution que chaque étudiant payait en s'inscrivant à leurs cours. Ils demeuraient ainsi dans la dépendance des étudiants, qui le savaient et qui en abusaient. Pour ne pas voir leur cours déserté, pour échapper à la misère, il leur fallait fermer les yeux à tous les abus, descendre à toutes les complaisances et mériter ainsi

1. Rossler, p. 14.

le mépris où on les tenait. A Göttingen ils reçurent un traitement qui leur épargna cette humiliation.

La liberté de parler et d'écrire leur fut aussi moins chichement mesurée. « Il faut éviter, dit Münchhausen, que les théologiens ne s'arrogent un droit de surveillance sur leurs collègues. Ce qui s'enseigne dans les autres facultés ne les regarde pas. Et pour prévenir les difficultés, on devra choisir avec la plus grande prudence les professeurs de théologie. Sans doute, il ne nous faut pas d'hommes dont les doctrines conduiraient à l'athéisme ou au naturalisme, ou qui attaqueraient les articles fondamentaux de la religion évangélique : mais il ne nous faut pas non plus de théologiens qui prétendent à une sorte de papauté évangélique, qui traitent d'hérétiques ceux qui pensent autrement qu'eux sur des points qui n'intéressent pas les fondements de la religion, et qui considèrent comme insupportables la liberté de conscience et la tolérance : ce qui d'ordinaire ne fait qu'engendrer des disputes inutiles et des troubles intérieurs. »

Münchhausen tint la main à ce que ces sages instructions fussent suivies. Il trouva le nombre de théologiens tolérants et raisonnables qu'il lui fallait. Un autre danger qui aurait tout compromis fut encore écarté. Pour empêcher les rixes entre soldats et étudiants, Münchhausen supplia le roi Georges de déplacer ou du moins de réduire la garnison de Göttingen. Enfin, tous ces périls conjurés, l'Université fut inaugurée en 1737, et elle ne tarda pas à devenir la plus brillante de l'Allemagne. Tandis que la théologie et la philosophie proprement dite dominaient encore dans les autres, à Göttingen on

étudiait surtout, d'une part, le droit politique et l'histoire, et, d'autre part, les sciences naturelles et la philologie.

Cette université fondée sans arrière-pensée politique ou religieuse, ce souci de la dignité des maîtres, ce respect de leur liberté intellectuelle : autant de symptômes significatifs qui annoncent le réveil de la vie scientifique en Allemagne. L'étude des chefs-d'œuvre anciens, depuis longtemps purement verbale et embourbée dans une érudition plus que pédante, revient à une plus saine méthode. Gesner, qui contribua à réformer l'enseignement, et qui appartenait lui-même à l'université de Göttingen, raconte que dans sa jeunesse il avait vu un professeur de Iéna, expliquant la *Rhétorique* d'Aristote, passer quatre leçons entières sur un seul mot de la première phrase[1]. Gesner rappela que l'érudition est un moyen et jamais une fin : vérité qui n'est sans doute pas aussi simple qu'elle en a l'air, puisqu'elle s'oublie si facilement. L'histoire aussi commence à s'émanciper. Jusqu'alors on l'enseignait sans méthode et sans vues générales. On prenait d'habitude pour point de départ la vision du prophète Daniel[2]. On racontait l'histoire des quatre monarchies du monde, c'est-à-dire des empires babylonien, perse, grec et romain, et il fallait que l'histoire de l'empire romain comprît, tant bien que mal, celle des nations chrétiennes. Mascov et Bunau rompent avec cette étrange méthode. Ils étudient l'histoire de la monarchie franque et des

1. Hettner, III, 310.
2. Hettner, III, 297-99.

premiers empereurs allemands, et, ce qui est mieux encore, ils l'écrivent en allemand.

Ainsi le mouvement imprimé par les Spener, les Thomasius, les Wolff, s'était peu à peu étendu et accéléré, sans être toutefois uniforme, ni continu. Il faut compter naturellement avec les retours offensifs des traditions ou des abus qui ne cèdent point sans combat. Les partisans du latin surtout croyaient tout perdu si les professeurs se mettaient à parler et à écrire en allemand. Les *Acta eruditorum* de Leipzig disaient de l'histoire allemande de Mascov : « C'est un si bon livre qu'il mériterait d'être écrit en latin. » Un rapport de l'université de Tubingue, en 1725, attribue en partie les funestes effets de la philosophie de Wolff à ce que le professeur parlait en allemand. De même, si les théologiens sont tenus en bride à Göttingen, ailleurs, à Halle par exemple, ils sont les maîtres et souvent des maîtres intolérants. Enfin les mœurs des étudiants, à peine améliorées, se gâtent de plus belle. Chaque année amène une nouvelle génération de garçons grossiers, brutaux, et sans éducation; tout le terrain que l'on croyait gagné semble reperdu.

Mais enfin, dans l'ensemble, le progrès l'emporte. Un des plus heureux symptômes de ce progrès était en même temps une promesse pour l'avenir. On commençait à mieux comprendre les soins qu'exige l'éducation des enfants. Au commencement du siècle les moralistes sont d'accord pour déplorer l'extrême dureté dont on usait à leur égard. Les enfants tremblent devant leurs parents « comme devant le diable ». On ne les élève qu'à force de coups. Personne n'a l'idée de « l'âme de l'enfant », et des

ménagements qu'elle demande. Plus tard on les abandonne à un précepteur ou à une gouvernante qui ne valaient pas cher en général, et que l'on payait, en effet, fort peu[1]. « On ne voulait pas, dit Mme Gottsched, dépenser plus de 40 thalers (par an) pour un précepteur, et encore fallait-il qu'il tînt par-dessus le marché les comptes de la maison. » Pour comble, la maison paternelle ne mettait guère que de mauvais exemples sous les yeux des enfants. Peu à peu l'insistance des *Revues morales*, qui ne tarissent point sur ce sujet, la morale de Wolff, les ouvrages de Locke et de Fénelon traduits en allemand, amenèrent un changement favorable. Comptez combien d'hommes distingués par le caractère comme par le talent, dans la seconde moitié du siècle, sont sortis de la petite bourgeoisie ou de familles ecclésiastiques. Presque tous ont rendu témoignage de l'excellente éducation qu'ils avaient reçue dans la maison paternelle. Kant raconte « qu'il n'a jamais vu rien faire de mal dans la maison de ses parents ». Lessing a toujours conservé pour son père les sentiments de la reconnaissance et de l'admiration la plus vive.

Ainsi se reformait peu à peu une classe moyenne qui se caractérise nettement par contraste avec la classe supérieure. La noblesse reste attachée en général à la langue française; elle recherche le luxe, le bon goût, l'élégance. Elle ignore ou dédaigne tout ce qui est allemand, elle donne aussi dans l'incrédulité. Au contraire, la bourgeoisie qui se forme à l'école des *Revues morales* et de Wolff

1. Biedermann, II, 1, 537-547 sqq.

est pieuse, économe et laborieuse. Par ses goûts, par ses occupations, par ses lectures, par l'éducation qu'elle donne à ses enfants, elle montre qu'elle veut être avant tout chrétienne et allemande. Indifférente aux intérêts politiques, elle prépare cependant, de loin, la formation d'une Allemagne nouvelle. Car elle va produire à la fois de grands écrivains, qui fonderont la littérature nationale, et un public qui saura les lire, les comprendre et se reconnaître en eux.

CHAPITRE IV

LE SYSTÈME POLITIQUE DE FRÉDÉRIC II.

Avec Frédéric II, une période nouvelle commence. Ce n'est pas que le roi de Prusse soit le moins du monde le collaborateur ou le continuateur des ouvriers plus ou moins obscurs, littérateurs ou philosophes, dont nous avons jusqu'ici suivi les efforts. Au contraire, entre eux et lui, presque rien n'est commun. Rien ne symbolise mieux l'état de l'Allemagne au milieu du XVIIIe siècle que la différence profonde entre l'éducation, les sentiments, les goûts de Frédéric II, et les aspirations et les idées d'un Lessing ou d'un Klopstock. Et cependant, Frédéric II, dès les premières années de son règne, et surtout après sa défense héroïque pendant la guerre de Sept ans, a agi si profondément sur l'imagination des Allemands, il a si bien mis sa marque sur le demi-siècle qu'il a rempli de son règne, qu'il nous faut examiner rapidement les idées et les principes politiques de ce prince. Nous établirons ainsi la part qui lui revient dans le rapide progrès de la pensée allemande, et dans la renaissance du sentiment national.

Frédéric II se piquait d'être un roi philosophe et de le prouver à l'occasion. De bonne heure il lui avait fallu prendre sur lui-même beaucoup d'empire, pour supporter le despotisme capricieux et brutal de son père, qui le traita longtemps avec une dureté inouïe. Plus tard, dans les jours tragiques de la guerre de Sept ans, sans argent, sans alliés, obligé de faire face à la fois à plusieurs ennemis supérieurs en nombre, il eut encore besoin d'une fermeté d'âme peu commune pour ne pas s'abandonner. Mais je ne parle pas seulement de cette sagesse que la vie se charge d'enseigner. Frédéric aimait la philosophie, au sens propre du mot. Cet ordre de questions l'intéressait. Il se plaisait à la lecture des philosophes anciens et modernes; il ne se lassait point de discuter avec ses familiers sur l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme[1]. On a beaucoup écrit, tant sur la philosophie de Frédéric II que sur ses rapports avec les philosophes ses contemporains, Wolff, Voltaire, Rousseau, Maupertuis, d'Alembert, etc.[2]. Nous nous bornerons, après avoir retracé rapidement l'éducation philosophique de Frédéric II, à établir quelles théories de l'État, du gouvernement, de la politique internationale lui ont paru préférables, et comment il les accordait avec la pratique où il était du premier coup passé maître.

1. Voy. les *Entretiens de Frédéric II avec Henri de Catt*, publiés par Koser, Leipzig, 1884.

2. Voy. Bartholmess, *Histoire de l'Académie royale de Prusse*. — Zeller (Ed.), *Friedrich der Grosse als Philosoph*, Berlin, 1886. — Rigollot, *Frédéric II philosophe*, Paris, 1875. — Du Bois-Reymond, *Frédéric II et Jean-Jacques Rousseau* (*Deutsche Rundschau*, 1879). — J. Bertrand, *d'Alembert*. Paris, 1889.

I

Frédéric commença par s'enthousiasmer pour le système de Wolff, qui faisait alors fureur en Allemagne. Le comte de Manteuffel, ami personnel de Wolff, et von Suhm, ancien ambassadeur de Saxe à Berlin, avaient entrepris d'expliquer au prince royal de Prusse les lourdes déductions du philosophe (1736). Von Suhm lui en traduisait en français le principal ouvrage de métaphysique, paragraphe par paragraphe. Frédéric se laissa séduire pour un temps par cette scolastique. Peut-être la goûtait-il d'autant plus, parce que Wolff avait été brutalement chassé de sa chaire par le roi-sergent. Néanmoins son admiration paraît sincère. « J'aperçois qu'il est possible que j'aie une âme, et même qu'elle soit immortelle. » Il emporte son livre dans un voyage d'inspection qu'il fait dans la Prusse orientale et, malgré ses occupations militaires, il ne le perd pas de vue un seul jour[1]. « Plus je le lis, plus mon contentement augmente. Tout ce qui était auparavant confus et incompréhensible, Wolff le rend clair et raisonnable.... C'est un livre que tout homme devrait lire, pour apprendre comment on doit user de sa raison et observer la liaison des idées dans la recherche de la vérité. » Les lettres du prince royal à Voltaire témoignent plus d'une fois de cet enthousiasme juvénile : il explique que

1. Cité par Oncken, *Das Zeitalter Friedrichs des Grossen*, I, p. 264.

Wolff s'est exposé à la persécution pour avoir porté la lumière dans la métaphysique. Un moment même, les wolfiens conçurent le projet surprenant de gagner Voltaire et Mme du Châtelet à leur doctrine. On la mit en français à leur usage, et le traducteur, un peu naïf, fut un certain temps à s'apercevoir qu'il y perdait sa peine. Frédéric persistait cependant à admirer Wolff. « Les philosophes comme vous, lui écrivait-il, enseignent ce qui doit être, et les rois ne sont là que pour exécuter ce que vous avez conçu. » Il composait des odes sur la *Bonté de Dieu*, sur l'*Amour de Dieu*, tout inspirées de l'optimisme wolfien; il écrivait l'*Anti-Machiavel*. Toutefois l'homme d'action commençait à percer. Frédéric-Guillaume Ier laissait traîner, par faiblesse et par indécision, l'affaire de Clèves et de Juliers ; son fils, qui la suivait de près, ne cache pas son mécontentement[1]. « Que Dieu conserve mon père le plus longtemps possible ! mais on verra, quand je serai roi, que je ne suis pas homme à sacrifier les intérêts de la Prusse à ceux des autres puissances.... On pourra plutôt, je le crains, me reprocher trop de hardiesse et d'audace.... La Providence a peut-être voulu que mon père fît tous les préparatifs nécessaires pour la guerre, et que je vinsse pour les employer. » On sait si l'effet a suivi les paroles. Aussitôt roi, Frédéric écrit à Voltaire qu'il a augmenté l'armée de 16 bataillons, de 5 escadrons de hussards et d'un escadron de gardes du corps, — et qu'il a rappelé Wolff.

Le triomphe de Wolff, solennellement réinstallé

1. Lettre du 9 nov. 1737.

dans sa chaire de Halle, fut aussi court qu'éclatant. Son heure était passée. Il connut l'humiliation de parler devant des banquettes vides. Pour l'achever, Frédéric II lui écrivit une lettre assez dure, où il reprochait au vieux philosophe son pédantisme et sa prolixité. C'est Voltaire surtout qui avait dégoûté Frédéric II de cette doctrine tant admirée. Mais une autre métaphysique n'eût sans doute pas retenu plus longtemps un esprit amoureux, comme celui-là, de certitude positive. Frédéric ne croit pas que l'esprit humain soit de taille à résoudre les questions suprêmes, et dès lors la sagesse consiste à n'y pas prétendre. « Dieu nous a donné assez de raison pour nous conduire, et non pas pour tout savoir.... Ce que Descartes et Leibniz n'ont pas trouvé, personne ne le trouvera[1]. » Cela n'empêche pas Frédéric de pencher vers certaines solutions que comportent les problèmes métaphysiques. Mais il sait que ce sont des rêves, des espérances, des probabilités peut-être, non des certitudes. Parfois il dit avec Lucrèce que tout est fini après la mort; parfois au contraire il se persuade qu'il retrouvera les amis chers qu'il a perdus. Tantôt il croit au destin et à « l'aveugle Providence », tantôt non. Sur la seule question de l'existence de Dieu il ne varie point, et sa conviction semble ferme. « Je l'ignore et je l'adore ; j'en sais assez pour savoir qu'il existe, sinon pour le connaître. » Comme Voltaire, il est surtout frappé par la preuve des causes finales, et il trouve plus qu'évident que « pour expliquer une horlôge, il faut un horloger ».

1. Cité par M. Zeller *Deutsche Rundschau*, sept. 1885.

« Tout, même jusqu'à la végétation d'un brin d'herbe, écrit-il encore en 1780, prouve la divinité ; et si l'homme jouit d'un degré d'intelligence qu'il ne s'est point donné, il faut à plus forte raison que l'Être dont il tient tout ait un esprit infiniment plus profond et plus immense. » Un peu plus loin, il parle du « sage » Locke, le seul métaphysicien qui suive l'expérience aussi loin qu'elle peut le conduire, et qui s'arrête prudemment quand ce guide vient à lui manquer. Voltaire, dans *Micromégas* , avait fait pour Locke la même exception flatteuse.

Toutefois le philosophe que Frédéric II préfère à tous les autres est Bayle. Il l'appelle « le prince des dialecticiens de l'Europe ». Il se considère lui-même comme son élève ; il en recommande la lecture au prince Henri. Pour mieux répandre les idées de Bayle, il en compose en 1765 un abrégé. En 1767, il ajoute à la deuxième édition une préface, où il définit la philosophie de Bayle « le bréviaire du bon sens[1] ». Il goûte aussi Gassendi. Il en lit un extrait en 1761, dans un moment d'extrême danger, où il se compare lui-même à un homme qui se noie. La physique épicurienne lui plaît assez ; mais, pour la morale, il préfère les énergiques stoïciens, et il apprend de Marc-Aurèle à supporter la méchanceté et l'ingratitude. Il se le propose pour modèle, et il croit de bonne foi en approcher. Quel contraste cependant entre le visage doux et tranquille de l'empereur philosophe, et la physionomie mobile et railleuse de ce prince qui adorait la vengeance,

1. *Œuvres de Frédéric le Grand*, éd. Preuss, VII, p. 127.

qui jouissait en artiste de ses perfidies, et qui se repentit plus d'une fois de n'avoir pas retenu sa verve sarcastique et son ironie envenimée! Mais Frédéric II, en se comparant à Marc-Aurèle, voulait simplement faire entendre que, comme lui, il était avant tout soucieux de ses devoirs et prêt à sacrifier sa vie même à l'intérêt de l'État.

Avec le temps, Frédéric aboutit à un éclectisme tant soit peu sceptique et très tolérant. Il avait appris de Wolff à estimer la logique; de Voltaire, à aimer la clarté et l'esprit; de Bayle, à ne pas se payer de mots; d'Épicure à se contenter de la vie, et de Marc-Aurèle à faire son devoir. Je ne crois pas, quoi qu'en dise M. Zeller, que Frédéric ait concilié dans une synthèse supérieure les contradictions impliquées par un tel mélange d'opinions philosophiques, qu'il emprunte aux systèmes les plus divers. Mais ne sait-on pas que les contradictions, qui se concilient si aisément dans le cœur de l'homme, ne s'excluent pas non plus toujours dans sa pensée? Très rares sont les esprits qui les reconnaissent, et qui en souffrent au point d'oublier tout le reste dans leur effort pour s'en affranchir. Ceux-là sont les philosophes de race; on en compte peut-être une douzaine par siècle. Frédéric II n'a jamais prétendu être du nombre.

II

En matière de philosophie politique, les idées de Frédéric II sortent de cet éclectisme flottant pour

apparaître nettes et précises. Il a eu plus d'une fois l'occasion de s'expliquer à ce sujet, et il n'a pas caché combien les encyclopédistes lui déplaisaient, dès qu'ils touchaient aux questions sociales et politiques. « Il y a quelques années, écrit-il en 1779[1], nous étions inondés de leurs ouvrages. Parmi un petit nombre de bonnes choses et un petit nombre de vérités qu'on y trouve, le reste m'a paru un amas de paradoxes et d'idées légèrement avancées, qu'on aurait dû revoir et corriger avant de les exposer au public. » Le ton, les tendances de ces écrivains, tout l'indispose. Il trouve insupportable que l'on tranche hardiment de tout, quand on est si pauvre d'idées et d'expérience. Voyez par exemple l'*Examen*[2] *de l'Essai sur les préjugés* de d'Holbach (1769). Frédéric II est outré de la présomption du philosophe, et de sa prétention ridicule à vouloir tout bouleverser de fond en comble. Ainsi d'Holbach propose sérieusement d'abolir la religion. « Cette entreprise, dit le royal critique, paraîtra impraticable à ceux qui ont fouillé le cœur humain.... Dans un pays peuplé de 16 millions d'âmes, comme on les compte en France, il faut dès le début renoncer à la conversion de 15 800 000 âmes, que des obstacles insurmontables attachent à leurs opinions. Reste donc à 200 000 pour la philosophie. C'est beaucoup, et je n'entreprendrais jamais de donner le même tour de pensée à ce grand nombre. » Frédéric savait bien que l'on ne supprime pas une religion par décret. Le seul projet lui en paraît absurde. « Il n'y a pas

1. *Lettres sur l'amour de la patrie. Œuvres*, éd. Preuss, XVIII, p. 239.
2. *Œuvres*, éd. Preuss, IX, p. 136.

d'idée plus extravagante que de vouloir détruire la superstition[1]. » Or à ses yeux la superstition est inséparable de la religion du peuple.

Touchant la politique proprement dite, d'Holbach n'est pas plus raisonnable, et il se rend en outre coupable d'une faute grave « en calomniant avec un acharnement violent et les traits de la plus âcre satire son roi et le gouvernement de son pays. Quoi, monsieur le philosophe, protecteur des mœurs et de la vertu, ignorez-vous qu'un bon citoyen doit respecter la forme de gouvernement sous laquelle il vit? Ignorez-vous qu'il ne convient point à un particulier d'insulter les puissances, qu'il ne faut calomnier ni ses confrères, ni ses souverains, ni personne, et qu'un auteur qui abandonne sa plume à de tels excès n'est ni un sage ni un philosophe?... Leur convient-il d'envenimer la conduite des grands, de s'acharner sur leurs faiblesses, de se faire une étude de leur trouver des défauts? Est-ce à des inconnus, éloignés de toute affaire, qui voient le gros des événements sans savoir ce qui les amène, qui connaissent les actions sans en connaître les motifs, qui font le cours de leur politique dans les gazettes, à juger de ceux qui gouvernent le monde[2]? »

Encore si ce n'était que de l'outrecuidance; mais ces écrits satiriques sont en même temps pernicieux et révolutionnaires. Frédéric ne dit pas le mot, mais il saisit et décrit fort bien la chose. « Un philosophe n'ira pas crier que tout est mal sans dire comment tout pourrait être bien; sa voix ne servira point de

1. *Lettre à la duchesse Louise-Dorothée, de Gotha*, 1763. *Œuvres*, éd. Preuss, XVIII, p. 215.

2. *Discours sur les satiriques*, 1759. *Œuvres*, IX, p. 47.

trompette à la sédition, de signe de ralliement aux mécontents, de prétexte à la rébellion. Il respectera les usages établis et autorisés par la nation, le gouvernement, ceux qui le composent et ceux qui le défendent[1]. » En un mot, un philosophe doit être conservateur. S'il veut le progrès, il ne réclame que le progrès possible, sans violence, sans effusion de sang, sans révolution. Et Frédéric II conclut : « Qu'ai-je donc appris par cette lecture? Quelle vérité l'auteur m'a-t-il enseignée? Que tous les ecclésiastiques sont des monstres à lapider, que le roi de France est un tyran barbare, ses ministres des archicoquins, ses courtisans des fripons lâches et rampants, les grands du royaume des ignorants pétris d'arrogance, les juges d'infâmes prévaricateurs, les financiers des Cartouches et des Mandrins... et qu'il n'y a de sage, de louable, de digne d'estime dans tout le royaume que l'auteur et ses amis, qui se sont revêtus du titre de philosophe. »

Même vivacité dans l'*Examen critique du Système de la nature* (1770). Frédéric raille la suffisance de ces écrivains qui condamnent Louis XIV du haut de leur sagesse, et ne se doutent seulement pas de la complexité des questions qu'ils résolvent en quelques phrases. « Si notre auteur avait été six mois syndic de la petite ville de Pau dans le Béarn, il apprécierait mieux les hommes qu'il n'apprendra jamais à les connaître par ses vaines spéculations[2]. » Et Frédéric II prend contre l'écrivain français la défense de Louis XIV. Il l'appelle un grand roi, et ne

1. *Discours sur les satiriques*, p. 152.
2. *Ibid.*, p. 164.

lui reproche guère que l'expulsion des protestants et l'incendie du Palatinat. Avant Joseph II, Frédéric II avait donc compris que son métier était d'être royaliste, et que les souverains de l'Europe sont solidaires les uns des autres. Il a pressenti le danger dont la philosophie politique du siècle menaçait les gouvernements établis; enfin, il a indiqué par avance tout ce que les apologistes de la Sainte-Alliance développeront sur « la licence et les excès de la presse ». La légende veut que Frédéric se soit montré indulgent pour les écarts des publicistes; on sait aujourd'hui qu'il faut en rabattre. « Je ne protège, écrivait-il à la duchesse de Gotha, que les libres penseurs dont les manières sont convenables et les idées raisonnables. » Quoi d'étonnant alors s'il a traité Rousseau d'énergumène[1] ? Ni les manières ni les idées du citoyen de Genève n'étaient pour plaire à un prince clairvoyant, et bien résolu à ne pas laisser ébranler les fondements mêmes de l'autorité royale et de la société civile.

Frédéric II reconnaît sans difficulté que l'autorité royale n'est pas de droit divin. Elle est d'origine humaine, selon lui, et repose sur un contrat formel. C'était la théorie de Wolff, de qui Frédéric II a bien pu la tenir, car il l'exposait déjà dans ses *Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe* (1738). « Voici, dit Frédéric, l'erreur de la plupart des princes. Ils croient que Dieu a créé exprès et par une attention toute particulière pour leur grandeur, leur félicité et leur orgueil, cette multitude

1. *Discours sur l'utilité des sciences et des arts dans un État*, 1772. *Œuvres*, t. IX. Rousseau n'est pas nommé, mais c'est bien de lui qu'il s'agit

d'hommes dont le salut leur est commis ; et que les sujets ne sont destinés qu'à être les instruments et les ministres de leurs passions déréglées.... Mais les hommes *ont choisi* celui d'entre eux qu'ils ont cru le plus juste pour les gouverner, le meilleur pour leur servir de père, le plus humain pour compatir, etc.[1]. » Ce morceau est bien dans l'esprit du XVIIIe siècle, toujours disposé à transformer les questions d'origine en questions de logique, ce qui lui permet de les résoudre avec une facilité qui nous confond. L'idée d'une évolution naturelle et inconsciente n'a pas encore pénétré dans l'histoire : les religions sont conçues comme l'œuvre voulue des prêtres, les États comme l'œuvre voulue des peuples. « Les peuples, dit encore Frédéric II, ont trouvé nécessaire, pour leur repos et leur conservation, d'avoir des juges pour régler leurs différends, des protecteurs pour les maintenir contre leurs ennemis... ils *ont choisi* ceux d'entre eux qu'ils ont crus les plus sages, les plus désintéressés, les plus humains, les plus vaillants pour les gouverner[2]. »

Le consentement du peuple est donc le fondement du pouvoir royal. Mais le droit du peuple s'est épuisé, paraît-il, dans ce choix primitif, et n'a plus à s'exercer par la suite. « Notre ennemi des rois, dit Frédéric II en parlant de d'Holbach, assure que les souverains ne tiennent point leur puissance d'autorité divine. Nous ne le chicanerons point sur

1. *Œuvres*, t. VIII, p. 27. — Cf. l'*Essai sur les formes du gouvernement et les devoirs des souverains*, 1777.
2. *Anti-Machiavel. Œuvres*, t. VIII.

cet article[1].... Les rois sont hommes comme les autres, et dans un royaume héréditaire il faut de nécessité que des princes de tout caractère se succèdent... » Mais pourquoi la dignité royale doit-elle être héréditaire? Frédéric ne le dit point. A cette question il eût répondu sans doute en montrant, par l'exemple de la Pologne, où conduit le principe de l'élection du souverain. L'intérêt suprême de l'Etat exige que la transmission du pouvoir ait lieu sans contestation et sans secousse. Il faut aussi qu'une politique constante et à longue portée puisse être poursuivie au besoin pendant des siècles, comme ont fait les rois de France, comme ont fait aussi les électeurs de Brandebourg, dont Frédéric II lui-même est le fidèle héritier.

Le pouvoir du prince est absolu : sa volonté fait loi. Point de limite constitutionnelle. Seulement les droits du prince se légitiment et se définissent en même temps par ses devoirs. Il peut tout, mais il ne veut que le bien de l'État. S'il est maître absolu, c'est pour mieux prendre soin des intérêts de tous. « Ne faudrait-il pas être en démence, dit Frédéric II, pour se figurer que des hommes ont dit à un homme leur semblable : « Nous vous élevons au-dessus de « nous parce que nous aimons à être esclaves, et « nous vous donnons la puissance de diriger nos « pensées à votre volonté[2]? » Ils ont dit au contraire : « Nous avons besoin de vous pour maintenir « les lois auxquelles nous voulons obéir, pour « nous gouverner sagement, pour nous défendre;

1. *Œuvres*, IX, p. 151.

2. *Essai sur les formes de gouvernement et sur les devoirs des souverains*, 1777. *Œuvres*, IX, p. 208.

« du reste nous exigeons de vous que vous respec-
« tiez notre liberté. » Ce dernier point reste vague. Qui sera juge de la mesure de liberté que le prince doit laisser au peuple? Où placer la borne que le souverain même ne doit pas franchir? Le roi de Prusse ne s'explique pas là-dessus, mais la réponse se tire aisément du reste de la théorie. Évidemment cette borne doit demeurer mobile. Elle se déplace selon les circonstances, que le prince seul peut apprécier. Comme il ne veut que le bien de ses sujets, il leur laissera toutes les libertés compatibles avec l'intérêt de l'État, et dont ils sauront faire bon usage. Mais s'il est nécessaire, dans un moment de danger, par exemple, il les leur retirera, sans qu'ils puissent s'en plaindre, car l'autorité du prince ne doit jamais rencontrer un obstacle infranchissable dans un droit des particuliers.

On reconnaît la célèbre théorie du *despotisme éclairé*, universellement admise en Allemagne vers le milieu du XVIIIe siècle. Despotisme, — puisque le prince n'est soumis à aucun contrôle, et fait lui-même la loi dont il exige le respect; — mais despotisme *éclairé*, parce que le prince sait que ses devoirs seuls légitiment son pouvoir. « Le prince n'est que le premier serviteur de l'État, obligé d'agir avec probité, avec sagesse et avec un entier désintéressement, comme si, à chaque moment, il devait rendre compte de son administration à ses citoyens[1]. » En deux mots, il n'est responsable devant personne, et il doit se considérer comme responsable devant tous.

1. *Œuvres*, IX, 2 8.

Le souverain est donc le chef d'une famille, le père de ses peuples. Cette comparaison revient à satiété, non seulement chez Frédéric II, mais chez les écrivains politiques du temps, K. Fr. von Moser, par exemple. Le père a tous les droits sur ses enfants, mais il n'en use que pour leur bien; de même le souverain, investi d'un pouvoir absolu, l'emploie au bonheur de ses sujets, qu'il aime comme un père. Quelle ironie, si l'on jette les yeux sur les « despotes éclairés » qui fourmillaient alors en Allemagne, types de vanité grotesque et de vice grossièrement raffiné! Frédéric n'était pas non plus pour ses sujets un père bien tendre; mais, au moins, s'il épuisait son peuple, ce n'était pas pour bâtir des châteaux, entretenir un harem ou monter des opéras. Il passe vite sur le contraste entre la théorie idyllique du despotisme éclairé, et la tyrannie trop réelle de la plupart de ses voisins. « Si bien des princes, dit-il, ont une conduite différente, il faut l'attribuer au peu de réflexion qu'ils ont fait sur leur institution et sur les devoirs qui en résultent[1]. » Maigre consolation, semble-t-il, pour les Saxons, les Hessois, et tant d'autres victimes de maîtres avilis et prodigues.

Aussi bien Frédéric II sent que là est le point faible de la théorie, et il s'efforce de prouver que l'intérêt du prince ne peut se séparer de celui des sujets, qu'ils ne peuvent être heureux ou malheureux qu'ensemble[2]. « Il n'y a qu'un bien, qui est celui de l'Etat en général. Si le prince perd des provinces, il n'est plus en état comme par le passé

1. *Œuvres*, IX, p. 210.
2. *Ibid.*, p. 200.

d'assister ses sujets; si le malheur l'a forcé de contracter des dettes, c'est aux pauvres citoyens à les acquitter; en revanche, si le peuple est peu nombreux, s'il croupit dans la misère, le souverain est privé de toute ressource. » Mais Frédéric II n'aurait eu qu'à regarder autour de lui pour voir que les choses se passaient tout autrement dans beaucoup d'états, grands et petits, et que l'extrême misère des sujets n'empêchait pas plus d'un souverain de vivre dans un luxe insolent. La vérité est que Frédéric parle de l'État tel qu'il devrait être, et tel que lui-même s'efforce de le réaliser. « Alors, si l'État est considéré comme une machine, le prince en est le rouage essentiel. Le prince n'est pas un despote qui n'a pour règle que son caprice; on doit l'envisager comme étant le point central où aboutissent toutes les lignes de la circonférence.. . Un royaume bien gouverné doit être comme une famille dont le souverain est le père, et les citoyens ses enfants. Les biens et les maux sont communs entre eux, car le monarque ne saurait être heureux quand ses peuples sont misérables.... Le prince est à la société qu'il gouverne ce que la tête est au corps; il doit voir, penser et agir pour toute la communauté, afin de lui procurer tous les avantages dont elle est susceptible[1]. »

Laissons de côté ce qu'il y a de vague et de purement littéraire dans ces comparaisons, les souvenirs du *Télémaque* (que Frédéric II avait beaucoup lu), et la phraséologie propre au temps: il se dégage de là une théorie très nette, que Frédéric II

1. 1779. *Lettres sur l'amour de la patrie. Œuvres*, XVIII, p. 216.

n'a pas inventée, mais qu'il a portée au plus haut degré de précision. Toute la vie de la nation est subordonnée à l'intérêt de l'Etat : la nation même n'existe que par lui et pour lui, et la dynastie régnante n'en est que le symbole et comme l'incarnation. C'est une théorie essentiellement prussienne, que Hegel renouvellera dans notre siècle. M. Droysen[1] en retrouve déjà les traits principaux dans la politique du grand électeur, dont les possessions disséminées à travers l'Allemagne ne tenaient les unes aux autres que par l'autorité commune d'un même maître. Comment créer un Etat avec ces fragments épars? En affaiblissant l'esprit local dans chaque province, en subordonnant toujours leurs intérêts particuliers à l'intérêt de l'État, conçu comme une réalité d'essence supérieure, et presque divinisé. C'est ainsi que le grand électeur se garde bien de réunir en un Landtag unique les états provinciaux qui existaient dans ses différents domaines. Au contraire, il gouverne exclusivement au moyen de fonctionnaires, de façon à enlever peu à peu aux états provinciaux tout rôle politique et toute part dans l'administration. De plus, il organise fortement les finances communes et l'armée permanente. « Si dur qu'il dût paraître, dit M. Droysen, aux particuliers, aux villes, aux propriétaires fonciers, à la grande noblesse, de voir leurs intérêts particuliers subordonnés et au besoin sacrifiés à l'intérêt général de l'État, il leur fallut pourtant s'y accoutumer, et peu à peu, dans cet État artificiel à l'origine, il se forma une sorte d'es-

1. *Geschichte der preussischen Politik*, t. IV, p. 10-12.

prit public. » A l'appui de la pratique, les légistes apportèrent la théorie. Ils enseignèrent à Halle, d'après le droit romain, que l'intérêt de l'État est la loi suprême; que l'autorité ne peut, par définition, rien vouloir qui soit contraire au bien de l'État, puisqu'elle ne se distingue pas de lui, et qu'elle est par conséquent au-dessus de toutes les lois civiles et humaines. Halle devint ainsi une pépinière de magistrats, de professeurs, d'ecclésiastiques même pénétrés de l'esprit prussien, et les meilleurs instruments que pût souhaiter le « despotisme éclairé » de Frédéric II.

« Ce gouvernement, dit-il, procure dans ses délibérations le secret qui manque aux républiques; et les différentes branches de l'administration étant réunies se mènent de front comme les quadriges des Romains et coopèrent mutuellement au bien général du public[1]. — Il faut qu'un gouvernement bien conduit ait un système aussi lié que peut l'être un système de philosophie, que toutes les décisions prises soient bien raisonnées, et que les finances, la politique et le militaire concourent à un même but, qui est l'affermissement de l'État et l'accroissement de sa puissance[2]. » Naturellement, dans cet État, il n'y a point de place pour des assemblées délibérantes, avec lesquelles le secret, la rapidité des décisions et l'unité de vues deviendraient bien difficiles. Frédéric ne veut même pas de conseil des ministres : ce serait du temps perdu. A ses ministres, qui ne sont que des employés supérieurs, Frédéric demande seulement, comme aux autres,

1. *Œuvres*, XVIII, 216.
2. *Testament politique.*

de la fidélité et beaucoup de travail. Exigence et méfiance, telle est sa devise. Dans les affaires importantes, le ministre compétent expose par écrit les raisons pour et contre. Le souverain n'a qu'à lire attentivement, et à ajouter sa décision. Toute affaire contentieuse est tranchée par lui en dernier ressort, le plus souvent jusque dans les détails, parfois d'une indication brève et générale. « Votre *principium regulativum* doit être : le roi de Prusse ne paye rien [1]. »

III

La politique extérieure tient une place importante dans le « système bien lié » dont parle Frédéric II : elle y rentre sans peine, car, de même que la politique intérieure, elle a pour principe suprême, on pourrait dire unique, l'intérêt de l'État. Dès l'âge de dix-neuf ans, Frédéric, encore prince royal (1731), s'était tracé un plan conforme à ce principe [2]. La Prusse est un royaume qui se compose de pièces et de morceaux, égrenés de la Vistule à la Meuse : il s'agit d'en faire un tout compact. Donc, acquérir la Prusse polonaise, province évidemment nécessaire, qui reliera la Prusse royale au reste du royaume, et permettra de peser à l'occasion sur la Pologne ; se débarrasser des Suédois

1. *Correspondance politique*, II, 375 (au sujet des dettes de Silésie).

2. *Réflexions sur l'état et l'avenir de la Prusse*, cité par ONCKEN, I, p. 249

restés dans la Poméranie antérieure et qui gênent la Prusse sur la Baltique; enfin s'établir solidement sur le Rhin, en s'assurant de Clèves et de Juliers, au besoin par la force. En 1775, une partie de ce programme a été exécutée; Frédéric y ajoute la Saxe[1]. « Jusqu'à ce que l'on ait tout cela, rester sur le qui-vive, les oreilles dressées. »

Pour saisir les occasions favorables, et pour déjouer les convoitises des voisins, chez qui Frédéric soupçonne naturellement des desseins semblables aux siens, il faut avant tout « un trésor bien garni, des troupes en bon état et nombreuses ». Les finances et l'armée sont les deux organes essentiels de cet État, qui réalise assez bien le type appelé par M. Spencer guerrier ou *déprédateur*. C'est pourquoi au sortir de chaque guerre, même heureuse, Frédéric commence par emplir ses caisses coûte que coûte, et augmente l'effectif de l'armée. Après la seconde guerre de Silésie, le marquis de Valori, ambassadeur de France, s'extasie sur l'état des troupes prussiennes, plus belles que jamais[2]. « Les anciens régiments paraissent avoir gagné encore sous le rapport de la discipline et de l'instruction militaire. » De même, à la fin de la cruelle guerre de Sept ans, qui avait réduit son royaume à la plus extrême misère, Frédéric II garde son armée sur le pied de guerre, et ramasse de l'argent pour commencer au besoin une nouvelle campagne.

C'est que les hommes et l'argent sont les conditions indispensables du succès dans les entreprises où Frédéric II se risque; aussi ne manque-t-il ja-

1. *Exposé du gouvernement prussien*, etc. *Œuvres* IX, p. 190.
2. Cité par Ranke, *Œuvres*, t. XXIX, p. 267.

mais de louer la sagesse de son père, qui lui en a laissé beaucoup. Comme M. Albert Sorel l'a bien montré[1], la morale n'a rien à voir dans les rapports des états entre eux au XVIIIe siècle : le droit international public n'existe pas. C'est une partie engagée entre souverains : il s'agit d'avoir plus d'atouts que les autres et d'en faire, s'il se peut, meilleur usage. Tout le monde triche, d'ailleurs, à ce jeu, et Frédéric comme les autres ; mais il le fait avec méthode, et par suite il gagne plus souvent. Ainsi en 1740, lorsqu'il attaque sans provocation la reine de Hongrie, il écrit à Podewils, son ministre d'État et son confident[2] : « Je vous donne un problème à résoudre. Quand on est dans l'avantage, faut-il s'en prévaloir ou non ? Je suis prêt avec mes troupes et tout : si je ne m'en prévaux pas, je tiens entre mes mains un bien dont je méconnais l'usage ; si je m'en prévaux, on dira que j'ai l'habileté de me servir de la supériorité que j'ai sur mes voisins. » La chose lui paraît si naturelle qu'il tient le même langage à la cour d'Autriche outrée et stupéfaite. Vous êtes faibles et je suis fort. Faites un sacrifice, cédez-moi la Silésie, et je vous soutiendrai contre vos ennemis ; sinon, je me joins à eux et cela vous coûtera plus cher. Vous ne comprendriez pas vous-mêmes, que pouvant obtenir quelque chose de vous, de gré ou de force, en ce moment, je ne le fisse point. L'occasion perdue ne se retrouve pas. Une autre fois, Frédéric écrit[3] : « Quant à la Saxe, elle n'a ni magasins ni cavalerie, et c'est le *droit du jeu*

1. *L'Europe et la Révolution française*, t. I, liv. I, chap. III-VII.
2. *Corr. pol.*, I, p. 84.
3. *Corr. pol.*, I. 92.

de l'écraser avant qu'elle puisse entreprendre la moindre chose, si elle nous est contraire. » Dès les premiers jours de son règne, il pratique en maître la politique de bascule. Pour mettre son alliance à plus haut prix, il paraît pencher tour à tour vers les puissances qui la recherchent[1]. Il excelle dans le marchandage. Le mot qui revient le plus souvent dans sa correspondance politique est « *chipotiren* », qui perdrait de sa saveur à être traduit. Toujours méfiant, il laisse au besoin ses alliés dans l'embarras, persuadé qu'il n'a fait que les prévenir. « Les Français veulent se servir de nous pour tirer les marrons du feu ; ils seront bien habiles s'il réussissent[2]. » Et raisonnant encore en joueur qui ne veut pas user sa veine : « Après tout, la Haute-Silésie vaut infiniment mieux que rien.... Il faut savoir s'arrêter à propos. Forcer le bonheur, c'est le perdre ; en vouloir toujours davantage est le moyen de n'être jamais heureux[3]. »

Les traités servent à enregistrer les résultats des guerres et des négociations : rien de plus. Frédéric est surpris, non pas qu'on les viole, mais qu'on y attache encore la moindre importance. « Ce qui m'étonne c'est que le monde ne devienne jamais plus sage, et qu'après que l'on voit si évidemment la frivolité des garanties, particulièrement dans ce qui regarde la Pragmatique-Sanction, l'on ne se lasse ni ne se détrompe des traités de garantie. Tous les hommes sont fols, dit Salomon, et l'expé-

1. Voy. *Frédéric II et Marie-Thérèse*, par le duc de Broglie, t. I.
2. *Corr. pol.*, II, 145.
3. *Ibid.*, II, 196

rience le prouve[1]. » Lui du moins ne s'y fie pas. Il se fait céder la Silésie par Marie-Thérèse en bonne et due forme; il se la fait même garantir par l'Angleterre, mais il estime cession et garantie à leur juste valeur. « Quant à la sûreté future de nos nouvelles possessions, je la fonde sur une bonne et nombreuse armée, un bon trésor, des forteresses redoutables et des alliances de parade[2]. » Ce dernier mot est significatif. Selon Frédéric II, les alliances, dépendant uniquement des intérêts, peuvent à tout moment être dissoutes, et les croire durables serait une grave imprudence. Il ne faut compter que sur soi. L'allié de ce matin sera votre ennemi ce soir, s'il y voit un avantage. Mais il n'en est pas moins utile de faire croire aux voisins qu'on a des alliés, et des alliés sûrs, puissants et redoutables : c'est ce que Frédéric appelle des *alliances de parade*. Il n'y en a pas d'autres. Les traités d'alliance valent les traités de paix.

Frédéric aime à gogueuarder là-dessus. « Je connais trop la reine de Hongrie et le roi d'Angleterre pour jamais oser soupçonner qu'une chose aussi infâme, aussi noire, aussi perfide que celle de m'attaquer après les traités les plus solennels et après les garanties les plus inviolables, puisse leur venir en tête ; ainsi je me repose entièrement sur leurs serments comme ils pourront se reposer sur les miens[3]. » A bon entendeur, salut. En février 1744, Frédéric, alarmé des progrès de l'Autriche, se demande s'il va rentrer en campagne. « On m'objec-

1. *Corr. pol.*, I, 411.
2. *Ibid.* à Podewils, 23 juin 1742.
3. *Ibid.*, II, p. 398.

tera les traités.... Je réponds à cela que les garanties des temps modernes sont des châteaux de *filagramme* (*sic*) » ; et il conclut, comme d'habitude : « Le moyen le plus sûr et dont on est le maître, c'est d'avoir une bonne et forte armée sur pied, et les finances bien pourvues[1]. »

Dans sa pensée, un traité n'engage jamais que conditionnellement ceux qui le signent : il y a toujours une clause résolutoire sous-entendue, dont Frédéric excellait à faire usage. « Vous ajouterez, écrit-il à un de ses ambassadeurs, qu'il n'y a aucune alliance et lien dans le monde, qui puisse être regardé comme valide, si les intérêts communs et réciproques ne le forment; que de même dans tout contrat, dès que tout l'avantage est d'un côté, et rien de l'autre, cette disparate rompt l'engagement[2]. » Dans l'*Histoire de mon temps*[3] (1746), Frédéric est encore plus explicite. « Le premier devoir du souverain, dit-il en substance, est d'assurer le bonheur de ses peuples. Dès qu'il aperçoit un danger pour eux dans un traité, il doit donc le violer, à regret, mais sans hésiter. Le prince se sacrifie alors pour le bien de ses sujets.... Voyez l'histoire : on n'a jamais pu faire autrement. Ceux qui condamnent impitoyablement cette conduite ont raison en théorie. Comme homme privé, je suis de leur sentiment, car un homme doit tenir sa parole, même s'il lui en coûte. Mais un prince qui s'oblige n'oblige pas que lui. Il expose de grands états, des provinces entières à une infinité de maux. Par conséquent, il

1. *Corr. pol.*, III, p. 35-40.
2. *Ibid.*, IV, p. 67.
3. Édition M. Posner. Leipzig, 1888, dans l'*Avant-Propos*.

vaut mieux qu'il viole sa foi que de ruiner son peuple. » Le raisonnement est spécieux. Il est fâcheux seulement que Frédéric II ait si souvent recherché, loin de les fuir, les occasions de *se sacrifier*.

IV

L'armée et le trésor sont les organes essentiels de l'État, pour l'attaque et pour la défense, et c'est sur eux que le prince doit d'abord porter ses soins. Mais il faut que sa prévoyance s'étende plus loin, car ces organes tirent leur substance du corps social, et ils ne sauraient être forts si le corps est lui-même languissant et affaibli.

Pour que l'armée soit « bonne et forte », pour que les finances soient « bien pourvues », il faut que le pays ne succombe pas sous la charge militaire, que le commerce et l'industrie se développent, et que les impôts rentrent sans trop de difficulté. Un système particulier de recrutement permit à Frédéric de ménager la population de ses états (surtout celle des villes), tout en maintenant sur pied un effectif considérable : l'armée comptait plus d'étrangers que de Prussiens proprement dits. Au point de vue économique, Frédéric suivait quelques principes simples qui s'accordaient, selon sa propre expression, avec le reste de son système : 1° La force d'un pays est proportionnelle au chiffre et à la densité de sa population. Donc, permettre aux soldats de se marier, attirer les étrangers, coloniser les districts mal peuplés, et acquérir, s'il se peut, de nouvelles

provinces. 2° Faire en sorte que l'or et l'argent ne sortent pas du royaume; ne pas payer tribut à l'étranger. Par conséquent, protéger énergiquement le peu d'industrie qui existe en Prusse, la développer, et n'acheter au dehors, autant que possible, que les matières premières indispensables. 3° Devenir une puissance maritime, quand on aura Dantzig.

Cette politique est conforme aux idées universellement acceptées avant les travaux des économistes de la fin du siècle. Elle semblait tout indiquée pour un pays pauvre, sans grande industrie, et qui, ne pouvant recourir au crédit dans les moments critiques, avait besoin de conserver tout ce qu'il possédait de métaux précieux. Au reste, Frédéric II jugeait avec raison que, pour rendre moins lourdes les charges imposées à son peuple, des mesures d'ordre économique ne suffisaient point. Il croyait nécessaire de gagner le cœur de ses sujets pour compter sur leur dévouement au jour du danger. Il tenait à leur prouver son bon vouloir et sa sollicitude pour leur bien-être; il se fût reproché de ne pas rendre leur condition plus supportable. Citons, par exemple, la réforme judiciaire, qui fut un véritable bienfait[1]. Tout était à renouveler; les lois mêmes, la procédure et surtout le personnel. La vénalité de la plupart des juges n'avait d'égale que leur ignorance. Dans la nouvelle Marche et en Prusse, tout le bas personnel judiciaire vivait de vol, selon l'expression d'un rapport officiel; et quand le justiciable se plaignait, « la canne avait

1. Voy. Ranke, *Œuvres*, XXIX, 246.

raison des réclamations ». La réforme fut élaborée par le grand chancelier Samuel Cocceii. Le nombre des juges fut diminué, mais on exigea d'eux la preuve de leur capacité professionnelle, et ils furent désormais attachés à un poste fixe. Les procès durent être jugés vite, et un code rural en allemand fut promulgué, code conçu dans l'esprit du XVIIIe siècle, plus soucieux de la logique que respectueux des coutumes, et reposant en dernière analyse sur les principes philosophiques de Leibniz et de Wolff.

Pareillement, Frédéric II, aussitôt après la guerre de Sept ans, s'occupe de la réforme scolaire. Avant même que la paix soit définitivement signée, il enrôle des instituteurs saxons, pour améliorer les écoles rurales du Brandebourg et de la Poméranie[1]. Le 12 août 1763 paraît le *Règlement général pour les écoles de campagne*. L'école primaire devient obligatoire, depuis l'âge de cinq ans au plus tard jusqu'à treize ou quatorze. Les parents, tuteurs, ou seigneurs seront responsables. La loi précise les mesures de surveillance et de coercition nécessaires : inspections, amendes, obligation de payer l'école même si l'enfant n'y va pas, etc. Frédéric recommande de choisir des instituteurs instruits, et qui aient appris aussi la *culture des vers à soie*. Il se rencontre ici, sans le savoir peut-être, avec un désir exprimé déjà par Leibniz.

Le succès répondit aux efforts de Frédéric II; on sait assez qu'il laissa, comme il s'en vante lui-même, la Prusse beaucoup plus grande et plus

1. Oncken, II, p. 513 sqq.

puissante qu'il ne l'avait trouvée. Mais la médaille avait un revers. Le despotisme a beau être « éclairé »; le souverain a beau être un roi consciencieux et un grand capitaine, le régime devient à la longue insupportable. Tout y est trop systématiquement subordonné à la raison d'État. Les individus souffrent de ne pas s'y mouvoir librement. En effet, la place de chacun est fixée par sa naissance, modifiée parfois, mais rarement, par les talents dont il fait preuve et dont le prince reste juge. Ainsi Frédéric II veille à ce que les terres nobles ne tombent pas aux mains des roturiers, et inversement à ce que les nobles n'acquièrent pas les biens des paysans : car il lui faut des familles nobles pour recruter ses officiers, et des paysans pour cultiver le sol. Ce ne sont pas des castes, sans doute, mais ce sont du moins des cadres. Toute la population se trouve, d'une manière ou d'une autre, embrigadée. Chaque individu, depuis le grand seigneur jusqu'au dernier paysan, ne doit vivre que pour l'État, et l'État n'a égard à lui qu'en vue de son propre avantage. Par exemple, si Frédéric II rend l'école primaire obligatoire dans les campagnes, c'est que l'intérêt de l'État exige que les paysans reçoivent quelque instruction; ce n'est pas du tout dans une pensée philanthropique et désintéressée. « Les préjugés sont la raison du peuple, écrivait Frédéric II, et ce peuple imbécile mérite-t-il d'être éclairé[1]? » L'idée de la dignité humaine, et des droits qu'elle confère à tout individu par le seul fait qu'il est homme, cette idée qui va dominer la fin du XVIIIe siècle,

1. *Lettre à la duchesse Louise-Dorothée de Gotha*, 1763. *Œuvres*, XVIII, p. 215

grâce à Rousseau et à Kant, menace le principe même du gouvernement de Frédéric II. C'est pourquoi si, à la fin de son règne, il « était las de commander à des esclaves », les sujets, de leur côté, commençaient à trouver bien lourd le despotisme éclairé. La machine marchait trop bien. Frédéric II mort, on respira. Après plus de quarante années d'une exactitude impitoyable, les caprices et la faiblesse même du nouveau roi donnèrent une agréable sensation de repos et de délivrance.

CHAPITRE V

L'INFLUENCE DE FRÉDÉRIC II SUR LES ESPRITS EN ALLEMAGNE. — GELLERT. — KLOPSTOCK. — LESSING.

I

C'est fausser l'histoire, c'est la travestir même, que d'attribuer rétrospectivement à Frédéric II une « mission allemande », et d'interpréter son œuvre comme s'il avait eu conscience de cette mission et qu'il se fût efforcé de la remplir. Son but était la grandeur de l'État prussien. La direction générale de sa politique suivait les traditions de la maison de Brandebourg, et il ne s'inspirait en toutes choses que de ses propres intérêts. Il ne s'en est point caché, et là-dessus ses écrits comme ses actes témoignent avec une égale netteté.

Faut-il nier pour cela l'action profonde que Frédéric II a exercée sur les idées et sur les sentiments de l'Allemagne, sur son développement politique et littéraire, et en particulier sur la renaissance d'un sentiment national allemand? Faut-il le nier pour cette raison que Frédéric II n'y songeait aucunement et poursuivait d'autres fins? Mais l'histoire

est pleine de ces surprises. Les hommes d'État ne prévoient que la plus petite partie des conséquences de leurs actes. Même quand ils atteignent le but auquel ils ont visé, ils déterminent en même temps, sans le vouloir, d'autres mouvements parfois considérables, et qui retentissent dans tout l'organisme de la nation. C'est que les actes, une fois accomplis, n'appartiennent plus à leurs auteurs. Ils entrent dans la trame infiniment complexe de cette évolution sociale qui paraît avoir ses lois indépendantes des volontés individuelles. Nous en avons ici un exemple frappant. Un prince intelligent, énergique, ambitieux, veut faire de sa petite monarchie militaire une grande puissance européenne. Il y parvient en effet, mais au prix d'efforts surhumains. Dans la crise terrible de la guerre de Sept ans, la Prusse se voit plus d'une fois à deux doigts de sa perte; elle n'y échappe que grâce à l'audace, au bonheur, aux ressources du génie de Frédéric II. Or, pendant que ce joueur hardi gagne cette partie presque désespérée, il se trouve que l'Allemagne en suit les péripéties avec passion. Cette guerre si sanglante, si horrible par ses excès, — guerre civile au fond entre Allemands, — tire le peuple de sa torpeur, réveille l'orgueil national, inspire des chefs-d'œuvre littéraires. Et ainsi, tout en suivant une politique exclusivement prussienne, Frédéric II imprime à l'Allemagne entière la secousse qu'elle attendait pour sortir de son engourdissement.

La guerre de Sept ans fut la première de ces grandes guerres européennes de caractère tragique, où la victoire est une question de vie et de mort pour un état. Si Frédéric eût été vaincu, le royaume

de Prusse cessait d'exister. Sans doute, en arrachant la Silésie à l'Autriche, il avait attiré lui-même l'orage sur sa tête, et s'il avait succombé, il aurait pu s'appliquer la maxime : « Celui qui frappe avec l'épée périra par l'épée. » Mais la lutte, en recommençant, prenait des proportions plus hautes. Il ne s'agissait plus seulement de savoir à qui la Silésie appartiendrait : l'Autriche, puissance catholique, allait-elle, en réduisant la Prusse à merci, reconquérir en Allemagne la prépondérance sans contrepoids qu'elle y avait perdue depuis la guerre de Trente ans ? De là, l'anxieuse sympathie avec laquelle le protestantisme allemand suivait les efforts désespérés de Frédéric II : il sentait instinctivement son sort lié à la fortune de la Prusse. Cette sympathie n'allait pas jusqu'à provoquer un mouvement national, ni jusqu'à changer les spectateurs en acteurs. On ne courait pas aux armes pour la défense de Frédéric II. — Comment cela eût-il été possible? Mais on formait les vœux les plus ardents pour son salut et son succès. Rappelez-vous ce que Gœthe raconte dans ses souvenirs d'enfance. La jeunesse de Francfort était toute pour « Fritz ».

Il y avait aussi dans cette lutte inégale un élément héroïque, disparu depuis longtemps de l'histoire d'Allemagne, et qui parlait d'autant plus fortement aux imaginations. Quel spectacle extraordinaire! Un petit état sans frontières résistant avec ses maigres ressources à l'assaut de l'Europe coalisée! un prince allemand, aussi admirable dans les revers que dans la victoire, qui se mettait lui-même à la tête de ses troupes, qui devenait le premier capitaine de l'Europe, qui battait les Cosaques de la

tzarine, les Pandours et les Croates de Marie-Thérèse, et surtout les Français! Il n'en fallait pas tant pour éveiller un sentiment d'orgueil national, plus vif sans doute, chez les Prussiens, mais qui se répandit à travers toute l'Allemagne.

La première guerre de Silésie n'avait pas été populaire, même à Berlin. Dans ses lettres à ses amis, Frédéric laisse percer son désappointement. Il se plaint que l'on ne comprenne pas ce qu'il a fait pour la grandeur de la Prusse, et qu'on ne rende pas justice à ses succès dans la diplomatie et dans la guerre. Mais, après la seconde guerre de Silésie, il a gagné les cœurs : on est content et fier de lui. La réforme judiciaire qu'il entreprend, les améliorations de tout genre qu'il poursuit et réalise augmentent l'affection de ses sujets. Il eut l'occasion d'en recueillir les preuves dans cette terrible guerre de Sept ans, dont il ne serait pas sorti sain et sauf sans le dévouement de tous. Dans cet effort suprême, tandis que les forces du royaume se tendaient jusqu'à rompre, l'ardeur patriotique se communiqua aux hommes de lettres et aux poètes. Leurs œuvres nous ont transmis le témoignage de cet enthousiasme presque religieux[1].

Ewald von Kleist était un poète sentimental et idyllique. Son *Printemps* resta fort admiré jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Les amants de la nature, nous dit un historien, faisaient des pèlerinages dans la campagne avec le *Printemps* de Kleist dans leur poche. Mais Kleist était en même temps officier dans l'armée de Frédéric II, et admirateur passionné de

1. Voyez NICOLAÏ, *Anekdoten von König Friedrich II von Preussen*. Berlin, 1788.

son roi. Dans un morceau célèbre, et pour ainsi dire prophétique, il exalte la gloire de ceux qui tombent pour la patrie. « La mort pour la patrie mérite une gloire éternelle. Que je mourrai aussi de bon cœur, moi, de cette noble mort, si le destin m'appelle[1] ! » Quelques années plus tard, Kleist mourait en effet à Francfort, des suites d'une blessure reçue sur le champ de bataille de Kunersdorf. Ce fut un deuil universel parmi les poètes allemands qui étaient liés avec l'officier. Gleim célébra sa mort. Lessing ne pouvait croire à la fatale nouvelle. Il veut absolument qu'il s'agisse d'un autre major von Kleist : le poète ne peut pas être mort! Lessing lui composa une glorieuse épitaphe, et si le nom de Kleist n'a pas péri, il le doit autant, sinon plus, à la piété de ses amis qu'à la valeur de ses vers.

Gleim n'était pas officier, mais chanoine au chapitre d'Halberstadt. C'est un poète tendre, apôtre de l'amitié et de la sensibilité, qui a voulu être un Anacréon allemand, et qui est demeuré à distance plus que respectueuse de son modèle. Cette âme paisible et douce fut remuée, elle aussi, par le spectacle de la guerre de Sept ans. Enthousiasmé par la belle défense de Frédéric II et de ses soldats, Gleim composa un petit nombre de pièces guerrières, qu'il publia sous le titre de *Chants de guerre d'un grenadier prussien*. Lessing s'était chargé de l'impression. Tous deux voulaient faire croire, — littérairement, cela va sans dire, — que ces poésies étaient vraiment l'œuvre d'un soldat de Frédéric II. Un écrivain qui s'imaginait de bonne foi « faire de

1. Vers cités par Abbt : *Vom Tode für's Vaterland*, p. 102.

l'Anacréon », n'était guère propre à donner l'illusion de la poésie populaire. En fait, les pièces de vers composées à l'occasion d'une bataille ou d'un siège étaient un genre connu et même fort cultivé en Allemagne[1]. Les vers latins de nos jésuites peuvent en donner une idée : c'est la même rhétorique creuse et la même élégance conventionnelle. Les pièces de Gleim s'en distinguent pourtant à leur avantage. Sans être exemptes de ces défauts, elles ont du souffle et de la vie. On sent que l'auteur a été vraiment ému à la nouvelle de la victoire qu'il célèbre, qu'il a vraiment tressailli de douleur à la mort des braves qui ont péri, et d'orgueil à la défaite des Russes et des Français. Les meilleures de ces pièces sont un chant de triomphe après la bataille de Lissa (ou Leuthen), et un poème satirique sur la bataille de Rosbach. Trait remarquable : l'auteur triomphe plus encore de la déroute des Impériaux que de la défaite des Français. Sans doute il est fier d'avoir vu fuir devant lui l'armée du plus puissant roi de l'Europe ; mais en quelques vers ce sentiment s'est donné satisfaction. Lorsqu'il s'agit au contraire des troupes de l'Empire et des soldats des électeurs ecclésiastiques, les strophes se succèdent, interminables. Le mépris du Prussien pour ces régiments de pacotille se donne impitoyablement carrière. Dans chaque pièce, Frédéric II est glorifié, — c'est trop peu

1. Les *Preussische Kriegslieder* de Gleim ont été réimprimés en 1881, avec une introduction par August Sauer, dans la collection des *Litteraturdenkmaler des XVIIIes Jahrhunderts*. — Voyez aussi Heinrich Pröhle. *Friedrich II und die deutsche Litteratur*, Berlin, 1872. M. Pröhle est un gallophobe exalté.

dire, — déifié. Ce n'est pas un grand capitaine : c'est le Dieu même de la victoire. Son génie met l'ennemi en fuite, et sa voix seule rend les Prussiens invincibles.

A juger les vers de Gleim sur leur mérite littéraire, ils sont tout juste médiocres. Leur succès fut cependant vif et durable, et s'explique assez par le choix du sujet. Lessing semble bien les avoir goûtés. Gœthe en parlera en termes très favorables. Herder ne trouvera pas de mots assez forts pour exprimer sa joie : selon lui, l'Allemagne possède un nouveau Tyrtée. Il est vrai qu'il nous a livré lui-même le secret de cette admiration hyperbolique. Ce n'est pas le poète qui le ravit chez Gleim, c'est le patriote. Il est heureux de rencontrer enfin un poète « qui chante en vers allemands un héros allemand combattant pour une cause allemande ». Nous aurions mauvaise grâce à lui reprocher une partialité qu'il avoue. Mais comment n'être pas frappé de l'enthousiasme que Frédéric II inspirait à des écrivains dont il ignorait même le nom? A-t-il su qui était Kleist? Les *Chants de guerre d'un grenadier prussien* ne sont pas arrivés jusqu'à lui, et peut-être n'entendit-il jamais parler de Herder.

Il ne connut sans doute pas davantage Thomas Abbt, qui publia à Berlin, en 1761, un opuscule intitulé *De la mort pour la patrie*. Le zèle de l'auteur s'y exprime avec une énergie singulière. « Si cet écrit, dit-il dans sa préface, pouvait encourager quelques-uns de nos concitoyens à servir la patrie, et les entraîner, pleins d'une ardeur patriotique, à se joindre à nos braves légions, ce serait pour l'auteur la plus douce des récompenses : il n'aurait pas pensé

et écrit sans profit pour le bien de l'État où il vit. Ce livre ne saurait donc être tout à fait inutile que si tous les sujets du roi sont déjà déterminés et prêts à sacrifier leur vie pour lui et pour l'État. Ah! plaise au ciel que j'aie entrepris un travail inutile! » Abbt démontre ensuite que l'amour de la patrie est un sentiment aussi légitime, aussi nécessaire, aussi fort dans une monarchie que dans une république.

On voit qu'il a lu et étudié Montesquieu, quoiqu'il ne paraisse pas concevoir d'autre forme de la monarchie que le « despotisme éclairé ». D'ailleurs, selon lui, la nation prussienne ne fait qu'un avec son roi. Dès qu'il est question de Frédéric II, la prose d'Abbt devient lyrique. « Quel est donc cet homme dont les traits sont cachés, comme sous un masque, par la sueur et la poussière, et sur qui la patrie s'appuie? Aucun signe extérieur ne le distingue.... C'est mon roi! Il arrête la ruine de la patrie, il la soutient au milieu de l'admiration de tous les peuples. Autour de lui se tiennent ses valeureux soldats, autour de lui gisent les nobles guerriers qui sont tombés à ses pieds en combattant[1]. » La patrie, c'est la Prusse, et la Prusse seulement. Pas une seule fois le nom de l'Allemagne n'est prononcé. Abbt ne semble pas se douter que la guerre de Sept ans soit une guerre civile. Gleim, loin de déplorer la guerre fratricide entre la Prusse et l'Autriche, insultait à la défaite de Marie-Thérèse. On raconte même que Lessing, en imprimant les poésies de Gleim, en adoucit un passage trop dur pour la reine de Hongrie.

1. *Vom Tode für's Vaterland*, p. 98-99.

Il ne faut donc pas s'y méprendre. Cette explosion de patriotisme en plein XVIIIe siècle a été un phénomène bien localisé et exclusivement prussien. Plus ce sentiment était net chez les sujets de Frédéric II, plus ils se séparaient des autres Allemands, auxquels ils se croyaient du reste supérieurs. La lutte pour l'existence aviva chez eux le sentiment de la nationalité distincte. « Chacun, dit un contemporain, voulut à sa manière imiter les travaux surhumains de Frédéric II. Chacun croyait, parce qu'il était Prussien, parce qu'il était sujet, serviteur ou instrument du roi, pouvoir faire plus qu'un citoyen d'une autre nation. » La crise passée, l'épuisement se fit sentir. Il ne resta bientôt plus, au moins dans la population civile, qu'une certaine fierté, et la gloire, chèrement achetée, d'appartenir à un prince qui avait tenu tête à l'Europe et qui en demeurait l'arbitre.

II

Hors des États de Frédéric II, dans le reste de l'Allemagne, le prestige de son nom et l'éclat de ses victoires s'imposèrent également aux imaginations. L'influence, pour être moins directe, ne fut ni moins profonde ni moins durable. Je ne parle pas seulement de ces admirateurs couronnés qui voulurent être ses émules et même ses rivaux : nombre de princes allemands se mirent à l'école du grand Frédéric, et se piquèrent d'imiter sa politique extérieure et intérieure, depuis le fils de Marie-Thérèse jusqu'au comte de Lippe. Le mouvement se pro-

pagea, au-dessous des cours et des gouvernements, dans la région encore obscure des écrivains allemands et de leur public : et cette action mérite d'autant plus de nous arrêter qu'elle s'établit à distance, sans contact. Frédéric II se souciait fort peu de connaître les auteurs allemands de son temps. A défaut d'autres preuves, son opuscule *De la littérature allemande* (1780) en témoignerait amplement. Frédéric II parle de cette littérature comme d'une espérance que l'Allemagne a le droit d'entretenir; il ne se doute pas que Klopstock, Lessing, Herder, Gœthe et bien d'autres ont déjà fait de cette espérance une réalité. Son éducation, ses goûts, ses relations, sa tournure d'esprit, tout l'éloignait d'eux, ou pour mieux dire, tout lui faisait une loi de les ignorer. Dès son extrême jeunesse, il a sa société littéraire, qui est toute française. Sa grande ambition est d'y paraître sur un pied d'égalité avec des auteurs que toute l'Europe lit et admire. S'il a toujours renoué avec Voltaire, malgré la bonne envie qu'il avait parfois d'en finir avec lui, c'est qu'il s'imaginait gagner quelque chose dans le commerce de cet incomparable écrivain, et parvenir un jour à lui dérober le secret de son style. Ecrire en allemand, l'idée ne lui en serait pas venue. Quand il le fait, par nécessité, son style est extraordinaire : il affuble avec le plus grand sang-froid n'importe quels mots français de désinences allemandes, et sa syntaxe est d'une fantaisie toute royale. Le plus joli mot là-dessus revient à un historien récent de la littérature allemande : « Frédéric II, dit ingénument M. Wilhelm Scherer, un de nos grands écrivains classiques, qui malheureuse-

ment a écrit en français. » Classique ou non, son français, à coup sûr, vaut infiniment mieux que son allemand. Par goût, par politique aussi sans aucun doute, Frédéric donnait tous ses soins à la langue que parlaient les gens cultivés de l'Europe entière. Il ne voyait aucun inconvénient à laisser l'autre aux obscurs pédants et aux cuistres de collège.

Les écrivains allemands, qui avaient conscience de leurs efforts et de leur valeur, ne restaient pas insensibles à ce dédain. Au contraire, plus le héros leur paraissait glorieux, plus leur imagination s'enflammait aux exploits de ce roi audacieux, brave, capitaine de génie et diplomate achevé, plus leur amour-propre national était flatté du prestige d'un prince allemand qui s'imposait au respect de l'Europe, — plus il était mortifiant de voir Frédéric ignorer leur existence de propos délibéré, ou les recevoir par grande faveur, quand le bruit de leur réputation arrivait jusqu'à lui, pour les interroger d'un air narquois, avec une bienveillance désespérante, comme un homme dont l'opinion est faite et qui sait à quoi s'en tenir. Et qui le roi leur préférait-il ? Une société de Français, de Suisses, d'Italiens, d'un mérite parfois douteux, et de mœurs souvent équivoques. Rien de plus caractéristique que les entretiens de Frédéric II avec les écrivains allemands qu'on lui présente de temps en temps. La plupart, enivrés d'un tel honneur, tombent dans le panneau et prêtent naïvement à l'ironie de Frédéric ; mais tous n'en sont pas dupes. Le satirique saxon Rabener, grand admirateur pourtant du roi de Prusse, eut le courage de tenir jusqu'au bout dans sa protestation silencieuse contre l'entourage

de Frédéric II. Le roi avait exprimé le désir de voir Rabener, qui, dans un entretien avec le prince Henri de Prusse, avait pris résolument la défense de la littérature allemande contre le préjugé français. Mais Rabener déclina l'invitation et refusa de se laisser présenter à Frédéric II par un Français, le marquis d'Argens, ami du roi. « Je suis bien fâché, monsieur, écrivait-il, que je sois trop allemand, et M. le marquis d'Argens trop français, pour que je puisse profiter de la permission de rendre mes respects à ce savant, d'autant plus estimable qu'il est peut-être le seul de sa nation qui permette à nous autres Allemands d'avoir de l'esprit. Mais, au comble de mon malheur, je me vois par cette même raison tout à fait privé de l'honneur d'être présenté par M. le marquis au roi. » Là-dessus Rabener négocia, comme il le dit, pendant quinze jours avec Frédéric II, qui consentit à la fin à le recevoir selon son désir[1].

Autre grief, plus pénible encore : Frédéric II n'était pas chrétien. Pour cette génération formée à l'école du pieux Wolff, pour ces écrivains dont beaucoup étaient fils de pasteurs et demeuraient fidèles à la foi de leur enfance, quelle tristesse, quel scandale que de voir le plus grand prince de l'Allemagne se complaire dans l'irréligion, et vivre familièrement avec des impies et des athées! Fallait-il qu'il fût à la fois si soucieux de ses devoirs de roi, et si oublieux de ses devoirs de chrétien! Ces écrivains se seraient résignés, sans trop de peine, à rester ignorés de lui : la distance était si grande

1. Biedermann, II, 2, 17.

d'un roi de Prusse à d'obscurs hommes de lettres! L'admiration, le respect, le dévouement n'ont pas besoin, pour se nourrir et pour s'exprimer, que celui qui en est l'objet le sache et s'en montre reconnaissant. Mais l'incrédulité, l'irrévérence et jusqu'à la tolérance dédaigneuse de Frédéric II froissaient au vif les cœurs chrétiens : il leur fallait reconnaître qu'il était fermé à leurs sentiments les plus chers et les plus sacrés, qu'il ne vivait pas de leur vie morale, en un mot, qu'il ne leur appartenait pas. Le blâme ne leur était pas permis. La plupart n'osaient pas exprimer leurs regrets respectueux et renfermaient leur chagrin dans le silence.

Ainsi bien peu d'écrivains allemands pouvaient se livrer sans combat intérieur à leur admiration pour Frédéric II. Ils souffraient d'être méconnus; ils souffraient plus encore de son aversion pour leurs habitudes et leurs croyances. Ce malentendu profond et inévitable entre « l'homme représentatif » de la nation, et ceux par qui s'exprimaient la pensée et la conscience de cette même nation, est un des traits les plus caractéristiques de l'histoire d'Allemagne au XVIIIe siècle. Les conséquences en ont été fâcheuses. Elles ont retardé le développement du sentiment national renaissant. Précisément à cette époque la littérature allemande cherchait sa voie. Née de la réflexion, formée par la critique, elle s'inspirait plutôt d'un cosmopolitisme humanitaire que des besoins politiques ou nationaux de l'Allemagne. Mais justement si les poètes, les moralistes, les critiques et les philosophes avaient pu s'attacher à Frédéric II de tout leur cœur, se réjouir sans arrière-pensée de ses

victoires, s'unir à son œuvre avec amour, se sentir enfin en communion d'idées et d'efforts avec lui, c'eût été là un excellent contrepoids, qui les aurait empêchés de tomber du côté où ils penchaient. C'est ainsi que notre littérature du XVIIe siècle, où domine pourtant « la raison », semblable chez tous les hommes selon Descartes, est en même temps si admirablement nationale : le génie de la France, parvenue à la pleine conscience d'elle-même, s'y déploie librement. Mais Frédéric II pouvait-il être un Louis XIV pour l'Allemagne de son temps? On lui a fait un mérite de ne l'avoir pas voulu, on a félicité la littérature allemande d'avoir échappé à ce danger, et de n'avoir pas dégénéré en « littérature de cour ». Ce danger est imaginaire, et la comparaison ne se soutient pas. Louis XIV pouvait être aux yeux de tous les Français l'image vivante de la patrie : Frédéric II, pour la majorité des Allemands, était le roi de Prusse, non leur roi ni l'héritier d'une maison à laquelle la nation entière sentît son histoire attachée. Pour Frédéric lui-même, la patrie, c'est la Prusse, et il considérait le reste de l'Allemagne comme « une possibilité permanente d'annexion », pour me servir d'une expression célèbre de Stuart Mill.

En admettant même que la littérature allemande ait échappé au danger de devenir une « littérature de cour », elle est tombée dans un autre plus grave. Dédaignés par Frédéric II, blessés par ses sarcasmes dans leurs convictions les plus chères, les écrivains allemands sentent qu'eux et lui ne travaillent pas à la même œuvre, et se résignent à suivre seuls leur chemin. Au lieu de prendre un intérêt plus vif

aux questions politiques, ils s'en désintéressent toujours davantage. La condition intérieure de l'Allemagne aussi bien que ses relations avec les États voisins les laisseront de plus en plus indifférents. Ils s'habitueront à considérer le monde de l'art comme absolument distinct du monde réel, à fuir dans les régions imaginaires une réalité qui leur déplaît. Ils ne quitteront plus ces *templa serena* où l'on vit sans inquiétude, comme les dieux d'Épicure, mais aussi comme eux sans action sur le monde. La littérature allemande ira chercher des sujets par tout l'univers visible et invisible, et elle paraîtra longtemps vide, de l'aveu même de Herder, faute d'avoir, comme la littérature française ou anglaise, un « contenu » national.

Voyez par exemple le pieux Gellert, bien oublié aujourd'hui, mais qui fut l'idole de sa génération. Les historiens donnent des preuves innombrables et parfois touchantes[1] de la vénération qu'il inspirait au peuple, comme à la bourgeoisie et à une partie de la noblesse. Sa mort fut un deuil universel, et pour ainsi dire national. Son tombeau devint un lieu de pèlerinage, et par mesure d'ordre, la municipalité de Leipzig dut en interdire l'accès, tellement l'affluence y était grande. Dans bien des maisons, à la campagne, le seul livre profane, à côté de la Bible et des ouvrages d'édification, était les œuvres de Gellert. Eh bien! ce contemporain de Frédéric II, ce professeur si admiré, ce prédicateur si aimé, est aussi dépourvu de sentiment national que d'idées politiques. A lire ses œuvres on ne de-

1. Voyez Biedermann, II, 2, 23-29. — Hettner, III, 417.

vinerait point dans quel état il vit, ni à quelle époque, à moins qu'il n'ait l'honneur de prêcher devant le roi de Saxe ou quelque autre prince. Il ne connaît que deux groupes où l'individu ait sa place : le cercle de la famille et des amis, où l'on se tient étroitement entre soi, et l'humanité, où la patrie se confond avec les autres peuples. Je ne parle pas de la société religieuse qui, comme l'humanité, franchit les bornes de l'État. Quelle différence avec les écrivains français du même temps, attirés invinciblement vers les questions sociales et politiques! En Allemagne, on s'enthousiasmait pour la bonté, pour la vertu, la sensibilité, l'amitié. Les gens de lettres n'étaient pas dans une condition qui leur permît de songer à la chose publique. Y eussent-ils songé, la plupart d'entre eux n'auraient pas osé en parler. Gellert était l'homme du monde le plus craintif. La seule vue d'un soldat l'épouvantait.

Il ne paraît même pas s'intéresser aux grands événements qui s'accomplissent sous ses yeux, aux batailles qui se livrent à quelques lieues de sa ville : mais, s'il a un ami dans une des deux armées en présence, il ne vit plus jusqu'à ce qu'il ait reçu des nouvelles. Dans ses leçons de morale, — morale toute pratique, — il ne souffle pas mot de la patrie, des devoirs du citoyen envers elle, du courage civique, etc. Les vertus favorites de Gellert sont la douceur et l'humilité, l'humilité surtout. Il reproche sans cesse aux anciens de ne l'avoir pas connue; mais il ignore lui-même la fierté et le patriotisme qui leur ont inspiré de si grandes choses. En tout cas, c'était une doctrine peu propre à retremper les caractères et à réveiller chez les Alle-

mands le sentiment national; la faveur même qui accueillait les écrits et l'enseignement de Gellert est un symptôme assez grave. Dans la vie privée, Gellert et ses amis étaient des gens aimables, doux, bienveillants, pleins de charité et de bons sentiments; pourtant un contemporain remarquait déjà « qu'un état composé de Gellerts ne pourrait être que malheureux[1] ». Gœthe, étudiant à Leipzig, avait pu entendre Gellert, et son jugement se résume en une fine anecdote. « Les écrits de Gellert, dit-il, étaient regardés depuis longtemps comme le fondement de la culture morale allemande, la salle était toujours pleine quand il parlait.... Il faisait impression un moment, mais cela ne durait pas, d'autant plus qu'il se trouvait beaucoup de railleurs qui savaient nous rendre suspecte cette manière timide, et, à ce qu'ils disaient, énervante. Je me souviens qu'une fois un Français, de passage à Leipzig, s'informa des principes et des maximes de l'homme qui attirait un si grand concours d'auditeurs. Quand on lui eut expliqué l'esprit de Gellert, il secoua la tête en souriant, et dit : « Laissez-le faire, il nous forme des dupes[2]. »

III

Klopstock est aussi un poète sentimental, mais non pas une nature faible et mollé comme Gellert. Deux sentiments dominent son œuvre : le zèle reli-

1. Biedermann, II, 2, 68-70.
2. Gœthe, *Wahrheit und Dichtung*, liv. VII.

gieux et l'orgueil national. Le chrétien et l'Allemand en lui ne se séparent point; c'est pourquoi Frédéric II l'attire et le repousse, et le poète lui en veut, en l'admirant, de ne pouvoir l'aimer[1].

Klopstock appartenait à une ancienne famille de Quedlimbourg, vieille ville impériale du Harz récemment annexée par la Prusse. Il avait reçu dans la maison paternelle l'exemple de la piété la plus profonde, et même la plus exaltée. Son père avait voulu, dit-on, se battre en duel contre deux personnes qui raillaient la religion[2]. Dès le collège, Klopstock se proposa d'écrire un poème qui vengeât l'amour-propre allemand d'une comparaison humiliante avec les autres peuples. « Dès que, dit-il, après un examen attentif de moi-même et sans me laisser séduire par la vanité, je crus avoir remarqué que la nature m'avait donné le talent poétique, je résolus de me hasarder à quelque chose de grand que la nation ne possédât pas encore.... Admirateur enthousiaste d'Homère et de Virgile, je me promis de bonne heure de composer une épopée.... Mais, pour le choix du sujet, je demeurai longtemps en suspens. Henri l'Oiseleur, le libérateur des Allemands, eut d'abord mes préférences[3]. »

On reconnaît les sentiments que Gottsched expri-

1. Voyez dans Biedermann, II, 2, 103-104, les textes qui prouvent que Klopstock, après avoir fondé les plus grandes espérances sur Frédéric II, se détourna de lui par la suite, blessé de son dédain pour la poésie allemande. Il a même changé la dédicace d'une de ses odes, d'abord dédiée au roi de Prusse.

2. Biedermann, II, 2, 105.

3. Voyez D. F. Strauss, *Kleine Schriften. Essai d'une biographie de Klopstock. Œuvres complètes*, t. X, p. 29. — Bailly, *Étude sur la vie et les œuvres de F. G. Klopstock*, Paris, 1888.

mait à peu près à la même époque, et dans les mêmes termes. Gottsched avait été piqué au vif par l'impertinence des critiques étrangers, qui mettaient l'Allemagne au défi de produire un chef-d'œuvre. Il avait fait ce qu'il avait pu. Il avait donné les recettes infaillibles, selon lui, pour y réussir. L'ambition de Klopstock est plus haute. Il se croit désigné pour écrire l'œuvre attendue; ce sera une épopée, car, dans les idées du temps, l'épopée est le genre le plus sublime de la poésie, le genre suprême, qui renferme en soi tous les autres. Depuis l'enfance, Klopstock avait les yeux fixés sur le portrait que Bodmer avait tracé du poète épique, « comme César sur le portrait d'Alexandre ». A vingt et un ans, en quittant le collège de Schulpforta, il prononce un discours d'adieu, et prend pour texte : « De la nature et de la mission du poète épique. » Il y passe en revue tous les grands poètes épiques, Homère, Virgile, le Tasse, Milton (dont il fait le plus vif éloge et dont il devait en effet s'inspirer), Fénelon (dont il admire fort le *Télémaque*), et enfin Voltaire, qu'il goûte peu. Puis, arrivant à l'Allemagne : « N'aurons-nous donc pas, nous aussi, notre poète épique? Une juste indignation s'empare de moi quand je vois la profonde insouciance de notre nation en cette matière.... Nos poètes ne demandent la gloire qu'à des bagatelles.... Que d'audace militaire chez nos ancêtres! que de succès aujourd'hui dans la philosophie et dans les sciences! Nous sommes en progrès : l'étranger même l'avoue, malgré son orgueil. Seule la poésie épique n'est pas représentée en Allemagne. Courage donc! Qu'une grande œuvre, qu'une œuvre immortelle

vienne montrer de quoi nous sommes capables[1] ! »

Certes la *Messiade* ne fut pas un chef-d'œuvre à égaler, ni même à comparer à l'*Iliade* ou à l'*Enéide*; elle reste encore bien loin de la *Jérusalem délivrée* ou du *Paradis perdu*. C'est affaire à la critique d'en étudier les mérites et les défauts. Après un siècle écoulé, admirateurs et détracteurs de Klopstock étaient d'accord pour ne plus lire ses vers :

Sacrés ils sont, car personne n'y touche.

Mais en 1748, lorsque parurent les trois premiers chants, le succès avait été prodigieux. Un concert d'éloges et d'encouragements s'éleva par toute l'Allemagne. Un ami de Klopstock lui écrivait : « L'Allemagne est fière de toi. Tu seras le premier entre les fils de la Germanie.... A toi une gloire plus vraie, plus éternelle que celle du conquérant[2]. » Quel poème contemporain pouvait lutter avec la *Messiade* pour la dignité et le sublime du sujet, pour la majesté du style, pour la hardiesse de la conception, pour la profondeur et la sincérité du sentiment?

Pourquoi Klosptock avait-il préféré l'histoire du Christ à la légende de Henri l'Oiseleur? Il était naturel qu'il eût pensé d'abord à cet empereur célèbre, vainqueur des Hongrois, dont le tombeau était à Quedlimbourg, ville natale de Klopstock. En se décidant néanmoins pour l'épopée chrétienne, le poète obéissait à la fois à l'influence de Milton et à la ferveur de sa propre piété. Mais on peut dire aussi, sans paradoxe, que le sujet religieux était le

1. Strauss, p. 34-36.

2. Cité par Biedermann, II, 2, 120. — Voyez aussi Muncker, introduction aux trois premiers chants de la *Messiade*, Heilbronn, 1883.

plus national des deux. A la classe moyenne allemande de ce temps-là, si détachée de tout intérêt politique, si indifférente à la grandeur et à la puissance matérielles de la nation, mais si profondément chrétienne, il aurait fallu un effort pour se passionner à l'histoire d'un grand empereur du XIe siècle. Mais la sainte épopée du Christ les prenait aussitôt par les entrailles. Aucun sujet ne pouvait être plus vivant, plus populaire, plus national que celui-là. L'Allemagne était doublement fière de posséder un poème épique, et que ce poème fût la glorification du Christ. Klopstock lui-même l'écrivait avec un respect religieux. Pendant qu'il y travaillait, sa femme Meta à genoux priait le Seigneur de faire descendre sur l'œuvre sa bénédiction. Gœthe raconte, dans ses mémoires, qu'un ami de ses parents avait coutume de relire tous les ans, à la semaine sainte, les chants de la *Messiade* parus jusque-là[1].

Pendant plus de vingt ans Klopstock continua la publication de son poème, au milieu du respect universel. Il s'était fixé à Copenhague, et il y recevait une pension qui lui permettait de se donner tout entier à ses travaux poétiques. L'influence allemande prédominait alors en Danemark. Le ministre Bernstorff était Hanovrien d'origine; la noblesse du Schleswig et du Holstein se pressait à la cour. Klopstock y fut l'objet des soins les plus flatteurs et les plus empressés. Pourtant son ami Gleim exprimait le regret que le grand poète national ne vécût pas sur le sol allemand. Klopstock lui-même se plaint que Frédéric II ne soit pas pour l'Alle-

1. *Wahrheit und Dichtung*, liv. II, à la fin.

magne un Auguste ou un Louis XIV. Mais, en général, il observe au sujet du roi de Prusse un silence significatif. De temps en temps, de brèves allusions trahissent son chagrin. Ainsi dans une de ses odes : « Pour le vainqueur de Sorr (Frédéric), Julien l'Apostat est un indigne modèle. Frédéric est digne de devenir chrétien. Mais, pensée pleine d'ombre! il ne veut pas le devenir. » Une autre ode, adressée à Gleim, explique que la muse allemande était prête à chanter Frédéric. C'est lui qui s'est détourné d'elle. La postérité jugera. A toutes les victoires de la guerre de Sept ans, à toutes les glorieuses défaites, Klopstock n'oppose que le silence. Il a célébré dans ses vers tous les souverains de son temps, ou peu s'en faut : Marie-Thérèse, Joseph II, Louis XVI de France, Charles-Frédéric de Bade, Frédéric V de Danemark. Frédéric II manque à cette liste. Évidemment Klopstock a ressenti douloureusement le mépris de Frédéric II pour la littérature allemande[1]. De fait, Frédéric II n'a même pas voulu entendre parler de la *Messiade* : il est probable d'ailleurs qu'il se serait égayé, comme Voltaire, à ses dépens.

Par malheur, Klopstock voulut écrire quand même des poésies patriotiques. Ne pouvant célébrer le héros vivant, il se rejette sur Arminius et sur les Chérusques. Ce fut surtout après l'apparition d'Ossian, qui eut en Allemagne un succès extraordinaire, et après la publication, vers 1760, d'une mythologie scandinave, que Klopstock se mit, avec une ardeur infatigable, à chanter les dieux et les héros de l'an-

1. Voyez *Ode* 72.

tique Germanie. Mais qu'avaient de commun les Allemands du XVIIIe siècle avec les vainqueurs de Varus? Klopstock s'échauffe à froid, et son lyrisme dissimule mal le caractère artificiel de ces drames et de ces odes guerrières. Le genre était trop faux. Il eut beau trouver nombre d'admirateurs et d'imitateurs, les bons esprits en étaient choqués. « On sent, dit Mme de Staël, dans ces poésies un enthousiasme vague, un désir qui ne peut atteindre son but, et la moindre chanson nationale d'un peuple libre cause une émotion plus vraie. Il ne reste plus guère de traces de l'histoire ancienne des Germains; l'histoire moderne est trop divisée et trop confuse pour qu'elle puisse produire des sentiments populaires. C'est dans leur cœur seul que les Allemands peuvent trouver la source des chants vraiment patriotiques[1]. »

Klopstock était mieux inspiré quand il exprimait le vœu et la confiance que l'Allemagne égalerait, dépasserait même les nations rivales dans le domaine de l'art et de la poésie. L'ode célèbre intitulée *les Deux Muses* exhorte la muse allemande à lutter avec les poètes de l'Angleterre. Ailleurs Klopstock exalte la gloire de Luther, de Leibniz, de Händel. Il met la poésie allemande au-dessus de la française, parce que « elle parle mieux au cœur ». Il vante la noblesse et la beauté de la langue allemande. Il est ici dans la tradition de tous les écrivains du siècle, qui veulent affranchir le génie national de l'imitation étrangère, et lui rendre, avec une juste fierté, le sentiment de son originalité et

1. *De l'Allemagne*, p. 158.

de sa valeur. D'autres poètes, ses admirateurs et ses disciples, renchérissent sur lui : Voss, le traducteur d'Homère et l'auteur de *Louise*, Bürger, les frères Stolberg, tout le groupe de Gœttingen. Ces poètes si tendres, ces amants sentimentaux de la nature, deviennent presque farouches dès qu'il s'agit de défendre les gloires nationales. Arminius, Luther, Leibniz et Klopstock sont leurs dieux[1]. On se réunissait une fois par semaine : on buvait à la santé de Klopstock d'abord ; — leur maître à tous, — puis de Lessing, de Gleim, de Gesner, de Uz, de Gerstenberg. Mais quelqu'un nomme Wieland, l'aimable épicurien, l'auteur d'*Obéron* et des *Abdéritains*, qui écrivait d'un style si agréable et si coulant, qui se faisait lire même des partisans déclarés du français. Aussitôt on se lève, on crie : « A mort le corrupteur des mœurs ! à mort Wieland, à mort Voltaire ! » Une fois on fit des œuvres de Wieland un auto-da-fé en règle. Un de ces poètes écrivait, parlant d'un de ses confrères : « Il saura dans ses vers enflammés châtier le vice, et rendre la vertu immortelle.... Ennemi de tous ces Français dont les mœurs corrompent notre patrie.... » En un mot, ce sont les premiers gallophobes déclarés, les ancêtres d'une race qui devait être nombreuse, et plus bruyante encore que nombreuse.

La gallophobie demeure ici purement littéraire. Ces poètes ne haïssent point en la France une nation rivale qu'ils accusent de la décadence politique et de la faiblesse économique de leur patrie. Ils ne rêvent point de représailles à exercer ou de

1. Voyez JULIAN SCHMIDT, II, 530 sqq.

revanche à prendre. Leur esprit n'est point tourné de ce côté. Ce qu'ils font profession de détester, c'est l'esprit moqueur, persifleur, sec et prosaïque, c'est la négation antireligieuse et antichrétienne qu'ils appellent l'esprit français, et qui pour eux se personnifie en Voltaire. Voilà l'ennemi que poursuit leur haine, dont ils redoutent l'influence en Allemagne, et qui est doublement exécré, parce qu'il a séduit Frédéric. Leur exagération habituelle se retrouve dans l'expression de ce sentiment, et c'est ainsi que leurs revendications, très légitimes en soi, prennent la forme d'une gallophobie innocente au début, mais funeste par ses conséquences. On oubliera par la suite qu'il s'agissait simplement de protéger les écrivains allemands et leurs lecteurs contre l'influence « desséchante » des philosophes français. On croira à un antagonisme profond, essentiel, absolu, entre l'esprit germanique et l'esprit français. Or, ainsi présentée, cette idée est fausse, parce qu'elle est systématique et partant incomplète. Elle voit le pôle par où les deux nations se repoussent, elle ne voit pas le pôle par où elles s'attirent. En réalité les esprits les plus puissants et les plus originaux de l'Allemagne d'alors, un Lessing, un Gœthe, un Kant, un Schiller, plus tard un Schopenhauer, étaient nourris jusqu'aux moelles de la pensée française. Par malheur l'idée d'une opposition absolue entre les génies des deux nations n'était pas fausse seulement, elle était dangereuse aussi, et singulièrement propre à envenimer plus tard les haines politiques. L'histoire des relations de la France et de l'Allemagne dans notre siècle en est le douloureux témoignage.

IV

De tous les poètes, philosophes et critiques contemporains de Frédéric II, le seul qui soit resté vivant et dont l'influence n'ait point disparu avec la génération qui l'avait produit et aimé, le seul qui soit entré dans l'âme même de l'Allemagne, est Lessing.

De Klopstock il ne reste guère qu'un nom; de Gleim, d'Abbt et des autres, à peine un nom. Mais Lessing est encore aujourd'hui lu, médité, assimilé par la jeunesse allemande. Il est au nombre de ces auteurs auxquels la nation entière demande sa pâture spirituelle, qui lui donnent sa physionomie morale, et qui sont appelés du beau nom de classiques. Il est injuste de réserver ce titre à Gœthe et à Schiller sans remonter plus haut. C'est faire tort à Lessing, qui partage avec les deux grands poètes cet honneur, le plus haut qu'un écrivain puisse espérer.

S'il fallait caractériser d'un mot l'action de Lessing sur l'Allemagne de son temps, je dirais volontiers qu'il a été un libérateur[1]. Sans doute, ce mot ne dit pas tout. Lessing a contribué en plus d'une manière à réveiller l'esprit allemand et à rendre à la nation la conscience de son génie : Lessing a eu le mérite singulier de donner le premier modèle de la prose allemande définitive, une prose nette, exacte,

1. Voyez, sur Lessing, l'excellente étude de M. Cherbuliez, dans les *Études de littérature et d'art*, Paris, 1873, et Crouslé, *Lessing et le goût français en Allemagne*, Paris, 1863.

lumineuse comme son esprit, et admirablement moderne. Néanmoins, son œuvre est surtout une œuvre d'affranchissement. Pour emprunter une expression de Spinosa, il combat à la fois la servitude intérieure et la servitude extérieure. En même temps qu'il affranchit la littérature allemande de l'imitation étrangère, il lutte contre les préjugés, les timidités, les hésitations où s'attardait la pensée allemande : et là, comme ici, il travaille à affermir le caractère national.

Les premiers ouvrages de Lessing laissent à peine deviner les qualités qui éclateront dans les œuvres de sa maturité. Il doit beaucoup à l'étude de l'antiquité, dont Christ et Ernesti lui avaient donné le goût à l'université de Leipzig. Il doit aussi beaucoup aux moralistes anglais ; mais, par une rencontre remarquable, et qui n'est pas une simple coïncidence, ce furent trois écrivains français, Bayle, Diderot et Voltaire, qui lui ouvrirent la voie nouvelle où son originalité allait se donner carrière[1]. Bayle était au XVIIIe siècle, comme Montaigne au XVIIe, le livre de chevet de bien des gens. Frédéric ne tarissait point d'éloges sur son compte, et avait pris la peine d'en composer un abrégé[2]. Lessing aussi lisait Bayle assidûment. Il apprit de lui à déjouer les sophismes par une dialectique subtile et toujours claire, à faire la guerre aux préjugés, à mettre à l'épreuve les opinions reçues. Diderot, « la plus germanique des têtes françaises », suggéra à Lessing nombre de ses idées philosophiques et littéraires. Le critique allemand fut ravi du *Père de*

1. Erich Schmidt, *Lessing*, I, p. 168.
2. Voyez plus haut, p. 87.

famille. « J'ai parfaitement conscience, écrivait Lessing à la fin de sa vie, que mon goût aurait pris une tout autre direction sans l'exemple et les leçons de Diderot, — peut-être une direction plus personnelle, mais qui, à coup sûr, n'eût pas mieux convenu à mon esprit[1]. » Enfin Lessing, selon M. Erich Schmidt, doit beaucoup à Voltaire. C'est Voltaire qui attira l'attention du critique allemand sur la littérature anglaise, et qui lui fit connaître non seulement Shakespeare, mais les dramaturges anglais du temps de la restauration, Wycherley, Congreve et Farquhar. C'est lui encore qui, par son exemple, enseigna à Lessing ce style incisif, précis, si ferme à la fois et si simple, que Mme de Staël a pu dire : « Sa manière de voir est allemande, sa manière de s'exprimer, européenne[2]. »

Ainsi préparé, Lessing allait donner à la littérature allemande moderne ses premiers chefs-d'œuvre. En 1760, par une résolution subite bien conforme à son caractère, il disparaît du cercle littéraire où il fréquentait. Il est allé se mettre au service du général prussien Tauenzien, alors en résidence à Breslau. Mêlé aux vicissitudes de la guerre de Sept ans, il vit de la vie des officiers et des soldats, il partage leurs émotions et leurs fatigues, et il amasse ainsi des « documents humains ». Lessing sortit de là avec une des meilleures pièces, — des plus originales au moins, — que possède encore la scène allemande. *Minna von Barnhelm* a pour personnages principaux un officier prussien et une jeune noble saxonne, sa fiancée. Le cadre est formé par les événements de la

1. Julian Schmidt, II, 178.
2. *De l'Allemagne*, p. 122.

guerre de Sept ans : Frédéric II ne paraît point, naturellement, mais on sent partout sa présence. Tous les personnages sont pris sur le vif, depuis Minna elle-même jusqu'au moindre comparse. Le succès fut retentissant. Jamais un théâtre allemand n'avait joué de pièce aussi pleine de force et de vie, d'une allure si naturelle et si fière.

Gœthe, dans ses Mémoires, a bien fait ressortir l'importance historique de *Minna von Barnhelm*. « Ce fut, dit-il, le plus véritable produit de la guerre de Sept ans. L'esprit national de l'Allemagne du nord s'y reflète à merveille. La pièce porte admirablement sa date, et justement pour ce motif l'effet en fut incalculable[1]. » Remarquez que Gœthe dit, avec raison, l'Allemagne *du nord* : *Minna von Barnhelm* répond surtout au sentiment des protestants qui voyaient en Frédéric leur champion, et qui triomphèrent de la victoire des Prussiens sur l'Autriche catholique.

Mais outre cet intérêt d'actualité, *Minna* était un gage précieux pour l'avenir : elle inaugurait ce théâtre national que Gottsched avait promis à l'Allemagne, sans pouvoir tenir sa promesse. Avant Lessing, l'état du théâtre, en Allemagne, était pitoyable. On rencontrait bien par-ci par-là quelques troupes passables ; mais, pour vivre, elles en étaient réduites à jouer des pantalonnades. La haute société, qui parlait français chez elle, ne fréquentait guère le théâtre allemand, persuadée d'ailleurs que tout y était détestable, auteurs et acteurs. Elle ne voulait pas comprendre qu'elle l'eût rendu meilleur

1. *Wahrheit und Dichtung*, *Œuvres*, t. XXV, p. 106.

en y allant, et se souciait peu, au fond, de ce qu'il deviendrait. Frédéric II, outre l'opéra, entretenait une troupe française qui jouait le mercredi. Le public de la cour, tout noble qu'il fût, restait encore bien grossier. Un contemporain raconte que « ces mêmes seigneurs qui portent des habits de soie à la mode française, de riches vestes et des plumes à leurs chapeaux, ne se gênent pas pour fumer au théâtre de la façon la plus incommode, et lancent sur la scène de vrais nuages de fumée, au milieu desquels les acteurs disparaissent. » Même au théâtre français de la cour, quand le roi n'est pas là, le tapage de l'amphithéâtre et du parterre assourdit les acteurs[1].

Lessing n'ignorait donc pas qu'il avait à former à la fois un théâtre et un public. Avant de choisir la voie où il les engagerait, il avait longuement réfléchi, comparé, pesé le pour et le contre. Déjà en 1759 il reprochait à Gottsched sa réforme malencontreuse. « Personne, avait écrit un critique, ne contestera que la scène allemande ne doive beaucoup de ses progrès à M. le professeur Gottsched. — Si fait, répond Lessing, je suis cette personne. Je le nie précisément. » Et, poursuivant son réquisitoire, il montre que Gottsched, sous le nom de théâtre allemand, n'a donné qu'une mauvaise copie du théâtre français, sans s'inquiéter si elle convenait bien à l'esprit allemand. « Gottsched, ajoute Lessing, aurait pu apprendre dans ces vieilles pièces allemandes qu'il chassa de la scène, que nous avons plus d'affinité pour le goût anglais

1. Hettner, IV, 491.

que pour le français.... S'il eût suivi cette indication, elle l'aurait mené droit à s'inspirer du théâtre anglais. » Les pièces de Gottsched en eussent-elles été meilleures? Il n'y a pas d'apparence; mais on voit comme Lessing, bien avant *Minna von Barnhelm*, avait réfléchi déjà sur le théâtre allemand et sur la voie où il faudrait le diriger. C'est là un trait singulier, qui n'a pas échappé à Mme de Staël. « La littérature allemande, dit-elle, est peut-être la seule qui ait commencé par la critique. Partout ailleurs la critique est venue après les chefs-d'œuvre, mais en Allemagne elle les a produits.... Il fallait que la critique écartât d'abord l'imitation pour faire place à l'originalité[1]. »

Lessing ne se flatte pas de détruire tout d'un coup chez ses compatriotes l'habitude invétérée d'imiter; mais, puisqu'il leur faut des modèles, qu'ils les cherchent plutôt en Angleterre qu'en France. Lessing avait le sentiment net d'une loi qui ne se dément guère dans l'histoire des littératures : l'imitation est d'autant plus servile, maladroite et nuisible, que l'affinité est moindre entre les peuples. Au contraire, entre deux littératures voisines l'une de l'autre par leurs origines et particulièrement par la langue, l'imitation peut être le point de départ d'une poussée nouvelle et vigoureuse d'originalité. C'est ainsi que la transfusion du sang, par exemple, ne réussit qu'entre animaux de la même espèce. Peut-être aussi Lessing, en célébrant les chefs-d'œuvre anglais, voulait-il simplement faire diversion à l'influence française, qu'il jugeait excessive

1. *De l'Allemagne*, p. 123.

et oppressive. Quelle que fût la parenté du génie anglais et du génie allemand, l'imitation ne pouvait être, aux yeux de Lessing, qu'un pis-aller.

En 1767, une société d'amateurs entreprit de fonder à Hambourg un théâtre national. Lessing voulut bien les aider de son expérience : il se rendit à Hambourg et se mit à l'œuvre avec zèle. C'est là qu'il écrivit sa célèbre *Dramaturgie*, réquisitoire ardent, habile et parfois profond contre l'esprit classique français. Que de fois n'a-t-on pas répété la brillante comparaison que Lessing institue entre la *Sémiramis* de Voltaire et l'*Hamlet* de Shakespeare, entre *Zaïre* et *Othello* ! Même les grands classiques français, dont Voltaire n'approche pas, ont mal compris le théâtre antique et l'ont mal imité. Ce n'est pas à Corneille, c'est à Sophocle qu'il faut demander le modèle de la tragédie. Lessing va souvent trop loin, et pousse plus d'une fois la sévérité jusqu'à l'injustice. Mais quel étranger de bonne foi a jamais pu goûter sans réserve notre tragédie classique?

Au reste, pour juger équitablement la *Dramaturgie de Hambourg*, il faut prendre garde que ce n'est pas seulement une œuvre de science et de critique désintéressée : c'est surtout une œuvre de polémique et de passion. Il ne suffisait pas de frapper juste, il fallait frapper fort. Afin de rétablir l'équilibre, Lessing devait opposer, à la prévention générale en faveur du goût français, une autre prévention non moins forte. En pareil cas, l'important n'est pas de rendre à l'adversaire tous les hommages qui lui seraient dus : il faut d'abord se faire entendre, et ébranler le préjugé régnant. Lessing n'avait que

faire d'insister sur les mérites des écrivains français. Son rôle était de rendre leurs défauts sensibles, pour qu'on se dégoûtât de les imiter et qu'on perdît l'habitude de ne jurer que par eux. Il s'y prit adroitement, et la connaissance approfondie qu'il avait de l'antiquité classique lui servit beaucoup. Portant le débat sur le terrain de l'érudition, il montrait que les Français s'étaient trompés dans l'interprétation des anciens, et comparant ensuite leurs œuvres à celles de Shakespeare, il achevait de triompher au nom de la véritable théorie du drame. « C'était beaucoup, pour une nation sous le poids de l'anathème qui lui refusait le goût et la grâce, de s'entendre dire qu'il existait dans chaque pays un goût national, une grâce naturelle, et que la gloire littéraire pouvait s'acquérir par des chemins divers. Les écrits de Lessing donnèrent une impulsion nouvelle. On lut Shakespeare, on osa se dire Allemand en Allemagne, et les droits de l'originalité s'établirent à la place du joug de la correction [1]. »

L'effet toutefois ne fut pas immédiat, et Lessing put au contraire s'imaginer que ses efforts restaient vains. L'entreprise à laquelle il s'était dévoué finissait misérablement. La *Dramaturgie* dut cesser de paraître, et le théâtre de Hambourg avait fermé ses portes. Le public n'y venait pas. Pour se soutenir, la direction avait donné des pièces dans le goût du jour, et cette concession même ne l'avait pas sauvée. Lessing fut ulcéré de l'indifférence du public. « Ce doux rêve s'est évanoui bien vite.... Quelle naïveté de vouloir fonder un théâtre national allemand,

1. *De l'Allemagne*, p. 124.

quand nous autres Allemands nous ne sommes pas encore une nation[1]! Je ne parle même pas de la constitution politique : je parle seulement du caractère moral. On pourrait presque dire que le caractère propre à l'Allemand est de n'en avoir pas. Nous sommes toujours les imitateurs jurés de tout ce qui vient de l'étranger[2]. »

Au reste, les accès de découragement sont rares chez Lessing et ne durent point. Il aime la lutte, il est de tempérament batailleur, et malmène rudement ses adversaires. Les théologiens qui eurent maille à partir avec lui dans la dernière partie de sa vie s'en aperçurent. Lessing avait commencé par penser comme son père, qui était pasteur orthodoxe, mais libéral et sans intolérance. Il admettait, comme lui, la conformité de la raison et de la foi, sans y voir de difficulté. Les wolffiens, qui dominaient alors dans l'enseignement et dans le clergé protestant, croyaient à la puissance de la raison, et, au nom de la logique, avançaient plus loin que Leibniz même; mais, dès qu'ils craignaient que la religion ne pût s'alarmer ou la théologie réclamer, ils battaient en retraite, par piété plus encore que par timidité. Cette attitude hésitante, ces hardiesses suivies de recul, cet accord tout superficiel ne pouvait suffire longtemps à un esprit net et décidé comme Lessing. Il se résout à une démarche qu'aucun wolfien n'aurait risquée ni approuvée. Il rompt avec la révélation. Il veut montrer, non seulement

1. Cité par Biedermann, II, 2, 342.

2. Voyez dans la *Dramaturgie* (p. 114, édition *Schröter und Thiele*), le passage où Lessing, parlant du *Siège de Calais* de de *Belloy*, fait un retour sur l'Allemagne.

que la morale est indépendante du dogme. — ce qui est généralement admis, — mais que l'apparition et le triomphe du christianisme s'expliquent par des causes purement historiques. Voilà où Lessing se sépare hardiment de ses maîtres; voilà la grande hardiesse qui, cinquante ans plus tôt, l'eût mené tout droit à la prison, et peut-être au bûcher. « Ce sont des nécessités politiques, dit-il, qui ont transformé la religion naturelle en religion positive. » Et, dans l'*Éducation du genre humain*, Lessing va jusqu'au bout de sa pensée. A ses yeux, le christianisme n'est qu'une étape dans la marche de l'humanité[1].

Toutefois Lessing garde le respect des croyances qu'il rejette. Le ton de sa controverse, mordant et incisif, n'est jamais irrévérencieux. Il ne s'en prend pas, comme Voltaire et la plupart des « philosophes », à l'imposture et à la fourberie des prêtres. Point de plaisanteries inconvenantes, point de railleries cyniques sur un sujet qui est sacré pour tant d'âmes sincères. La libre pensée, en Allemagne, garda en général ce caractère de modération. Personne presque ne cria : « Écrasons l'infâme. » Les raisons en seraient nombreuses à étudier. La première et la plus forte tient évidemment à la répression sévère qu'une attaque ouverte contre la religion aurait attirée à son auteur, excepté peut-être dans les états de Frédéric II. De plus, la libre pensée se développa fort peu dans la partie catholique de l'Allemagne; et, dans la partie protestante, elle n'avait pas à lutter contre une doctrine une et im-

1. Hettner, IV, 585-615.

muable, hors de laquelle il n'est point de salut. Elle avait affaire à un dogme déjà atténué, si j'ose dire, à une théologie qui ne repoussait point toute idée de changement et de progrès. Cela n'empêcha point la lutte d'être vive. Mais, même dans ses ripostes les plus foudroyantes aux théologiens qui l'avaient perfidement attaqué, Lessing ne se départit jamais de son respect pour la religion. S'il l'eût fait, la plus grande partie du public qui l'applaudissait se retournait aussitôt contre lui. Pour porter à ses obscurs adversaires un dernier coup, et le plus sensible, il publia *Nathan le Sage*, son dernier drame, hautaine apologie de la tolérance, où il oppose la religion aux religions, et la morale bienfaisante aux dogmes inhumains. Il avait d'ailleurs son idée de derrière la tête. Depuis 1763 il étudiait Spinosa. Il y avait trouvé le modèle d'une exégèse purement historique, et surtout il avait été conquis par la grandeur de la doctrine, si profonde et si riche sous sa forme austère et géométrique. A la fin du XVIIIe siècle, l'Allemagne sera pleine d'admirateurs de ce Spinosa, que les théologiens traitaient d'Antechrist et d'athée, et dont la seule lecture était criminelle. Ici encore Lessing fut l'initiateur.

N'attendez pas qu'un esprit de cette trempe s'enthousiasme, comme Klopstock, pour une patrie en l'air, s'échauffe pour Arminius et les Chérusques, et essaye de s'en faire accroire à lui-même. Il voit les choses comme elles sont. Comment serait-il patriote puisqu'il ne se connaît point de patrie? Il sait bien que le Saint-Empire n'est plus qu'une fiction. Il est né Saxon, mais peut-on s'attacher à la Saxe d'Auguste II, roi de Pologne? Lessing se

trouva ainsi dans une position fausse pendant la guerre de Sept ans, trop Saxon au gré des Prussiens, trop bien disposé pour les Prussiens au gré des Saxons, et vu parfois de mauvais œil par les deux partis, parce qu'il ne pouvait ni ne voulait partager leurs passions. On l'accusait de manquer de patriotisme. Il n'y contredisait pas, au sens où l'on prenait le mot. Sincère avec lui-même, et séduit par l'idéal d'une humanité pacifique, sans distinction de races ni de peuples, il suivait le courant général du siècle, et se disait citoyen de l'univers. Il se chargea pourtant de publier les *Chants d'un grenadier prussien* de Gleim, mais il n'en appréciait que les mérites littéraires. « Le patriote, écrivait-il à Gleim, tient encore trop de place dans votre œuvre, aux dépens du poète.... La réputation de patriote est la dernière que j'ambitionnerais, si le patriotisme devait m'apprendre à oublier que je dois être un citoyen du monde. » Et en 1759 : « Ce que je vous ai dit des excès du patriotisme n'était rien de plus qu'une considération générale : elle ne visait pas tant le *Grenadier* que mille exagérations qu'il me faut entendre ici tous les jours. D'une façon générale, je n'ai de l'amour de la patrie aucune idée, — il me chagrine de vous avouer ainsi ma honte, — tout au plus y vois-je une faiblesse héroïque, dont je me passe fort bien[1]. » Paroles célèbres, qu'on a souvent reprochées à Lessing, et bien à tort, car ni Klopstock ni Gleim ne sont au fond plus patriotes que lui, s'il s'agit de l'Allemagne considérée dans son ensemble. Personne presque ne l'était alors, et Lessing a au

1. Julian Schmidt, II, 148-149.

moins le mérite de voir clair dans ses idées et dans ses sentiments. Lessing se serait plutôt intéressé aux questions sociales qu'à la politique. Il est de ceux qui voient en l'État « un mal nécessaire ». Pour assurer la sécurité individuelle et la propriété, il faut bien que des États soient organisés. Mais ces avantages, si précieux qu'ils soient, nous les payons cher, et sans doute trop cher. L'organisation sociale détruit l'égalité naturelle, et rend le bon accord impossible entre les hommes. Elle restreint la liberté des individus, elle établit les distinctions de classes, qui sont si contraires au bonheur de l'humanité, et que l'état de nature ignorait. La société civile serait donc, comme Rousseau le prétend, la cause principale de tous nos maux. Lessing allait même, s'il faut en croire Jacobi, jusqu'à prévoir une révolution qui la détruirait de fond en comble[1].

Mais qu'on ne s'y trompe pas. En dépit de sa philosophie cosmopolite et de ses théories sociales, ou même socialistes, Lessing est Allemand de la tête aux pieds. Peu de patriotes ont rendu à leur pays des services aussi nombreux et aussi durables que cet écrivain trop modeste, qui se refusait à lui-même le titre de poète. Sans doute il ne gémit point de la décadence politique de l'Empire, et il ne songe pas davantage aux moyens de le relever. Mais cette Allemagne idéale, qui fut l'œuvre du XVIIIe siècle, et qui, sans frontières définies, tenait toute dans la langue, la philosophie et la littérature nationales, personne n'a fait pour elle plus que Lessing. Il a rendu à ses compatriotes ce qui est, selon Emerson,

1. Voyez ZELLER, *Geschichte der deutschen Philosophie seit Leibniz*, p. 359.

la première vertu des peuples comme des hommes : la confiance en soi. Par là son œuvre conspire avec celle du vainqueur de Rosbach, qu'il n'aimait pas, et qui, de son côté, ignorait l'auteur du *Laocoon*. « Je ne voudrais pas jurer, écrivait Lessing, qu'il ne se trouvera pas un jour un flatteur pour appeler l'époque actuelle de notre littérature l'époque de Frédéric le Grand[1]. » De Frédéric, qui écrivait trois gallicismes sur quatre mots allemands, et qui aurait donné toutes les œuvres de ses compatriotes pour une épître de Voltaire! L'ironie devait paraître un peu forte, même à Lessing. Et pourtant ce flatteur s'est trouvé. Ce n'est point un courtisan vulgaire, c'est le maître reconnu de tous, le dieu de l'Allemagne littéraire, c'est l'auteur d'*Egmont* et de *Faust*. Lessing était trop près pour apercevoir le lien qui rattache la conception de *Minna von Barnhelm* à la guerre de Sept ans. Mais Gœthe, un demi-siècle plus tard, voyait de plus haut, et ne pouvait s'y tromper. En quelques pages de ses mémoires, il a magistralement décrit l'impulsion que, sans le savoir, Frédéric II avait imprimée aux lettres allemandes.

Cependant ni la gloire militaire, ni le prestige personnel d'un grand prince, ni les satisfactions les plus douces de l'orgueil national ne sauraient à elles seules expliquer une brillante floraison littéraire. L'histoire prouve que ces causes ne sont pas toujours suffisantes, ni même nécessaires à la rigueur. Il faut aussi un sentiment de vigueur croissante, une sorte de rajeunissement, et comme

1. *Œuvres*, XI, 2, p. 975, éd. Hempel.

une poussée de sève remontante soit dans la nation entière, quand l'unité est déjà accomplie, soit, en cas contraire, dans une partie ou dans une classe de la nation. Les grands événements sont alors l'étincelle qui fait jaillir la flamme. Ainsi doit se comprendre l'influence de Frédéric II sur le développement de la pensée allemande, à laquelle il était étranger. Elle a été décisive, parce qu'elle arrivait juste au moment opportun. Par de patients efforts, par cette application méthodique et infatigable dont les Allemands sont coutumiers, la classe moyenne s'était reformée, moralisée, et instruite. Elle s'était relevée assez pour s'apercevoir que l'Allemagne n'était pas appréciée à sa valeur par les nations voisines, et elle souffrait de cette injuste mésestime. En un mot, le sentiment national était prêt à renaître : la gloire de Frédéric II lui donna le droit de s'exprimer avec orgueil et fierté. Il sent qu'il sera mieux écouté désormais quand il revendiquera le rang dû à l'Allemagne dans les lettres, dans la philosophie et dans la science. Il se borne là, car seuls les intérêts spirituels de l'Allemagne lui tiennent au cœur. Toute autre ambition lui est encore inconnue. N'est-ce pas un instinct profond, n'est-ce pas le sens mystérieux de la vie qui poussait de ce côté-là les forces vives de l'Allemagne? Plus le Saint-Empire se décrépit, plus le sens de l'unité politique se perd, et plus l'effort des meilleurs esprits de la nation tend à lui refaire une unité morale : unité plus jeune, plus vivace, et assez forte pour survivre le jour où l'autre semblera définitivement perdue.

151

CHAPITRE VI

HERDER. — LES IDÉES D'HUMANITÉ ET DE NATIONALITÉ.

I

Désormais le branle est donné. Le mouvement qui a commencé par être intermittent, pénible, hésitant, s'accélère et se renforce à vue d'œil. On peut en suivre le progrès année par année, comme a fait par exemple M. Julian Schmidt, dans son excellente *Histoire de la Littérature allemande*. Poésie lyrique et dramatique, esthétique, philosophie, archéologie, critique, philologie, tout se développe à la fois. On dirait que l'Allemagne se hâte de regagner le temps perdu, et son ardeur au travail s'accroît au fur et à mesure que sa confiance en soi s'affermit.

Il ne nous appartient pas d'entrer ici dans le détail, qui serait presque infini. Bien des historiens ont rendu justice déjà aux recherches originales de Winckelmann, à la grâce élégante de Wieland, au zèle de la « philosophie populaire » qui s'efforçait de répandre partout les lumières, à Mendelssohn, à Nicolaï, et à leurs amis qui collaborent de leur mieux à l'œuvre de Lessing, et qui répandent dans

toute la nation les idées de liberté, de justice et de tolérance. La réaction contre ce rationalisme un peu sec, étroit et utilitaire n'a pas été moins bien étudiée. On a signalé l'influence extraordinaire et presque incroyable de Rousseau, aussi profonde en Allemagne qu'en France. Rousseau apportait « l'Evangile de la nature ». Comme un autre Christophe Colomb, selon le mot de M. du Bois Reymond, il ouvrait à l'Allemagne un monde nouveau. On a montré enfin comme tout ce qui paraissait d'important en Allemagne et même en Europe était aussitôt lu, étudié, analysé par de nombreuses revues; surtout dans la *Bibliothèque allemande universelle*, qui vécut avec diverses fortunes de 1765 à 1805, et à laquelle la plupart des écrivains qui comptent dans les lettres allemandes ont plus ou moins collaboré.

De tout cela nous n'avons à retenir que l'effet d'ensemble, c'est-à-dire la multiplication et le succès de ces efforts, qui, tout en concourant à un même but, en provenant d'un même fond, d'une même inspiration, restent cependant isolés et indépendants les uns des autres. Si en effet la conscience de l'Allemagne tend à s'éveiller, si un même tressaillement parcourt le pays entier à l'annonce de quelque grand événement et surtout à l'apparition de quelque œuvre puissante, l'extrême division n'en reste pas moins le caractère principal de l'époque. Comme il n'y a point d'état politique qui soit l'Allemagne à proprement parler, il n'y a pas non plus de capitale vers laquelle se tournent tous les regards et affluent toutes les ambitions. Ni Berlin, ni Vienne, ni Dresde, ni aucune autre ville ne peut pour diverses raisons aspirer à ce rôle. C'est pourquoi la

vie intellectuelle ne se concentre pas en une ville qui soit, comme Paris en France, le foyer unique de la nation. Les centres secondaires ne sont point soumis à l'ascendant et au contrôle d'un centre dominateur, et ces centres se multiplient : toute grande ville, toute petite ville même qui possède une université, comme Gœttingen ou Iéna, vit par soi. Lessing passe ses dix dernières années à Wolfenbüttel dans le Hanovre. Kant ne quitte point Kœnigsberg ; Gœthe fait choix de Weimar pour son domicile.

Cette dissémination a ses avantages et ses inconvénients. Elle permet aux originalités moyennes, lentes ou timides, de se développer à leur aise, et de donner à loisir tout ce dont elles sont capables, au lieu d'être écrasées par l'action directe et immédiate de génies supérieurs. Elle est favorable aussi au parfait désintéressement, à l'admirable ouverture d'esprit qui est une gloire de l'Allemagne du XVIIIe siècle. Bourgeois d'une ville libre impériale ou sujet d'un état microscopique, un esprit tant soit peu cultivé et philosophe, sortant de ces étroites limites, se trouvait partout chez lui dans l'univers. Il est autrement difficile de se dégager de toute prévention patriotique quand on appartient à un grand peuple de quarante millions d'âmes, que l'on se sent vivre de sa vie, jouir de ses triomphes, et passer avec lui, dans les jours critiques, par les tragiques alternatives de la crainte et de l'espoir. Mais au XVIIIe siècle, cet intérêt n'existait point pour les Allemands. De là une contradiction qui nous étonne entre leur zèle pour la gloire littéraire, scientifique et philosophique de leur pays, et leur froideur pour ses misères politiques ; de là ce mélange de cosmo-

politisme et de patriotisme également sincères, que nous avons remarqué chez Lessing et que nous allons retrouver chez Herder, mais modifiés déjà, et prêts à s'amalgamer en un sentiment nouveau.

L'évolution des idées est incessante. Elles agissent sur les événements, qui à leur tour réagissent sur elles, et peu à peu, obéissant à la loi découverte par Hegel, elles se transforment en leurs contraires. Herder va nous montrer comment du cosmopolitisme pacifique et humanitaire de son temps devait sortir, par une dialectique naturelle, le trop fameux principe des nationalités, si gros de discussions et de guerres pour le nôtre. Il nous révélera ainsi la continuité secrète qui, malgré les apparences, relie sans interruption l'Allemagne du XIXe siècle que l'on appelle réaliste, à l'Allemagne du XVIIIe qu'on lui oppose comme idéaliste. L'antithèse est fausse : il n'y a pas là « deux Allemagnes », il n'y a qu'une évolution tantôt favorisée, tantôt contrariée par l'intervention des nations voisines, et dont les différentes phases apparaissent mieux enchaînées, à mesure que l'histoire les voit de plus loin et de plus haut.

L'histoire de l'esprit de Herder, son ardeur à s'instruire, sa furie de savoir font penser involontairement à ce que Rabelais raconte du bon Pantagruel, que, « en le voyant estudier et proufficter, eussiez dit que tel estait son esprit parmi les livres, comme est le feu parmy les brandes, tant il l'avoit infatiguable et strident. » Dans la petite ville où Herder était né[1], le pasteur avait par hasard une

1. Mohrungen, dans la Prusse orientale. Voyez, sur HERDER, la magistrale biographie de M. R. HAYM, *Herder nach seinem Leben und seinen Werken*. Berlin, 1880-85.

bibliothèque bien meublée. Herder s'y donne à lui-même l'instruction la plus riche et la plus variée. Ce furent des orgies de lecture. Auteurs grecs, latins, français, allemands, il dévora tout, retint tout, s'assimila tout avec une merveilleuse facilité. A l'université de Kœnigsberg, où il étudie la théologie, il garde cette vivacité d'imagination, qui le fait s'éprendre des objets les plus divers. La Bible, la poésie de l'Orient, l'origine du langage, les principes de l'art, la philosophie de l'histoire, les légendes populaires l'attirent et le retiennent tour à tour. Il apprend les langues pour lire les chefs-d'œuvre de tous les temps et de tous les pays dans le texte original, et pour goûter ce qui ne se traduit pas, la couleur des mots et la sonorité des vers. Sans doute il a ses préférences. A ses yeux comme aux yeux de Gœthe et de Schiller, l'art le plus parfait, c'est l'art grec. Mais en même temps qu'il vante l'idéal classique, il exalte le moyen âge et prépare la levée de boucliers des romantiques. Il entre dans l'esprit de la poésie biblique comme personne ne l'avait fait avant lui en Allemagne ; mais il s'enthousiasme aussi pour les chants de guerre des pirates scandinaves et normands. Une autre fois ce sont des chansons d'amour des Finnois et des Lapons qu'il traduit pour leur simplicité et leur fraîcheur, et qu'il envoie à sa fiancée. Plus tard il publiera les légendes des indigènes de la mer du Sud. Il est l'ancêtre de tous les folk-loristes. Sa dernière œuvre sera une traduction du *Romancero* du Cid. Cette ubiquité intellectuelle est merveilleuse, à une époque surtout où le goût de l'exotisme ne dominait pas encore, et où les littératures vivaient plutôt cha-

cune chez elle. L'Allemagne savante et littéraire dut à Herder beaucoup de cette puissance de sympathie désintéressée qui a donné à sa pensée tant de force et de largeur, qui lui a permis de faire le tour des idées dont d'autres peuples ne voyaient qu'un aspect, et d'être enfin, pour un temps, la nation philosophique par excellence.

Bien que né dans les états du grand Frédéric, Herder ne semble pas s'être particulièrement attaché à la Prusse. L'ardeur patriotique que les victoires de Frédéric II avaient excitée subsistait sous la forme d'orgueil militaire dans l'armée, mais fut moins durable dans la classe moyenne. Herder, en tout cas, quitta avec joie le territoire prussien. Comme Gottsched, qui jadis s'était réfugié à Leipzig, parce que sa haute taille aurait certainement tenté les recruteurs du roi-sergent, Herder craignait d'avoir maille à partir avec les autorités militaires. Son inquiétude redoubla lorsqu'on exigea de lui le serment de se présenter à toute réquisition. Il ne respira que quand il vit la frontière derrière lui. Il eût volontiers, dit un contemporain, baisé la terre dans un transport de joie, en se sentant sauvé et libre. En vain, son ami Hamann lui demande, dans ses lettres, un peu de patriotisme prussien; Herder reste sourd à ses exhortations. S'il eût éprouvé ce sentiment, ce n'est pas la Prusse, selon toute apparence, c'est plutôt l'Allemagne qui en aurait été l'objet. Mais cette indifférence repose sur des convictions raisonnées et qui ne sont pas particulières à Herder. Le patriotisme était rejeté en général par la philosophie du temps, cosmopolite et humanitaire, et les gens de lettres surtout, en Allemagne,

tenaient à honneur de s'en dégager. Aucun n'a mieux exposé cet état d'esprit que Herder, dans un discours prononcé à Riga, en 1765, sur ce sujet : « *Avons-nous encore un public et une patrie comme les anciens*[1]? » Herder revint à ce discours trente ans plus tard, pour le développer, mais sans en changer les idées essentielles.

La cité antique, dit Herder, et la société moderne sont choses bien différentes. Dans l'antiquité, la prospérité et la grandeur de la patrie étaient le but suprême de l'activité des citoyens libres. Point d'intérêt supérieur à celui-là. Religion, morale, traditions, tout est étroitement attaché à la cité, tout vient d'elle ; tout périt si elle succombe. Par suite, le patriotisme est le premier et le plus impérieux des devoirs, devant lequel les autres s'effacent, ou, pour mieux dire, sous lequel ils se rangent. D'une certaine manière, toutes les vertus se résument dans l'amour de la patrie. Mais l'Europe, l'Europe chrétienne, ne ressemble plus aux petites ni même aux grandes républiques de l'antiquité. Le progrès des siècles, et surtout le christianisme, ont élevé les modernes à une conception plus haute, à l'idée suprême de l'humanité. Dès lors, le patriotisme exclusif des anciens n'a plus de raison d'être, et, loin de regarder l'étranger comme l'ennemi, il faut voir et aimer tous les peuples en l'humanité, qui seule est notre vraie patrie. « Nous avons, dit Herder, de plus nobles héros qu'Achille, et un patriotisme plus élevé qu'Horatius Coclès[2]. » Pour Herder, comme pour les positivistes de notre siècle,

1. Herder, *Werke*, éd. Suphan, I, p 13-28.
2. *Ibid.* XVIII, p. 86.

l'humanité est un idéal politique et social. Il y a sans doute cette différence très importante que Herder sous-entend toujours l'humanité *chrétienne*; mais c'est la même ferveur, la même foi, le même enthousiasme. Le triomphe de la civilisation sera de supprimer les barrières entre les peuples : chacun ne verra plus sa patrie que dans l'humanité.

D'où vient qu'en Allemagne les esprits les plus divers s'accordent ainsi à rejeter le patriotisme dans l'antiquité classique, et ne veulent en entendre parler que pour les héros de Plutarque et de Tite Live? L'état politique de l'Allemagne au XVIIIe siècle rend compte du fait dans une certaine mesure. A vrai dire, il n'y avait pas d'Allemagne, mais seulement des états allemands, de toute grandeur, de toute forme, de tout esprit. Loin de chercher à s'unir, ces états ne craignaient rien tant qu'une solidarité effective qui eût compromis leur indépendance. On comprenait encore le patriotisme prussien ou le patriotisme autrichien, fait surtout d'orgueil militaire, mais non le patriotisme allemand, qui, pour trouver un objet, devait remonter avec Klopstock à Henri l'Oiseleur ou à Arminius.

Cette explication n'est pas cependant suffisante. L'histoire nous montre d'autres pays où le regret au moins de l'unité nationale perdue a survécu pendant des siècles au morcellement politique; où, même dans les conditions les plus défavorables, l'amour ardent de la patrie, joint à la haine de l'étranger, n'a jamais complètement disparu. Il y a toujours eu des patriotes en Italie, même lorsqu'il n'y avait pas de patrie. En Allemagne, au contraire, l'indifférence des gens de lettres et des penseurs pour les

intérêts politiques de la nation ne provenait pas de la lassitude ou de l'oubli. Elle était réfléchie et voulue; on s'en faisait gloire à l'occasion. La philosophie du temps enseignait que la patrie s'efface devant l'humanité. Porter à son pays un amour exclusif, — et nécessairement aveugle; regarder les autres nations comme étrangères et souvent comme ennemies, prendre enfin en face d'elles une attitude défensive, voisine de l'hostilité, tout cela eût paru un arrêt dans la marche de la civilisation et un recul vers la barbarie. Ces idées humanitaires jouissaient d'un crédit universel. Elles semblaient si bien établies qu'on ne les discutait même plus; on se contentait de les exposer ou d'y faire allusion en passant, comme à un principe qui va de soi.

Au reste, Herder ne condamnait pas absolument toute sorte de patriotisme. Il se flatte, non sans raison, d'être lui-même un patriote à sa manière. Dans l'amour universel qu'un homme éclairé ressent pour l'humanité, s'il réserve un sentiment plus tendre à son pays natal, rien n'est plus légitime ni plus innocent. Il suffit qu'il le contienne dans les limites que la raison assigne. La langue qu'il parle, la maison où il a grandi, la famille qui l'a élevé, les traditions qui lui sont communes avec ses concitoyens, ne vont point sans des sentiments naturels d'affection. Il serait trop dur d'y fermer son cœur. Mais cette affection ne fera jamais oublier ce que l'on doit à l'humanité. En un mot, Herder comprend fort bien une espèce de patriotisme sentimental, qui, à vrai dire, peut plutôt s'attacher à une maison ou à une ville qu'à une grande nation. Un patriotisme plus déterminé lui est suspect,

comme menant droit au chauvinisme, qu'il juge à la fois ridicule et odieux. C'est une sottise qui peut conduire à des crimes. « Entre tous les glorieux, dit-il, le glorieux de sa nationalité me paraît un sot accompli, tout comme le glorieux de sa naissance ou de sa richesse. Qu'est-ce qu'une nation? Un grand jardin sans culture, plein de bonnes et de mauvaises herbes. Qui voudrait prendre en bloc la défense de cette multitude où les vices et les sottises se mêlent aux mérites et aux vertus? Quel don Quichotte irait rompre des lances pour cette Dulcinée contre les autres nations[1]? » Herder craint surtout l'esprit belliqueux, les revendications et les conquêtes auxquelles entraîne presque toujours un patriotisme ardent. Une guerre internationale est à ses yeux une guerre civile, une lutte fratricide : elle ne lui inspire qu'horreur et dégoût. Il se représente l'humanité comme une grande famille, et, sans plus ample informé, il admet qu'il y a place pour tous au foyer commun.

C'est qu'au fond, comme les autres philosophes, ses contemporains, Herder est optimiste dans sa conception de l'univers. Malgré les horreurs de la guerre de Sept ans, — dont il n'avait guère pu être témoin, — il croit aux harmonies providentielles de la nature. Voltaire seul avait jeté, avec *Candide*, une note discordante. Le sentiment général était d'avis, avec Rousseau et Bernardin de Saint-Pierre, que les maux de la société, la guerre comme les autres, proviennent surtout du fait de l'homme, de ses erreurs et de ses vices. Il ne tiendrait presque qu'à lui de

1. Herder, *Ueber das Wort und den Begriff der Humanität*, *Œuvres*, XVII, p. 241.

s'en délivrer, en se corrigeant. « Tout est bien, sortant des mains de l'auteur des choses ; tout dégénère entre les mains de l'homme. » Cette première phrase de l'*Émile* exprime à merveille l'optimisme propre à la seconde moitié du XVIIIe siècle. Si seulement les hommes savaient être sages et vertueux, la paix régnerait dans l'univers. Herder, qui avait été un des plus fervents disciples de Rousseau, affirme que les mots de guerre et de patrie jurent d'être accouplés. « Des patries engagées contre des patries dans une lutte sanglante, écrivait-il encore en 1794, c'est le pire barbarisme des langues humaines[1]. » Il ne veut admettre que les luttes pacifiques dans les arts de la paix, que la rivalité féconde des peuples pour le progrès et la civilisation. Kant, de son côté, montrait dans la paix universelle le but lointain, mais non inaccessible, vers lequel marche l'humanité. L'idée de Leibniz, — une idée chrétienne, — persiste à travers les leçons de Rousseau : l'harmonie est le vrai fond des choses, la justice et le bien sont les forces qui, en fin de compte, dirigent l'univers. C'est seulement au commencement de notre siècle que Malthus publiera son livre de *la Population*. Darwin y prendra, de son propre aveu, l'idée mère de sa philosophie naturelle, l'idée de la sélection naturelle et de la concurrence vitale. Peu à peu, l'idée d'une lutte pour l'existence, universelle, impitoyable, deviendra aussi familière que l'était auparavant l'idée de l'harmonie des êtres. Les faits politiques, sociaux, économiques, semblent confirmer la loi, et

1. *Œuvres*, XVII, p. 319.

chaque nation se persuade qu'il faut combattre pour vivre, et manger pour ne pas être mangé. Le patriotisme des anciens, que Herder, Schiller, Gœthe et tous les grands esprits de leur génération croyaient mort, reprend, en Allemagne même, les allures d'un fanatisme farouche, et apparaît inséparable de l'idée de guerre. Qui se souvient que ces idées et ces sentiments auraient paru révoltants et barbares il y a à peine un siècle? Aujourd'hui, l'optimisme humanitaire de Herder fait sourire. Une sorte de pessimisme naturaliste règne incontesté à son tour. Ne sera-t-il pas aussi un jour abandonné? La loi du rythme s'applique aussi bien aux grands courants d'idées qu'aux mouvements de la matière, et, comme nos devanciers, nous ne voyons sans doute qu'un aspect de l'infinie complexité des choses.

II

Par une sorte d'ironie de l'histoire, Herder, qui faisait profession d'être cosmopolite, devait contribuer efficacement à rendre exclusif et jaloux le sentiment national en Allemagne. Sans qu'il s'en rendît compte peut-être, sa critique littéraire tendait à cette fin. Originale et hardie pour le temps, elle rompait avec les traditions et annonçait un esprit nouveau. La critique de ses prédécesseurs était avant tout abstraite et raisonneuse. Pour juger des œuvres, elle les rapportait à des types définis, modèles incontestés dans chaque genre. Elle se plaçait, pour ainsi dire, au-dessus du temps. Les-

sing lui-même, le grand rénovateur de la littérature allemande au XVIIIe siècle, esprit ouvert s'il en fut, était, comme ses contemporains, peu doué de sens historique. Lorsqu'il veut mettre en lumière les défauts des tragiques français, il les compare bien aux écrivains grecs ou à Shakespeare; mais il suppose toujours qu'il existe un type idéal de la tragédie ou du drame, et il montre à quelle distance Corneille et Voltaire en sont restés. Cette critique discute, argumente, démontre. Elle instruit le procès d'un auteur, prononce un réquisitoire ou un plaidoyer, selon le cas, et la sentence suit. Ce n'est plus, sans doute, le procédé du professeur Gottsched, qui réduisait bonnement l'art à un certain nombre de recettes, et qui corrigeait les œuvres littéraires comme des thèmes d'écoliers. C'est encore une critique autoritaire, préoccupée de traiter chacun selon ses mérites. Elle tire les œuvres à soi au lieu d'aller à elles.

Juger et classer, voilà en deux mots le but que se proposait la critique littéraire en Allemagne jusqu'à Herder. Sentir et comprendre, voilà la tâche nouvelle que Herder lui assigne, dès ses débuts, dès l'âge de vingt ans. « Toute saine critique, écrit-il, admet que, pour comprendre un morceau littéraire et pour le faire comprendre à d'autres, il faut se placer dans l'esprit de l'auteur, de son public et de son temps. » Par exemple, si vous voulez pénétrer le sens de l'Ancien Testament, ne le lisez point avec les préjugés et avec les scrupules théologiques de notre époque, n'essayez point d'en expliquer les miracles par la physique ou par l'allégorie. Quelle absurdité que de commenter et de torturer, comme

un texte juridique, cette poésie spontanée et naïve! Il faut lire la Bible comme elle a été écrite, dans la langue où elle a été écrite, en s'inspirant du génie du peuple qui parlait cette langue; il faut étudier les mœurs et la littérature des peuples de la même famille qui existent encore. « Faites-vous berger avec les bergers, agriculteur avec un peuple agricole, Oriental avec les anciens peuples de l'Orient, si vous voulez goûter ces livres dans l'esprit même qui les a inspirés[1]. » Herder a admirablement compris que la critique est à la fois œuvre d'intelligence et de sympathie. Ce fut une heureuse réaction contre l'esprit dogmatique du siècle, trop porté à juger de tout par des principes abstraits, au nom de la raison souveraine, sans tenir compte des circonstances particulières qui font la réalité. D'ailleurs, Herder ne croyait pas se séparer absolument de ses contemporains. Comme Lessing qu'il admirait fort, comme Mendelssohn, comme les autres critiques allemands, il a toujours à la bouche le grand nom de l'humanité. Mais voici qui lui est propre : par humanité, il n'entend pas une abstraction, une généralité vague, un nombre indéfini d'êtres tous semblables entre eux, sauf l'âge et le costume. Il ne goûte pas les Orientaux des romans de Wieland ou de Voltaire, qui ne sont que des Français ou des Allemands costumés. L'humanité est à ses yeux une grande famille, dont les nations sont les membres, chacune ayant son caractère, son tempérament, son originalité. La critique suppose donc avant tout l'étude attentive des civilisations

1. Herder, *Œuvres*, X, p. 13-14

disparues, des caractères divers des périodes historiques et de la physionomie propre de chaque peuple.

Herder applique ces idées nouvelles à la critique de la littérature allemande, qui est l'objet tout particulier de sa sollicitude. Autant il se montre indifférent aux intérêts matériels ou politiques de l'Allemagne, autant il prend souci de sa grandeur littéraire. Déjà dans les *Fragments sur la littérature contemporaine*, qu'il écrivit à Riga et qui fondèrent sa réputation, il veut déterminer à quel point en est arrivée la littérature allemande, juger son passé, éclairer son avenir, lui épargner les faux pas et les erreurs. Une idée générale relie ces fragments décousus en apparence : c'est qu'il est grand temps que l'Allemagne reprenne conscience de son originalité. Aussi Herder ne conseille-t-il pas, comme le fera encore Frédéric II, que l'on traduise les chefs-d'œuvre des autres nations pour se les assimiler. Une œuvre, même médiocre, mais sortie spontanément du génie de l'Allemagne, vaudra mieux que la meilleure traduction d'un excellent ouvrage étranger.

A plus forte raison, Herder condamne-t-il la fureur d'imitation qui avait si longtemps régné en Allemagne. Les uns s'attachaient à des modèles français, d'autres à de Foë ou à Richardson, d'autres enfin à la poésie grecque ou orientale. Tout cela est artificiel, sans chaleur, sans âme, mort avant d'avoir vécu. Quoi de plus désolant qu'une imitation allemande de *la Henriade*? « Quand le public allemand, s'écrie Herder, cessera-t-il d'être ce monstre à trois têtes de l'Apocalypse, à la fois grec, français

et anglais[1]? Quand prendrons-nous la place qui revient à notre peuple? Il n'y a qu'un coup de sonde à donner dans le sol allemand, et la poésie nationale en jaillira. » Déjà les *Chants de guerre d'un grenadier prussien*, de Gleim, ont ravi Herder. Il avait trop de goût pour ne pas estimer Gleim à sa juste valeur. Mais c'est un premier essai qu'il veut encourager. Le patriote se substitue ici au critique, et son indulgence prend le ton de l'enthousiasme. Il avoue sans détour sa partialité pour un écrivain allemand qui n'imite pas[2]. Évidemment, il continue l'œuvre de Lessing. Il veut déblayer le terrain, il veut le débarrasser de la végétation parasite qui l'encombre et empêche le bon grain de lever. Il juge malheureuse l'idée de fonder de toutes pièces un théâtre allemand sur le modèle du théâtre classique français; car ce qui convient à des Français ne convient précisément pas à des Allemands. Si l'Allemagne doit avoir un théâtre, elle le produira d'elle-même. Et, comme Lessing, Herder estime que Gottsched a fait plus de mal que de bien à la littérature allemande[3].

Si Herder s'était borné, comme tant d'autres, à protester contre l'imitation servile des modèles français ou anglais, s'il avait pris simplement la défense du génie national méconnu par les Allemands eux-mêmes, sa critique n'aurait rien eu de bien original. Elle a été féconde, au contraire, parce que Herder ne s'en est pas tenu là. Il est remonté jusqu'au principe de toute poésie, il l'a étudiée dans

1. Herder, *Œuvres*, I, p. 217.
2. *Ibid.*, I, p. 336-337.
3. *Ibid.*, II, p. 40.

son origine et dans son essence. Il a tiré des conséquences inattendues de la grande maxime de Rousseau, qui avait été accueillie en Allemagne avec tant de faveur. « Revenons à la nature, source de toute bonté et de toute vérité. » S'il en est ainsi, et si chaque peuple a comme les individus un caractère qui lui est propre, tout ce qui sortira spontanément de son génie, tout ce qui en sera la floraison naturelle ne saurait manquer d'être bon; tout ce qui provient de l'imitation réfléchie n'échappe pas à la médiocrité, et, à vrai dire, ne compte pas. Faute de comprendre cette vérité si simple, la littérature allemande restera une collection de pastiches plus ou moins ingénieux, qui, n'étant point sortis des entrailles de la nation, ne seront pas adoptés par elle, et périront avec la mode qui les aura fait naître. Herder aurait volontiers résumé sa pensée en ces termes : « La littérature allemande sera nationale, ou elle ne sera pas. »

Par un retour inévitable sur le passé, Herder se demande quelles causes ont arrêté le libre épanouissement du génie germanique. Il en arrive insensiblement à déplorer les funestes effets de la Renaissance en Allemagne. « Depuis ce temps-là, dit-il, nous avons tout reçu de la main des Latins, mais aussi ils nous ont pris tout ce que nous avions[1]. » Selon lui, l'Allemagne a perdu au change. Il eût mieux valu pour elle, au risque de marcher plus lentement, suivre la voie que son propre génie lui aurait tracée. Elle aurait échappé ainsi aux influences extérieures, à l'influence française

1. Herder, *Ueber die neueste Litteratur* (1767). *Œuvres*, I, p. 366 sqq.

surtout, qui pendant plus d'un siècle l'a arrachée à elle-même, et qui avait fait des Allemands des étrangers dans leur propre pays. On n'aurait pas vu les classes supérieures, divisées sur tout le reste, s'accorder à mépriser les mœurs et les traditions nationales. On n'aurait pas vu un héros allemand comme Frédéric II ne savoir et ne vouloir parler que le français. « Le dommage le plus grave que puisse subir une nation, c'est, dit Herder, qu'on lui enlève le caractère propre de son esprit et de sa langue.... Réfléchis à cela, et tu verras les pertes irréparables que l'Allemagne a subies. Plût au ciel que l'Allemagne, à la fin du moyen âge, eût été une île comme la Grande-Bretagne! » Son isolement aurait été une sauvegarde de son originalité. Le mal a été d'autant plus grave qu'il y a une différence profonde, une opposition tranchée entre le génie latin et le génie germanique. Dès lors, l'influence de l'esprit français ne pouvait être bienfaisante, douce, ou du moins inoffensive. Elle devait être, et elle a été en effet, une violence cruelle faite à l'esprit allemand. Il a fallu qu'il se mît à la gêne et qu'il se torturât pour s'accommoder au goût du maître qu'il avait accepté; et il s'y est efforcé avec la docilité et la persévérance qui sont des traits distinctifs de sa nature. Trop longtemps il en a souffert. Il est temps qu'il reprenne possession de soi. « Ce qui est passé est passé, dit Herder, n'en parlons plus; mais, à l'avenir, suivons notre route, et tirons de notre propre fonds ce qui s'en pourra tirer. Que l'on dise du bien ou du mal de notre nation, de notre littérature, de notre langue, elles sont à nous, elles sont nous-mêmes, et cela

suffit[1]. » Si l'on ne savait que Herder est un philosophe cosmopolite, ne croirait-on pas entendre un patriote singulièrement jaloux de l'indépendance et de la grandeur de son pays?

Même conclusion inattendue aux travaux de Herder sur le langage. Son maître Hamann, le bizarre auteur des *Croisades d'un philologue*, avait appelé de bonne heure son attention sur cet ordre de questions qui intéressent à la fois le philosophe et le littérateur. Plus tard, l'Académie de Berlin devait couronner un mémoire de Herder sur ce sujet : « *Quelle est l'origine du langage?* » Les langues, selon Herder, ne sont pas des produits de la convention ou de l'art humain. Une langue est un tout organique qui vit, qui se développe et qui meurt comme un être vivant; la langue d'un peuple, c'est, pour ainsi dire, l'âme même de ce peuple devenue visible et tangible. Son caractère, son tempérament, sa façon de penser et de sentir, son originalité s'y expriment au vif. Posséder une langue, c'est vraiment posséder du même coup l'esprit de toute une race. Et lorsqu'une nation est déjà vieille de plusieurs siècles, lorsqu'elle a, comme la France, l'Allemagne ou l'Angleterre, un long et glorieux passé derrière elle, l'évolution de sa langue donne la clef de son histoire; car la langue ne reste jamais immobile, elle vit de la vie même de la nation. Quels sont les grands écrivains dont chaque peuple s'honore le plus? Ceux dont la langue est le plus nationale, ceux qui ont le plus largement puisé au trésor populaire, ceux, en un mot, par la bouche desquels le

1. Herder, *Œuvres*, XVIII, p. 160.

peuple même semble avoir parlé. Réflexions banales aujourd'hui, mais alors assez neuves, et dont Herder tire d'importantes conséquences. Tout d'abord, le premier devoir d'un écrivain est de bien connaître les ressources de sa langue, et de ne pas l'accuser de pauvreté, quand il devrait s'accuser lui-même d'ignorance. Que de richesses dorment enfouies dans la littérature allemande du moyen âge! Herder en parle un peu de confiance, et comme par divination, plutôt que pour les avoir explorées lui-même. « Notre langue, dit-il, possède une poésie plus ancienne que celle des Espagnols, des Italiens, des Français et des Anglais. Seule, notre constitution politique est cause que ce champ est resté pendant des siècles sans être défriché[1]. » Il exhorte les jeunes poètes à cultiver ce fond, dont ils tireront une moisson magnifique. Dans ces vieux poèmes oubliés, ils verront le génie allemand tel qu'il s'exprimait avant d'être déformé par l'influence latine : ils trouveront dans ce commerce la vigueur qui trop souvent leur fait défaut. Le conseil était bon. L'école romantique le suivit et s'en trouva bien.

Chaque nation pense comme elle parle et parle comme elle pense. Toutes les formes, toutes les particularités d'une langue ont leur raison d'être dans la nature des hommes qui l'ont peu à peu façonnée par un travail séculaire et inconscient; toutes sont également précieuses. Prétendre réformer une langue comme on change une loi est une entreprise ridicule : lui enlever ses idiotismes, c'est lui ôter sa physionomie originale, c'est la défigurer pour

1. *Œuvres*, XVIII, p. 112.

l'embellir. Quand on parle de donner à la langue allemande plus de douceur et de grâce, on montre seulement que l'on ne se doute pas de ce qu'est une langue. D'ailleurs, l'allemand n'est ni dur, ni bizarre, ni barbare; cette réputation lui a été faite par des gens qui ne le parlent pas. Loin de se débarrasser de ses inversions et de sa construction synthétique, qu'il les conserve, au contraire, avec soin : c'est le moule que s'est forgé à elle-même la pensée allemande, et le seul qui lui convienne parfaitement. Qui touche à la langue d'un peuple touche à son âme et le blesse dans les sources de sa vie. N'est-ce pas là le principe des revendications désespérées qui ont retenti si souvent dans notre siècle? Les Tchèques, les Magyars, les Polonais réclament le droit de parler leur langue comme on réclame le droit de respirer; ils sentent que c'est pour eux une question de vie ou de mort. La lutte pour la vie devient la lutte pour la langue nationale. Mais Herder ne se doute pas que ce principe se retournera un jour contre les Allemands. Il l'invoque formellement en leur nom. « Voici donc, écrit-il en 1794, que nous avons à lutter contre une nation voisine, de peur que sa langue n'absorbe la nôtre. Éveille-toi, dieu endormi, éveille-toi, peuple allemand, ne te laisse pas ravir ton palladium[1] ! »

Ému par l'approche du danger, Herder revient sans cesse sur la domination que la langue française a exercée en Allemagne pendant un long siècle. C'est peu qu'elle ait retardé l'essor de la

1. *Œuvres*, XVII, p. 309-310.

littérature nationale, qu'elle ait creusé l'abîme entre les hautes et les basses classes, et qu'elle ait accoutumé l'Allemagne à l'intervention continuelle de l'étranger dans ses affaires. Le mal est plus profond. En elle-même, la langue française était un poison pour l'esprit allemand. Car cette langue si fine, si agile, si claire, est le plus pur produit du génie de la France. Il s'exprime par la logique de la phrase, il se décèle dans les moindres tournures. La perfection même de ce langage veut qu'il ne se prête vraiment qu'à des sentiments, qu'à des idées françaises. Qu'arrivera-t-il si des Allemands se mettent en tête de ne vouloir parler et écrire qu'en français? Ils s'exprimeront mal, et ce n'est que ridicule; mais, ce qui est plus grave, l'usage malheureux d'une langue qui ne leur est pas naturelle faussera leur esprit et leur cœur. Leur pensée, au lieu de jaillir sous la forme qui lui serait propre, entrera péniblement dans un vêtement qui la gêne. On ne se soumet pas impunément à une transposition continuelle de ses sentiments et de ses idées. L'impropriété de l'expression entraîne l'affaiblissement et même l'hypocrisie de la pensée. Aussi que de sottises, que de faux sentiments dans les correspondances françaises des Allemands au XVIIIe siècle! Gœthe aussi regrettait, pour la gloire de ses compatriotes, que l'on eût publié tant de ces lettres, qui disent si peu de chose et qui le disent si mal.

Il y a sans doute beaucoup de finesse dans l'analyse psychologique de Herder : mais ne veut-il pas trop prouver? L'illustre exemple de Frédéric II suffirait à démontrer qu'un Allemand peut fort

bien parler et écrire naturellement en français. Pour comprendre où Herder veut en venir, il faut connaître un préjugé national que l'on trouverait déjà chez Luther, que nous avons vu se développer chez Leibniz, et qui s'est transmis par Herder à notre siècle. « La langue allemande ne se prête naturellement qu'à l'expression du vrai. Si l'on veut lui faire dire autre chose, elle s'y refuse, ou elle le rend mal. » C'est là une proposition qui n'a pas besoin d'être démontrée, c'est un axiome. De même que les historiens latins parlent couramment de la foi punique, comme si la foi romaine défiait tout soupçon, ainsi les écrivains allemands trouvent les langues romanes souples, insinuantes, diplomatiques, merveilleusement propres à l'expression subtile du mensonge; mais la langue germanique est l'organe incorruptible de la vérité. Dans un passage célèbre de *Wilhelm Meister*, Gœthe a rappelé finement cette opinion courante en Allemagne : une femme s'aperçoit que son amant songe à la quitter, parce qu'il se met à lui écrire en français. A force d'entendre répéter ce lieu commun, Mme de Staël s'est laissé persuader à son tour, et elle écrit, sans se douter peut-être qu'elle reproduit Leibniz : « L'allemand est moins flexible, et il fait bien de rester tel, car rien n'inspire plus de dégoût que cette langue tudesque quand elle est employée aux mensonges, de quelque nature qu'ils soient. Sa construction traînante, ses consonnes multipliées, sa grammaire savante, ne lui permettent aucune grâce dans la souplesse; et l'on dirait qu'elle se roidit d'elle-même contre l'intention de celui qui la parle, dès qu'on veut la faire servir à trahir la

vérité[1] ». Il est naturel que chaque peuple trouve dans sa propre langue des raisons de la préférer aux autres, et nous ne chicanerons pas Herder sur ce point-là. Ce que nous voulons retenir, c'est qu'ici encore ce cosmopolite si peu soucieux des intérêts politiques de l'Allemagne prépare des arguments aux futurs patriotes, et même aux futurs gallophobes.

Herder se rendait bien compte de l'état politique de l'Allemagne. La décrépitude de l'Empire frappait les yeux les plus indifférents. « Tout y est divisé, dit-il, et tant de circonstances favorisent cette division : les religions, les sectes, les dialectes, les provinces, les gouvernements, les mœurs et les droits[2]. » Le tableau est exact en peu de mots. A un patriote préoccupé des questions politiques, la situation eût paru des plus alarmantes. Herder reconnaît parfois que l'Allemagne en souffre ; mais le plus souvent il ne s'y arrête pas, et il paraît en prendre aisément son parti. Au fond, cette considération est secondaire à ses yeux. L'Allemagne qui est sa patrie, et qui seule l'intéresse, c'est une Allemagne idéale en quelque sorte, qui ne dépend point des hasards des guerres et des traités. Même dans la situation présente, on peut travailler à unir les provinces allemandes (Herder emploie volontiers ce terme assez impropre) par des liens spirituels, qui sont les plus forts de tous. Pour cette œuvre commune, il n'est besoin ni de gouvernement central, ni de capitale unique. La vie nationale ne gagnerait rien à être concentrée en un seul point.

1. *De l'Allemagne*, p. 66-67.

2. Herder. *Briefe zur Beförderung der Humanität*, 1793, éd Suphan, XVIII, p. 24-27.

Au contraire, plus il y a de centres distincts, plus l'originalité des différentes branches de la race allemande se développe librement, sans que l'unité toute morale de la patrie en souffre. Voilà pourquoi à Riga, au milieu des Russes, et à Strasbourg, au milieu des Français, Herder se sentait aussi bien chez lui qu'à Weimar ou à Kœnigsberg. Encore une conception pacifique grosse de guerres pour l'avenir. Le jour où l'Allemagne, mal satisfaite d'une unité tout idéale, aspirera à réaliser aussi son unité matérielle et politique, elle étonnera l'Europe par l'étendue et l'âpreté de ses revendications, car elle n'aura jamais cessé de regarder comme allemandes des provinces qui vivent depuis longtemps de la vie d'autres états.

Herder n'a pas encore cette idée géographique de la nation allemande. Il ne se la représente pas avec des frontières bien distinctes; et si ce vague permet toutes les espérances et tous les regrets, il ne songe pas, quant à lui, à une *Germania irredenta*. Mais il définit très nettement l'Allemagne, par sa langue, par son caractère, par ses traditions, par son génie, et il travaille de toutes ses forces à lui donner conscience d'elle-même. En 1785, à l'occasion de la *Ligue des princes*, sur laquelle tant d'espérances s'étaient fondées en Allemagne, le margrave Charles-Frédéric de Bade, un des princes les meilleurs et les plus éclairés du temps, eut l'idée d'établir une Académie nationale allemande. Le projet fut agréé par un certain nombre de souverains, entre autres par le duc de Saxe-Weimar, le maître de Gœthe et de Herder. Celui-ci fut chargé de préparer des statuts pour cette Académie. Elle devait être, d'après lui, une sorte d'Institut national.

« Tout ce qui vit en Allemagne, écrivait-il à ce propos, peut et doit travailler pour elle. Aucun intérêt politique particulier ne doit s'opposer au zèle de ces efforts. L'intérêt commun de l'Allemagne prime tous les autres[1]. » Le projet de Herder était impraticable. Ne l'eût-il pas été, l'état de l'Allemagne condamnait à un échec certain toute tentative de ce genre. Mais le langage de Herder en cette occasion n'en est pas moins significatif. Plein du cosmopolitisme humanitaire de son temps, il se soucie peu des intérêts politiques de l'Allemagne; mais dès qu'il s'agit de sa langue, de son génie, de son unité morale, cette indifférence se change en une sollicitude ardente et passionnée.

Quelques années plus tard, Herder voyait les Français maîtres de la rive gauche du Rhin. Le fléau de la guerre, qu'il redoutait si fort, menaçait de pénétrer jusqu'au cœur de l'Allemagne. En même temps, la Pologne venait de subir un nouveau partage, définitif cette fois. Il ne servait guère à ce malheureux pays, dépecé par des voisins avides et imprévoyants, que ses habitants fussent enfin unis par un sentiment commun de fidélité à leur patrie. Ces grands événements ouvrirent les yeux à Herder et lui inspirèrent des craintes toutes nouvelles pour lui. Précisément à cette époque, il écrivait ses *Lettres sur le progrès de l'humanité*. M. Haym aperçoit avec raison, dans cet ouvrage, les premiers signes évidents de la décadence du penseur et de l'écrivain. Ses défauts ordinaires, la prolixité, le manque de méthode,

1. *Œuvres*, XII. Comparez un appel de Herder à la paix religieuse en Allemagne, XI, 204.

l'indécision de la pensée, qui perçaient çà et là dans ses œuvres antérieures, se donnent ici libre carrière. Mais aussi faut-il dire que Herder n'a pas voulu ou n'a pas osé publier ces lettres telles qu'il les avait écrites. Heureusement, M. Suphan, dans l'excellente édition des œuvres de Herder qui est en cours de publication, a imprimé aussi le texte primitif. Ce n'est plus de la philosophie extrêmement vague, de l'érudition pure parfois, où il devient difficile de démêler quelle est la pensée de l'auteur, ou même s'il en a une. Dans la rédaction inédite, les préoccupations politiques sont au premier plan. Elles se révèlent à chaque instant par les allusions les plus claires; parfois elles s'expriment librement. La Révolution française a produit sur Herder une impression profonde. Il appelle franchement les émigrés des traîtres et trouve que les Français soutiennent une guerre légitime contre l'étranger qui veut intervenir dans leurs affaires. Visiblement, il fonde de grandes espérances sur le mouvement libéral qui a pris naissance en France, et il l'accompagne de sa sympathie et de ses vœux. Mais il s'en effraye bientôt; sa crainte et sa répugnance augmentent à mesure qu'il apprend la mort du roi et les crimes de la Terreur. Il se rejette alors sur le libéralisme humanitaire de Benjamin Franklin, qui le console et qui l'enchante. Voilà le politique selon le cœur de Herder, pacifique, philosophe, réformateur sans violence, et patriote sans fanatisme.

Pourtant les leçons de l'expérience ont instruit Herder. Il ne croit plus que les « liens spirituels » suffisent à maintenir une nation, et que la commu-

nauté de langue, de mœurs et de traditions constitue à elle seule une patrie. « Une nation, écrit-il, qui n'est pas capable de se protéger et de se défendre elle-même contre l'étranger, n'est pas vraiment une nation et ne mérite pas l'honneur de ce nom. » Nous sommes loin de ce dédain superbe qui renvoyait à l'antiquité les vertus militaires du patriotisme. Combien d'autres Allemands, cosmopolites par éducation et par système, qui se seraient contentés toute leur vie, comme Herder, d'une patrie purement idéale, et qui, sous la pression des événements, ont changé de sentiments et de principes! Des convictions philosophiques qui semblaient être au-dessus de toute discussion s'évanouirent comme par enchantement : elles ne tinrent pas contre la présence de l'étranger sur le sol national. « Tout notre raisonnement, disait Pascal, se réduit à céder au sentiment. » Et, de fait, le sentiment a sa logique à lui, logique profonde et complexe, déconcertante comme la vie, mais plus rigoureuse et plus vraie dans ses contradictions apparentes que la logique du raisonnement dans son infaillibilité abstraite. Beaucoup d'esprits réfléchis voulurent néanmoins justifier à leurs propres yeux cette brusque conversion. C'est une habitude d'esprit familière aux Allemands. Les causes extérieures et accidentelles ne sont jamais pour eux des causes suffisantes : on doit chercher l'explication vraie, non dans les circonstances, mais dans l'essence intime, dans la substance même des êtres. Le présent doit être plein du passé. Il s'agissait donc de montrer comment du cosmopolitisme même avait dû sortir l'enthousiasme patriotique qui lui semblait contraire. Tâche

ingrate, problème difficile, si Herder ne l'eût résolu d'avance avec une singulière hardiesse. C'est dans la nature même du génie allemand qu'il a trouvé la conciliation.

III

Rien n'est plus malaisé, Herder l'avoue lui-même, que de donner la caractéristique générale d'un peuple, et de trouver une formule brève et saisissante pour le définir. Un grand peuple comprend des gens de toute nature, de toutes mœurs, de tout esprit. Et cependant Herder, avec son imagination vive et son goût pour les synthèses rapides et brillantes, se trouve amené insensiblement à se représenter les nations comme des individus. Chacune lui apparaît avec un tempérament propre et une physionomie originale, qui ne permettent pas de les confondre dans la famille humaine. Les mêmes sentiments et les mêmes passions forment le fond de toutes les littératures; mais chacune les exprime avec des nuances qui lui sont particulières, comme la même note, donnée par un violon, une flûte ou un cor, accuse une différence de timbre qui provient de la nature de l'instrument. Herder se croyait donc en droit de formuler, en quelques traits plus ou moins précis, le caractère et pour ainsi dire l'essence des peuples dont il étudiait la poésie et l'histoire. Le plus souvent, il se contente d'une esquisse sommaire. Quelques épithètes, toujours les mêmes, lui suffisent pour caractériser un peuple au passage.

Il dira volontiers des Français que c'est un peuple de « représentation ». Leur esprit est plus théâtral que sincère, plus porté à la rhétorique que puissant par l'imagination, plus habile dans la convention qu'amoureux de la nature ; il a plus de surface que de profondeur. Pas n'est besoin de s'arrêter à ces esquisses vagues, nécessairement fausses par ce qu'elles ne disent pas, même s'il faut reconnaître quelque vérité à ce qu'elles disent. Herder juge la France d'après son théâtre, et son théâtre, sans doute, d'après Lessing.

Mais dès qu'il s'agit de l'Allemagne, Herder est infiniment plus intéressant. Saisir le vif du génie allemand dans sa langue, dans sa poésie, dans son histoire, dans son art, telle fut la préoccupation constante de cet esprit si mobile et si prompt à changer d'objet. Il y est revenu non pas dix fois, mais cent fois. C'est une œuvre de patience et de précision ; les contours sont nets et précis, le portrait achevé. Aussi bien Herder est loin d'avoir dessiné le premier ce type idéal du caractère et de l'esprit allemands. Déjà, dans Leibniz et dans Lessing, nous en trouvons l'esquisse, et, en cherchant bien, on en découvrirait les traits essentiels chez les humanistes allemands de la Renaissance et chez Luther. Même à l'époque où l'influence française était prédominante ou, pour mieux dire, toute-puissante en Allemagne, Gottsched avait revendiqué hautement l'honneur dû, selon lui, aux caractères distinctifs du génie germanique. Herder recueille toutes ces indications et les fond dans un tableau d'ensemble qui restera fixe désormais. Les Allemands l'adopteront, s'y reconnaîtront avec ingénuité. Aux jours

d'épreuve, ils y trouveront une source de force morale. Convaincus qu'ils sont vraiment les originaux de ce portrait, ils ne perdront pas tout ressort et toute confiance en eux-mêmes. Ils seront prémunis contre l'excès de l'abattement et du désespoir.

« Deux qualités maîtresses, dit Herder, distinguent d'abord le caractère allemand : le courage et la fidélité. » Le courage s'est assez illustré dans les épreuves que l'Allemagne a subies depuis des siècles, et auxquelles toute autre nation, moins énergique, aurait succombé. Par fidélité, Herder entend la sincérité, le respect de la foi jurée, de la parole donnée, l'horreur de la perfidie, du mensonge et de la duplicité. Cette fidélité, plus encore que le courage, est le signe particulier de la nature allemande. Déjà Luther avait dit, et Fichte le répétera, que la véritable origine de la Réforme a été dans la droiture allemande, qui ne pouvait se plier au mensonge italien. « On a voulu, dit Herder, refuser à notre nation bien des mérites de l'esprit.... Mais ce que l'on n'a jamais pu contester à ses braves citoyens, à ses héros, à ses bons rois, c'est la bravoure, la fidélité, la bonne foi. Leur parole valait mieux qu'un serment et qu'un écrit contresigné du sceau officiel. Le seigneur se reposait sur ses vassaux et les vassaux sur leur seigneur; voilà ce que nous trouvons dans les vieux proverbes allemands[1]. » A l'occasion, les contemporains de Herder renchérissent sur cette idée. Schiller, dans une de ses premières poésies, laisse entendre que, le Rhin une fois passé, il ne

1. *Œuvres*, XVIII, p. 91 sqq.

faut plus s'attendre à rencontrer la bonne foi sur son chemin. Kant voit dans le mensonge le type même du mal moral et de la dégradation, l'avilissement de la personne humaine. Et d'où vient cette horreur caractéristique pour toute tromperie, toute fourberie, même dans les mots, même innocente? C'est que le respect de la vérité est la base de la moralité. Or la nature allemande est avant tout essentiellement morale. « Par là, dit Herder, l'Allemand se distingue de toutes les autres nations. » Les autres peuples peuvent supporter et entretenir en eux-mêmes une certaine immoralité. Ils ont l'habileté de la déguiser, de l'orner, de la transformer enfin de telle sorte qu'ils en vivent, ou du moins qu'ils s'y accommodent. L'Allemand ne le peut pas. Sa nature intime répugne trop à l'immoralité pour qu'il en invente jamais une forme qui lui soit longtemps supportable. « Rien ne serait plus anti-allemand que si la moralité devenait, *chez nous aussi*, un objet de dérision. Il nous manque l'esprit, il nous manque une nature légère, il nous manque un beau ciel pour rendre l'immoralité tolérable et agréable. La débauche allemande a toujours été grossière, parce que la débauche ne va pas à notre climat, à notre façon de vivre, à notre nature en général[1]. »

Henri Heine s'est moqué spirituellement de ce brevet de vertu que ses compatriotes se décernaient à eux-mêmes, et que Mme de Staël a contresigné. A vrai dire, le portrait tracé par Herder n'est guère réaliste, et la moralité allemande, au XVIIIe siècle,

1. *Œuvres*, XVIII, p. 125.

n'était rien moins qu'exemplaire. Les mémoires du temps nous édifient sur ce point, et les historiens les plus récents, M. Biedermann, par exemple, ne font pas difficulté de l'avouer. Mais Herder ne prétend pas s'attacher à tel ou tel moment de l'histoire allemande : il peint l'Allemand idéal, l'Allemand en soi. Aussi bien, il ne nie pas les désordres de son siècle, trop éclatants et qui crevaient les yeux. Il les tourne ingénuement à l'avantage de sa thèse. Le vice allemand est choquant, grossier, brutal : c'est qu'il est d'emprunt, c'est qu'il n'est pas allemand. On peut sourire de cette conclusion; mais Herder était sincère en l'écrivant, et beaucoup de ses lecteurs en y croyant. Ils n'entendaient pas raillerie là-dessus. N'est-ce pas une force pour une nation qu'un idéal de moralité où elle se reconnaît, et qu'elle a la confiance de pouvoir seule atteindre?

Herder a exprimé sa pensée tout entière dans une *Épître* en vers qui parut seulement quelques années après sa mort, en 1812. Il n'avait pas cru pouvoir la publier en 1792, lorsqu'il l'écrivit, sans doute par crainte de la censure. Cette pièce, intitulée : *la Gloire nationale allemande*, est extrêmement curieuse[1]. M. Haym ne la goûte pas. Il la trouve à la fois trop violente et trop résignée. L'ironie de Herder lui paraît amère et désagréable. Le tableau qu'il trace de la misère allemande serre le cœur, et la consolation qu'il laisse entrevoir n'est guère qu'une continuation des souffrances. Herder, il est vrai, en dépit de sa brillante imagination,

1. *Œuvres*, XVIII, p. 214-216.

n'est pas poète ; il n'a pas le don merveilleux, la magie souveraine, qui adoucit les vérités cruelles et apaise les contrastes douloureux. Mais justement, c'est le mélange d'un réalisme cru et d'un idéalisme raffiné qui donne à ce morceau, à défaut de mérite poétique, une étrange saveur historique. « Avec toutes leurs qualités naturelles, dit Herder en substance, les Allemands sont malheureux chez eux. Le besoin les presse et la misère les chasse au dehors. » Ce n'est pas d'aujourd'hui que les choses en sont à ce point. La veuve de Luther n'a-t-elle pas dû implorer du roi de Danemark les secours qu'elle ne trouvait pas en Allemagne? Kepler n'est-il pas mort de faim? Regardez dans tout l'univers : en Angleterre, en Transylvanie, en Russie, les plus travailleurs, les plus artistes, les plus inventeurs ne sont-ils pas des Allemands? L'Allemagne seule ne leur donne pas à vivre. Et cependant ils sont, au service de leurs maîtres héréditaires, « d'une fidélité de chiens ». Ils se laissent vendre et exporter sans résistance sur les bords du Mississipi ou de l'Ohio. L'esclave mort, le maître supprime la solde. Sa femme et ses enfants périssent à leur tour. Qu'importe? le prince a besoin d'argent.

Ce n'est pas que Herder conseille la vengeance ou la révolte à ces « nègres allemands ». Il trouve bon au contraire qu'ils s'en remettent à Dieu, et qu'ils attendent du temps la justice infaillible. Quelle est donc la gloire nationale de ce peuple si maltraité et si patient? C'est justement qu'il s'oublie lui-même pour se consacrer au progrès de l'humanité : c'est que tous y travaillent à cette œuvre sainte, obscurs et résignés, avec dévouement, sans aucune arrière-

pensée d'intérêt public ou privé. Longtemps auparavant, Herder avait dit déjà que la philosophie est l'occupation nationale des Allemands. Mais ce désintéressement n'expose-t-il pas l'Allemagne à être humiliée, pillée, exploitée par des voisins moins nobles et plus habiles? — Si fait, répond Herder, mais qu'importe? N'est-ce pas une destinée sublime que d'être pour les autres plutôt que pour soi-même? *Sic vos non vobis* peut être notre devise avec un sens admirablement profond. Apprenons, travaillons, semons en paix : la moisson ne peut manquer de venir. La nation allemande a mieux à faire que d'acquérir puissance et richesses par les moyens brutaux de la force et de la ruse. Qu'il lui suffise d'être l'éducatrice du monde et comme la philosophie vivante de l'univers.

Dans ce rêve à la fois patriotique et humanitaire germait une idée qui devait être reprise par les premiers combattants de la guerre contre Napoléon, et trouver dans notre siècle une fortune singulière. Chaque peuple, de par son tempérament et son caractère national, a une mission particulière à remplir dans l'histoire. De là une conséquence évidente. Les peuples dont la mission est accomplie doivent laisser la place, sur la scène du monde, à d'autres dont le tour est venu ; mais une nation qui a encore sa destinée à remplir ne saurait disparaître. Or l'Allemagne, selon Herder et ses contemporains, a encore une mission importante dans l'avenir. Si l'Allemagne était perdue sans retour, le progrès de la civilisation s'arrêterait, et cela est impossible. « Nous sommes arrivés tard, écrit Herder, eh bien! nous en sommes d'autant plus

jeunes. Nous avons encore beaucoup à faire, tandis que d'autres nations entrent dans le repos après avoir produit ce dont elles étaient capables[1]. » L'allusion est claire : Herder songe à la France. Dans le curieux journal de son voyage de Riga à Nantes, Herder résumait déjà ses impressions sur la France. Il va la visiter, il la connaît bien peu, et il ne la connaîtra guère davantage quand il y aura séjourné quelques mois; mais son jugement est bien arrêté. Selon lui, la France est entrée, avec la seconde moitié du XVIIIe siècle, dans une période de décadence. Le génie français a donné, avec les œuvres classiques, avec Rousseau, Voltaire et Montesquieu, les plus beaux fruits qu'il pouvait produire. Il en est réduit à se répéter. Sa mission est terminée, celle de l'Allemagne commence à peine[2].

Rien de plus aisé maintenant que de concilier le cosmopolitisme et le sentiment national allemand. Loin de se combattre, ils se confondent. L'idéal allemand ne fait qu'un avec l'idéal de l'humanité. A l'Allemagne il est réservé de guider l'Europe civilisée et chrétienne dans la voie du progrès. Cette mission, la plus haute et la plus noble de toutes, et qui est assurée à l'Allemagne par la moralité de son caractère, fait d'elle une nation privilégiée : le peuple par excellence, dira Fichte. Sa grandeur se révélera quand le temps en sera venu : elle sera la juste récompense de son désintéressement, qui ne l'aura pas recherchée. Dans la conscience d'un Français ou d'un Anglais, il peut s'élever un douloureux conflit de devoirs : il lui faut opter parfois

1. *Œuvres*, XVIII, p. 112.
2. *Ibid.*, IV, p. 413 sqq.

entre ce qu'il doit à l'humanité et ce qu'il doit à sa patrie. L'Allemand n'a rien de pareil à craindre. Plus il travaille avec dévouement au bien de l'humanité entière, plus il est fidèle à l'essence même du génie allemand. Moins il se préoccupe des intérêts particuliers de son pays, et plus il contribue, en effet, à accomplir la destinée nationale.

Jetées çà et là à travers l'œuvre si touffue de Herder, ces idées ne se détachaient point avec la netteté qu'elles prennent ici, où nous les isolons du reste. A la lumière des événements qui ont suivi, nous voyons par avance les conséquences dont ces idées étaient grosses; mais les contemporains, comme il arrive presque toujours, en subissaient l'influence sans le savoir. « Herder, dit fort bien Gervinus, a agi sur son temps à la manière d'un ferment. » Cette action ne se manifeste pas instantanément, surtout quand la masse où le ferment pénètre est considérable et peu homogène. Il doit s'écouler d'abord une période plus ou moins longue d'incubation et de travail latent. C'est ainsi que l'Allemagne ne s'aperçut point d'abord que son cosmopolitisme changeât de nature, sous l'influence des idées de Herder, ni qu'il perdît, par l'effet de l'esprit historique, son caractère abstrait et absolu, pour tendre insensiblement à se fondre dans le sentiment national. Plus tard seulement, et la transformation une fois accomplie, les patriotes de 1814 verront tout ce qu'ils doivent à Herder. Ce qu'ils diront de la langue, du caractère, de la destinée et de la mission de l'Allemagne, ils l'auront appris à son école. Mais avant la Révolution française, personne en Allemagne, et Herder moins que tout

autre, ne se doutait que son œuvre dût bientôt servir à enflammer l'enthousiasme patriotique contre l'étranger. Herder ne prévoyait que le développement harmonieux et pacifique des nationalités, et ses lecteurs se complaisaient comme lui à l'idée d'une Allemagne dévouée à l'humanité, et dont la nullité politique disparaîtrait dans la gloire de ses poètes, de ses philosophes et de ses savants.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

LA LIGUE DES PRINCES. — LA PRESSE ET LES ÉCRIVAINS POLITIQUES AVANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

I

« C'est le tocsin, avait dit Swedenborg, qui sonnera le glas du XVIIIe siècle [1]. » Plus le siècle approchait de sa fin, plus les prophéties de ce genre se multipliaient. « L'Europe, écrivait Schubart en 1787, est de plus en plus mûre pour une grande révolution, que les hommes d'État expérimentés ont prévue depuis longtemps. » Et Georges Forster, le brillant écrivain qui devait jouer un rôle si important à Mayence sous la domination française, écrivait en 1788 : « Partout on désire un changement des formes présentes..., la raison se soulève contre la tyrannie politique... la fermentation universelle annonce un nouveau maître et une nouvelle doctrine [2]. » La Ré-

1. Cité par WENCK, *Deutschland vor hundert Jahren* (1887), p. 194. M. WENCK a dépouillé consciencieusement un grand nombre de périodiques allemands parus de 1780 à 1790, et nous lui empruntons une partie de ses extraits.

2. JULIAN SCHMIDT, I, 261.

volution française n'a donc pas éclaté « comme un coup de tonnerre dans un ciel serein ». Jamais révolution ne fut moins imprévue. Loin de s'affaiblir, le grand mouvement d'idées qui avait agité l'Europe depuis cinquante ans allait s'étendant et se renforçant. Déjà l'on ressentait les premières secousses, signes certains d'un bouleversement inévitable.

En France surtout une révolution paraissait imminente. Nulle part les idées nouvelles n'avaient trouvé un terrain aussi favorable : l'unité nationale dès longtemps accomplie, la masse nationale presque homogène et pénétrée de l'esprit d'une littérature classique. Nulle part ces idées n'avaient été exprimées avec autant de bonheur, répandues avec autant de zèle, popularisées enfin au point de séduire ceux mêmes dont elles menaçaient la situation privilégiée. Moins profondément remués, les pays voisins n'étaient pas restés étrangers à ce mouvement. L'Allemagne aussi était sourdement travaillée; mais les idées nouvelles pouvaient-elles s'y propager et s'emparer des esprits comme en France? Le morcellement politique du pays leur opposait une infinité de barrières.

Qui donc songeait alors à une rénovation politique de l'Allemagne? A peine quelques voix isolées se font entendre, et elles ne trouvent point d'écho. Elles expriment surtout des plaintes et des regrets, elles ne savent ou du moins elles n'indiquent aucun remède à la situation présente. « Nous sommes un peuple, écrit K.-F. von Moser [1], qu'unit la communauté de nom et de langue; nous avons un même

1. K. Fr. von Moser. *Vom deutschen Nationalgeist* (1765).

souverain (l'empereur), et des lois qui déterminent notre constitution, nos droits et nos devoirs.... En force et en puissance, nous sommes le premier pays de l'Europe, dont les couronnes royales brillent sur des têtes allemandes. Et pourtant, depuis des siècles, notre situation politique est une énigme, nous sommes la proie de nos voisins et l'objet de leurs railleries. Nous sommes divisés entre nous, et impuissants à cause de cette division ; assez forts pour nous faire du mal à nous-mêmes, incapables de nous protéger, insensibles à l'honneur de notre nom, indifférents à l'égard de notre souverain, défiants les uns envers les autres, — un grand peuple, et pourtant un peuple méprisé, — un peuple qui pourrait être heureux, et cependant un objet de pitié. »

Moser met le doigt sur la plaie. Pour découvrir la cause du mal, il remonte jusqu'au caractère même des Allemands. « Chaque nation, dit-il, a un trait distinctif, un mobile qu'elle suit de préférence. Ce qui caractérise l'Allemand, c'est l'obéissance. » Où trouver, dit un autre publiciste, renchérissant sur Moser, où trouver un génie dont les ordres lassent notre servilité[1] ? De fait, l'Allemagne fourmillait d'insupportables petits tyrans. Aucun ne se heurte, je ne dis pas à une insurrection, mais seulement à une ferme et respectueuse résistance. L'obéissance au prince, si fantasque ou si odieux qu'il soit, est un dogme auquel nul n'ose toucher. « Obéissez, ne raisonnez pas, » tel est le premier article du catéchisme politique dans tous les États allemands au XVIIIe siècle. Kant fait un grand mérite à Frédéric II

1. Biedermann, I, 160-1.

d'avoir dit : « Raisonnez si vous voulez, pourvu que vous obéissiez. »

Ce trait de caractère est assurément remarquable en un temps où la raison se croyait en droit d'éprouver toutes les croyances et tous les sentiments. Moser en fait honneur au tempérament national. Il n'a pas tort, et cette disposition naturelle avait été certainement fortifiée, on pourrait dire sanctifiée, pendant la longue période des guerres de religion. Les pasteurs luthériens et calvinistes avaient alors rivalisé de zèle avec le clergé catholique pour enseigner la soumission absolue à la volonté du prince. Il s'agissait de concentrer la plus grande somme de force possible aux mains de leurs défenseurs séculiers.

Enfin, il y a dans la nature allemande un respect pour ainsi dire philosophique et mystique de la force et de l'autorité. « Pourquoi obéit-on aux princes? » demande en 1781, un collaborateur prudemment anonyme du *Deutsches Museum*. Remarquez cette date : 1781. Dix ans plus tôt, nul n'aurait osé poser la question en Allemagne ; dix ans plus tard, aucun gouvernement ne l'aurait laissée passer. « Est-ce en vertu d'un contrat? » Non, évidemment. Si les princes n'avaient que le pouvoir qu'on leur concède de bon gré, ils ne voudraient ni ne pourraient être princes. Nous obéissons aux princes parce qu'il le faut, parce qu'ils sont les plus forts. Mais le droit du plus fort est-il simplement l'expression de la violence? Toute l'autorité qui se fonde sur lui n'est-elle qu'usurpation et abus de la force? Ou bien n'est-ce pas une loi réelle de la nature que le plus faible obéisse au plus fort? un droit réel, qui se fonde sur leurs besoins et sur leurs rapports

mutuels, au plus grand avantage de tous deux? La première hypothèse est inadmissible. Se pourrait-il que toute autorité humaine fût ainsi sans rapport avec la puissance divine? Partout la force règne. Cela est incontestable. Cela est un fait. Et nulle part elle n'y aurait droit? — Malheureusement l'article tourne court. Mais ce début suffit à mettre en pleine lumière une idée avec laquelle les Français ne sont guère familiers, et qui tient une place considérable dans l'histoire de l'esprit allemand. Les Français se complaisent dans l'opposition du fait et du droit. A leurs yeux, le droit est ce qui doit être, quand même cela ne serait pas et ne pourrait plus jamais être. Un droit que l'histoire semble avoir condamné n'en subsiste pas moins pour eux dans son inviolabilité morale. Jamais les faits ne peuvent avoir raison contre le droit. Qu'il s'agisse de la Grèce ou de la Pologne, de l'Italie ou de l'Irlande, les Français veulent croire au triomphe définitif des causes qui leur paraissent justes. Cette tendance idéaliste a toujours été très marquée chez eux. Plus d'une fois elle les a poussés à se faire les champions des opprimés.

L'esprit germanique ne s'attache pas avec cette opiniâtreté invincible à l'antithèse du droit et de la force. Sans doute, il sépare aussi le droit du fait, ce qui doit être de ce qui est. Mais il ne croit pas cette distinction définitive et absolue. Le droit n'est pas une réalité d'essence supérieure, intangible et imprescriptible; pour exister pleinement, il doit se traduire dans le fait. Réciproquement le fait, par cela seul qu'il existe, a quelque dignité et quelque droit au respect. De sa double éducation chrétienne et philosophique, l'esprit allemand a retenu qu'il y a

un cours des choses, légitime en soi, et supérieur à la volonté et à la conscience de l'homme. Peu importe que vous y reconnaissiez les conseils impénétrables d'une Providence, ou la loi fatale de l'évolution universelle. De toute manière, notre idée humaine, c'est-à-dire faillible, du droit et de la justice, doit s'incliner à la fin devant la nécessité des faits. C'est le jugement de Dieu qui décide en dernier ressort. Si vous préférez, ceux qui l'emportent dans la lutte pour la vie sont aussi ceux qui méritaient de vaincre : car ils ne sont pas supérieurs parce qu'ils sont victorieux, mais au contraire ils ont été victorieux parce qu'ils étaient supérieurs. En ce sens on peut dire, non que la force *prime* le droit, mais qu'elle l'*exprime*. C'est la fameuse théorie de Hegel, si souvent citée, si rarement comprise. Elle ne sacrifie pas brutalement le droit à la force : elle est un effort pour concilier le fait et le droit, et pour les réunir dans une loi unique qui gouverne l'ensemble des choses.

Au point de vue pratique, cette disposition d'esprit, qui voit le droit immanent au fait, conduit à un respect, non pas servile, mais plutôt mystique, de la force qui triomphe et de l'autorité qui commande. De là le loyalisme obstiné dont les Allemands, en mainte circonstance, ont fait preuve envers leurs maîtres héréditaires. De là la force pour ainsi dire organique du particularisme, qui a si longtemps tenu en échec leur désir de l'unité, et que le prince de Bismarck lui-même a évité de froisser en la domptant.

Mais on se défie peut-être de ces conditions générales d'ordre psychologique, qui cependant jettent

un jour singulier sur l'histoire d'une nation. Les faits vont témoigner devant nous dans le même sens. Précisément, les années qui précédèrent la Révolution française virent se produire des événements importants, qui sollicitèrent vivement l'opinion publique, et la mirent en demeure de se prononcer. Il apparut alors que l'Allemagne, quelques progrès qu'elle eût faits d'ailleurs, était encore loin d'entreprendre et même de désirer une transformation politique.

Joseph II, au début de son règne, s'était proposé de rendre quelque vigueur à l'Empire. Il voulait en raffermir l'autorité et en rajeunir les institutions; il s'efforça surtout de réformer les tribunaux d'Empire, dont la lenteur et la vénalité étaient proverbiales. L'opinion accueillit d'abord ces projets avec faveur; mais pour les mener à bien, il eût fallu de la dextérité, de la souplesse et du temps. Joseph II était plutôt capricieux et impatient. Ses bonnes intentions ne l'empêchaient pas d'avoir la main lourde, et son libéralisme était autoritaire. Il se heurta bientôt à une mauvaise volonté que le roi de Prusse entretenait sous main, quand il ne l'excitait pas. Joseph II comprit vite qu'il ne triompherait pas de la force d'inertie qui paralysait l'Empire. La Prusse en particulier ne pouvait se prêter au rajeunissement des institutions impériales que dans un seul cas : il aurait fallu que l'empereur fût aussi le roi de Prusse. Mais tant que l'empereur était en même temps le chef de la maison d'Autriche, l'intérêt de la Prusse voulait évidemment que le pouvoir de l'empereur demeurât ce qu'il était, c'est-à-dire nul.

Dans cette lutte, outre son prestige personnel et

la supériorité de son génie, Frédéric II avait l'avantage de la position. Les projets de Joseph II offraient à la Prusse une occasion excellente de se rapprocher des états catholiques de l'Allemagne du sud, auxquels cette puissance protestante et conquérante inspirait à la fois défiance et aversion. Frédéric II sut profiter des circonstances. Comme il l'avait déjà fait en 1744, mais avec plus de vraisemblance cette fois, il se posa en défenseur de l'intérêt commun et en protecteur désintéressé de la « liberté allemande ». La liberté allemande n'était rien moins que la liberté des Allemands. Dans la langue politique du temps, cette locution désigne l'état de l'Allemagne fixé par les traités de Westphalie : l'empereur réduit à l'impuissance et sa souveraineté devenue nominale; le droit, pour les princes qui relèvent seulement de l'Empire, de négocier séparément avec les puissances étrangères, de conclure des alliances ou de faire la guerre comme bon leur semble, de lever des impôts et de recevoir des subsides sans rendre de comptes à personne : en un mot, tous les abus du particularisme, et la cause principale de la misère politique de l'Allemagne. « Quand Dieu veut châtier un peuple, disait K. Fr. von Moser[1], il n'a qu'à lui faire don de la liberté allemande. »

La persévérance n'était pas la qualité maîtresse de Joseph II. Découragé par le mauvais succès de ses efforts pour réformer l'Empire, il renonça à ses projets. Aussitôt son inquiétude naturelle lui en suggéra d'autres. Pour suivre de plus près l'exemple

1. Cité par JULIAN SCHMIDT, I, 11.

de Frédéric II, son héros et son rival heureux, il chercha à arrondir en Allemagne même ses états héréditaires. Justement la branche de la maison de Wittelsbach qui régnait en Bavière allait s'éteindre. Joseph II songea à profiter de la succession pour réunir la Bavière à ses États, et offrit en échange les Pays-Bas autrichiens à l'héritier (le duc de Deux-Ponts). L'opération eût été doublement avantageuse pour la maison d'Autriche. Elle se défaisait d'une province remuante, isolée, difficile à défendre en cas de guerre avec la France ; elle acquérait, au contraire, un pays exclusivement catholique, assimilé d'avance, et contigu à ses provinces de la Haute-Autriche et du Tyrol. Elle compensait et au delà la perte de la Silésie. Elle s'assurait en Allemagne une prépondérance incontestée avec la possession de la haute vallée du Danube.

Mais plus l'Autriche trouvait d'avantages à cette combinaison, plus Frédéric II devait s'y opposer. Il réussit à alarmer sérieusement la plupart des princes allemands, en leur persuadant que cet échange n'était qu'un premier pas. Joseph II, encouragé par un premier succès allait confisquer à son profit la liberté allemande et réduire les princes allemands, indépendants de fait, à l'état de simples vassaux. L'habileté de Frédéric II, et, il faut le dire aussi, la maladresse et les ambitions mal déguisées de Joseph II, déterminèrent la plupart des gouvernements allemands à entrer dans une *Ligue des princes*[1],

1. Voyez sur la *Ligue des Princes* : L. von Ranke, *Die deutschen Mächte und der Fürstenbund*. — Karl Klüpfel, *Die deutschen Einheitsbestrebungen*, p. 265-278. — Wenck, *Deutschland vor hundert Jahren*, p. 176-180.

dont l'objet fut le maintien du *statu quo* dans l'Empire. Frédéric II n'avait pas eu l'initiative de cette ligue, mais il en approuva le principe et en prit résolument la direction.

Les deux partis demandèrent à la presse de soutenir leurs prétentions devant le public, et les écrivains politiques combattirent avec passion pour ou contre la *Ligue des princes*. Pour la première fois depuis longtemps, l'opinion était en quelque sorte consultée sur une question d'intérêt national. Nous devons donc penser que les arguments employés de part et d'autre étaient les plus propres à agir sur les esprits et à emporter leur assentiment. Si l'Allemagne eût été près d'une transformation politique, si l'idée d'un grand changement eût été populaire, si elle eût été seulement agitée, nous en trouverions l'écho dans cette polémique. Mais, sur ce point, les deux partis sont muets. Autant, depuis 1815, les publicistes allemands ont réclamé avec insistance une Allemagne unifiée, redoutable à ses voisins, et capable de revendiquer son rang parmi les grandes puissances; autant, en 1785, ils étaient unanimes à vouloir que l'Allemagne, dans son intérêt même, restât divisée et morcelée.

Les publicistes qui plaident pour l'Autriche se tiennent en général sur la défensive. Ils s'efforcent de justifier sa politique et de rassurer le public sur les ambitions qu'on lui prête. Évidemment, si la Bavière et l'Autriche étaient réunies sous un même souverain, qui fût en même temps l'empereur, l'unité politique de l'Allemagne aurait fait un grand pas. Mais les adversaires de la ligue se gardent bien de le dire. Ils évitent de montrer les forces

de l'Allemagne se concentrant peu à peu dans la même main, et l'Empire prêt à redevenir une grande puissance. Ils nient ces projets, ils dissimulent ces espérances. Ils ne les forment peut-être pas, car ils ont en vue, non l'intérêt allemand, mais l'intérêt autrichien. En tout cas, ce langage n'aurait pu qu'effrayer les princes allemands, qu'ils voulaient rassurer, et l'opinion, qu'ils prétendaient gagner. Au contraire, ce sont les partisans de la *Ligue des princes* qui crient bien haut au public : « Prenez garde, si l'Autriche réussit à annexer la Bavière, si sa puissance ne trouve plus de contrepoids en Allemagne, c'en est fait de la « liberté allemande ». Sa domination va peser sur les états secondaires et leur enlever toute indépendance. Les princes ecclésiastiques se verront séculariser, les autres médiatiser, et peu à peu cette république de rois deviendra une monarchie. Tous les résultats, politiques et religieux, de la guerre de Trente ans, vont être remis en question. » Pour éviter ce malheur, on va jusqu'à rappeler que les puissances étrangères sont garantes des traités de Westphalie. « La France, écrit M. de Hofenfels, ne peut pas permettre que l'Allemagne se transforme en monarchie, car l'armée d'un empereur d'Allemagne serait tout autre chose que le contingent de l'Empire. » On sait que ce malheureux contingent était la risée de tous les militaires de l'Europe, mais surtout des Autrichiens et des Prussiens. Il était fourni par tous les petits princes, proportionnellement à l'étendue de leur territoire. On voyait parfois trois ou quatre souverains minuscules s'associer pour fournir une compagnie, et se disputer à qui en désignerait le capi-

taine. Ce contingent disparate s'assemblait difficilement et se battait piteusement. Il avait fait triste mine à Rosbach, à la grande joie de Frédéric II et de ses soldats. « La Russie, dit encore M. de Hofenfels, ne peut pas tolérer que l'Autriche annexe douze millions d'Allemands, car son voisin allemand lui deviendrait alors plus redoutable que le Turc[1]. »

Ces mots sont déjà significatifs : un mémoire de M. de Hertzberg, rédigé sur les instructions de Frédéric II, est encore plus explicite. Selon ce ministre prussien, la paix de Westphalie n'avait pas été payée trop cher au prix de trente ans d'une guerre épouvantable, puisqu'elle avait établi un équilibre européen dont la première condition était l'impuissance politique de l'Allemagne. Il invoque la garantie de l'étranger, il réclame son intervention pour maintenir cet équilibre, il avertit la France et la Russie du danger que leur ferait courir une Allemagne politiquement unifiée, il démontre qu'un empire puissant est incompatible avec la paix de l'Europe ! Et ce ne sont pas là des communications confidentielles transmises de cabinet à cabinet sous le sceau du secret, à la poursuite d'ambitions inavouables. Ce sont des arguments patriotiques destinés à agir sur l'opinion allemande, et à prouver que la *Ligue des princes* mettait l'intérêt national avant tout!

Par une singulière évolution de l'esprit public, les mêmes raisons qui ont barré la route à l'Autriche au XVIIIe siècle ont frayé la voie à la Prusse au XIXe. En 1785, on indisposait les esprits contre l'Autriche en leur montrant que ses projets menaient à l'unité

1. Cité par KLÜPFEL, p. 268.

politique de l'Allemagne; cinquante ans plus tard, on surmontera leurs répugnances envers la Prusse en leur prédisant qu'elle accomplira cette même unité. C'est ainsi que les circonstances ont étrangement servi la Prusse. Indifférente, hostile même à l'unité qui se serait fondée sous l'hégémonie de l'Autriche avant la Révolution, l'Allemagne la désirera, dans notre siècle, avec assez de passion pour l'accepter des mains sanglantes de la Prusse. Au moment de la *Ligue des princes*, une génération nourrie de philosophie et de cosmopolitisme estimait peu les avantages politiques et militaires qu'eût procurés la concentration de toutes les forces allemandes sous un seul chef. Persuadée que le morcellement politique de l'Allemagne était une garantie de paix pour l'Europe, elle s'en contentait sans peine, et ne se croyait pas pour cela sacrifiée. Tout esprit un peu philosophe aurait rougi de faire passer l'intérêt proprement allemand avant l'intérêt de l'humanité. Peu importait que l'Allemagne fût ou ne fût pas une grande puissance, pourvu qu'elle remplît dans le monde sa mission de paix et de civilisation. La *Ligue des princes*, qui ne songeait qu'à maintenir la « liberté allemande », profita habilement de cette disposition d'esprit.

Il est donc peu conforme à la vérité historique de représenter aujourd'hui Frédéric II comme un précurseur de l'unité nationale. Quand M. de Treitschke soutient que, seule au XVIIIe siècle, la Prusse a suivi une politique allemande, il est plus royaliste que le roi. Frédéric II n'a vu, très évidemment, dans la *Ligue des princes* qu'un moyen de s'opposer, sans coup férir, à un accroissement redoutable

de la puissance autrichienne en Allemagne. Il songea même un instant à exploiter cette ligue dans l'intérêt particulier de la Prusse. Il proposa des conventions militaires à des États voisins, en particulier à la Hesse-Cassel et au Brunswick. Leurs troupes auraient été incorporées à l'armée prussienne. Les deux princes déclinèrent cette invitation : le duc de Brunswick désirant, dit-il, éviter tout ce qui pourrait donner à la ligue l'apparence de n'être qu'un instrument de la Prusse [1]. L'année suivante, Frédéric II mourut, et l'affaire en resta là.

Ce curieux épisode de l'histoire d'Allemagne montre bien pourquoi le « Saint-Empire romain germanique », à la fin du XVIIIe siècle, ne pouvait être ni restauré ni renversé. Cet édifice bizarre, vermoulu, et, comme les Allemands le disent eux-mêmes, monstrueux, ne devait s'écrouler que sous un choc venu du dehors. Il fallut la Révolution pour lui imprimer la secousse, et Napoléon pour le jeter par terre. La nation était indifférente. Les princes avaient intérêt à ce qu'il restât précisément ce qu'il était. La fiction d'une souveraineté impériale tenait la place d'une réalité dont ils ne voulaient pas. C'est ainsi que la Prusse et les princes allemands, même ceux qui se défiaient le plus de Frédéric, s'unirent dans une même pensée contre les ambitions de Joseph II. Mais les publicistes désintéressés qui en défendant la ligue avaient cru combattre, non pour l'intérêt particulier des princes, mais pour l'intérêt général de l'Allemagne, se sentirent cruel-

1. KLÜPFEL, p. 275.

lement déçus. Ils se plaignirent d'avoir été dupés. Le plus célèbre d'entre eux, l'historien Jean Müller, avait fait briller aux yeux de ses lecteurs les plus hautes espérances. En voyant se former une ligue où entraient, avec la Prusse, la Saxe, le Hanovre, le duc de Saxe-Weimar, le duc de Saxe-Gotha, l'électeur palatin de Deux-Ponts, l'électeur de Mayence, le duc de Brunswick, le margrave de Bade, le landgrave de Hesse-Cassel, les trois princes d'Anhalt, l'évêque d'Osnabrück, — j'en passe, et non des moindres, — Jean Müller avait cru assister à une renaissance politique de l'Allemagne. Un grand mouvement national commençait; l'amour de la patrie commune allait triompher des arrière-pensées particularistes. Les Allemands allaient enfin pouvoir dire, eux aussi : « Nous sommes une nation ! » Plein de cette belle espérance, Müller avait soutenu la *Ligue des princes* de son éloquence et de son autorité. Hélas! il fallut bientôt en rabattre. Le but atteint, et la succession de Bavière réglée, la *Ligue des princes* retomba dans le néant, et le public la vit disparaître avec une parfaite indifférence. Müller exhala l'amertume de sa déconvenue dans une dernière brochure intitulée : *Ce que l'Allemagne attendait de la Ligue des princes.* « Si le but de cette ligue, dit-il, était simplement de maintenir le *statu quo* en Allemagne, quoi de plus décevant et de plus dépourvu d'intérêt?... Sans lois ni justice, sans garantie contre des charges arbitrairement imposées, proie livrée sans défense au plus fort,... sans union, sans esprit national,... végéter au jour le jour, aussi bien qu'on le peut sous un tel régime, voilà le *statu quo* de notre

nation. » Cela n'est pas de la satire, ajoute Müller, c'est de l'histoire. Il est vrai ; mais l'histoire dit aussi que l'Allemagne s'accommodait de cet état politique sans trop de peine. En serait-elle sortie aussi vite sans les secousses de la Révolution, et sans les dures leçons de l'occupation française ?

II

Vers le milieu du XVIIIe siècle, l'Allemagne comptait déjà un plus grand nombre de publications périodiques qu'aucun autre pays. Mais c'étaient surtout des revues littéraires ou morales, plus ou moins analogues au *Spectator*, leur ancêtre commun. Hebdomadaires ou mensuelles en général, elles s'adressaient à un public restreint, toujours le même. La presse politique existait à peine. Il n'y avait encore pour une telle presse ni public, ni liberté. Le journalisme n'était pas une profession reconnue, je dirais presque, avouable. Les gens qui faisaient métier d'écrire dans les gazettes étaient par cela même suspects, et soumis à un régime à la fois spécial et indéterminé. Ils dépendaient du bon plaisir de l'autorité, et elle en usait avec eux à sa guise. Comme c'étaient ordinairement des gens sans conséquence, elle ne se croyait tenue envers eux à aucun ménagement. Par suite, les journaux soi-disant politiques ne contenaient rien, ou presque rien. De quoi auraient-ils parlé ? La politique intérieure, dans la plupart des petits États, n'offrait aucun intérêt. Dans les grands, il valait mieux ne

pas s'y risquer. Critiquer eût été s'exposer, pour le moins, à la suppression du journal, et souvent, à la prison. Louer est difficile quand il faut louer toujours, et, en de certains cas, l'éloge ressemble dangereusement à l'ironie. Tout ce que l'autorité dirigeait ou surveillait, de près ou de loin, le théâtre, la police, les universités, les monuments, ne devait être touché qu'avec des précautions infinies. Sur la politique extérieure, la sagesse commandait un silence absolu. Tout ici était mystère. « Nous autres pauvres Allemands, nous avons infiniment plus de secrets d'État que nos voisins, » écrivait-on encore en 1782 [1], qu'était-ce donc vers 1750? Chaque État était considéré par les autres comme responsable de ce qui s'imprimait sur son territoire. Qu'un journaliste donnât lieu à quelque plainte de la part d'un ambassadeur étranger, son affaire était claire. Il n'était même pas à l'abri des vengeances directes du souverain qui se croyait offensé [2]. Dès la première année de son règne, Frédéric II donnait l'exemple de cette brutalité. Mécontent d'un rédacteur de la *Gazette de Cologne*, nommé Roderique, il envoya 100 ducats à son représentant à Cologne, avec ordre de faire bâtonner le journaliste qui lui avait déplu. 50 ducats ayant suffi, le roi manda à son représentant de garder le reste pour administrer à Roderique une seconde correction « au cas où le dos lui démangerait encore ». Frédéric II tenait sans doute à ce procédé, car il y recourut de nouveau pendant la guerre de

1. Cité par WENCK, p. 71.

2. Voyez FRIEDRICH KAPP, *la Presse allemande au XVIIIe siècle* (*Deutsche Rundschau*, oct. 1879).

Sept ans. Un rédacteur de la *Gazette d'Erlangen* avait exprimé trop de sympathie pour l'Autriche. Le roi de Prusse ordonna à un colonel de lui faire appliquer vingt-cinq coups de bâton et d'en exiger un reçu.

Dans ses propres états, le roi philosophe ne montrait guère plus d'égards aux publicistes. Une légende contraire, il est vrai, s'est formée. Elle veut que Frédéric ait laissé à la presse une liberté jusque-là inconnue en Allemagne. « Si l'on veut que les gazettes soient intéressantes, aurait-il dit, il faut leur permettre de dire ce qui leur plaît. » Mais cette légende repose sur une équivoque. D'une complète indifférence en matière de religion, Frédéric permettait en effet à ses sujets de traiter à leur gré les questions théologiques, et c'était là une liberté nouvelle en Allemagne. Mais dès qu'il s'agissait de politique, la censure prussienne valait les autres. Lessing dit sans détours, que la prétendue liberté de Berlin se bornait « à pouvoir dire toutes les sottises possibles contre la religion, » ce qui n'empêchait pas la capitale de Frédéric II d'être « une galère[1] ». Deux journaux seulement y paraissaient, la *Gazette de Spener* et la *Gazette de Voss*. Ils s'imprimaient sur du papier gris à chandelle, en format petit in-4°, et n'offraient pas, selon le mot d'un historien contemporain, « la moitié de l'intérêt que l'on peut trouver aujourd'hui dans la moindre feuille rurale. » Par ceux-là, jugez des autres. Parfois, cependant, un prince recourait à la presse pour prévenir l'opinion en sa faveur, ou pour

1. Hettner, III, 365-6.

répandre dans le public une version particulière d'un certain fait. Frédéric II ne dédaignait pas toujours ce moyen d'action. Mais le cas se présentait rarement. Que restait-il donc aux journaux? Les faits divers, les nouvelles de la cour et les grands événements; à peu près ce que l'on trouve dans les almanachs. En revanche, ce qui ne pouvait s'imprimer dans les journaux s'écrivait dans les correspondances manuscrites, qui pullulèrent pendant tout le XVIIIe siècle[1].

Vers 1770, cette situation se modifia. L'initiative fut prise par Schlözer, professeur à l'université de Göttingen. Fort de sa situation, personnellement protégé par le roi d'Angleterre, son souverain (George IV était en même temps électeur de Hanovre), il n'avait pas à craindre d'expier quelque hardiesse, comme Schubart, par dix ans de captivité dans la forteresse d'Hohenasperg, comme Moser, par un long emprisonnement au château de Hohentwiel, comme Winkopp, attiré dans un guet-apens sur le territoire badois, comme tant d'autres enfin, qui payèrent de leur fortune ou de leur liberté l'audace d'avoir parlé des affaires publiques. Dans plus d'un petit État de l'Allemagne du sud, appeler quelqu'un « publiciste » équivalait à le traiter d'incendiaire. Tout écrivain politique était suspect. Schlözer n'ignorait pas que le franc-parler dont il jouissait était un privilège strictement personnel. Pour trouver des collaborateurs qui eussent la hardiesse de lui signaler les abus, les actes d'injustice et de tyrannie, il était obligé de leur pro-

1. D'après Fr. Kapp.

mettre le secret le plus absolu. Il recopiait de sa main leurs manuscrits avant de les envoyer à l'impression. Schlözer lui-même n'usait de sa précieuse liberté qu'avec discrétion. Il mesurait prudemment ses hardiesses à la taille de ses adversaires et aux représailles qu'il en pouvait craindre. Il n'a garde de s'attaquer à l'Autriche ni à la Prusse. Il n'a que des éloges, naturellement, pour le Hanovre qui le protège, et pour les amis de l'Angleterre. Mais son humeur batailleuse et son goût de satire s'en donnent à cœur joie contre certains princes ecclésiastiques, contre les magistrats des villes libres en décadence, contre les autorités des cantons suisses. Ces petits tyrans étaient parfois les plus insupportables. Schlözer les crible de ses traits, les exaspère, parfois même les intimide. Il se moque de leurs menaces. Il proclame qu'aucune main n'est assez puissante pour opprimer injustement un Hanovrien protégé par son gouvernement. Et, en effet, aux réclamations des personnages grotesques ou odieux que Schlözer livrait à la risée publique, l'autorité hanovrienne répondait « que le roi d'Angleterre accordait à tous ses sujets une entière liberté de penser et d'écrire [1]. »

L'exemple de Schlözer était bien tentant. Malgré les difficultés et les dangers, il fut suivi. Bientôt les publicistes s'enhardirent et en vinrent à réclamer la liberté de la presse et l'abolition de la censure. Faut-il dire qu'ils ne l'obtinrent pas? Mais, en fait, pendant les dix années à peu près qui précédèrent la Révolution, — de 1778 à 1788, — la presse poli-

1. Voyez WENCK, p. 71 sqq.

tique gagna chaque jour du terrain, jusqu'à donner de l'ombrage à ses ennemis les plus modérés, et des inquiétudes à ses plus sages amis. — Ceux-ci, parmi lesquels on comptait Schlözer lui-même, le conseiller d'État hanovrien Ernest Brandes, et Schlosser, le beau-frère de Gœthe, ceux-ci voyaient l'orage s'amonceler et auraient bien voulu le détourner. « Nous jouissons, disaient-ils, d'une liberté de la presse à peu près entière; mais combien de temps en jouirons-nous? Chaque abus qui en sera fait est un pas vers la suppression. »

Toutefois cette presse, si libre qu'elle crût être, n'avait pas assez de prise sur les esprits pour déterminer un mouvement politique en Allemagne. Les publicistes ne se plaçaient guère au point de vue national allemand. Ils restaient en deçà ou passaient au delà. Tantôt ils poursuivaient avec une opiniâtreté méritoire un abus particulier, le mauvais gouvernement d'un évêque, par exemple, mais sans remonter à l'origine du mal, sans s'attaquer à la constitution de l'Empire, qui permettait à un évêque d'être en même temps un souverain irresponsable. Tantôt, et le plus souvent, ils s'attachaient aux questions générales de la philosophie politique, en se gardant des applications trop directes. C'était d'ailleurs le goût du temps, en Allemagne comme en France. On aimait mieux discuter avec passion qu'étudier avec sang-froid; on trouvait plus de charmes à la déduction théorique qu'à l'observation patiente des faits.

D'abord, le principe de l'égalité naturelle. Tous les hommes naissent égaux, doivent jouir des mêmes droits et méritent un égal respect. Il n'est pas de

principe pour lequel les philosophes du XVIIIe siècle aient plus constamment combattu, avec plus de feu et d'habileté. Ils ont fini, en France du moins, par imposer ce principe, — un paradoxe, — comme un axiome évident par soi. Instruit par Malthus et Darwin, notre siècle y croit moins; et, renversant la doctrine de Rousseau, il admettrait plutôt que l'inégalité est la loi de la nature, et l'égalité le fait de la société. Mais vers 1780 le principe était, si l'on peut dire, dans la force irrésistible de sa jeunesse. Ses partisans, se sentant près de la victoire, redoublaient d'efforts. En Allemagne surtout, leur passion était vive. Nulle part la distinction des classes n'avait persisté aussi marquée, sans être adoucie, comme en France, par la politesse générale des mœurs. Au commencement du XVIIIe siècle, un noble allemand frayait sans répugnance avec les aventuriers français ou italiens, qui infestaient la plupart des petites cours allemandes. Il s'empressait même auprès d'eux avec une complaisance gauche et servile. Mais à aucun prix il n'eût consenti à partager le même banc, à l'école ou à l'église, avec un roturier de sa nation. Jusque dans la franc-maçonnerie, certaines loges composées de nobles faisaient des difficultés pour accepter des membres roturiers.

Bientôt, à mesure que la classe moyenne se reformait en Allemagne et prenait conscience de sa valeur, le privilège social de la noblesse commença à être battu en brèche. Il y a dans le ton de ces attaques un *crescendo* significatif. Vers 1750, des voix s'élèvent déjà contre les distinctions sociales que le hasard de la naissance ne suffit pas à justifier. On

est même surpris de rencontrer de ces protestations chez un écrivain pacifique et timoré comme Gellert. Mais bientôt le ton change et passe de la réflexion timide à l'interrogation hautaine. Lisez le *Werther* de Gœthe, qui est à la fois un vrai document humain et un admirable document historique. Le héros du roman ne dissimule pas son mauvais vouloir contre le préjugé de la naissance et contre les conventions sociales. Toute sa sympathie va aux petits et aux humbles. Encore Gœthe, issu d'une riche famille patricienne de Francfort, n'avait-il pas eu à souffrir personnellement des privilèges de la noblesse. Mais Schiller, dans ses œuvres de jeunesse, Klinger, Lenz, Iffland, et les autres écrivains du temps, attaquent avec la dernière violence le préjugé nobiliaire. Le théâtre surtout devient une sorte de tribune où les jeunes auteurs, pleins des leçons de Rousseau, font retentir leurs protestations contre les injustices politiques et les inégalités sociales. Dans la plupart de leurs drames, on peut, d'après leur rang, deviner le caractère des personnages. Sont-ils nobles ou hauts fonctionnaires, soyez sûr qu'ils se montreront de plats et vils coquins. Mais le bourgeois ou le paysan sera honnête et bienfaisant, et, comme on disait alors, une âme sensible et vertueuse.

La violence même de ces revendications nous laisse des doutes, non pas sur leur sincérité, mais sur leur portée. Il fallait qu'elles fussent en effet bien inoffensives, pour que la censure du temps n'y trouvât rien à dire. En réalité, elles visaient plutôt à un changement dans les mœurs qu'à une réforme politique. Au reste, à côté des déclamations

ordinaires contre le préjugé de la naissance, nous rencontrons souvent, chez les écrivains politiques, plus de sang-froid et de modération. Ils jugent avec impartialité du rôle que la noblesse devrait jouer dans la nation. Ils la croient nécessaire pour servir de frein au pouvoir absolu. Mais il faut qu'elle justifie ses privilèges par des services réels rendus à l'État. Ses rangs ne doivent pas non plus être absolument fermés. Au moins ne devrait-elle pas avoir la possession exclusive de certaines charges et offices de l'État, comme il arrivait en Hanovre, par exemple, où un officier du plus haut mérite, tel que Scharnhorst, ne pouvait espérer l'avancement auquel il avait droit, et était contraint de chercher ailleurs l'emploi de ses talents. Ces réserves faites, les écrivains reconnaissent presque tous en la noblesse une des forces vives du pays. Ils demandent, non pas qu'on la détruise, mais qu'on lui rende sa raison d'être. La passion aveugle de l'égalité est rare chez l'Allemand. Il perd difficilement le respect de la hiérarchie que le temps a consolidée. En un mot, les publicistes allemands oscillent ici entre les démonstrations des philosophes français, qui affirment, au nom du droit naturel, l'égalité de tous les hommes, et les avantages politiques d'une noblesse telle que la noblesse anglaise, ouverte, active, intelligente et dévouée au bien du pays, — qui était à la vérité le sien propre. Au total, rien de bien net, ni surtout de bien original.

Plus vagues encore et surtout moins fréquentes sont les revendications qui s'élèvent au nom du peuple. Entendez par là les paysans, car il n'y avait encore que très peu d'industrie en Allemagne. Leur

condition était presque partout le servage, mais sous des formes diverses. Tantôt le paysan était tenu simplement de demeurer attaché à sa terre et de payer une redevance. Ailleurs, il était soumis à toutes sortes de charges, de corvées et de vexations. En Silésie, par exemple, des troubles assez graves allaient éclater en 1792, et le roi de Prusse, après une répression tour à tour hésitante et cruelle, devait recommander aux seigneurs « d'abuser moins des châtiments corporels sur les paysans ». Joseph II avait aboli le servage dans une partie de ses États. Cet exemple fut suivi par le margrave Charles-Frédéric de Bade. Il n'eut pas d'autre imitateur. L'opinion avait accueilli cette mesure favorablement, mais, à ce qu'il semble, sans grand enthousiasme. A cet égard, un petit article du *Deutsches Museum* (octobre 1783) est significatif. Le margrave de Bade a bien fait, sans aucun doute, dit l'auteur anonyme. Ses paysans étaient en état de profiter de l'émancipation qu'il leur a généreusement octroyée. Mais cet exemple serait-il bon à suivre partout? Devrait-on aussi affranchir du servage les paysans de la Poméranie, de la Moravie et de la Pologne? Ce serait empirer leur condition au lieu de l'adoucir. Ils ne sont pas assez civilisés pour s'appartenir à eux-mêmes; leur pays manque de canaux, de routes, de moyens de communication. Les abandonner à leur propre initiative serait les livrer à la misère. Il vaut mieux que l'État ou le seigneur reste chargé de leur bien-être. Tel était aussi l'avis de Justus Möser, le célèbre écrivain d'Osnabrück.

Ainsi, lorsque nous lisons, dans les *Fragments*

politiques de Schlosser : « Qui a plus de droit que le paysan à prendre part à la fixation et à la répartition des impôts? Seul il est attaché à la terre, seul il fait la nation! », gardons-nous de voir là un équivalent du mot de Sieyès. C'est plutôt un écho des doctrines de Rousseau, c'est l'indication d'une tendance, et non pas le désir net et précis d'une grande réforme sociale, devant laquelle ceux mêmes qui en parlaient eussent reculé. Sans la secousse terrible d'Iéna, Stein, avec toute son énergie, n'aurait pu, en 1808, briser les résistances de toute espèce qui s'opposaient à l'émancipation des serfs prussiens. A plus forte raison, vingt ans auparavant, avant le bouleversement causé par la Révolution, dans cette Allemagne morcelée entre tant de petits souverains, un affranchissement général ne pouvait être qu'un rêve. Ce qui reste vrai, c'est que les écrivains politiques commencent à songer au paysan et à s'inquiéter de son sort. Cette préoccupation seule est déjà un progrès. D'ailleurs, dans cette seconde moitié du XVIIIe siècle, le paysan, comme on sait, était à la mode. Les théories des physiocrates, alors en plein succès, attiraient l'attention sur les agriculteurs. Si la terre est la source de toute richesse, ceux qui la cultivent deviennent les personnages les plus indispensables de l'État. Il est donc naturel que les regards du législateur et de l'homme d'État s'arrêtent sur eux. Puis, on raffolait de la nature, récemment découverte par Rousseau. L'homme des champs est l'homme de la nature; ses mœurs simples et frugales sont opposées sans cesse à la corruption et au luxe de l'homme des villes.

Pour être juste, cela allait plus loin qu'une mode[1]. Derrière l'engouement des gens frivoles et la banalité des imitateurs, il y avait une des idées les plus fécondes de Rousseau et de Kant, une de ces idées qui sont l'honneur du XVIIIe siècle dans l'histoire et qui n'ont pas fini encore de porter leurs fruits. La valeur de la personne humaine est absolue : si humble que soit sa vie, si misérable que soit sa condition, sa dignité est inviolable. Cette idée menait à abolir le servage en Europe, et plus tard l'esclavage des noirs aux colonies. Dire qu'un homme en vaut un autre, et qu'en soi un paysan vaut un fonctionnaire, un savant, un officier, un roi même, nous paraît aujourd'hui un pur *truism*; mais Kant avoue qu'il fut frappé comme d'une révélation, quand Rousseau lui fit comprendre cette vérité, et lui apprit à étendre aux humbles et aux ignorants le respect qu'il réservait jusqu'alors aux intelligences cultivées.

Mais comment satisfaire ce zèle nouveau pour les gens du peuple ? comment se rendre utile aux paysans ? Le mieux, pensait-on, était de les instruire. Ce siècle avait foi en la raison. Pour contribuer au progrès des paysans, on imagina de leur donner un peu des lumières dont on était si fier. De là des efforts très sérieux pour développer l'instruction primaire dans les campagnes, qui en avaient grand besoin. Le mouvement se propagea surtout dans l'Allemagne du nord. Déjà en 1771 Schlosser publiait un catéchisme de morale à l'usage des gens de la campagne. Le comte de Rochow, noble Bran-

1. Voyez Erich Schmidt, *Richardson, Rousseau und Gœthe*. Iéna, 1875.

debourgeois, se donnait tout entier à l'instruction de ses paysans. « Je vis au milieu d'eux, écrivait-il, et ce peuple me fait peine. Ce n'est pas assez des misères de leur état, le lourd fardeau de leurs préjugés les écrase ; le défaut des connaissances les plus nécessaires les prive des compensations que la Providence divine, bienfaisante pour toutes les conditions, n'a pas refusées à la leur.... La cause de ce mal, qui ronge l'État dans sa partie la plus importante, c'est que l'on néglige l'instruction de la jeunesse dans les campagnes. On ne cultive pas toute leur âme... Je ne crois pourtant pas que l'on regarde l'âme d'un enfant de paysan comme étant d'une autre espèce que l'âme d'un enfant de condition plus haute[1]. » Tout est caractéristique dans ce langage. Le ton sur lequel Rochow parle du peuple, qui « est la partie la plus importante de l'État », l'idée de l'égalité naturelle de tous les hommes, la compassion pour les misères du paysan, autant de signes de l'esprit nouveau. Rochow ne se contenta pas de dépenser une partie de sa fortune à bâtir des écoles sur ses domaines, il écrivit lui-même des livres pour les enfants de la campagne, et fit vendre à un prix très modique cent mille exemplaires de son *Ami des enfants*. La réputation de ses écoles se répandit au loin, et le ministre de l'instruction publique, M. de Zedlitz, le soutenait dans ses efforts.

Il ne s'agit point là, comme on le voit, de réformes politiques ou sociales qui changeraient la

1. Cité par JÜRGEN BONA MEYER, *Volksbildung und Wissenschaft in Deutschland während der letzten Jahrhunderte* (Berlin 1873), p. 37-38.

condition du paysan. Le vrai nom de ces tendances est philanthropie ou charité. Pareillement, quand nous entendons des plaidoyers enflammés en faveur de la liberté politique, ce n'est pas non plus un cri qui sorte des entrailles de la nation, c'est plutôt un écho des discussions qui agitaient alors l'Angleterre et la France. Sans doute, plus d'un Allemand souffrait de l'inertie politique qui lui était imposée et pouvait s'écrier, comme le héros des *Brigands :* « Mon âme a soif d'action, et mes poumons ont soif de liberté ! » Plus d'un déplorait l'état d'impuissance où une constitution décrépite réduisait l'Allemagne ; mais ils ne s'arrêtaient guère à l'idée d'une réforme. Ils aimaient mieux comparer théoriquement les avantages et les défauts des différentes constitutions, et disserter pour ou contre la république ou la monarchie.

La république eut en Allemagne, durant toute cette période, nombre de partisans aussi passionnés que platoniques. Je ne parle pas seulement des auteurs dramatiques, tels que Schiller[1], par exemple, dont l'ardeur juvénile éclatait dans ses drames. Lorsqu'il publia *les Brigands*, la première page portait une vignette représentant un lion couché, avec ces mots : *In tyrannos.* La *Conjuration de Fiesque* est appelée par son auteur « drame républicain ». L'influence de Rousseau, la lecture de Plutarque et de l'antiquité classique, le spectacle des cantons démocratiques de la Suisse, tout contribuait à prêter un éclat extraordinaire à l'idée de la liberté politique.

1. Voyez Johannes Schmidt, *Schiller und Rousseau.* Berlin, 1876. (*Sammlung gemeinverständlicher wissenschaftlicher Vorträge, herausgegeben von* R. Virchow *und* Fr. von Holtzendorff, n° 256.)

Plus les Allemands en étaient loin, plus elle leur apparaissait comme un idéal. Beaucoup l'adoraient avec ferveur, et leur foi était sincère, quoiqu'elle n'agît point. Mais, de toute nécessité, leur enthousiasme devait rester littéraire. Comment infuser l'esprit républicain de la cité antique aux serfs de la Poméranie ou aux sujets de l'électeur de Mayence? Comment le ranimer même dans les villes libres, dont la plupart auraient pu s'appeler plus justement des villes mortes? Tout cela était tellement inoffensif, que les gouvernements ne songeaient pas à s'en émouvoir. La censure laissait passer les déclamations les plus violentes contre les rois. Peu de temps avant la Révolution, un journal de Berlin s'avisait d'enseigner sérieusement aux princes à mériter la reconnaissance éternelle de leurs peuples. Le moyen était simple : mettre, par une éducation virile et républicaine, leurs sujets en état de se passer d'eux; puis, quand cette éducation serait achevée, descendre du trône au milieu des bénédictions et de l'attendrissement universels.

Ces naïvetés, toutefois, ne doivent pas nous dissimuler un progrès dans les idées politiques. Les générations précédentes n'avaient rien conçu au delà du despotisme éclairé. Les philosophes, comme Wolff et ses disciples, les publicistes, comme J.-J. Moser et son fils, s'arrêtaient également à ce régime, où le prince exerce une autorité absolue, sans contrôle et sans contrepoids. Non qu'il puisse en conscience suivre ses caprices, et dire : « l'État c'est moi ». Au contraire, ses devoirs s'étendent aussi loin que ses droits. Il n'est, lui aussi, qu'un serviteur, et, selon l'expression de Frédéric II, le pre-

mier domestique de l'État. Mais enfin, pour le bien même de l'État, il faut que son pouvoir ne se heurte à aucune résistance. Il a la charge de la prospérité, du bien-être, du bonheur même de ses sujets, qui sont ses enfants. Son autorité doit être, comme la puissance paternelle, indiscutée. Il est le seul juge de la place que chacun doit occuper et de la fonction que chacun peut remplir. La nation ressemble ainsi, nous l'avons vu[1], à un corps d'armée dont le prince est le chef, ou, plus exactement, à une machine où tout est rouage, sauf le prince, qui en est le moteur. Seul, entre tant de millions d'hommes, l'initiative lui appartient : les autres n'ont qu'à comprendre ou simplement à obéir.

Frédéric II n'eut qu'à se louer des résultats obtenus par ce système. Le roi, qui ne s'épargnait pas lui-même, exigeait que tout le monde, comme lui, fît son devoir. Point de conflits, point de frottements; par suite, aucune déperdition des forces. Toutes se concentraient en une seule main. C'est ainsi que Frédéric II put tenir tête victorieusement à une coalition d'États, dont plusieurs surpassaient la Prusse en ressources. Ce spectacle excita trop d'intérêt et d'admiration en Allemagne pour que le roi de Prusse n'y trouvât point une foule d'imitateurs. Mais tous n'étaient pas des Frédéric II. Leur despotisme ne méritait pas toujours l'épithète d'éclairé. Dans la plupart des petits États, c'était une tyrannie intolérable, où le grotesque le disputait à l'odieux[2]. Point

1. Voyez plus haut, p. 95 sqq.

2. K.-Fr. von Moser, *Der Herr und der Diener*, Francfort, 1761, p. 1-3. — Voyez aussi A. Rambaud, *Les Français sur le Rhin*, Paris, Didier 1880, 2e édition, ch. III.

de lendemain assuré, aucun esprit de suite. « Ce qui est le plus insupportable dans nos gouvernements, dit K.-Fr. von Moser, c'est qu'ils n'ont point de règle de conduite. » L'arbitraire, la fantaisie du prince décident de tout ; heureux le peuple, quand le maître ne change pas trop souvent de favori ou de maîtresse !

Presque partout le fardeau de l'armée permanente était écrasant. Ici l'exemple de Frédéric II avait été funeste. Encore les sacrifices qu'il imposait à ses sujets servaient-ils une grande politique, justifiée par ses résultats. C'était pour la Prusse une question de vie ou de mort. Il fallait qu'elle fût une puissance militaire ou qu'elle ne fût pas. Mais nombre de petits princes, à qui l'exiguïté de leur territoire ne permettait aucune ambition, se piquaient de rivaliser avec Frédéric II. Ils entretenaient à grands frais une armée, trop faible évidemment pour faire la guerre à qui que ce fût, et pour s'emparer de la moindre Silésie, mais assez nombreuse pour épuiser le pauvre petit pays qui devait la nourrir. Et « quand le maître veut avoir à la fois des soldats, des équipages de chasse, une troupe de comédie, une troupe d'opéra et des maîtresses, quand il veut vivre somptueusement et se donner le luxe de bâtir, quand il veut avoir enfin tout ce qu'ont les maîtres du monde : alors, que Dieu ait pitié du pays affligé d'un tel prince[1] ! ». Frédéric II n'épargnait pas ses railleries à ces grotesques et cruelles grenouilles, qui voulaient se faire aussi grosses que le bœuf. Schiller nous a laissé, dans

1. K.-Fr. von Moser, *Der Herr und der Diener*, p. 58.

son drame d'*Intrigue et Amour*, un tableau vengeur de ces petites cours allemandes. Sans doute il se trouvait dans le nombre quelques princes bienfaisants, accessibles aux idées humanitaires du temps, pénétrés de leurs devoirs, et s'efforçant de les remplir. Mais, pour un margrave de Bade qui affranchissait ses serfs, que de princes sans scrupule qui pressuraient leurs sujets, ou même, comme le landgrave de Hesse, les vendaient à l'étranger! Ce commerce de « nègres allemands, » — le mot est de Herder, — fut le scandale de la fin du siècle.

En même temps, les publicistes concevaient des doutes sur l'excellence du système. Schlosser n'était rien moins qu'un révolutionnaire; il ne craignait pas de dire dans ses *Fragments politiques :* « La puissance paternelle (c'est-à-dire le pouvoir absolu) était excellente pour Rome avant sa corruption; pour la Rome de César et pour notre temps, elle ne vaut plus rien. Le mauvais prince n'est plus qu'un tyran, et ses sujets des esclaves. Le meilleur prince n'est plus qu'un père, et ses sujets des enfants : ni dans un cas ni dans l'autre, je ne trouve des hommes ». Un peu plus tard, Ernest-Ferdinand Klein, conseiller d'État et juriste distingué de Berlin, publiait dans le *Deutsches Museum* un travail *Sur l'utilité de la force et de la contrainte au point de vue du législateur*, et il avance, lui aussi, que le despotisme éclairé est intolérable, « parce qu'on ne peut traiter les hommes comme des enfants. »

Ainsi peu à peu une idée nouvelle se substituait à la conception politique tant vantée naguère. On découvrait que l'état de minorité perpétuelle où le despotisme, même éclairé, réduit les sujets, est con-

traire à la dignité humaine; que les hommes ne peuvent pas toujours être tenus en tutelle, comme des enfants; en un mot, qu'ils ont des droits. Dès lors, toute constitution politique qui ignore ou qui nie ces droits est mauvaise. Dans le dernier quart du XVIIIe siècle, cette idée des droits de l'homme pénètre partout. Elle a été proclamée, il est vrai, par la Révolution française; mais elle apparaît déjà dans la Déclaration des colonies anglaises d'Amérique. Elle se répand avec les sociétés secrètes qui fourmillaient alors en Allemagne. Elle inspire, en partie au moins, la morale de Kant et de Fichte; elle s'infiltre partout avec l'influence de Rousseau. Plus elle gagnait de terrain, plus le système du despotisme éclairé devenait insoutenable. Frédéric II ne se trompait pas lorsqu'il sentait confusément en Rousseau un ennemi.

Mais ce péril était encore lointain. Les idées nouvelles auraient mis peut-être encore un siècle avant de descendre dans les couches profondes du peuple allemand. Rien ne fait pressentir un grand mouvement national. Qui en eût pris l'initiative et la direction? Les meilleurs esprits de l'Allemagne se portaient à d'autres objets. Les rares écrivains politiques étaient sans expérience et sans audace. Plus on parcourt cette presse abondante et molle, vague dans ses espérances et naïve dans ses plaintes, plus on est convaincu qu'il n'y avait là rien d'original ni de spontané. Elle s'inspire moins d'un sentiment profond des besoins de l'Allemagne, qu'elle ne subit l'ascendant des idées venues du dehors. Par exemple, la constitution anglaise était alors pour beaucoup un objet d'envie, en Allemagne comme

en France. « Quand on voit à Londres, écrit un correspondant d'un journal de Berlin en 1783, le dernier charretier s'intéresser aux affaires publiques et croire qu'il n'est pas un personnage inutile dans l'État, on éprouve un tout autre sentiment qu'en voyant chez nous les soldats faire l'exercice.[1] » Mais l'influence prépondérante, malgré les efforts faits pour s'y soustraire, est encore celle des Français. Montesquieu était pour ainsi dire classique, aimé pour sa gravité et pour ses hardiesses mesurées, étudié par les apprentis hommes d'État. Voltaire était l'auteur préféré de Frédéric II et de ceux qui, comme lui, goûtaient par-dessus tout la vivacité d'esprit, la perfection du style et une philosophie éloignée de tous les excès. Cependant le nombre de ses admirateurs diminuait chaque jour. Beaucoup s'étonnaient, avec Herder, que l'on plaçât sur le même rang le *moqueur* Voltaire et le *sérieux* Rousseau[2].

Voilà enfin l'écrivain dont l'influence fut en Allemagne la plus profonde et la plus durable. Rousseau la devait moins, il est vrai, à ses œuvres politiques qu'à ses ouvrages purement littéraires et pédagogiques. Le public allemand avait accueilli avec enthousiasme l'*Émile* et *la Nouvelle Héloïse;* le *Contrat social* avait été reçu plus froidement. Néanmoins, les idées ont leur logique, à laquelle on n'échappe guère. Comment proclamer avec Rousseau que la nature est bonne, et que la société civile est la cause d'une infinité de maux, sans aboutir à la condamnation des inégalités sociales, à l'égalité de

1. Cité par Biedermann, I, 156.
2. Mot de Herder, *Œuvres*, éd. Suphan, X, p. 300.

tous les hommes, à la souveraineté du peuple? D'ailleurs, dans le caractère allemand, une certaine audace d'imagination s'allie souvent à un tempérament conservateur. Il ne manquait pas d'enthousiastes qui allaient aux conséquences extrêmes de leurs principes, d'autant plus téméraires dans leurs théories qu'ils s'abstenaient de l'action. De là le rapide développement des sociétés secrètes, où les tendances révolutionnaires et socialistes se donnaient carrière, sans grand danger pour les gouvernements.

Telle était, par exemple, la célèbre secte des *Illuminés*[1]. Beaucoup de bons esprits s'y laissèrent affilier. Gœthe même fut du nombre. En quelques années elle se répandit non seulement en Bavière, où elle était née, mais dans toute l'Allemagne du nord. Weisshaupt, le fondateur et le chef de la secte, parle en vrai disciple de Rousseau. Selon lui, l'état présent des sociétés est mauvais parce qu'il est corrompu. Il y oppose l'état originel, où la propriété et le droit civil n'existaient point, où tous les hommes étaient égaux et également heureux. Mais, s'il est mécontent du présent, il espère mieux de l'avenir. Il croit que, par un bon usage de la raison, les peuples pourront retrouver un état de félicité qui ne le cédera pas à l'état de nature. Quelles sont donc les conditions nécessaires et suffisantes du bonheur de l'humanité? La culture de la raison et la pratique de la morale : il n'en faut pas davantage. « Celui qui répand la lumière travaille par là même à la sécurité universelle. » Les hommes une

1. Voyez, pour plus de details, Hettner, IV, 338-355.

fois éclairés ne cherchent plus à faire le mal. La culture et la sécurité universelles rendent les princes et les gouvernements inutiles. Donc la morale est la science qui apprend aux hommes à devenir bienfaisants, à sortir de tutelle, à entrer dans l'âge viril et à se passer de rois... « Les hommes ne sont pas si méchants que le disent les moralistes moroses. Ils ne sont méchants que parce qu'on les rend méchants.... Pensez mieux de la nature humaine. »

Nous qui sommes de l'autre côté de la Révolution, de la Terreur, des guerres du premier et du second empire, nous qui avons vu le réveil douloureux des nationalités et l'expansion militaire de l'Allemagne, il nous faut faire effort pour trouver un sens à cet optimisme humanitaire. Mais il y a juste cent ans, les esprits les plus fermes ne se refusaient pas à ces espérances. Ils croyaient innocemment que les réformes politiques et les transformations sociales iraient de soi, sans effusion de sang, sans souffrance, presque sans secousse. Trait caractéristique : c'est toujours de l'humanité qu'il est question, jamais de l'Allemagne. L'idée de la patrie manque à ces réformateurs. Ils croiraient faillir à leur devoir en s'occupant exclusivement de l'Allemagne. Le philosophe, l'homme civilisé ne voit plus sa patrie que dans l'humanité. Aussi, loin de déplorer que l'Allemagne n'existe pas politiquement, ils s'en félicitent et s'estiment plus heureux par là que leurs voisins. Ils échappent ainsi aux obligations du patriotisme et aux tentations du chauvinisme : ils peuvent se donner tout entiers à leur idéal et se rendre vraiment citoyens de l'univers.

A dire vrai, quand nous parlons de « l'Allemagne » d'alors, c'est une abstraction. Nous devrions plutôt dire, comme notre vieil historien Commines, « les Allemagnes. » Il y avait bien un sentiment national prussien, surtout depuis Frédéric II; il y avait aussi un sentiment national autrichien. Mais de sentiment national allemand, nulle trace : à peine peut-on excepter quelques écrivains ou quelques barons de l'Empire, comme Stein. D'où ce sentiment serait-il venu? Sur quoi se serait-il fondé? La vie entière d'un Francfortois, d'un Mayençais, d'un citoyen de Nuremberg ou d'un sujet du prince de Reuss pouvait s'écouler sans qu'il eût une seule fois l'occasion d'éprouver qu'il appartenait à un grand corps dont le nom fût l'Allemagne. Point d'intérêt commun; au contraire, la diversité des monnaies, des poids et mesures, la multiplicité des douanes, les entraves mises au commerce, tout concourait à maintenir l'isolement et à entretenir les défiances. Les petits états se fermaient jalousement à l'influence de leurs voisins plus puissants. Aujourd'hui, on va en quelques heures de Dresde, de Cassel, de Munich ou de Stuttgart à Berlin; il y a un siècle, l'Allemand du sud ne connaissait guère les Prussiens que par ouï-dire. Loin de les regarder comme des compatriotes, il redoutait, par tradition, d'entrer en contact avec eux. Une série de barrières, étagées les unes derrière les autres, rétrécissait et fermait l'horizon politique des Allemands. C'était en un mot le triomphe complet du particularisme. Encore le triomphe suppose-t-il une lutte, et personne presque ne songeait alors à combattre le particularisme comme une plaie et un danger pour la nation.

Mais les grands mouvements politiques, ceux mêmes qui ébranlent une nation entière, naissent souvent des efforts d'une minorité qui souffre impatiemment un état dont la masse s'accommode. Y avait-il alors en Allemagne, je ne dis même pas un parti, mais une élite irréconciliable avec les misères politiques présentes? Y avait-il une poignée d'hommes d'un patriotisme obstiné et ambitieux, espérant contre tout espoir? Non, les écrivains qui déplorent la triste condition du Saint-Empire n'ont pas l'idée d'une Allemagne une, forte, redoutable à ses voisins. Tout ce qu'ils demandent, sans oser l'espérer, c'est un rajeunissement de la constitution impériale. Ils se plaignent qu'elle soit tombée en désuétude. Ils veulent croire que tout irait bien si l'on rendait quelque vigueur à ces institutions surannées. Les autres ne sont pas insensibles à la misère politique de l'Allemagne : mais cette condition lamentable ne tient pas la première place dans leurs préoccupations. Elle leur paraît plus que compensée par les progrès que l'Allemagne fait en d'autres domaines. Ils jouissent avec orgueil de leurs jeunes gloires littéraires. On est ravi surtout de voir les écrivains allemands se passer de modèles, et le génie national lutter victorieusement contre des influences étrangères, longtemps toutes-puissantes. Cette brillante floraison littéraire occupait ce que l'Allemagne avait d'activité et satisfaisait ce qu'elle avait d'orgueil.

Il faut avouer aussi que, précisément dans les dernières années qui précédèrent la Révolution, le « despotisme éclairé » s'était fait en Allemagne un peu moins rude et plus vraiment paternel. Non seu-

lement les mœurs des princes étaient moins brutalement scandaleuses et cyniques qu'au milieu du siècle ; plusieurs d'entre eux aimaient sincèrement « la vertu » et, comme Charles-Frédéric de Bade, s'efforçaient de gagner l'estime et l'affection de leurs sujets[1]. En général, l'autorité se préoccupait davantage des intérêts matériels de la population, devenait plus humaine, et ne s'opposait que faiblement à la diffusion « des lumières ». Même dans la vallée du Rhin, où les princes ecclésiastiques n'avaient pas usurpé leur détestable réputation, les signes d'une amélioration prochaine étaient visibles[2]. On y parlait couramment de réformes et de tolérance. Les princes les plus indifférents ou les plus hostiles aux idées libérales se croyaient obligés de leur faire bon visage, et s'inquiétaient de la condamnation dont leur système de gouvernement était l'objet. Or cette crainte de l'opinion publique est d'ordinaire l'avant-coureur des concessions. La magie des mots d'humanité, de liberté, de droit, de justice était si forte, que tout paraissait prêt à céder plus ou moins au besoin du progrès, à l'enthousiasme confiant et juvénile dont cette fin de siècle était pleine.

1. D.-F. Strauss, *Klopstock und der Markgraf Karl Friedrich von Baden*. Œuvres complètes, X, p. 148.

2. Hettner, IV, 306-313.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'OPINION ALLEMANDE. GŒTHE, SCHILLER ET L'IDÉE DE PATRIE.

I

Sitôt que la portée de la Révolution française fut comprise en Allemagne, un vif mouvement de réaction s'y dessina. Les timides commencements de réforme qui s'annonçaient çà et là furent arrêtés net. Dès 1790, les tendances libérales disparaissent, et les gouvernements allemands qui s'y étaient laissés induire, changent brusquement de langage. L'Autriche donna le signal en interdisant le colportage de toute espèce d'écrits « qui pourraient provoquer la moindre agitation des esprits. » En Prusse, sous un roi faible et superstitieux, le pouvoir était aux mains des piétistes, fort mal disposés pour le parti « des lumières ». Ils avaient à venger la religion de l'indifférence dédaigneuse de Frédéric II et de l'impiété de son entourage. La réaction cléricale fut violente et, dès le début, la Révolution française apparut à la cour de Prusse comme un objet d'abomination. Le ministère alla jusqu'à interdire, par

excès de défiance, le séjour du pays à beaucoup d'émigrés : il craignait qu'ils n'apportassent la contagion de l'esprit révolutionnaire! En juin 1792, défense de publier, dans la *Revue mensuelle* de Berlin, la deuxième partie de *La Religion dans les limites de la raison*, de Kant, ouvrage qui n'a pourtant pas un caractère subversif[1]. En automne 1792, la censure prohibe absolument toutes les publications françaises et interdit aux journaux de la campagne de parler d'affaires politiques. Malgré tout, les nouvelles de France arrivaient jusque dans les campagnes les plus reculées. Des paysans se soulevèrent en Silésie, en réclamant l'abolition des droits féodaux et des corvées. « Sinon, disaient-ils, nous ferons comme en France, nous tuerons les nobles et les gens de loi. »

Pareillement les sociétés secrètes qui, avant 1789, s'étaient multipliées en Allemagne sans porter ombrage aux gouvernements, commencèrent à être poursuivies. Ainsi, lorsqu'en 1787 la Bavière avait publié les pièces concernant la fameuse secte des *Illuminés*, et l'avait dénoncée aux rigueurs des autres gouvernements, aucun presque n'y avait fait attention. On croyait la secte inoffensive et on répugnait aux poursuites. Mais les *Illuminés* n'enseignaient-ils pas, entre autres choses, que les rois sont les pères des nations pendant leur minorité, et que les peuples parvenus à l'âge adulte peuvent se passer de rois? A la lumière de la Révolution, le danger de pareilles doctrines frappait tous les yeux. Les socié-

1. Voyez pour plus de détails M. Philippson, *Geschichte des preussischen Staatswesens vom Tode Friedrich's II bis zu den Freiheitskriegen*, II, 22 sqq.

tés secrètes, sévèrement interdites, ne tardèrent pas à décliner, puis à disparaître : d'autant que leurs plus fervents adeptes, attirés par une séduction irrésistible, quittaient l'Allemagne pour la France. Dès 1792, le duc Charles-Auguste de Weimar porta devant la Diète, à Ratisbonne, la question des associations d'étudiants. La Prusse et la Saxe intervinrent, et après trois ans, — rapidité sans exemple, — la Diète prononça une interdiction formelle. En 1797, le gouvernement prussien institua, près de chaque université du royaume, une commission permanente de surveillance composée de professeurs, un par faculté, et chargée de tenir la main à l'observation des règlements. En 1798, Fichte dut quitter l'université d'Iéna, à cause d'une accusation d'athéisme, mais en réalité, dit-il lui-même, parce qu'il était suspect d'idées jacobines. Plus les progrès de la Révolution étaient décisifs, plus surtout les armées françaises pénétraient profondément en Allemagne, plus aussi la réaction s'étendait et multipliait ses tardives mesures de précaution.

Rien de plus naturel que cette attitude défensive des gouvernements grands et petits de l'Allemagne en face de la Révolution; rien de plus caractéristique que l'attitude contraire prise d'abord par les classes élevées et instruites de la nation. Elles ne songent pas un instant à se placer au point de vue allemand. Elles restent au point de vue humain et cosmopolite d'où elles ont l'habitude de juger toutes choses. La même sympathie désintéressée qui avait suivi de loin le soulèvement des colonies anglaises d'Amérique se reporte aujourd'hui sur les Français luttant pour la liberté. Que le peuple en travail soit

limitrophe de l'Allemagne au lieu d'en être séparé par des milliers de lieues, c'est un détail géographique auquel on ne s'arrête point. Philosophes, poètes, critiques, historiens, tous ou presque tous eurent au moins un moment d'enthousiasme, même ceux qui, comme Gentz, devaient prendre bientôt parti contre la Révolution.

La chute de la Bastille fut accueillie avec des transports de joie. Klopstock, par exemple, n'avait jamais caché son peu de goût pour les idées et pour les philosophes de la France. Après le 14 juillet ce n'est plus le même homme. Il compose une ode en l'honneur des États-Généraux; il demande pardon au génie de la Gaule de l'avoir méconnu[1]. Ces glorieux commencements de liberté la placent à la tête des nations. Klopstock lui prédit les plus belles destinées et la propose pour modèle à l'Allemagne. « Eussé-je cent voix, dit-il, je les emploierais toutes à célébrer la liberté naissante de la Gaule. » Le comte Fr.-Léopold de Stolberg n'est pas moins lyrique : « La liberté!... Le courtisan, en esclave qu'il est, n'en connaît pas même l'idée!... Précipite-toi de ton trône, tyran! Le torrent de la liberté se déverse sur l'Allemagne, et le bonheur fleurit sur ses bords, comme les fleurs près de la source dans la prairie. » Un poète berlinois, Ienisch, écrit dans une ode *Sur l'état présent de la France :* « Les trônes sont ébranlés et chancellent. Fuyez,

1. Philippson, II, 6 sqq. — Julian Schmidt, *Geschichte der deutschen Litteratur von Lessing's Tod bis auf unsere Zeit*, I, 316 sqq. Cet ouvrage fait suite à la *Geschichte des geistigen Lebens von Leibniz bis auf Lessing's Tod*, que nous avons souvent citée plus haut.

fuyez, tyrans; vos trônes tremblent lorsque le droit et la liberté, vos ennemis, se lèvent. Craignez le salaire qui vous attend! »

Laissons les poètes lyriques : des têtes plus froides sont gagnées par l'enthousiasme. Jean de Müller, déjà célèbre en Allemagne par son histoire de la Suisse, écrit sans hésiter[1] : « Le 14 juillet est le plus beau jour qu'il y ait eu depuis la chute de la domination romaine sur le monde. Au prix de quelques châteaux de riches barons, au prix de la vie de quelques grands, coupables pour la plupart, la liberté est achetée à bon marché. » Et il ajoute, avec une allusion fort claire aux affaires d'Allemagne : « Puissent-ils donc tomber, ceux qui tremblent aujourd'hui, les souverains injustes, les tyrans qui abusent de leur pouvoir! » Ernest-Ferdinand Klein[2], publie en 1790 un écrit intitulé *Prospérité et Liberté*, où il défend, au point de vue du droit, les décrets de l'Assemblée nationale, en particulier l'abolition des privilèges et des droits féodaux. Georges Forster, qui allait être bientôt le chef du parti français à Mayence, esprit ouvert et homme d'action, bout d'impatience en recevant les nouvelles de France. Ses lettres à Guillaume de Humboldt trahissent l'intérêt passionné qu'il prend à la Révolution.

Kant, selon la légende, changeait un beau jour l'itinéraire immuable de sa promenade quotidienne, à la stupéfaction de tout Kœnigsberg : le philosophe allait au-devant du courrier de France! Ce qui est certain, c'est qu'il suivait les événements avec une

1. Philippson, II, 6 sq.
2. Voyez p. 223.

ardente sympathie : il y voyait les commencements inespérés d'une période nouvelle dans l'histoire de l'humanité. La *Critique du Jugement*, qui fut écrite vers ce moment et qui parut en 1790, porte la trace évidente des préoccupations politiques de son auteur. Kant songe à la France, et la cite même une fois expressément « comme une nation qui s'élève à un degré d'organisation supérieure ». Fichte[1], plus jeune, plus ardent, plein des leçons de Rousseau, ne garde pas l'attitude circonspecte de Kant. Il prend ouvertement parti pour la Révolution française et ne craint pas de tirer les conséquences extrêmes de ses principes.

En 1793, il publie, sans nom d'auteur : « *Revendication de la liberté de penser, adressée aux princes de l'Europe qui l'ont opprimée jusqu'ici.* — Héliopolis, la dernière année de l'antique obscurité. » En 1794 : *Rectification des jugements du public touchant la Révolution française.* Le ton de ces brochures, déclamatoire et violent, rappelle les discours des montagnards à la Convention. Fichte y développe, comme eux et dans le même sens, les idées politiques de Rousseau. Selon lui, l'État n'existe qu'en vertu d'un contrat, lequel peut toujours être dénoncé par chacun des intéressés. Fichte n'admet pas que le consentement de tous ceux qui ont formé le contrat soit nécessaire aussi pour le dissoudre. Selon lui, la volonté de quelques-uns suffit pour remettre les choses en l'état où elles seraient si le contrat n'avait pas eu lieu. D'où il tire logiquement la conclusion jacobine : La loi n'est loi qu'aussi

1. Philippson, II, 6 sqq.

longtemps que le peuple veut bien y obéir, et dès qu'il s'y refuse, elle perd toute vigueur. De même l'Église n'a aucun droit à posséder les biens qu'elle détient. C'est pourquoi elle ne doit attendre de l'État aucun secours si ces biens sont sécularisés. Bien plus, chacun des membres de l'Église peut en sortir quand il lui plaît, et réclamer en s'en allant sa part dans les biens de la communauté[1]. Hegel enfin, pour d'autres raisons, il est vrai, n'est pas moins chaud partisan de la Révolution française, et ainsi, le futur auteur des *Discours à la nation allemande* et le futur théoricien de la *Doctrine du droit*, si différents d'esprit et de caractère, se trouvent d'accord en une commune sympathie pour l'effort de la France vers le progrès social.

La politique extérieure de la Convention, et surtout la Terreur modifièrent ces dispositions presque universellement favorables. D'abord il devenait imprudent de les exprimer tout haut. La réaction en Allemagne se faisait de plus en plus soupçonneuse et rigoureuse. Quiconque tenait une plume était suspect. Puis la plupart des Allemands qui suivaient avec attention le cours des événements eurent le sentiment que la Révolution s'égarait et qu'elle allait tomber dans l'absurde ou dans l'impossible. Dès lors l'opinion se divise. Les uns se détournent de la Révolution avec horreur ou avec dégoût, en déplorant une si triste fin de leurs radieuses espérances. Ce sont de beaucoup les plus nombreux. D'autres, malgré les crimes de la Convention, malgré la réprobation universelle, demeurent fidèles

1. Voir l'analyse de ces écrits dans JULIAN SCHMIDT, I, 376 379.

quand même aux principes de la Révolution, et trouvent que le bien y surpasse encore le mal. Georges Forster, par exemple, écrivait en 1793 : « Les conséquences de l'anarchie, si noires que les dépeignent les séides du despotisme, ne sont que jeux d'enfants au prix des infamies commises par les tyrans. » Fichte ne recule devant aucune des conséquences de la Révolution. Louis Tieck, l'un des fondateurs de l'école romantique, avait vingt ans en 1793. Rien ne lui enlève sa foi en la Révolution. « Je partage tout à fait, lui écrit son ami Wackenroder, ton enthousiasme pour les Français. Les gens qui parlent d'eux avec un sourire, je leur donnerais volontiers un soufflet.... L'exécution du roi a détaché tout Berlin de la cause des Français, mais non pas moi : je pense comme auparavant[1]. »

Toutefois bien peu de sympathies résistèrent jusqu'au bout aux rudes épreuves qu'il leur fallait subir. Déja en 1791, l'enthousiasme du comte Stolberg a fait place à la désillusion. « Ce sont toujours les mêmes Français, écrit-il à un ami. Paris, la ville-mère de l'immoralité, pouvait-elle devenir la demeure de la sainte liberté? Ce n'est que par la moralité et la vertu que les peuples deviennent capables de liberté[2]. » Les massacres de Septembre ont révolté le poète, et il porte maintenant à la Révolution une haine furieuse. Ses amis Jacobi et Schlosser partagent son indignation. Klopstock met autant d'ardeur à maudire les excès des conventionnels que naguère à exalter les travaux de la Consti-

1. Julian Schmidt, II, p. 8.
2. Julian Schmidt, I, 322 sqq.

tuante. Le bon Gleim avait détesté la Révolution dès le premier jour. Kant lui-même avoue que ses espérances s'en sont allées à vau-l'eau. Après avoir assisté, en dilettante il est vrai, aux premiers événements de 1789, Guillaume de Humboldt s'en désintéresse, et s'enferme dans l'étude de l'antiquité. Wieland montre les dangers qui menacent une nation quand le gouvernement tombe aux mains de la foule, et soupçonne que la crise où la France se débat aura pour effet de subordonner le reste du pays à la capitale. Georges Forster enfin, qui s'est réfugié à Paris lorsque Mayence est retombée aux mains des Allemands, y meurt seul, désillusionné et désespéré, en 1794. « Depuis que je sais, dit-il, qu'il n'y a pas de vertu dans la Révolution, j'en ai le dégoût[1]. »

Gœthe n'était pas homme à s'enthousiasmer pour ou contre un événement historique. Mais, à défaut d'une vive sympathie, sa haute intelligence pouvait du moins comprendre la portée des faits et prévoir l'influence des idées. Son témoignage, sur la Révolution sera, comme disent les Allemands, le plus objectif de tous. Il l'a vue d'assez près. Il accompagnait son maître Charles-Auguste de Saxe-Weimar qui fit la campagne de 1792 avec les troupes prussiennes. Gœthe s'intéressait fort peu aux opérations militaires et employait son temps à des travaux d'optique. Pourtant il ne se méprenait pas sur le sens de cette guerre : « Une ère nouvelle commence aujourd'hui pour le monde, » dit-il aux officiers prussiens avec lesquels il bivouaquait le soir de

1. J. Schmidt, I, 342.

Valmy. Plus d'un, parmi eux, faisait secrètement des vœux pour la Révolution, et Gœthe lui-même n'était pas sans admiration pour la tentative généreuse et hardie où se risquait la France. Plus tard il se détourna de la Terreur comme d'un spectacle répugnant[1]. Il essaya de ridiculiser les excès révolutionnaires dans quelques pièces de théâtre qui veulent être satiriques et ne sont que médiocres. Ces impressions successives, déja sensibles dans les *Epigrammes vénitiennes*, ont pris corps dans *Hermann et Dorothée*, idylle rustique qui revêt par instants un caractère épique, justement parce que le poète a su lui donner pour fond le large tableau de la Révolution française.

« Qui pourrait nier, dit Gœthe, que son âme soit devenue plus haute, que son cœur, plus libre, ait battu d'une émotion plus pure, lorsque se leva la première aube du jour nouveau, lorsqu'on entendit parler des droits de l'homme, oui, de droits communs à tous, et de la liberté qui exalte les mortels, et de l'égalité qui les fait nobles? Chacun, à dater de cette heure, espéra vivre enfin de sa vie véritable. Les chaînes que tenait en mains l'oisiveté égoïste, et qui enlaçaient tant de contrées (allusion sans doute aux princes ecclésiastiques), semblaient pour jamais détruites. Tous les peuples, en ces jours de tourmente, n'avaient-ils pas les yeux tournés vers cette ville qui était depuis longtemps la capitale du monde, et qui, alors mieux que jamais, méritait ce titre magnifique!... Chacun ne sentait-il pas grandir son cœur et son esprit, et sa langue se

1. Voyez *Gœthe et Schiller*, par A. Bossert. Paris, 1882, ch. XII, p. 231-266.

délier? Pour nous, proches voisins de ce peuple, nous fûmes tout d'abord enflammés d'enthousiasme. Bientôt la guerre éclata. Les Français s'approchèrent en armes : mais ils semblaient ne nous apporter que leur amitié, et c'est en effet ce qu'ils firent. Ils avaient tous l'âme élevée : ils plantaient gaiement de beaux arbres de liberté, promettant de laisser à chacun ses biens, à chaque pays son gouvernement. A leur vue, quelle joie chez les jeunes gens, quelle joie aussi chez les vieillards! Et avec quel entrain se déroulaient les danses autour des nouveaux étendards!... Mais bientôt le ciel s'obscurcit... Une race perverse, indigne de faire le bien, se dispute la tyrannie. Ils s'égorgent les uns les autres, ils oppriment les voisins qu'ils avaient appelés des frères.... La bête féroce est moins hideuse. »

Le poète est ici un historien fidèle. Nul n'a mieux rendu l'impression que l'Allemagne reçut de la Révolution française, surtout l'Allemagne de l'ouest, qui vit ses premiers soldats[1]. Nul ne laisse mieux comprendre combien cette impression fut sincère, et pour ainsi dire naïve, pure de toute arrière-pensée. A l'enthousiasme du début comme à la déception qui le suit, aucun intérêt patriotique ou proprement allemand ne se mêle. Tous regardent en spectateurs qui n'ont à se préoccuper de rien pour leur pays. Le contre-coup de cette grande commotion atteindra sûrement l'Allemagne; déjà il se fait sentir sur le Rhin, et Dieu sait jusqu'où il parviendra : cette pensée ne leur donne point d'inquiétude. C'est que, d'une part, les états allemands

1. Voyez J.-J. Weiss, *Essai sur Hermann et Dorothée de Gœthe*, Paris 1856, p. 42-43.

exposés au premier choc, les états ecclésiastiques, peu aimés et moins respectés encore, ne peuvent que gagner à un changement, quel qu'il soit; et d'autre part, les écrivains allemands ne sont pas accoutumés à concevoir l'Allemagne, dans son ensemble, comme un État dont les intérêts doivent être sacrés à leurs yeux. Il n'y a pour eux d'intérêt suprême que celui de l'humanité. Ce trait, que nous avons vu si fortement marqué chez Herder, nous allons le retrouver chez Gœthe et chez Schiller.

II

Si quelqu'un avait pu conserver à la fin du XVIIIe siècle le respect du « Saint-Empire romain germanique », n'était-ce pas justement Gœthe[1] ? Il était né à Francfort « vieille ville impériale » où avait lieu le couronnement des empereurs. Il avait assisté tout enfant à l'une de ces cérémonies, et il en a décrit dans *Poésie et Vérité* jusqu'aux moindres circonstances, tellement les détails en étaient demeurés dans son esprit, j'allais dire dans ses yeux.

Un peu plus tard, après avoir fait son droit tant bien que mal à Leipzig et à Strasbourg, le voici à Wetzlar, où siégeait le tribunal d'Empire, soi-disant pour apprendre la procédure près ce tribunal. En réalité, il y travaille à *Gœtz von Berli-*

1. Voyez A. Mézières, *Gœthe*, 2e éd., Paris 1874, I, ch. IX; II, ch. III et V.

chingen et à *Werther*. Son parti était pris ; il était fermement décidé à ne point végéter, comme son père, dans les honneurs obscurs de la vie municipale. Il voit l'Allemagne comme elle est au point de vue politique ; c'est-à-dire morcelée, sans cohésion, sans lien réel. « Comment tient-il encore debout, le Saint-Empire romain germanique ? » chantent les gais compagnons de la taverne d'Auerbach, dans le premier *Faust*.

Dire que cet état de l'Allemagne était ressenti par Gœthe comme le plus grand des malheurs publics, dire que la pensée de l'Allemagne divisée et impuissante était pour lui un motif de souffrance, d'indignation et d'humiliation toujours renaissantes, serait prendre le contre-pied de la vérité. A ses yeux les intérêts politiques ne primaient point les autres, et ne leur étaient pas toujours étroitement liés. Dans l'espèce, la constitution de l'Allemagne, et les réformes qu'elle demandait sans doute, ne regardaient que les hommes d'État et les diplomates : Gœthe se préoccupait, pour son compte, des intérêts artistiques et moraux de l'Allemagne. Or à ce point de vue, l'état actuel de l'Allemagne n'était pas sans compensation, et les avantages en balançaient peut-être les inconvénients. Sans doute, l'absence de vie nationale prêtait à une comparaison pénible avec la France ou l'Angleterre. Plus tard, Gœthe disait à Eckermann : « On voit ce que c'est que l'histoire d'Angleterre, et quel héritage c'est là pour un poète, tandis que notre histoire allemande, au contraire, est une pauvreté. » Ailleurs il donne raison à Eckermann, disant, — avec son originalité ordinaire, — « que Shakespeare a dû

beaucoup à l'esprit de son siècle. » Lui-même avait bien essayé avec *Gœtz von Berlichingen* du drame national allemand, mais, quoique l'essai eût été heureux, il n'y était pas revenu. L'histoire d'Allemagne lui paraissait peu favorable à la poésie dramatique. Il n'en admira que davantage, plus tard, le *Wallenstein* de Schiller : « Notre histoire primitive, disait-il, est trop obscure, et notre histoire contemporaine n'offre pas d'intérêt national, faute d'une dynastie unique. Voilà pourquoi j'ai renoncé à ce genre après *Gœtz*. » Mais, en revanche, la littérature allemande n'avait pas couru le danger de devenir une « littérature de cour ». Elle avait dû se développer d'elle-même, par ses seules forces, sans subir la protection d'un grand prince ou d'un empereur, et sans être poussée dans une voie qui ne lui fût pas indiquée par un instinct naturel. En outre, ce morcellement politique de l'Allemagne avait amené peu à peu la disparition du patriotisme proprement dit et des passions qui s'y joignent. Conditions très propices à la libre floraison de l'idéal esthétique : car cet idéal, selon l'esprit du temps, est, avant tout, essentiellement humain, plutôt que national.

Jugez alors de l'accueil que Gœthe devait faire aux poésies patriotiques de Klopstock, qui, ne pouvant en conscience célébrer les victoires de Frédéric II, reportait son enthousiasme sur l'inévitable Arminius. « Que signifient, écrit-il déjà en 1769, ces cris de guerre des bardes contre un ennemi imaginaire?... Faites-moi éprouver quelque chose que je n'ai pas encore senti, faites-moi penser quelque chose à quoi je n'ai pas songé, je vous en saurai

gré; mais du vacarme et des hurlements au lieu d'émotion, ce n'est pas là ce qu'il nous faut[1]. » Moins indulgent que Herder, qui fermait les yeux sur les défauts de Gleim en faveur de l'intention, Gœthe pense que les vers de Klopstock, pour être patriotiques, n'en sont que plus mauvais.

A Strasbourg, où Gœthe va terminer son droit, le contact des deux nationalités en accusait le contraste. La sympathie de Gœthe pour l'esprit français diminue plutôt qu'elle n'augmente. Il n'en voit guère que l'aspect frivole et léger; il ne sent pas ce qu'il y a de sincère sous la politesse, de généreux même sous la vanité. « Ainsi, dit-il, à la frontière même de la France, nous demeurions fermés à l'influence des Français. Nous trouvions leur manière de vivre trop réglée et trop compassée, leur poésie froide, leur critique destructive, leur philosophie abstruse[2]. » Il est vrai qu'Helvétius et d'Holbach étaient peu faits pour séduire de jeunes poètes. Mais ici encore, Gœthe est uniquement préoccupé d'art et de poésie. La différence d'esprit et de caractère entre Français et Allemands ne lui paraît pas une raison suffisante pour qu'ils se battent, ni même qu'ils se regardent avec défiance et hostilité. « Nous sommes tous chrétiens, écrivait-il dans la *Lettre d'un pasteur*, et Augsbourg ou Dordrecht font aussi peu une différence essentielle dans la religion que France ou Allemagne dans la nature de l'homme. Un Français est, de la tête aux pieds, un homme tout semblable à un Allemand; seules,

1. Cité par Fr. Gotthard Winter. *Gœthe's deutsche Gesinnung*, p. 11-12 (*Inaugural-Dissertation*, Leipzig, 1880).
2. *Wahrheit und Dichtung*, III, liv. XI, p. 44, éd. Hempel.

des considérations politiques les distinguent[1]. » Il suffit de déplacer légèrement une ligne arbitraire que l'on appelle frontière, pour que le Français d'hier soit l'Allemand d'aujourd'hui, ou inversement. Quelle importance cela peut-il avoir? Quelques années plus tard, en 1772, Gœthe critiquait, dans les *Annonces savantes de Francfort*, un exercice de style de Sonnenfels, sur l'*Amour de la patrie*. « Je suis fatigué, dit Gœthe en substance, d'entendre dire que nous manquons de patriotisme, que nous n'avons pas de patrie, etc. Ce sont là des mots, rien que des mots. Si nous trouvons un endroit dans le monde où nous puissions être tranquilles, avec ce que nous possédons, un champ pour nous nourrir, une maison pour nous abriter, n'avons-nous pas là une patrie? A quoi bon ces vains efforts pour faire renaître un sentiment que nous ne pouvons plus éprouver, qui n'a existé, qui n'existe que chez certains peuples, à des moments déterminés de l'histoire, et qui est le résultat d'un certain concours de circonstances[2]? » Et Gœthe ajoute : « Le patriotisme comme chez les Romains, que Dieu nous en préserve! »

Reprocher à Gœthe d'avoir manqué de patriotisme revient donc à lui reprocher d'avoir eu les idées du XVIIIe siècle et non celles du nôtre. C'est un contre-sens historique. Allemand, il l'est, il veut l'être, et il sent bien qu'il a, en sa qualité d'Allemand, des traits par où il se sépare des Français, des Italiens, des Anglais. Il ne cherche pas à effacer ce caractère; il le préserve, au contraire, avec un soin

1. Cité par WINTER, p. 22.
2. JULIAN SCHMIDT, *Geschichte des geistigen Lebens*, etc., II, 521.

jaloux; il travaille de toutes ses forces à former le goût allemand, à lui rendre sa liberté d'allure et sa démarche naturelle. Mais pourquoi s'inquiéter si les frontières d'une nation passent un peu plus loin à l'est et à l'ouest, puisque du point de vue de l'humanité, qui est le vrai, les frontières s'évanouissent? Soyons Allemands, dit Gœthe, parce que toute œuvre originale ne peut sortir que de notre propre fond, mais soyons en même temps citoyens du monde, et laissons la politique aux diplomates et aux militaires. Qu'importe alors que le drapeau russe flotte à Riga, ou que Strasbourg porte les couleurs françaises à la flèche de sa cathédrale?

En un mot, le patriotisme a dû, non pas disparaître, mais se transformer en s'adaptant à la civilisation moderne. L'horizon s'est élargi; la raison humaine, qui est universelle, a réclamé son empire. Ce qu'il y avait de vrai et de bon dans le patriotisme s'est conservé dans l'amour de l'humanité, qui le dépasse et le remplace. Ce qu'il y avait de mauvais et de sanguinaire, l'esprit de lutte, de conquête, d'antagonisme entre nations, s'efface et doit disparaître sans retour. Les peuples n'en subsistent pas moins distincts, parce que chacun a son caractère propre et son génie original. Chacun a aussi sa place dans le monde, et celle de l'Allemagne est assez belle. Par conséquent, si Gœthe, au milieu des bouleversements les plus terribles, a gardé un calme qui ressemble à de l'indifférence, si le soulèvement de l'Allemagne du nord en 1813 ne lui a arraché ni un cri de sympathie, ni une malédiction contre les Français, est-il équitable de lui en faire un crime? Pouvait-on attendre de lui qu'il entrât dans un sentiment où à

l'amour du sol natal se mêlaient la haine, la vengeance, l'ivresse guerrière et d'autres passions encore dont il avait horreur?

Tout ce qui peut rétrécir l'intelligence, Gœthe, par principe, y demeurait étranger. Il savait que la passion, même patriotique, est aveugle, et devait donc s'en tenir éloigné. Pendant que les patriotes s'étonnaient de son silence, il voyait plus haut. Il croyait le génie de Napoléon invincible, et le sort des batailles au moins incertain; mais, par delà le hasard des combinaisons politiques et militaires, il songeait à la part de l'Allemagne dans la vie supérieure de l'humanité, et cette part-là ne se gagne point à coups de canons. Que cette attitude ait été mal interprétée, c'était inévitable; qu'elle soit condamnable même d'un certain point de vue, cela peut se discuter. Mais, si l'on tient compte de l'état de l'Allemagne pendant la jeunesse de Gœthe, et des principes auxquels il s'était attaché, Gœthe ne serait coupable que d'être demeuré fidèle, dans son âge mûr, à l'idéal de sa jeunesse. Il n'a pas voulu brûler ce qu'il avait adoré, ni descendre de cette région sereine et divine où l'art règne seul, où les agitations et les passions politiques n'entrent que purifiées et apaisées, pour devenir la matière des belles œuvres. Il a laissé l'action aux hommes d'action, il a fait son office de poète, et il aurait eu le droit de demander, à la fin, qui donc plus que lui avait bien mérité de la patrie commune[1]?

Jamais la mémoire de Schiller n'a eu besoin d'être ainsi défendue. Au contraire, bien des juges qui accordent tout au plus à Gœthe les circonstances

1. Voyez Bossert. *Gœthe et Schiller*, ch. XVII, p. 399 sqq. — Cf. *Correspondance de Gœthe et de Jacobi*. Lettre de Gœthe du 31 octobre 1794.

atténuantes, lui opposent en Schiller le poète national par excellence. Et pourtant, les principes adoptés par Schiller étaient, à fort peu près, les principes mêmes de Gœthe. Comme lui, Schiller repousse tout patriotisme exclusif, et ne soupçonne pas qu'on puisse l'en blâmer. Il s'en est expliqué avec une netteté parfaite[1]. « Nous autres modernes, écrit-il en 1789 à Kœrner, nous avons par devers nous un intérêt que les Grecs et les Romains n'ont pas connu, et qui laisse bien loin derrière lui l'intérêt patriotique. Celui-ci n'a de valeur que pour les nations qui ne sont pas encore mûres, pour la jeunesse du monde. C'est un bien pauvre idéal, de n'écrire que pour une seule nation. A un esprit philosophique cette borne est insupportable. Il ne peut s'arrêter à une forme de l'humanité si arbitrairement déterminée, à une sorte de fragment; il ne peut pas s'échauffer pour elle, à moins qu'elle ne lui apparaisse comme une condition pour le progrès de l'espèce. » Telle fut, par exemple, la France en 1789. Pendant quelques mois au moins, tous les hommes civilisés ont dû la regarder comme leur patrie, car elle tentait une grande expérience pour l'humanité entière. Schiller s'exprime ici comme l'a fait Herder, et presque dans les mêmes termes que Fichte emploiera plus tard. La tendance générale était de replacer l'histoire particulière de chaque peuple dans la vie de l'humanité, afin d'en trouver le sens.

Est-ce à dire que Schiller n'ait pas une tendre prédilection pour son pays natal? Toute son œuvre témoignerait au besoin de sa piété filiale envers

1. *Lettre du* 13 *octobre*, citée par Hettner, VI, 137, et par Julian Schmidt, *Geschichte der deutschen Litteratur*, etc., I, 275.

l'Allemagne. Il célèbre comme ses contemporains l'honnêteté et la fidélité allemandes; il les oppose avec orgueil aux vices qu'il aperçoit chez l'étranger. Il trace, lui aussi, le portrait idéal de « l'Allemand en soi » dont nous avons vu les traits fixés chez Herder. Mais ce « caractère allemand » suffit, selon lui, à constituer l'essence de la nation, sans qu'intervienne aucun élément politique. « L'esprit national, dit Schiller, c'est l'ensemble complexe de ces caractères propres qui nous distinguent des autres peuples. » Et ailleurs, presque dans les mêmes termes : « J'appelle esprit national d'un peuple, la ressemblance et l'accord de ses opinions et de ses penchants à propos d'objets sur lesquels une autre nation pense et sent autrement[1]. » Ainsi une nation ne se définit pas par des considérations ethnographiques et géographiques. La psychologie domine l'histoire et l'explique.

Aussi ne faut-il point chercher d'amertume dans la célèbre épigramme des *Vénies* : « Former une nation, ô Allemands, vous l'espéreriez en vain : profitez-en pour devenir d'autant plus parfaitement des hommes. » Ce n'est pas une satire, à peine un regret, c'est plutôt un éloge et un encouragement. L'insignifiance politique de l'Allemagne, qui est un mal relatif, lui permettra d'atteindre un degré supérieur de civilisation, ce qui est un bien absolu. C'était, nous l'avons vu, la pensée de Herder; c'est aussi celle de Gœthe, de Humboldt et de Schiller. Hellénisme, humanité : ainsi se résument leurs idées directrices. A l'antiquité, ils empruntent son

1. Cité par Winter, p. 27.

idéal de pure beauté, au christianisme son rêve de fraternité humaine; et de ce mélange sort un optimisme esthétique.

Ces pures idées, dont l'âme d'un poète pouvait se satisfaire en temps de paix, auraient-elles résisté à l'épreuve de la guerre? Schiller est mort en 1805, à la veille d'Iéna. Qu'eût-il dit, s'il avait assisté à la catastrophe et au relèvement de la Prusse, si, après le grand mouvement de 1813, il avait vu Leipzig, Waterloo, et les Allemands à Paris? Aurait-il gardé dans cette crise le superbe sang-froid de Gœthe? Se serait-il jeté, comme Fichte, à l'avant-garde des patriotes? Aurait-il joint sa « lyre aux épées », comme le fils de son ami Kœrner? comme Uhland, comme Rückert, comme Schenckendorf? La seconde hypothèse est la plus vraisemblable. Le sentiment populaire qui veut voir en Schiller un poète patriote devine juste probablement. La plupart de ses drames, depuis *les Brigands* jusqu'à *Guillaume Tell* touchent plus ou moins directement à la politique. Ses premières pièces sont d'un disciple enthousiaste de Rousseau, avide de liberté et affamé de justice. Cette ardeur, il est vrai, plutôt révolutionnaire que patriotique, s'apaise à mesure que l'influence de Rousseau se tempère par celles de Kant et de Gœthe. L'idéal hellénique séduit Schiller et s'exprime dans les *Dieux de la Grèce*. Néanmoins sa sensibilité plus ardente, sa nature plus mobile que celle de Gœthe auraient sans doute tressailli à la nouvelle d'Iéna, et surtout à l'appel des patriotes en 1813. Mme de Staël raconte qu'elle vit jouer à Berlin *le Camp de Wallenstein* devant une salle remplie d'officiers qui partaient pour l'armée, et

que ce spectacle produisit un enthousiasme indescriptible[1]. Comment Schiller aurait-il pu ne pas éprouver lui-même les sentiments que ses vers inspiraient?

Mais c'est prendre la question de trop bas que de doser ainsi le patriotisme présumé des deux héros de la poésie allemande. Il est vain de leur reprocher la tiédeur d'un sentiment dont toute leur éducation littéraire et philosophique les avait éloignés. La querelle a même quelque chose d'absurde. Comment, s'ils avaient moins fait pour l'Allemagne qu'un Kleist, qu'un Kœrner ou un Jahn, seraient-ils aujourd'hui, dans l'Allemagne unifiée, l'objet d'un culte, c'est trop peu dire, d'une idolâtrie sans exemple? La vérité est qu'ils ont admirablement rempli leur tâche de poètes et de poètes nationaux. Leurs ouvrages, avec ceux de Lessing, de Herder et de quelques autres, ont constitué un patrimoine commun à tous les Allemands, à une époque où rien n'était plus commun entre eux, excepté la langue. Ils ont enrichi ce trésor national de ses plus beaux joyaux; ils ont mis la dernière main à l'œuvre poursuivie par les écrivains allemands du XVIIIe siècle, depuis les essais gauches et timides des wolfiens jusqu'aux polémiques hardies et décisives de Lessing. Ils ont donné au génie allemand conscience de soi et confiance en soi. Ce faisant, ils ont rendu à l'Allemagne un service dont eux-mêmes ne mesuraient pas la portée. Ils lui ont préparé un dernier rempart derrière lequel, brisée, abattue, mutilée, elle a pu se recueillir et se reconnaître : un rempart invisible

1. *De l'Allemagne*, p. 201.

dont Napoléon n'a pas soupçonné la solidité ni même l'existence. Comment aurait-il deviné qu'une certaine idée du caractère allemand, de la langue allemande, de la mission allemande, profondément imprimée dans les esprits, pût constituer une force morale capable de contrebalancer Austerlitz, Iéna, et le prestige de la gloire française?

Toutefois, dans ce danger suprême, l'œuvre des Gœthe et des Schiller n'aurait pas suffi. Elle avait appris aux Allemands à se sentir enfants d'une même race, formés à la même école, nourris des mêmes pensées. Ce sentiment d'unité intellectuelle était déjà beaucoup : ce n'était pas assez. S'il eût été seul, l'Allemagne aurait vu qu'elle avait quelque chose à sauver, mais elle aurait peut-être été incapable d'y réussir. La douleur n'en eût été que plus vive à se sentir perdue, juste au moment où elle commençait à se posséder pleinement. C'est que la culture littéraire forme bien les esprits, mais non pas les caractères : elle affine la pensée, elle ne trempe pas les âmes. Or il fallait à l'Allemagne, dans la crise aiguë du commencement de ce siècle, non seulement la conscience de son génie national, mais aussi l'énergie de combattre pour le défendre, et la ferme résolution de tout sacrifier, s'il le fallait, dans cette lutte. Le sentiment d'unité nationale, les écrivains avaient su le réveiller et l'entretenir; mais l'esprit de sacrifice et de dévouement à la cause commune, où les Allemands avaient-ils pu l'apprendre[1]? Toute leur histoire, depuis plus d'un

1. Mme de Staël, toute prévenue qu'elle est en faveur des Allemands, n'a pu s'empêcher de noter ce trait à plusieurs reprises. « Il faut l'avouer, les Allemands de nos jours n'ont pas ce que l'on

siècle, tendait à les en détourner. Tout leur persuadait qu'il n'y avait point de cause commune à l'Allemagne entière, et que leur vraie patrie était l'humanité. Pour dissiper cette illusion, il faudra de dures leçons, plus d'une fois répétées. Il faudra le *felix infortunium* dont parlait Leibniz, l'excès de malheur d'où sortira le salut. L'invasion étrangère, l'humiliation, la honte, la misère, feront enfin comprendre que l'Allemagne ne peut pas être un esprit pur, une âme sans corps, et qu'il faut lutter pour mériter de vivre. A ce moment-là l'idéal esthétique passe au second plan. Heureuse la nation qui a pu alors trouver une ressource suprême dans la mâle et forte doctrine d'un Kant, et y puiser, avec le respect de soi-même, l'énergie d'un victorieux effort!

peut appeler du caractère. Ils sont vertueux, intègres, comme hommes privés, comme pères de famille, comme administrateurs; mais leur empressement gracieux et complaisant pour le pouvoir fait de la peine, surtout quand on les aime et qu'on les croit les défenseurs spéculatifs les plus éclairés de la dignité humaine.... Ils ne comprennent guère de l'esprit militaire qu'une tactique pédantesque, qui les autorise à être battus selon les règles, et de la liberté que cette subdivision en petits pays, qui, accoutumant les citoyens à se sentir faibles comme nation, les conduit bientôt à se montrer faibles aussi comme individus.... Les Allemands... sont flatteurs avec énergie et vigoureusement soumis. Ils accentuent durement les paroles, pour cacher la souplesse des sentiments, et se servent de raisonnements philosophiques pour expliquer ce qu'il y a de moins philosophique au monde : le respect pour la force, et l'attendrissement de la peur, qui change ce respect en admiration.

(*De l'Allemagne*, p. 465-6.)

CHAPITRE III

KANT ET FICHTE.

I

Dans son livre de l'*Allemagne*, Henri Heine a représenté Kant comme le plus redoutable adversaire de la religion chrétienne et même de la croyance en Dieu. Kant leur porte, avec la *Critique de la Raison pure*, le coup le plus terrible qu'elles aient jamais reçu. Après quoi, pris d'un scrupule tardif, il rétablit d'une main ce qu'il a jeté bas de l'autre, parce « qu'il faut une religion pour le peuple »; et la *Critique de la Raison pratique* ne serait qu'une palinodie. Cette interprétation, pour être commune, n'en est pas plus exacte. Kant avait un trop grand respect de sa propre pensée pour s'abaisser à ce jeu. Déjà sa théorie de la connaissance annonçait sa morale : loin de se combattre, elles se complètent au contraire l'une l'autre. Sincère quand il doute ou quand il ignore, Kant ne l'est pas moins quand il affirme. Ni sa piété, ni ses convictions morales n'ont faussé le travail critique de son esprit.

S'il conclut à la validité de certaines croyances, on peut être sûr qu'il n'a pas obéi à un mobile intéressé.

Kant avait cinquante-sept ans lorsqu'il publia, en 1781, la *Critique de la Raison pure*. Depuis les premiers essais de sa jeunesse jusqu'à cette œuvre capitale de sa maturité, on peut suivre l'évolution lente, mais sûre, de sa pensée originale, qui se dessine avec une netteté toujours croissante. Néanmoins, dans le cours de ce long développement, Kant avait rencontré et subi l'influence des autres grands esprits du XVIIIe siècle. Tout ce qui paraissait d'important en France, en Allemagne ou en Angleterre, lui passait sous les yeux. Il n'a jamais voulu quitter Kœnigsberg, sa ville natale; mais, à l'extrême limite orientale de l'Allemagne, il ne se sentait point isolé. Kœnigsberg était une capitale comme l'Allemagne en comptait alors beaucoup, faute d'en avoir une vraie. Nombre d'étudiants y venaient non seulement d'Allemagne, mais aussi de Pologne, des provinces Baltiques et de Russie. L'Université était florissante, et la ville entretenait un commerce très actif avec l'Angleterre. Au reste, à cette époque, l'échange des idées était peut-être plus intime qu'aujourd'hui entre les nations. Ceci n'est pas un paradoxe : sans le télégraphe et sans la presse quotidienne, les principaux peuples de l'Europe étaient, je ne dis pas plus accessibles, mais peut-être plus perméables à l'action réciproque de leurs écrivains et de leurs penseurs. Les nouvelles se répandaient moins vite, mais les idées pénétraient mieux. L'élite de chaque nation formait une sorte de public européen, très libre d'esprit, dégagé de toute jalousie nationale, au sens politique du

mot, et se mettant très vite au courant de ce qui méritait de l'occuper. En Allemagne, de nombreuses revues analysaient, résumaient, reproduisaient même en partie les bons ouvrages de l'étranger, et beaucoup de personnes lisaient les originaux. C'est ainsi que Kant connut Montesquieu, Voltaire, Hume, Adam Smith, Rousseau, pour ne citer que les plus grands noms. Il a dit lui-même ce que sa théorie de la connaissance devait à Hume, et sa morale à Rousseau. Sa doctrine n'est donc pas sortie de son cerveau tout d'une pièce. Ce n'est pas l'œuvre d'un métaphysicien replié sur lui-même et sourd aux voix du dehors. Au contraire, comme il arrive souvent pour les ouvrages qui marquent une date, elle est à la fois profondément originale et fidèlement *représentative* de l'esprit du siècle.

L'idée directrice en est géniale. Kant s'est attaqué à un problème que personne auparavant n'avait posé comme lui. Il pense faire pour la philosophie ce que Copernic a fait pour l'astronomie, lorsqu'il a démontré que la terre n'était pas le centre du monde, mais qu'elle tournait avec les autres planètes autour d'un soleil. Or rien ne manquait tant aux philosophes allemands de cette époque que l'originalité. La hardiesse de conception n'en est que plus remarquable chez Kant. Comparez-lui les plus distingués de ses contemporains, Mendelssohn par exemple, qui l'emporta sur lui dans un concours. Mendelssohn écrit élégamment, il a du bon sens, de la finesse, de la sensibilité, de l'érudition, tout enfin, si l'on veut, excepté une pensée vigoureuse. La philosophie allemande puisait soit dans la tradition, soit chez les Anglais ou chez les Fran-

çais. Elle semblait borner son ambition à être claire et accessible. Tout occupée à répandre des idées de paix sociale, de tolérance religieuse et d'humanité, elle se résigne à perdre en profondeur ce qu'elle gagne en surface. C'est vraiment une philosophie « populaire » ou, comme on dit aujourd'hui, de vulgarisation.

Kant avait été formé à cette école. Lui aussi était l'élève de ces wolfiens qui avaient oublié que le doute est essentiel à la philosophie, et qui démontraient tout géométriquement, jusques et y compris les attributs de Dieu. Mais la vie s'était retirée vite d'un système si complet. Les lecteurs ne voulaient plus affronter ces énormes volumes d'une scolastique pédantesque et rebutante. Le wolfianisme était ainsi tombé dans un discrédit égal à la faveur dont il avait joui naguère. Il y avait entraîné avec lui la métaphysique. « Ce que Descartes et Leibniz n'ont pas trouvé, disait-on, qui le trouvera? » On vantait le « sage Locke », le chercheur prudent qui s'arrête toujours au seuil de la métaphysique. Les professeurs d'université, naturellement, restaient plus attachés à ce qu'ils avaient appris et enseigné eux-mêmes. Kant abandonne pourtant peu à peu la métaphysique traditionnelle ou wolfienne. Mais il n'en demeure pas là. Au lieu de conclure comme Voltaire, qu'il vaut mieux cultiver notre jardin, laisser là les grands problèmes et chercher seulement à tirer parti de la vie, Kant remonte à la source même des difficultés. Il va examiner si une métaphysique en général est possible pour l'homme, et si oui, à quelles conditions? Il devra donc analyser l'esprit humain, en déterminer

la structure, le mécanisme, le fonctionnement, afin de reconnaître la portée de notre raison, et dans quelles limites l'usage en est légitime. Après cela, nous saurons quels objets sont accessibles à l'esprit de l'homme, et quels lui sont à jamais interdits.

Certes l'idée était neuve et féconde. Ce que les sceptiques n'avaient jamais fait qu'à moitié, et avec une idée préconçue qui viciait à l'avance le résultat de leur travail, Kant l'entreprenait avec sincérité et en pleine possession de sa méthode. Mais cette idée même n'est-elle pas la plus haute expression de l'esprit du siècle? Comme Socrate, comme la plupart des grands réformateurs philosophes, Kant suit les tendances de son temps, les pousse à leurs conséquences extrêmes, et en fait sortir une doctrine nouvelle. Que voulait le XVIIIe siècle? Affranchir l'homme de toute autorité qui n'aura pas su se légitimer devant la raison. Histoire, tradition, révélation religieuse, principe de l'État, bases de la société civile, lois de la morale, tout est mis en question, tout devient l'objet de discussions passionnées : ce qui ne pourra se prouver ou se justifier devra disparaître. Mais, dans la chaleur du combat, personne ne songeait à demander ses titres à la raison elle-même. Kant va jusqu'au bout. Il veut que la raison se soumette, elle aussi, à une critique. Ce juge de toutes choses va être jugé à son tour, examiné et contre-examiné. Sa compétence sera délimitée. Et cet effort suprême de la raison, le plus hardi de tous, par lequel elle se met elle-même à l'épreuve et veut connaître l'exacte portée de ses forces, n'aboutit pas à exalter l'orgueil de l'homme Quand la raison se connaît, elle sait qu'il lui sied d'être

modeste, et qu'il faut s'abstenir aussi bien des négations téméraires que des affirmations sans preuves.

En même temps que Kant rabaisse les prétentions excessives de la raison humaine, il relève la dignité de la personne morale. Il fait sentir la sublimité de la loi morale, la sainteté du devoir et la valeur absolue de la conscience. Ici encore il est vraiment original, et sa doctrine tranche vigoureusement sur les idées favorites du temps. L'Allemagne était pleine de « belles âmes » ou d' « âmes sensibles », promptes à l'attendrissement et toujours prêtes à fondre en larmes. L'influence des moralistes anglais, de Richardson, et surtout celle de Rousseau et de Diderot, n'était pas étrangère à ce débordement de sensibilité, ou pour mieux dire, de sensiblerie. Jamais on n'avait tant parlé de la vertu. Ce mot en était venu à ne plus désigner qu'une idée vague, un concept élastique, qui dit tout et ne dit rien, comme il arrive aux termes trop employés et dont la mode s'empare. A coup sûr cette vertu sentimentale n'impliquait ni la sévérité des mœurs ni la droiture du caractère. Elle s'alliait fort bien avec des principes utilitaires. On admettait en général que tout homme obéit à des motifs intéressés et poursuit son propre bonheur. La morale consiste à trouver les moyens les plus convenables pour assurer ce bonheur, en conciliant le plus possible l'intérêt d'autrui avec le nôtre. Cette doctrine, que la « philosophie populaire » ne combattait pas, était fort répandue en Allemagne, et ne contribua pas peu à l'amollissement des caractères. On le vit bien à la fin du siècle, quand de nombreux territoires furent sécularisés et médiatisés, lors de la répartition des indemnités

promises par la France en échange de la rive gauche du Rhin[1]. Chacun prit bravement son parti du malheur public, serrant les épaules quand l'orage fondait sur lui, et se réjouissant méchamment quand venait le tour du voisin. Si Talleyrand a dit dans ses *Mémoires* tout ce qu'il savait, on peut s'attendre à une énumération extraordinaire de marchandages et de vilenies.

Fichte a caractérisé cet état des esprits avec une rare précision[2] : « Jamais, dit-il, les charlatans, jamais le merveilleux et le surnaturel n'ont trouvé tant de dupes, ni si faciles. Sur cent esprits forts, qui le sont parce que c'est la mode, il y a au moins quatre-vingt-quinze faibles d'esprit. Au point de vue moral, cette décadence des esprits a eu des conséquences inévitables. On n'a plus conçu pour la vie humaine d'autre idéal que le bien-être. Chacun cherche à se caser dans la vie le plus confortablement possible, sans vouloir observer la solidarité qui le lie nécessairement à ses concitoyens et aux autres hommes, sans se demander s'il n'y aurait pas un meilleur usage à faire de la vie. Individualisme et par suite égoïsme, voilà le caractère de la morale dominante. » Cela n'est pas vrai seulement des principautés minuscules où l'exemple du maître, la plupart du temps, suffisait à corrompre les sujets. Dans les grands états, comme la Prusse, la même morale s'était infiltrée un peu partout. On connaît le jugement de Mirabeau, qui avait étudié de près cette monarchie militaire, qui en avait sur-

1. Voyez A. Himly, *Histoire de la formation territoriale des états de l'Europe centrale*, Paris 1876.

2. *Die Grundzüge des gegenwärtigen Zeitalters*. 3e leçon (1804).

pris le fort et le faible, et concluait « que la pourriture y précédera la maturité ». Préfère-t-on le jugement d'un historien récent, bien informé, et qui n'est pas suspect de partialité contre la Prusse? Voici comment s'exprime M. Philippson[1] : « Dans l'armée, ignorance, égoïsme, nul esprit de sacrifice ou de dévouement au roi et à la patrie; chez les fonctionnaires civils, l'esprit de dispute, l'apathie, la jalousie, peu d'intelligence et encore moins de bonne volonté : dans toutes les classes supérieures, le désir des jouissances et la crainte de l'effort; une abstention dédaigneuse et une tendance à tout critiquer sans faire preuve d'aucune capacité particulière : tel est le bilan de l'esprit prussien à la fin du XVIIIe siècle. »

Jugez de l'effet que produisit, parmi de telles dispositions, la sévère morale de Kant. Elle se résume d'un mot : « le Devoir ». Personne n'en parlait; Kant ne parle que de lui. « La seule chose au monde qui ait une valeur absolue, c'est une bonne volonté. » Ainsi commencent les *Fondements de la métaphysique des mœurs*. Et qu'est-ce qu'une bonne volonté? Une volonté qui subordonne tout au devoir, et qui s'y conforme parce que c'est le devoir et non pour aucun autre motif. Le devoir se présente à notre conscience comme un ordre absolu, comme un *impératif catégorique*. Rien ne peut nous dispenser d'y obéir. Seul le devoir donne un sens à la vie. Si nous n'étions au monde que pour chercher notre propre bonheur, nous aurions lieu de nous plaindre

1. M. Philippson, *Geschichte des preussischen Staatswesens vom Tode Friedrich's des Grossen bis zu den Freiheitskriegen*, I, 468-469.

de la nature. Pourquoi nous aurait-elle donné la raison incertaine et toujours exposée à l'erreur, à la place de l'instinct infaillible qui mène les animaux? Mais la raison nous rend capables de moralité, et dès que nous en avons conscience, nous savons quel est le but de la vie. Nous nous sentons obligés d'obéir à la loi morale. Toute notre dignité vient de là.

On a trouvé parfois excessive la raideur dont Kant fait, comme à plaisir, un des caractères du devoir. L'obligation morale est présentée comme une consigne militaire : elle exige l'obéissance passive. Kant dit quelque part que nous sommes les « soldats de la moralité », pour bien marquer que notre rôle se borne à exécuter les ordres de la conscience, et qu'il ne nous appartient pas de les discuter. Est-ce, comme on l'a dit, la rude discipline prussienne transportée dans la morale? Non, Kant exagère, mais à dessein. Il sait qu'il lui faut lutter contre les tendances dominantes, et il se préoccupe peu qu'on trouve le devoir aimable, pourvu qu'on en sente la sublimité. Il veut, avant tout, réveiller le sentiment du respect. C'est pourquoi à une morale complaisante et relâchée, il oppose une morale stricte et sévère, qui n'admet en aucun cas que l'homme se dérobe au devoir; à une morale qui absout l'égoïsme, il oppose une morale dont le premier article est le désintéressement absolu ; à une morale enfin qui avait toujours la vertu à la bouche, et qui s'attendrissait sur sa propre sensibilité, il oppose une doctrine rigide, austère, toute de raison, qui se défie du sentiment et le tient à l'écart comme suspect. Toute réaction va trop loin, et Kant a trop

montré qu'il voulait convertir les âmes et non leur plaire. Il a du reste réussi, et sa morale a été pour beaucoup un remède énergique et salutaire.

Kant n'a pas créé cette morale de toutes pièces. Il lui a donné sa forme. La méthode de démonstration lui appartient; mais si l'on décompose la doctrine en ses éléments, elle apparaît à la fois chrétienne et stoïcienne. Chrétienne, par son esprit d'humilité, que les anciens n'ont guère connu, et qui courbe l'homme devant la sainteté de la loi morale; chrétienne aussi par l'idée d'une chute originelle, que Kant nomme le *mal radical*, et qui nous rappelle au sentiment de notre incurable faiblesse. Mais stoïcienne surtout, stoïcienne par sa foi en l'énergie de l'homme, par son mépris de tout ce qui n'est pas le bien, par la valeur attribuée à l'effort, en un mot par la conception de la vie. « Le moyen le plus radical et le plus facile en même temps, dit Kant, d'adoucir toutes les souffrances, est dans l'idée qu'on se fait de la vie. Un homme raisonnable doit se persuader que ce n'est pas la jouissance qu'on en a qui lui donne aucune valeur, mais seulement l'usage qu'on en fait volontairement, et le but qu'on se propose : or cela ne dépend pas de la fortune, mais seulement de nous-mêmes[1]. » Ne sont-ce pas là les propres expressions d'Épictète et de Marc-Aurèle? Les premiers mots du *Manuel* d'Épictète sont pour établir la fameuse distinction des choses qui dépendent de nous et des choses qui n'en dépendent point, rien n'étant en notre pouvoir que notre volonté et nos pensées. Encore le stoïcien

1. Cité par JULIAN SCHMIDT, I, 99.

trouve-t-il le bonheur dans sa sagesse, qui l'égale aux dieux. Kant rejette cet orgueilleux paradoxe. Selon lui, la vertu rend digne du bonheur, mais elle n'est pas elle-même le bonheur. Que reste-t-il donc pour cette vie? Le devoir. Par suite, manquer à son devoir pour ménager sa vie, par exemple, pour chercher le plaisir, pour éviter la douleur, c'est être à la fois coupable et absurde,

Et propter vitam vivendi perdere causas.

Autre trait commun avec le stoïcisme : Kant ne croit pas pouvoir, au point de vue théorique, démontrer le libre arbitre, et néanmoins il n'hésite pas, dans sa morale, à faire appel à la liberté de l'homme, et à lui demander les plus énergiques efforts. « Tout être, dit Kant, qui ne peut agir que sous l'idée de liberté, est par là même pratiquement libre. » En d'autres termes, l'homme se croit libre, puisqu'il se sent obligé de faire son devoir, ce qui serait absurde si toutes ses actions étaient déterminées nécessairement. Il est donc libre en effet, et responsable devant sa conscience. Cette liberté, qui permet à l'homme de réaliser la moralité, s'il le veut bien, l'élève au-dessus de l'univers physique et lui donne accès dans un monde supérieur. Elle lui confère une valeur absolue, et un droit au respect imprescriptible et inaliénable. C'est Rousseau, Kant l'a dit lui-même, qui lui avait ouvert les yeux sur ce caractère inviolable de la personne humaine, aussi sacré chez le dernier des paysans que chez un prince. Kant aperçoit bien les conséquences politiques et sociales de ce principe qui portera un coup mortel aux préjugés de caste et de couleur, et

qui détruira en moins d'un siècle le servage et l'esclavage : mais il en aime surtout la hauteur morale, et l'énergie que l'âme peut y puiser.

« Cette idée, dit-il (la dignité morale de l'homme), exalte l'âme entière; elle provoque l'étonnement en présence de la sublimité de la nature intime de l'homme.... On ne peut se rassasier de fixer ses regards sur cet objet, et d'admirer en soi-même une force qui ne recule devant aucune force de la nature. Ce sentiment est le point d'Archimède où la raison peut fixer son levier. Point n'est besoin de l'appuyer sur le monde actuel ou sur le monde à venir. Il suffit de l'idée intime de notre liberté, qui est à elle seule un fondement solide, grâce à l'inébranlable loi morale; il suffit de ce point d'appui pour mettre en mouvement la volonté de l'homme, quand même toutes les forces de la nature s'y opposeraient[1]. »

Quel contraste entre cette mâle doctrine, et la sentimentalité fade des « belles âmes », ou l'égoïsme borné des utilitaires ! Quel langage admirablement propre à rendre aux caractères le ressort qui leur manquait ! L'effet s'en révéla en 1813, quand la jeunesse prussienne accourut en foule sous les drapeaux. Elle avait la foi. Elle était convaincue qu'à la fin la force morale doit triompher de la force matérielle la plus écrasante, parce qu'elle lui est supérieure par essence, parce que les baïonnettes et les canons ne peuvent rien contre elle, parce qu'enfin elle ne s'épuise jamais. Seuls quelques patriotes comme Stein trouvèrent ce réveil à la fois inattendu et naturel; ils l'espéraient contre toute espérance. Mais la plupart

1. Article inséré dans les *Berliner Archiv.*, de 1796. Cité par Julian Schmidt, I, 515-516.

des hommes d'État allemands, et surtout autrichiens, formés à une autre école, n'y comprirent rien. Ce ne fut pas là le moindre des malentendus qui embrouillèrent si fort les affaires d'Allemagne après 1815.

Quelques dates suffiront à montrer comment la doctrine de Kant se répandit peu à peu en Allemagne. Partout bien accueillie, elle laissa une trace plus profonde en certains points, mieux préparés à la recevoir. A Berlin, l'influence des idées françaises avait dominé pendant le long règne de Frédéric II, et y était demeurée puissante, malgré la réaction qui suivit. On reprochait aussi en général aux Berlinois un esprit sec, railleur et utilitaire. Les provinces orientales de la monarchie étaient au contraire plus accessibles aux influences anglaises. A Kœnigsberg, où Kant enseignait, les théories économiques d'Adam Smith étaient étudiées et propagées par le professeur Krause, dont Schön, le futur collaborateur de Stein, a été l'élève. C'est dans cette province de Prusse que l'action de Kant fut le plus directe et le plus féconde. Il y forma nombre d'esprits distingués, il y pénétra la jeunesse de ses principes, bien avant que sa doctrine eût gagné le reste de l'Allemagne.

En 1786 seulement, cinq ans après la publication de la *Critique de la Raison pure*, le *Kantisme* attire l'attention générale en Allemagne. Reinhold, le gendre de Wieland, se fait l'apôtre de la philosophie nouvelle. Il s'efforce de persuader à Schiller qu' « avant un siècle on vénérera Kant comme un autre Jésus ». Schiller consent à lire, et Kant compte aussitôt un disciple de plus[1]. Jean-Paul écrit en

1. Lettre de Schiller, août 1787, citée par JULIAN SCHMIDT, I, 219-20.

1788 (il avait 25 ans)[1] : « La morale de Kant n'est pas seulement une lumière du monde ; elle est à elle seule tout un système céleste. » Dès 1789, on commence à enseigner la philosophie de Kant à l'université de Gœttingen. Ehrhard sent « que la morale de Kant a produit en lui une rénovation complète ». Il fait en mai 1791 le voyage de Kœnigsberg exprès pour voir le maître. Nombre de savants dédient leurs œuvres à Kant : Sœmmering en 1795 son *Organe de l'Ame*, Hufeland en 1796 sa *Macrobiotique*, Krug ses *Lettres sur la Perfectibilité de la Religion révélée*[2], etc. Herder, qui avait été vingt-cinq ans auparavant l'élève de Kant à Kœnigsberg, et qui avait parlé de son maître sur le ton de l'admiration la plus vive, ne partage point l'enthousiasme général. Il essaya même de réfuter la *Critique*, et mal lui en prit. Pourtant à Weimar, il n'était entouré que de Kantiens. Gœthe, il est vrai, demeurait fidèle à la philosophie qu'il s'était depuis longtemps fixée ; mais Schiller était tout pénétré des idées de Kant. Ses *Lettres sur l'Éducation esthétique*, son *Essai sur la Poésie sentimentale et naïve*, ses travaux historiques, toutes les œuvres enfin de la dernière partie de sa vie, attestent avec quelle ardeur le poète s'était astreint à l'étude de cette doctrine abstraite. En 1794, Schiller eut l'occasion d'écrire au vieux philosophe ; il lui demande sa collaboration pour un nouveau recueil (*les Heures*), qu'il va publier avec Gœthe, et il ajoute : « Je ne veux pas laisser échapper cette occasion.... Acceptez l'assurance de ma plus vive gratitude pour la lumière bienfaisante

1. Julian Schmidt, I, 462.
2. Voyez pour plus de détails Julian Schmidt, I, 525 sqq.

dont vous avez éclairé mon esprit... gratitude sans borne et impérissable comme le bienfait[1]. » Ce n'est pas un étudiant qui parle, c'est un grand poète, admiré de toute l'Allemagne, et en pleine possession de sa gloire.

A Fichte, la philosophie de Kant révéla sa propre vocation, comme par un coup de foudre. Rappelez-vous Malebranche tombant un jour par hasard, chez un bouquiniste, sur un livre de Descartes. Une vie nouvelle commence pour Fichte, tous ses projets d'avenir sont abandonnés : rien ne l'intéresse plus, il ne veut plus s'occuper de rien au monde jusqu'à ce qu'il ait pénétré bien au fond la doctrine de Kant, et qu'il se la soit assimilée. Ce furent les meilleurs jours de sa vie. « Je ne savais pas, a-t-il dit, si j'aurais à manger le lendemain, et cependant j'étais complètement et parfaitement heureux. Je vis dans un monde nouveau, depuis que j'ai lu la *Critique de la Raison pratique*. On ne saurait croire quel respect pour l'humanité et quelle force donne ce système.... » Et, malgré son extrême pauvreté, Fichte fait, lui aussi, le pèlerinage de Kœnigsberg.

« Sans Kant, dit un historien contemporain, pas de guerre de l'indépendance. » On voit maintenant ce qu'il y a de profondément vrai sous cette hyperbole. Certes il ne s'agit pas de disputer aux Stein, aux Scharnhorst[2], aux Humboldt, la part qui leur re-

1. Cité par JULIAN SCHMIDT, I. 393.

2. Voyez, sur *Scharnhorst*, SEELEY, *Life and Times of Stein*, éd. Tauchnitz, II. 141-172, et la récente biographie de MAX LEHMANN — Nous ne parlons point des associations secrètes patriotiques qui se formèrent en Prusse après la catastrophe, et dont la plus célèbre est le *Tugendbund*. Il a été prouvé que leur rôle avait été fort exa-

vient dans la reconstitution de la Prusse; mais leurs efforts auraient-ils été aussi heureux, s'ils n'avaient trouvé un point d'appui solide dans une jeunesse formée par les leçons de Kant? A Iéna, c'est la Prusse du grand Frédéric qui est écrasée; — la Prusse dégénérée, vieillie, et si dépourvue de ressort moral qu'un seul coup suffit à l'anéantir. Point d'explosion de douleur patriotique après le désastre. Berlin subit tranquillement l'occupation française. Les campagnes ne sortent point de leur apathie indifférente : Stein parle même de désaffection. En 1813, tout est changé. Un grand mouvement patriotique part des provinces orientales et gagne le reste de la monarchie. Que s'est-il donc passé dans l'intervalle? La Prusse, vaincue, s'est transformée, et dans l'esprit nouveau qui l'anime, on ne peut méconnaître la part qui revient à l'influence de Kant. C'est ainsi que le plus paisible des philosophes, sans se douter de la guerre formidable dont sa province même allait être le théâtre, avait par avance préparé une régénération que les hommes d'État proclamaient nécessaire, sans savoir par où la commencer.

II

Kant était mort en 1804. Bientôt la crise terrible de 1807-1815 vint mettre en question la constitu-

géré. Voyez Seeley, II, 124-140, Lehmann, *Biographie de Scharnhorst*, et von Treitschke, *Deutsche Geschichte im XIX^ten Jahrhundert*, I, 305. Stein n'a pas été le fondateur du *Tugendbund* et n'y a jamais pris un vif intérêt.

tion de l'Allemagne et l'existence même de la Prusse. On vit alors un des plus brillants et des plus originaux disciples du maître, Fichte, dégager ce que la doctrine contenait d'énergie latente, et la mettre au service de la patrie. Fichte est un caractère qui commande l'attention. On y trouve également marqués des traits qui sembleraient s'exclure : d'une part, l'amour de la science et de la spéculation pure; de l'autre, le goût et le besoin de l'action. Non que Fichte ait jamais donné la preuve d'une grande habileté pratique. C'était l'homme du monde le moins capable de mener à bien une négociation et de faire, comme Guillaume de Humboldt, le métier de ministre ou d'ambassadeur.

Il conduisit même assez mal ses propres affaires, prompt qu'il était aux violences de langage, et facilement séduit par des idées chimériques. Mais il avait un tempérament d'orateur, de prédicateur, de tribun presque, parlant non pas au nom des intérêts matériels, mais au nom de la science et de la philosophie. Même lorsqu'il enseigne, il est apôtre autant que professeur. Son ambition est de former non des disciples, mais des hommes. Joignez à cela une puissance de dialectique extraordinaire : vous expliquerez le caractère de cette doctrine à la fois subtile et passionnée, ardue et chaleureuse, et que, tout en construisant un système de métaphysique extrêmement abstrait, tout en « étant à Kant ce que Spinosa est à Descartes », Fichte ait pu écrire : « Je n'ai qu'une passion : agir, agir autour de moi ! » Et vraiment son ardeur était communicative. Professeur à l'université d'Iéna, en 1794, il enthousiasmait la jeunesse. « On croit à

Fichte, écrit un témoin oculaire, plus qu'on n'a jamais cru à Reinhold. On le comprend, il est vrai, beaucoup moins que Reinhold, mais on n'en croit que plus fermement. Le besoin d'activité naturel aux jeunes gens est entretenu et excité par lui de mille manières. Agir, il faut agir, voilà ce qu'il répète sur tous les tons.[1] » Bientôt il s'attira une méchante affaire. Déjà en mauvais termes avec quelques-uns de ses collègues, il fut accusé d'athéisme à propos d'un article, inoffensif d'ailleurs. Il se défendit mal, avec maladresse, avec violence, et se rendit, comme on dit, impossible. Malgré l'intervention de Gœthe, Fichte dut quitter sa chaire de par la volonté du duc de Weimar. Il se réfugia à Berlin ; il y vécut de sa plume et de leçons publiques qui furent bientôt très suivies.

La morale de Kant était essentiellement individuelle. Sans doute tous les devoirs, quels qu'ils soient, s'imposent avec le même caractère obligatoire ; mais Kant insiste avant tout sur la nature intérieure de la moralité, et sur le rapport des actes à l'intention, qui seule fait le mérite. Il s'occupe de déterminer une loi « valable pour un être raisonnable en général ». C'est seulement plus tard, et par voie de conséquence, qu'il arrive à la morale sociale et à la politique. Fichte se sépare ici de son maître, et sa doctrine politique est intimement liée à sa morale. Il ne s'agit pas seulement, comme le voulait Kant, de réaliser un idéal de pureté et de moralité dans la conscience, domaine inviolable où chacun demeure toujours son propre maître. Il faut placer

1. Cité par JULIAN SCHMIDT, I, 401-402.

l'homme dans la société civile, et dans l'État auquel il appartient : il faut lui proposer un idéal de perfection et de justice sociale, et son premier devoir sera d'y travailler de toutes ses forces.

De là au socialisme il n'y avait qu'un pas, et Fichte l'a franchi. Cependant il demeure beaucoup plus près de Rousseau que des socialistes allemands contemporains, qui ne procèdent point de lui. Ceux-ci ont horreur de l'*a priori* et se défendent du sentiment; ils se piquent, sauf exception, de suivre la méthode expérimentale. Le socialisme de Fichte ne repose point sur des considérations utilitaires. Jamais il n'invoque la nécessité de mieux répartir les biens, de supprimer le paupérisme, d'assurer à tous une part de bien-être, etc. M. Zeller[1] observe avec raison que Fichte n'a jamais attaqué de front la propriété. C'est le socialisme, non d'un économiste, mais d'un philosophe. Il n'en est pas moins chimérique. L'État que Fichte voudrait instituer serait une façon de Sparte, où, pour mieux garantir la liberté de tous, une tyrannie insupportable étoufferait la liberté individuelle. Le seul trait à retenir ici, c'est que Fichte, comme ses amis de l'école romantique, part en guerre contre l'esprit étroit, borné, utilitaire de la philosophie alors dominante. S'il aime et admire Rousseau, non sans réserves, il ne peut souffrir Helvétius, d'Holbach, et leurs disciples allemands du parti « des lumières ». Il malmène si rudement le pauvre Nicolaï que l'Académie de Berlin, par égard pour le vieil écrivain,

[1] Édouard Zeller, *Johann Gottlieb Fichte als Politiker*, dans ses *Vorträge und Abhandlungen*, I, p. 153-195.

se voit obligée de refuser un siège à Fichte. Héritier du XVIIIe siècle, il sent que ce siècle laisse à l'Allemagne une lourde succession, et que de rudes épreuves sont proches.

Que seraient ces épreuves? Fichte lui-même l'ignorait. On l'eût fort étonné, sans doute, en lui prédisant qu'elles seraient d'ordre politique, et que son rôle, à lui, consisterait à ressusciter l'idée de la patrie allemande. Pendant l'hiver 1804-1805, il donna à Berlin une série de leçons sur les *Caractères du temps présent*, qui furent très goûtées. Plusieurs des futurs collaborateurs de Stein y assistaient. Le prince de Metternich, alors à Berlin, n'en manquait pas une. A ce moment, Fichte se trouve encore exactement au même point de vue que Herder, Gœthe et Schlegel : l'humanité est un idéal supérieur pour tout esprit civilisé, et le vrai patriote est cosmopolite. « Je le demande encore, s'écrie Fichte, quelle est donc la patrie d'un Européen chrétien vraiment civilisé? D'une façon générale, c'est l'Europe; en particulier, à chaque époque, c'est l'État qui se trouve à la tête de la civilisation. Peu importe qu'une nation s'arrête dans son progrès, ou succombe, ou soit dépassée par d'autres. Que les fils de la terre, que ceux qui voient leur patrie dans la glèbe, le fleuve et la montagne, que ceux-là restent les citoyens de l'État qui est tombé : ils conservent l'objet de leur amour, où ils ont attaché leur bonheur. Mais l'esprit fils du soleil sera attiré invinciblement et se tournera vers le côté de la lumière et du droit. Avec ce sens cosmopolite, nous pouvons assister tranquilles aux vicissitudes et aux catastrophes de l'histoire, pour nous-mêmes

et pour notre postérité, jusqu'à la fin des siècles[1]. »

Imagine-t-on une sérénité plus détachée, une indifférence plus dédaigneuse pour les questions de nationalité? Le philosophe voit du même œil le pays où le sort l'a fait naître et les nations voisines. Au commencement de la Révolution, il s'est senti Français; s'il a quelques préférences pour l'Allemagne, c'est qu'il honore en elle le pays où la philosophie est vraiment une occupation nationale, et où elle a le mieux effacé les préjugés de l'ancien patriotisme. — Ceci en 1805.— En 1807, ce parfait cosmopolite est devenu tout d'un coup le plus ardent des patriotes. C'est que, dans l'intervalle, la Prusse a été écrasée à Iéna et que les Français occupent toute l'Allemagne du nord. L'idéal humanitaire ne tient pas contre la brutalité des faits. Fichte a changé, non pas de principe, dit-il, mais assurément de langage. Par un scrupule honorable de philosophe, il s'efforce de prouver qu'il ne se contredit point; mais il est trop visible que dans sa conversion les événements ont été pour beaucoup.

Déjà, au moment où la guerre va éclater entre la Prusse et Napoléon, Fichte se désole de ne pouvoir servir. N'ayant jamais porté les armes, il ne serait bon à rien dans l'armée; il est cependant un emploi dans lequel il pourrait, pense-t-il, se rendre utile. Il voudrait partir en qualité de prédicateur de l'armée, d' « aumônier militaire laïque ». Il se fait fort d'enflammer par ses discours les cœurs des soldats, et de les remplir des sentiments de dévouement et de sacrifice qui l'animent lui-même. Le

1. *Die Grundzüge des gegenwärtigen Zeitalters*, 14e leçon, p. 212.

ministère de la guerre ne crut pas devoir accepter l'offre de Fichte. De la même époque (juin 1807), date un *Dialogue* extrêmement curieux, *le Patriotisme et son contraire*, que Fichte n'a point publié et qui n'a paru que dans ses Œuvres posthumes[1]. Du premier coup, Fichte dégage non seulement l'idée de patrie, mais encore la notion nette et précise de l'*unité allemande*. Il a vu la vraie cause du mal et l'unique remède qui convienne.

Le dialogue comporte deux interlocuteurs, désignés économiquement par A et B.

B. Vous êtes Allemand, n'est-ce pas?

A. Non, je ne suis pas Allemand, et je ne veux pas l'être. Je suis Prussien, et même Prussien patriote.

B. Mais comprenez-moi bien. La distinction entre la Prusse et le reste de l'Allemagne est une distinction factice, arbitraire, établie par des circonstances purement fortuites, tandis que la distinction entre les Allemands et les autres peuples de l'Europe est fondée en nature. Les Allemands sont unis entre eux par la communauté de leur langue et de leur caractère national, et par là même ils se séparent des autres nations. Chaque Allemand, pris en particulier, et, puisque vous parlez de la Prusse, chaque Prussien n'est Prussien que parce qu'il participe à la nature allemande, de sorte que seul le vrai Allemand peut être un vrai Prussien.

A. Une langue commune à tous les Allemands, je l'admets; mais un caractère national allemand! Cela existe-t-il?

1. *Œuvres complètes*, t. XI; *Œuvres posthumes*, t. III, p. 232-233.

B. (c'est-à-dire Fichte) s'efforce de démontrer que le caractère allemand est nettement défini. A. finit par se laisser convaincre, et l'auteur conclut : « Unissons-nous donc tous! Un patriote veut que la fin suprême de l'humanité soit d'abord atteinte par la nation dont il fait partie. Dans notre siècle ce but ne peut être atteint qu'au moyen de la science (c'est-à-dire de la doctrine de Fichte). Ainsi Fichte essaye de rester fidèle à son système : mais qui ne voit que par une simple transposition, le sens de sa pensée est devenu tout autre? Auparavant il disait, avec Herder : « Soyons cosmopolites, et nous serons du même coup patriotes, car l'humanité est la patrie de l'Allemand. » Maintenant Fichte dit : « Soyons Allemands patriotes, et nous ne cesserons pas pour cela d'être cosmopolites, car, aux yeux du philosophe, l'Allemagne représente l'humanité. » Il y a eu comme un chassé-croisé : le cosmopolitisme et l'humanité, qui étaient au premier plan, ont reculé au second; la patrie et l'Allemagne, qui étaient au second plan, se sont avancées au premier.

Après le désastre, Fichte suit la cour à Kœnigsberg, pour ne pas rester à Berlin pendant l'occupation française, et il y entreprend une publication patriotique. Il se rend ensuite à Copenhague, où il passe quelques mois. Il rejoint enfin sa famille à Berlin, et c'est alors qu'il prononce les célèbres *Discours à la nation allemande*, dont le titre seul était déjà significatif, et qui retentirent aussitôt par toute l'Allemagne du nord. Les circonstances étaient particulièrement favorables au tempérament de Fichte. Le danger même l'excitait : « Je sais, écrivait-il au ministre Beyme, que je puis être fusillé

comme le libraire Palm, mais je n'en fais pas moins ce que je crois mon devoir[1]. » D'ailleurs, pour échapper aux dénonciations calomnieuses, il prenait la précaution de faire imprimer ses discours en même temps qu'il les prononçait. Il ne fut même pas inquiété. Les Français le laissèrent dire.

Les trois premiers discours sont d'une importance capitale pour l'histoire de l'idée de l'unité allemande. Dès ses premiers mots, l'orateur fait sentir à son auditoire que, entre toutes les questions politiques, il n'en est pas de plus haute, de plus pressante, de plus vitale. « Je m'adresse, dit-il, aux Allemands en général, à tous les Allemands sans exception. Je ne connais plus ces divisions malheureuses entre Allemands qui ont amené nos désastres. Je parle pour les absents comme pour les présents, et j'espère que ma voix arrivera jusqu'aux frontières les plus reculées de l'Allemagne.... Aucun pouvoir divin ni humain, aucune circonstance imaginable ne peut nous sauver. C'est nous-mêmes qui devons travailler à notre propre salut; sinon c'en est fait de nous. Enfin, je compte m'adresser à des gens qui ont le courage de voir les choses comme elles sont et de regarder le mal en face; alors au moins peut-on chercher à le guérir. »

Cela posé, comment a péri la « nation allemande »? Par l'égoïsme, répond Fichte; égoïsme des princes, égoïsme des sujets. Dans une commune dégradation morale, chacun tirait à soi, chacun ne songeait qu'à son avantage et à son bien-être : le malheur de tous en est résulté. Maintenant il faut qu'un

1 Cité par Kopke, *Die Gründung der königlichen Friedrich-Wilhelms Universität zu Berlin*, p. 59.

ordre de choses nouveau s'établisse, et que de ce désastre sorte une Allemagne régénérée. Un « replâtrage » ne servirait de rien. Or, comme Fichte l'écrivait à Beyme, il n'y a pas de passage naturel d'un état donné à un autre état opposé. Les hommes ne peuvent pas se transformer, comme par un coup de baguette, en un moment. On ne peut donc que préparer cette régénération de l'Allemagne, et le seul moyen d'y réussir sera d'instituer une éducation nationale nouvelle.

Nous retrouvons ici le disciple de Kant. L'idée maîtresse, le principe directeur de cette éducation qui doit transformer l'Allemagne, Fichte l'emprunte à la morale de son maître. La jeunesse devra apprendre pour apprendre, sans aucune arrière-pensée d'intérêt, sans l'appât des récompenses ni la crainte des punitions. Le désintéressement intellectuel sera l'école du désintéressement moral. Ainsi se fixera chez les enfants, et plus tard chez les hommes, l'esprit d'abnégation et de sacrifice : ils sauront alors ne jamais songer à eux seuls, mais toujours au bien commun; faire leur devoir parce que c'est le devoir, et sans attendre aucune rémunération. La morale de l'égoïsme a conduit l'Allemagne à sa perte; seule, la morale austère et pure de Kant peut être l'instrument de son salut. Vue hardie, et cependant exacte, bien faite pour frapper les Allemands de ce temps-là, et digne d'un philosophe qui ne s'arrête pas aux symptômes, mais va droit à la cause profonde du mal. L'homme d'État, empirique par destination, court au plus pressé, cherche des palliatifs, et essaye d'expédients. Fichte, s'élevant à un point d'où il aperçoit toute

l'Allemagne du XVIIIe siècle, lui crie : « Tu as péri par ta faute, tu ne peux te relever qu'en détestant ton vice et en aimant ton devoir. »

L'éducation nouvelle doit régénérer non seulement l'Allemagne, mais l'humanité entière. Or, selon Fichte, l'Allemagne est, parmi les peuples, le mieux préparé à recevoir cette éducation et à en retirer les fruits. Pour le prouver, il s'empare des traits que Herder a semés un peu partout dans ses écrits. Il lui emprunte en particulier le portrait de l'Allemagne idéale que Herder avait dessiné avec amour, et il en fait ressortir la noblesse et la grandeur.

Voyez, par exemple, comme il compare, après Herder[1], la langue allemande aux autres langues de l'Europe. Seule elle est originale et s'est conservée pure. Seule elle est parlée encore par le même peuple depuis son origine. Les langues romanes, au contraire, ne sont que des langues dérivées, issues de la corruption du latin. Or, telle langue, tel peuple. Si l'allemand est le plus ancien et le plus pur des idiomes actuellement parlés en Europe, le peuple allemand possède en lui une preuve vivante de sa noblesse et de sa supériorité; comment ce peuple laisserait-il sa langue périr ou devenir un dialecte de vaincus ! Puis l'orateur retrace à grands traits le rôle de l'Allemagne dans l'histoire, rôle nécessaire et glorieux. La Réforme, pour ne citer qu'elle, n'a-t-elle pas été l'œuvre de la sincérité allemande, incompatible avec le mensonge dont les Welches s'accommodaient ? Conçoit-on l'avenir de l'Europe, sans l'Allemagne ? Resterait-

1. Cf. HERDER, *Œuvres*, éd. Suphan, XVII, p. 309-31

elle seulement civilisée? Seule l'Allemagne saura résoudre les grands problèmes de notre époque. La libre pensée, hors d'Allemagne, n'a abouti qu'à l'irréligion et à la négation de Dieu; il est réservé à l'Allemagne de lui montrer sa voie et d'accorder le christianisme et la raison. De même, les spéculations politiques de Montesquieu et de Rousseau n'ont conduit qu'à des bouleversements et à des révolutions, et cela devait être : car le problème de l'état moderne recevra seulement sa solution chez un peuple formé par l'éducation nouvelle, dont l'Allemagne seule est capable. Et Fichte, s'enfonçant dans une métaphysique à la fois subtile et passionnée, en arrive à démontrer que l'Allemagne est le peuple par excellence, le peuple « en soi », et que l'on devrait, en parlant d'elle, dire le « Peuple », comme on dit « la Bible ». Le paradoxe est hardi, puisque de l'aveu même de Fichte, les Allemands s'étaient attiré eux-mêmes leurs malheurs en perdant le sens de leur nationalité. Mais si jamais l'hyperbole est permise, n'est-ce pas lorsqu'il s'agit de rendre courage à des vaincus?

Comme Stein, comme les écrivains de l'école romantique, dont il a été, selon M. Haym, le théoricien, Fichte aime à réveiller les souvenirs du moyen âge allemand. Il rappelle à ses auditeurs ces républiques de la Hanse, qui furent si florissantes et si puissantes. Il voudrait que l'on en écrivît une histoire, qui deviendrait un livre national, et qui montrerait, par ce que l'Allemagne a été, ce qu'elle peut être encore. Mais il ne regrette point qu'une monarchie absolue n'ait pas accompli par la force l'unité de la nation. Il a mieux valu, pense-t-il,

qu'elle se développât librement. L'originalité des esprits, la physionomie propre des différentes races allemandes devaient être préservées. Aujourd'hui cependant la culture allemande, qui est le patrimoine commun, ou pour mieux dire, l'âme même de la patrie, court un grand danger; l'unité doit se réaliser, et l'éducation nationale proposée par Fichte y suffira.

Lorsqu'on sort des généralités, et qu'on arrive au détail précis, on trouve dans les projets de Fichte un curieux mélange des idées de Rousseau, de Kant et de Pestalozzi. Déjà, en 1793, lors d'un voyage que Fichte fit en Suisse, il avait été vivement frappé des principes pédagogiques de Pestalozzi, qui devait lui-même beaucoup à Rousseau. En 1807, après la catastrophe, le souvenir en revient à Fichte : « Connais-tu, écrit-il à sa femme, le livre de Pestalozzi, *Comment Gertrude instruit ses enfants?* et son dernier ouvrage paru à Leipzig cette année? Il faut le lire. Je suis en train d'étudier le système d'éducation de Pestalozzi, et j'y trouve le vrai remède aux maux de l'humanité, comme aussi le seul moyen de l'amener à comprendre *la Doctrine de la Science.* » Fichte, comme on voit, ne séparait point l'intelligence de sa philosophie, le relèvement de l'Allemagne et le salut de l'humanité. A ses yeux les trois ne faisaient qu'un[1].

Au point de vue pédagogique, le système est peu engageant. Afin d'éviter que la génération actuelle ne contamine la suivante, qui est tout son espoir, Fichte commence par exiger que les enfants soient

1. Voyez Kuno Fischer, *Geschichte der neueren Philosophie*, V, 954-6, 986-7.

absolument séparés de leurs parents : à peine se résout-il à admettre des maîtres adultes. L'école sera un petit monde fermé, où rien n'entrera du dehors, et qui se suffira par lui-même. Les enfants, quelle que soit leur naissance, y sont considérés comme égaux; tous sans exception reçoivent une première instruction identique. Chaque enfant, comme l'Émile de Jean-Jacques, doit apprendre un métier. Vêtements, mobiliers, outils, aliments, tout doit être produit, fabriqué, préparé à l'intérieur par les élèves. Ils jouissent ensemble du fruit de leur travail, ou pâtissent ensemble de son insuffisance, suivant le cas; mais aucun ne peut élever de prétentions sur le produit particulier de son adresse ou de ses efforts. Tout est mis en commun. Les futurs savants reçoivent comme les autres l'éducation nationale : ils sont seulement dispensés d'apprendre un métier. Encore doivent-ils savoir au moins les principes généraux des arts mécaniques et de l'agriculture, car il ne faut pas qu'un homme soit incapable de travailler la terre au besoin. En aucun cas ils ne peuvent être exemptés des exercices physiques. C'est, comme on voit, le socialisme à l'école. Qu'aurait dit Rousseau de cette éducation « nationale » plus que spartiate?

Fichte promet monts et merveilles au premier prince d'Allemagne qui aura le courage et l'honneur d'en faire l'essai. Il ne dut pas cependant être fort étonné de n'en voir aucun s'y risquer. Peut-être aussi, par prudence, avait-il exagéré à dessein le caractère chimérique de ses projets de réforme. Mais qu'importe? L'essentiel était l'esprit de dévouement et de patriotisme qui anime ces *Discours*, et que la

parole éloquente de Fichte suscitait chez ses auditeurs.

Dans les derniers *Discours*, les allusions à l'état présent de l'Allemagne deviennent plus fréquentes et plus précises. Tous nos malheurs, répète Fichte, proviennent de la division politique de l'Allemagne, et des alliances que nos princes ont contractées avec l'étranger, en un mot, de la *liberté germanique*. L'Allemagne est devenue ainsi le champ de bataille de l'Europe. Unie, elle eût été la sauvegarde de la paix. Jamais elle ne s'est trouvée dans un moment plus critique : il s'agit pour elle de disparaître, ou de se sauver en sauvant l'Europe avec elle. Et Fichte insiste, — encore une idée kantienne, — sur ce que peut la volonté. « Dans ces *Discours*, dit-il, je ne me suis point lassé de vous répéter que rien ne peut vous secourir que vous-mêmes, et je crois nécessaire de vous le redire jusqu'au dernier moment. » Puis il s'adresse tour à tour aux diverses sortes de personnes qui l'entendent, non pas dans la petite salle où il parle, mais dans son auditoire véritable, qui s'étend du Rhin au Niémen et de la Baltique aux Alpes. Il adjure les jeunes gens de conserver la chaleur et la générosité qui sont naturelles à leur âge, et que leurs aînés ont perdues. Pour ceux-ci, Fichte se montre particulièrement sévère. Ce sont eux qui, par leur égoïsme aveugle, ont causé tout le mal. S'ils sont incapables de bien faire, au moins qu'ils se tiennent cois, et ne suscitent pas d'embarras aux autres. « Vous, hommes d'action, vous étiez ignorants, bornés, dédaigneux de tout idéal ; corrigez-vous et apprenez. Vous, penseurs, savants, écrivains, hommes de lettres, tâchez d'être dignes de

votre nom et du rôle que vous prétendez à remplir. Vous, enfin, princes d'Allemagne, on veut bien oublier votre imprévoyance et vos fautes; sachez au moins saisir la seule chance de salut qui vous reste. Un dernier conseil : que tout Allemand prenne fermement sa résolution, et soit prêt à faire son devoir, comme s'il était seul, et sans compter sur le voisin. Il faut ou périr ou combattre; l'instant est décisif. »

L'effet de ces *Discours* fut considérable, non pas seulement à Berlin, mais dans toute la Prusse, dans toute l'Allemagne du nord. A mesure que cette voix chaude et vibrante s'élevait au milieu du silence général, tout le monde surpris prêtait l'oreille. Quoi! au moment même où la Prusse venait de s'effondrer, où l'ascendant de la France paraissait irrésistible, où quinze millions d'Allemands se sentaient fiers d'être les alliés de Napoléon, on pouvait donc ne pas désespérer! L'Allemagne pouvait croire encore à son droit à l'existence comme nation, à la possibilité de réparer ses désastres, à sa supériorité morale sur le vainqueur! Elle y croyait d'instinct : Fichte lui démontre qu'elle en avait le droit, ralliant ainsi autour d'une foi commune les esprits hésitants, découragés, désorientés. Depuis Luther, dit un historien, personne n'avait parlé ainsi aux Allemands. Personne n'avait su ignorer si parfaitement leurs divisions politiques, et traiter l'Allemagne comme une nation, comme un tout organique et vivant.

Dans l'excès du malheur public l'idée de l'Allemagne une est née : elle ne s'effacera plus. C'est un philosophe qui la formule nettement pour la pre-

mière fois. Le fait mérite qu'on s'y arrête, car il a une signification historique profonde, et pour ainsi dire symbolique. Fichte n'apparaît-il pas comme l'héritier et le représentant de ces philosophes, de ces poètes, de ces critiques, qui, pendant le XVIIIe siècle, ont patiemment travaillé à reconstituer l'unité morale de l'Allemagne? Ses *Discours*, prononcés au lendemain du jour où Napoléon a rayé le Saint-Empire de la carte de l'Europe, attestent que l'Allemagne ne disparaît pas avec lui, et que la nation, régénérée et consciente d'elle-même, va marcher désormais à une nouvelle unité politique.

CHAPITRE IV

STEIN. — LA RÉFORME DE LA PRUSSE APRÈS IÉNA.

I

La bataille d'Iéna et les dures années qui la suivirent mirent fin brutalement à une illusion où les écrivains et philosophes allemands du XVIIIe siècle s'étaient trop complu. Ils s'étaient habitués à séparer tout à fait leur Allemagne idéale, qui tenait « dans une certaine façon de penser et de sentir », de l'Allemagne matérielle et physique. Persuadés que la première n'avait rien à craindre, ils se préoccupaient fort peu des dangers auxquels son état politique exposait l'autre. Il fallut qu'une expérience cruelle vînt les tirer de leur erreur. Ils comprirent alors que pour assurer la gloire et la grandeur de l'Allemagne, il ne suffisait pas de prendre pour devise « *Sic vos non vobis* », et de dire avec Herder : « Le patriotisme de l'Allemand consiste à être cosmopolite, et la mission nationale de l'Allemagne est de cultiver la philosophie. » Ils s'aperçurent, un peu tard, que tout se tient dans la vie d'un peuple, et que, s'il a l'ambition de marcher à

la tête des nations civilisées, il faut d'abord qu'il sache se faire respecter de ses voisins.

A ce même moment où, en présence de l'invasion étrangère, l'Allemagne littéraire et philosophique sent la solidarité qui l'unit à l'Allemagne de sang, de chair et d'os, apparaît l'idée d'une *Allemagne politique nouvelle*. Cette idée-là avait manqué au XVIIIe siècle. Les quelques écrivains politiques qui ont signalé l'état pitoyable de l'Allemagne, n'y voyaient d'autre remède qu'un retour à l'esprit de la constitution impériale[1]. Ils ne comprenaient pas que la cause du mal était cette constitution même. Une restauration de l'autorité impériale n'aurait jamais été qu'un palliatif. L'organisation de l'Allemagne en cercles, dont la plupart contenaient une pluralité d'états souverains, restait un souvenir de l'époque féodale, déplacé dans l'Europe moderne. Il ne suffisait donc pas de déplorer les traités de Westphalie, et d'appeler la « liberté germanique » un fléau national. Il aurait fallu, au nom de l'intérêt suprême de la nation, réclamer hautement pour elle une nouvelle constitution, qui fondât son unité politique, qui réunît ses forces sous une direction unique, et qui lui permît de faire tête à un agresseur sur toutes ses frontières. Il aurait fallu, enfin, entamer la lutte avec le particularisme, que, pour diverses raisons, tout le monde acceptait alors avec indifférence, ou même avec complaisance. Voilà ce que personne n'avait osé au XVIIIe siècle. Voilà ce que le régime napoléonien fit comprendre, non pas à tous les Allemands, — il s'en faut de beaucoup, —

1. Voyez plus haut, part. II, ch. II.

mais à quelques-uns qui, comme Fichte, s'attachèrent à l'idée d'unité nationale. Parmi eux, un homme d'État de premier ordre, Stein[1].

Stein appartenait à une famille de barons de l'Empire, dont le domaine était situé sur la Lahn, affluent du Rhin. Les barons, soumis à l'autorité purement nominale de l'Empereur, étaient, de fait, des souverains indépendants, et exerçaient sur leurs terres un pouvoir sans contrôle. Il y en avait encore en Allemagne près de mille, et leur réputation, en général, était des plus mauvaises. « En beaucoup d'endroits, écrivait Moser, vous n'avez pas besoin de demander quel est le gouvernement du pays. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le village pour voir qu'il appartient à un baron. » La réunion des droits de propriété, de justice et d'administration dans les mêmes mains causait d'insupportables abus. Stein ne l'ignorait pas, et lorsque les barons de l'Empire eurent disparu, il n'a jamais témoigné qu'il les regrettât. Il désirait bien qu'il y eût une noblesse en Allemagne, mais non pas qu'elle fût investie de droits régaliens. Et cependant, sans la naissance de Stein, on s'expliquerait moins la fière attitude qu'il a toujours gardée près du roi de Prusse et du tsar, et la hauteur avec laquelle il a traité les princes d'Allemagne, petits et grands, même ceux dont Napoléon avait fait des rois. C'est qu'il est, comme eux, de maison souveraine. Comme eux, il n'est le sujet de personne, hormis l'empereur. Il a sept

1. Voyez, entre autres ouvrages sur Stein, la *Biographie* de Pertz. — Seeley, *Life and times of Stein*. — Meier (Ernest). *Die Reform der Verwaltungsorganisation unter Stein und Hardenberg*. La plupart des textes qui suivent sont empruntés à Pertz.

cents ans de noblesse prouvée derrière lui, et plus d'un, parmi ces princes, ne pourrait en produire autant. Il entre tout jeune au service de la Prusse, et il y reste la plus grande partie de sa vie; mais si fidèle, si dévoué qu'il soit au maître qu'il s'est choisi, la Prusse ne devient pourtant pas sa patrie. Sa patrie, c'est l'Allemagne, toute l'Allemagne et rien que l'Allemagne. Quand il s'agira, en 1814, de lui refaire une constitution, Stein ne confondra pas les intérêts allemands avec les intérêts prussiens. En cas de conflit, ces derniers doivent céder. Évidemment, pour demeurer ainsi fidèle à la patrie commune, qui n'existait alors qu'en idée, ce n'était pas assez d'une intelligence politique supérieure. Il fallait encore que sa naissance n'eût attaché Stein ni à l'Autriche, ni à la Bavière, ni à la Saxe, ni à la Prusse, mais purement et simplement à l'Allemagne.

Stein était le neuvième de dix enfants, mais un arrangement de famille le désigna, dès l'âge de dix-sept ans, pour hériter des domaines et du titre. Il avait reçu de sa mère, avec une forte éducation protestante, les sentiments d'une piété profonde, qui ne s'affaiblit jamais. Dans le peu de sympathie qu'il éprouva pour la Révolution française, entrait certainement pour une part l'aversion naturelle d'un croyant contre les ennemis de la religion. De là aussi son mauvais vouloir contre la philosophie et les philosophes, sentiment très vif, qu'il se plaisait à exprimer[1]. « Qu'a produit, écrivait-il plus tard, tout ce cliquetis de mots métaphysiques?

1. Pertz, II, 527.

La France aujourd'hui accuse hautement ses philosophes d'avoir corrompu l'esprit public, d'avoir détruit les principes de la religion et de la morale, et d'avoir amené une révolution épouvantable, qui a fini par un despotisme de fer. — Et que doit l'Allemagne à l'école théologique de Berlin, à son coryphée et colporteur Nicolaï, et à tous ses nouveaux métaphysiciens? Ceux-là (les théologiens), ont chassé par leur exégèse l'ancienne foi toute simple et naïve; ceux-ci (les philosophes), ont chassé par leurs sophismes la vieille fidélité et honnêteté allemande... enseigné des doctrines qui ébranlent les principes de la morale, la croyance en Dieu et à l'immortalité de l'âme, et qui ont desséché les cœurs. » Stein n'exceptera guère que Fichte, en considération de son patriotisme, et Herder, si vraiment dévoué à l'Allemagne, en dépit de son cosmopolitisme, que Stein voit d'ailleurs de mauvais œil. « Le cosmopolite, dira-t-il, est parmi les hommes ce que le polygraphe est parmi les savants. Celui-ci cultive toutes les sciences et ne produit rien dans aucune. L'autre appartient à tous les états et ne fait rien pour aucun d'eux. Le sauvage qui porte une affection tranquille à sa femme et à ses enfants... est un être plus réel que ce fantôme érudit, qui s'enthousiasme pour le nom de toute son espèce, c'est-à-dire pour un mot[1]. » Langage sensé et énergique qui marque une date. Il annonce que les esprits en Allemagne sont plus que saturés du cosmopolitisme humanitaire cher au XVIIIe siècle. Après avoir été ravis par la noblesse de cet idéalisme, ils en aperçoivent maintenant le

1. Pertz, II, 445.

côté faible; ils sentent ce qu'il a de creux et de chimérique. Aussitôt commence une réaction dans le sens de l'esprit de nationalité, qui se développera dans le cours de notre siècle, et qui ne paraît pas encore près de faiblir.

Stein suivit les cours de l'Université de Göttingen, qui était alors la plus florissante de l'Allemagne. Il s'attacha de préférence aux sciences politiques et à l'histoire, pour laquelle il garda une prédilection jusqu'à la fin de sa vie : c'est lui qui fonda, après 1815, une Société historique dans le but de publier les *Monumenta Germaniæ historica*. Ses études finies, il offrit ses services à la Prusse. En général, les barons de l'Empire préféraient se chercher un emploi en Autriche. Mais Stein était un protestant fervent, et de plus, grand admirateur de Frédéric *l'Unique*, qui venait justement, en se portant au secours de la Bavière, de mériter la reconnaissance de l'Allemagne entière. Agréé par Frédéric II, Stein fut successivement ingénieur des mines, ingénieur des ponts et chaussées, premier président de toutes les chambres des possessions prussiennes en Westphalie (Minden, Ravensberg, Clève, Mark, Geldern, etc.), et enfin, en 1804, il est appelé à Berlin comme ministre d'État.

Stein ne s'est donc pas formé, comme la plupart des hommes d'État de l'Allemagne, dans la diplomatie ou à la cour. Il est demeuré vingt-quatre ans en province avant d'être ministre à Berlin. Il a passé par les postes inférieurs, et gravi les échelons d'un avancement régulier, point trop rapide. M. Seeley le compare à Turgot, et en effet, Stein a dû se proposer plus d'une fois pour modèle l'inten-

dant et le ministre français. Stein se connaît donc en matière administrative ; il a, comme on dit, mis la main à la pâte. Ses réformes, même les plus vastes, se distingueront par un caractère précis et pratique. S'il veut mal de mort à la bureaucratie, c'est qu'il la connaît bien ; il l'a vue de près. Jamais il ne part d'idées *a priori*. Des idées générales, sans doute, et même très compréhensives, — Stein n'en est point du tout ennemi. Le plus souvent il fera précéder ses décisions importantes de considérants qui en expliquent le but et la portée. Mais c'est l'expérience et l'observation qui, avec la connaissance de l'histoire, lui ont suggéré ces idées générales. Jamais il ne prétend essayer des principes abstraits sur la réalité. Il aura, au moins dans sa carrière prussienne, le don le plus précieux de l'homme d'État : le coup d'œil juste, le tact indéfinissable qui sait, en osant beaucoup, n'oser que le possible.

L'année même où Stein fut appelé en Prusse aux fonctions de ministre, l'occasion lui fut offerte de proclamer bien haut ses sentiments de patriote allemand. Le travail de médiatisation qui se poursuivait dans l'Allemagne occidentale, avec le concours et sous la direction de la France, atteignit les domaines de Stein. Le 31 décembre 1804, le duc de Nassau fit savoir qu'il les avait annexés à ses états, et que les droits souverains de Stein étaient suspendus. Stein répondit à cet acte de spoliation par une protestation éloquente, qui renfermait tout un programme politique[1].

1. Pertz, I, 256-259.

« L'indépendance et la stabilité de l'Allemagne, dit-il, ont peu à gagner à la médiatisation de quelques domaines avec les petits territoires qui les entourent... Pour obtenir ces résultats (indépendance et stabilité), qui sont un si grand bienfait pour les nations, il faudrait que ces petits états fussent eux-mêmes réunis aux deux grandes monarchies de l'existence desquelles dépend la perpétuité du nom allemand, et Dieu veuille que je voie cet heureux événement s'accomplir ! »

Stein ne condamne donc pas la médiatisation en principe. Il proteste seulement contre une mesure arbitraire, qui, sous prétexte d'indemnité, ne va qu'à satisfaire des appétits égoïstes et ne remédie en rien aux maux de l'Allemagne. Il appelle au contraire de ses vœux une médiatisation bien autrement radicale, qui ne laisserait subsister en Allemagne que deux états, mais deux états puissants, capables d'assurer à la nation son indépendance et sa sécurité. Stein tient déjà le langage qu'il fera entendre après Leipzig et Waterloo. Il est déjà l'ennemi juré de ces états petits et moyens que Napoléon agrandira ; il pressent que l'unité de l'Allemagne n'aura pas d'adversaires plus tenaces. Et sa haine se double de son mépris. « Dans la lutte pénible dont l'Allemagne se repose momentanément, le sang de la noblesse allemande a coulé ; mais les nombreux souverains de l'Allemagne, à l'exception toutefois du noble duc de Brunswick, se sont bien gardés d'y prendre part, et n'ont cherché qu'à sauver leur existence chancelante par l'émigration, par la négociation ou par la corruption des généraux français. Que gagne l'indépendance de

l'Allemagne à ce que ses forces soient concentrées en de telles mains? »

Stein rejette ensuite avec hauteur la promesse d'une indemnité éventuelle. « Il est dur, écrit-il, d'être dépossédé de biens héréditaires qui appartenaient à ma famille depuis plus de sept cents ans, et où j'espérais trouver le repos après une existence utile et consacrée au bien commun... Il est plus dur encore de faire tous ces sacrifices, non pas pour une fin grande et noble, qui procure le bien de la patrie entière, mais pour échapper à un arbitraire qui ne respecte aucune loi... Mais il y a une conscience qui juge, et une Providence vengeresse. »

Ce sont là de fières paroles, comme l'Allemagne d'alors en entendait peu. Non moins rare est le sentiment de patriotisme qui les anime. Quelle est cette « patrie entière » à laquelle Stein se déclare prêt à sacrifier ses droits héréditaires? Ce n'est pas la Prusse qu'il sert depuis plus de vingt ans. Ce n'est pas la patrie en l'air du XVIIIe siècle, la Germanie d'Arminius et des Chérusques ; ce n'est pas non plus le Saint-Empire, qui n'a jamais été plus près de sa fin. C'est une Allemagne nouvelle, qui se fonderait aux dépens du particularisme, une Allemagne moderne et centralisée, qui se déferait enfin de sa constitution surannée, et qui prendrait dans le monde le rang qui lui appartient. M. de Treitschke a écrit que chaque pas fait dans notre siècle vers l'unité de l'Allemagne réalisait une pensée de Stein. Cela est vrai, quoique M. de Treitschke l'interprète mal. Stein, en effet, subordonnait tout à l'unité nationale; mais il n'y mettait point pour condition l'exclusion de l'Autriche, ni la soumission, plus ou

moins déguisée, du reste de l'Allemagne à l'hégémonie prussienne.

Quoi qu'il en soit, personne en 1804 ne prévoyait encore les alternatives de revers et de succès sans exemple par où la Prusse devait passer en moins d'un siècle. Lorsque Stein s'installa à Berlin, la disposition dominante était l'optimisme. La Prusse jouissait depuis longtemps de tous les avantages de la paix, pendant que l'Autriche s'était épuisée en des guerres continuelles et malheureuses. La puissance de la Prusse, par comparaison, semblait avoir plutôt grandi que diminué. Le ministre Vincke, après avoir étudié l'état de la France et de l'Angleterre, concluait que « nulle part on ne vit plus heureux ni plus vraiment libre que dans la Prusse, sa patrie, qui approche de la perfection plus que tous les autres pays[1]. » Selon le général Rüchel, l'armée prussienne comptait *plusieurs* généraux qui ne le cédaient en rien à Napoléon. Stein même ne comprit le danger qu'à la veille de la catastrophe. Aussi bien, sans ce bouleversement, la réforme eût été impossible. Seule la destruction violente du système existant permit de rétablir une administration plus énergique à la fois et plus libérale. Quelques hommes de mérite, entre autres Struensée, le prédécesseur de Stein, avaient eu le sentiment très net de leur impuissance. « Comment, disait Struensée, convaincre un tel, puis un tel, et tant d'autres, des abus qui existent? La réforme dépend de dix États, de vingt collèges, de cinquante constitutions, de cent privilèges, et de je ne sais combien de considé-

1. Meier, p. 134.

rations de personnes. Impossible d'aboutir à rien, tant qu'un choc violent du dehors ne viendra pas nous y contraindre... En pareil cas, le temps est le seul réformateur sur lequel on puisse compter. Quand le moment est venu, il faut bien céder à la nécessité, et personne ne demande si elle a la main rude ou légère[1]. »

Stein fut ce réformateur nécessaire. L'organisation du pouvoir central attira d'abord son attention. Tout semblait disposé pour en ralentir ou même en paralyser l'action. M. Seeley résume heureusement en quelques mots cette organisation bizarre : il y avait des ministres qui ne se réunissaient pas en conseil, et un cabinet où n'entraient pas les ministres[2]. Ceux-ci, confinés chacun dans son département, ou dans l'administration d'une certaine province, n'agissaient point de concert, et n'étaient en réalité que des premiers commis. Le cabinet, composé de personnes qui avaient l'oreille du roi, prenait l'initiative des résolutions, sans en porter la responsabilité. Celle-ci, à vrai dire, n'était nulle part. Le système avait pris sa forme définitive sous Frédéric II. Fort jaloux de son autorité, le maître de Sans-Souci aimait à diriger tout de son cabinet. Il se réservait les moindres décisions et réduisait ses ministres au rôle de simples secrétaires. Frédéric II travaillait beaucoup et très vite, et cette méthode lui donna d'excellents résultats; mais que devinrent les affaires sous un prince soumis à des favoris et à des maîtresses, comme

1. Meier, p. 131-133.
2. Seeley (éd. Tauchnitz), I, 211-599.

Frédéric-Guillaume II, ou sous un roi faible et irrésolu, comme Frédéric-Guillaume III?

Stein se chargea de rédiger un mémoire où le mal était décrit dans les termes les plus énergiques[1]. La prospérité et l'indépendance du pays sont menacées, l'affection des sujets, fort peu sûre. D'où vient cela? C'est que le pays est mal gouverné. L'État prussien, dit Stein en substance, n'a pas de constitution. Le pouvoir suprême n'y est pas partagé entre le souverain et les représentants de la nation. La Prusse est un agrégat de formation récente, composé d'un certain nombre de provinces réunies par héritage, achat ou conquête. Si donc il n'y a pas de constitution, toute la vie nationale est dans le gouvernement, et la Prusse ne peut subsister que si ce gouvernement est bon. Or il est mauvais. Le système employé par le grand Frédéric n'est plus d'usage. Le cabinet s'interpose sans nécessité entre le monarque, les ministres et la nation. Tant qu'il sera là, point de constitution légale, point de responsabilité possible. Il empêche l'union intime des fonctionnaires avec leurs chefs, et il entrave la prompte exécution des ordres. De plus, les membres actuels du cabinet, Beyme, Lombard, Haugwitz *manquent de sens moral*, et sont indignes du pouvoir qu'ils exercent. Que le roi supprime donc le cabinet, qu'il le remplace par un conseil des ministres, dont il prendra lui-même la présidence. Enfin un changement de régime doit s'accompagner d'un changement de personnel. Il faut, sans tarder,

1. Pertz, I, 330-338. Ce même mémoire a été publié avec un texte plus complet et plus exact, par Ranke dans *les Mémoires* de Hardenberg.

éloigner Haugwitz et ses amis. « Les causes et les hommes, dit Stein, qui nous ont conduits au bord de l'abîme vont nous y précipiter. Ils ont amené un état de choses tel que le fidèle serviteur de l'État en sera réduit à abandonner son poste, en se couvrant d'une honte imméritée, ou à prendre part aux crimes qui auront lieu. Il suffit de lire avec attention l'histoire de la ruine de Venise, de la chute de la monarchie française et de la monarchie sarde, pour s'attendre aux plus tristes événements.»

Ces avis devinrent de plus en plus pressants à mesure que le péril était plus imminent. Le roi ne les écouta point. Il n'était pas prêt encore à accepter la direction impérieuse de Stein, dont il avait une peur instinctive, et qu'il sut estimer plus tard à sa valeur, sans jamais l'aimer. Mais l'opinion sentait déjà qu'une réforme sérieuse de la monarchie ne pouvait être entreprise et accomplie que par Stein. Gentz écrivait : « M. de Stein, qui a été ici quelques jours, est le premier homme d'État de l'Allemagne[1] »; et Blücher s'écriait : « Plût au ciel que Stein fût notre premier ministre! »

Après Iéna, Stein suit d'abord le roi à Kœnigsberg et lui présente mémoire sur mémoire pour obtenir l'éloignement des membres du cabinet. Mal satisfait des demi-mesures par lesquelles le roi a cru le contenter, il se démet de toutes ses charges et s'en retourne à Nassau, traversant l'Allemagne occupée par les Français. Il arrive chez lui à la fin de mars 1807, malade et irrité, mais non découragé, et il envisage froidement la situation.

1. Pertz, I, 346.

Quelle chute rapide et imprévue! Napoléon, selon le mot de Heine, n'avait qu'à siffler, et la Prusse n'existait plus. Comment s'y prendre pour la relever de si bas?

Hardenberg et la plupart des hommes d'État prussiens inclinaient à des réformes à la fois simples et radicales. Le 12 septembre 1807, Hardenberg présenta au roi un mémoire *Sur la Réorganisation de l'État prussien*[1]. Il propose sans hésiter les mesures les plus contraires aux traditions de la monarchie. Prenant modèle sur le vainqueur, il se borne à adopter les idées directrices de la Constituante. Ce sera une Révolution dans un bon sens, une Révolution accomplie, non sous l'impulsion aveugle d'en bas, mais par l'initiative réfléchie d'en haut. La Prusse deviendrait ainsi une monarchie héréditaire à principes démocratiques. Hardenberg pousse à ses extrêmes limites le souci de l'égalité et de la liberté. Il va jusqu'à laisser aux soldats l'élection des sous-officiers, et à ceux-ci le choix des officiers! Au protectionnisme de Frédéric II on substituera le libre-échange : « Laissez faire, laissez passer. » Enfin dans cette monarchie où l'État était tout, son rôle, comme l'avait demandé Humboldt, sera réduit au minimum. Hardenberg n'admet la contrainte exercée au nom de l'État que pour l'instruction publique, devenue obligatoire. C'est en un mot le plus singulier mélange des procédés révolutionnaires français et des idées libérales anglaises : c'est la preuve la plus frappante du désarroi où se débattaient les meilleurs esprits.

1. Mémoire publié par L. von Ranke : *Denkwürdigkeiten des Staatskanzlers von Hardenberg*, Leipzig, 1877.

Stein a gardé son sang-froid, et ses vues sont à la fois plus originales et plus pratiques. D'abord il ne prétend point à des changements qui équivaudraient à une révolution, et qui ne seraient pas préparés par la tradition prussienne. Mais surtout il s'appuie sur une idée morale dont Hardenberg et ses amis ne tenaient aucun compte. Selon Stein, une réforme décisive ne saurait être l'œuvre du gouvernement, agissant sur la nation comme sur une matière inerte et passive. On ne régénère pas un peuple par des lois, par des règlements, pas même par une constitution nouvelle.

Si une nation déchue peut être relevée, c'est par elle-même et par elle seule. Tout ce qui vient du dehors n'atteint pas la substance, reste extérieur et superficiel. C'est la nation qui doit secouer sa torpeur, et trouver en soi l'énergie de se réformer. Les hommes d'État n'y peuvent rien. Leur rôle se borne à ne pas paralyser la bonne volonté de la nation, à l'éclairer, à la soutenir, à la placer dans les conditions les plus favorables, où l'effort sera plus aisé, et coûtera moins. Fichte dira aussi aux Allemands tout à l'heure : « Vous n'avez rien à attendre que de vous-mêmes ! » non pour exciter les courages par le sentiment du désespoir, mais pour leur persuader que la source de toute énergie est intérieure, et que nulle contrainte ne peut la faire ni jaillir ni tarir. Idée essentiellement allemande, qui tient au plus profond du caractère national, et que les philosophes ont mise dans tout son jour. C'est ainsi qu'au mécanisme de Descartes Leibniz substitue un dynamisme. Descartes concevait l'univers comme une immense machine, où le mouvement se com-

munique par le choc d'une pièce à l'autre. Aux yeux de Leibniz, le mouvement n'est que l'apparence. Le philosophe allemand ne peut comprendre la force que comme intérieure à l'être. Sa *monade* contient en elle-même la raison de ses changements, et rien n'agit sur elle du dehors[1].

Stein n'est certes pas métaphysicien. Même la philosophie terre à terre du XVIIIe siècle ne lui dit rien qui vaille, Mais cette conception de la force est si naturelle à l'esprit allemand que Stein en fait le principe de sa réforme politique. Le grand mémoire qu'il composa à Nassau, en 1807, est pénétré de cette idée[2].

« Il y a, dit-il, deux systèmes de gouvernement. Dans les conseils composés de fonctionnaires payés

1 Il est extrêmement remarquable que la même idée morale ait servi de principe à Scharnhorst, dans sa réorganisation de l'armée prussienne. Il ne nous appartient pas d'exposer ici l'œuvre de Scharnhorst. Citons seulement, d'après H. VON TREITSCHKE (*Deutsche Geschichte im XIX^ten Jahrhundert*, I, 289), une lettre caractéristique qu'il écrivait à Clausewitz, le 11 septembre 1807, c'est à-dire au moment où la Prusse paraissait au plus bas : « Nous sommes bien malheureux, malheureux au delà de toute expression. S'il était possible, après tant de désastres, de nous relever de nos ruines, qui ne voudrait tout risquer, pour planter la graine nouvelle, et qui ne mourrait de bon cœur, s'il pouvait seulement espérer qu'elle crût vigoureuse? Et pourtant, mon cher Clausewitz, cela ne se peut que d'une seule manière. Il faut donner à la nation le sentiment de sa dignité et de son indépendance; il faut qu'elle apprenne à se connaître et à se diriger. Alors seulement elle saura se respecter et se faire respecter des autres. Travailler à cela, c'est tout ce qui est en notre pouvoir. Briser les chaînes des préjugés, hâter et soigner la renaissance, écarter les obstacles, nous ne pouvons faire davantage... Nous réorganisons (l'armée) au point de vue de la formation, de l'avancement, de l'instruction, et surtout de l'esprit.... La nouvelle armée, quoique petite et de peu d'importance, exercera sa profession dans un tout autre esprit. »

2. *Mémoire* reproduit par PERTZ, I, 450-466.

se glisse facilement et habituellement un esprit mercenaire, une tendance à ne vivre que par la forme et le mécanisme du service, l'ignorance du cercle que l'on administre, l'indifférence et parfois même l'aversion à son égard, la crainte des innovations, qui augmentent le travail dont les meilleurs membres sont surchargés, tandis que les autres s'y soustraient. De plus, quand le propriétaire est exclu de toute participation à l'administration de la province, l'expérience que lui ont procurée ses relations avec ses concitoyens et l'exploitation de ses propriétés reste sans emploi. Ses désirs et les améliorations dont il a l'idée demeurent inconnus. Il est injuste qu'un propriétaire n'ait aucune influence dans sa province, tandis qu'elle est tout entière aux mains d'un fonctionnaire qui n'en use pas. On tue ainsi l'esprit politique et le dévouement à la monarchie. On nourrit le mécontentement, on multiplie les fonctionnaires, et on augmente les dépenses de l'administration. »

Stein s'appuie ici sur une maxime de Montesquieu. Les monarchies se corrompent lorsqu'on ôte peu à peu les prérogatives des corps et les privilèges des villes, lorsqu'au lieu de se borner à une inspection générale, seule digne du souverain, les princes veulent gouverner tout immédiatement par eux-mêmes. « Mon expérience personnelle, ajoute Stein, m'a profondément convaincu de l'excellence des corps représentatifs, et je les regarde comme le meilleur moyen : 1° de fortifier le gouvernement par les connaissances acquises de toutes les classes éclairées; 2° de les attacher à l'État par le seul fait de leur participation aux affaires publiques; 3° de

donner un libre jeu aux forces de la nation et de les employer au bien commun; 4° de les détourner des jouissances oisives et sensuelles, des rêveries de la métaphysique ou de la poursuite de buts uniquement intéressés; 5° enfin, de former un organe éclairé de l'opinion publique, au lieu qu'actuellement on en est réduit à la deviner d'après les rapports d'individus ou de sociétés particulières.

La conclusion s'impose : il faut une réforme du gouvernement. Le système que Frédéric II avait porté à sa perfection et qui, depuis, a si vite dégénéré, étouffe l'esprit public. Stein l'appelle fort exactement un « mécanisme ». L'État est une énorme machine qui reçoit son impulsion d'un moteur unique, et dont les citoyens ne sont que les rouages. Mais les parties d'une machine ne sont que des morceaux de fer, de fonte et d'acier inertes par eux-mêmes. Que le moteur vienne à faire défaut, voilà la machine immobile, et bientôt elle se désagrège. Il faut que désormais l'État soit non plus une machine, mais un organisme. Le mécanisme laisse sans emploi la plus grande partie des forces de la nation qui, accoutumée à demeurer passive et incapable d'initiative, se trouve aujourd'hui toute désemparée. Dorénavant la nation sera vivante. Appel sera fait aux forces inutilisées; toutes les aptitudes, toutes les bonnes volontés trouveront leur emploi. Le peuple sentira alors que les affaires publiques sont les siennes comme celles du roi. Il ne témoignera plus une désolante indifférence à la nouvelle du désastre commun. Il faut, en un mot, que l'esprit public renaisse partout, dans

les villes, dans les campagnes, dans l'armée. Le salut est à ce prix.

Telles sont les idées dont Stein s'inspira dès que le roi, abandonné par la Russie à la merci de Napoléon, eut compris que Stein était le ministre nécessaire. Rappelé par Frédéric-Guillaume III, supplié par la reine Louise, Stein accourt de Nassau à Kœnigsberg et commence aussitôt à appliquer son programme. Continuellement aux prises avec des difficultés financières presque insurmontables, il n'eut pas le temps, dans les treize mois que dura son ministère, de conduire son œuvre jusqu'au bout. Pourtant il allait vite en besogne. Huit jours après son arrivée à Kœnigsberg, le célèbre *Édit d'émancipation des serfs* était promulgué. Un projet, il est vrai, avait été élaboré, mais pour une seule province. Stein l'adopte et l'étend à la monarchie entière. A la Saint-Martin de 1810, il ne devait plus rester un seul serf dans les états du roi de Prusse. C'est la plus grande partie de la population que Stein appelle ainsi à la condition libre et à l'existence politique. A tout autre moment cette grande réforme ne se serait pas accomplie aussi aisément. Les paysans ne la réclamaient pas. Le ministre qui en aurait pris l'initiative, ce ministre eût-il été Stein, s'y serait brisé. Ce fut un remède héroïque. Réduit à la dernière extrémité, le roi avait appelé un chirurgien hardi. Il s'était remis à lui et force était maintenant de le laisser faire. Le danger n'eût pas été moindre à l'empêcher d'agir.

Le traité de Tilsitt avait enlevé à la Prusse la moitié de son territoire, et une bonne partie du reste demeurait occupée par les Français. Par suite, les

réformes de Stein ne furent d'abord appliquées que dans une portion restreinte de la monarchie et précisément dans la plus orientale. Or, c'est là que Kant avait enseigné et que son action avait été la plus profonde et la plus durable. C'est là aussi que les idées politiques et économiques d'Adam Smith, propagées par Krause et ses élèves, étaient devenues populaires. Schön, qui avait préparé le projet d'où sortit l'édit d'émancipation, était un élève de Krause et de Kant. Le terrain était donc particulièrement favorable. En outre, à Kœnigsberg, l'entourage ordinaire du roi était dépaysé. Rappelé vingt fois par jour, par mille détails, à la sensation cuisante, à l'humiliation de la défaite et de la fuite, il n'osait trop exprimer sa défiance et son mauvais vouloir contre Stein. Ce qui a réussi dans l'atmosphère kantienne de Kœnigsberg eût peut-être avorté dans l'air railleur et sceptique de Berlin.

Reste enfin à tenir compte de l'ascendant personnel de Stein. Chacun, et le roi le premier, s'y soumettait. Schön, envieux et malintentionné, en convient lui-même. Le prestige de Stein redoubla par la rapidité napoléonienne de ses décisions. Dans ce monde de fonctionnaires habitués à mûrir une question par plusieurs années de délibérations, d'enquêtes et de contre-enquêtes, les grandes réformes éclatèrent comme autant de coups de foudre. Les esprits furent frappés et l'opposition réduite au silence. On sentit que l'on était dans la main d'un homme, et que si chacun remplissait sa tâche en conscience, le résultat de la besogne serait bon. D'ailleurs, la qualité maîtresse de Stein n'était pas la patience. Accessible aux idées, il avait peu d'é-

gard aux personnes, si haut que fût leur rang. Il se savait violent et irascible. Scharnhorst lui reprochait un jour ses aspérités de caractère, et déplorait qu'une intimité affectueuse ne pût s'établir entre le roi et son ministre. « Croyez-vous que je l'ignore? répondit Stein. Mais le jour où je ne serais plus ainsi, je ne vaudrais pas mieux qu'une vieille femme. »

Lorsque Stein fut obligé, en novembre 1808, de résigner brusquement ses fonctions, il envoya à ses collaborateurs une dernière circulaire, où il exposait ce qui était fait et ce qui restait à faire[1]. La liberté et l'égalité devant la loi sont assurées à tous les sujets du roi de Prusse. Là où des privilèges subsistent encore, qu'ils disparaissent! Tolérance religieuse, égalité administrative, accès largement ouvert aux fonctions militaires et civiles, simplification des formes légales, réduction de la bureaucratie à un strict minimum, extension de l'instruction publique, établissement d'états provinciaux, promesse d'États-Généraux, liberté municipale : tels sont, d'après Stein lui-même, les grands traits de son œuvre.

Mais, dira-t-on, n'est-ce pas justement ce que la Révolution française avait fait avant lui[2]? Où donc est l'originalité de Stein? L'influence de la Révolution, en effet, n'est pas niable : Stein l'a plus d'une fois imitée, mais non pas servilement, comme voulait le faire Hardenberg. L'esprit de ses réformes est bien différent. Les assemblées françaises se réclamaient de la justice et du droit naturel; Stein se

1. Pertz, II, 265-9.
2. Cf Seeley, II, 187 sqq.

fondé sur les lois de l'économie politique et sur l'intérêt supérieur de l'État. Ce n'est pas, comme l'a bien vu M. Seeley, parce que le peuple a demandé des libertés que Stein lui en octroie : jamais le souci des classes non privilégiées ne paraît être son idée directrice. Pour que l'État prospère, il est bon que le peuple jouisse de certaines libertés ; on les lui donnera donc, et on lui enjoindra d'en user. Ce ne sont pas des droits que le pouvoir finit par reconnaître aux citoyens; quand il est devenu impossible de les leur refuser : ce sont des devoirs nouveaux qu'on leur impose. Par exemple, la loi élaborée par Stein, sous le nom d'*Ordonnance municipale*, est extrêmement libérale. Elle confie aux villes l'administration de leurs affaires et de leurs finances, laisse les municipalités à l'élection, et fait participer leurs représentants à l'administration provinciale. Mais aussi est-ce une obligation stricte pour tout fidèle sujet d'accepter des fonctions municipales (non rétribuées), s'il est élu : c'est un devoir envers la patrie, c'est une dette qu'il faut payer.

Stein n'avait pas eu à satisfaire de revendications passionnées. Il ne s'en faisait point entendre, et probablement Stein ne les eût pas écoutées. S'il appelle les particuliers à la vie publique, c'est que leur expérience peut être utile et que leur concours gratuit diminuera les frais d'administration. Les droits qu'on leur accorde ne sont donc pas un don gracieux, mais une invitation pressante à collaborer activement à la prospérité de l'État. Stein demeure beaucoup moins près, malgré les apparences, de la Révolution française que de Frédéric II. Il poursuit le même but que le grand roi de Prusse. Seulement il

croit préférable de suivre une autre méthode. Il reste néanmoins dans la tradition prussienne, puisqu'il se propose toujours, non les droits et le bonheur des individus, mais le bien et la grandeur de l'État. Le temps a justifié pleinement le sens politique de Stein. Tout ce qui, dans son œuvre, se conciliait avec l'esprit de la monarchie prussienne a réussi du premier coup et a subsisté. Le peu qui s'en éloignait, par exemple le projet d'États-Généraux, a avorté.

CHAPITRE V

STEIN ET L'IDÉE DE L'UNITÉ ALLEMANDE.

Parmi ceux qui, hors de Prusse comme en Prusse, avaient suivi avec une anxieuse sympathie les efforts de Stein pour tirer ce royaume de sa situation plus que critique, personne ne s'était mépris sur leur portée. Aux yeux des patriotes allemands, l'œuvre de Stein signifiait, comme les discours de Fichte, « courage, résistance, espoir ». Le relèvement de la Prusse était à la fois une fin en lui-même, et un moyen pour atteindre une fin plus haute et plus éloignée, la reconstitution de l'Allemagne. C'est pourquoi, chassé de Prusse sur l'ordre de Napoléon, déclaré suspect et ennemi public, Stein n'est pas pour cela réduit à l'inaction. Il cesse d'être ministre prussien, il se retrouve prince allemand. Désormais il sera tout entier aux intérêts de la patrie commune. Puisqu'il ne peut plus la servir indirectement, en travaillant à régénérer la Prusse, il se proposera désormais le bien de l'Allemagne dans son ensemble. Il se fera l'avocat de son unité. Mais ici les difficultés passeront son pouvoir, et il y sera moins heureux.

Stein avait demandé asile à l'Autriche, qui se préparait alors à une nouvelle guerre contre Napoléon. Les hommes d'État autrichiens rendaient justice aux talents extraordinaires de Stein : ils n'essayèrent cependant pas d'en tirer parti. Peut-être craignaient-ils de provoquer la colère de Napoléon, jusqu'au moment où la guerre fut ouvertement décidée. Peut-être aussi les habitudes autrichiennes se fussent-elles mal accommodées de la raideur de Stein et de la rapidité impérative de ses décisions. Toujours est-il que Stein, qui résidait en Autriche, et qui était en relations suivies avec Gentz, ne pouvait s'empêcher de donner les avis qu'on ne lui demandait pas. Il envoie à Vienne le projet d'une ligue allemande contre Napoléon[1]. « Il faudrait maintenant, dit-il, rappeler à chaque Allemand ses devoirs envers la patrie commune, le sommer de les remplir, commencer la lutte contre l'ennemi du genre humain et de l'Allemagne; et ceux qui refuseraient de faire leur devoir, les menacer du châtiment que l'on inflige aux traîtres à leur pays. » Allusion directe aux états allemands compris dans le *Rheinbund*, depuis Bade jusqu'à la Saxe, qui fournissent des troupes à Napoléon, et qui trouvent dans cette confédération honneur et profit. Ils ne sont pas d'humeur à abandonner un allié de cette taille. Jamais ils ne s'y résoudront de bon gré. Stein le sait bien : aussi, pour les en détacher, compte-t-il moins sur la persuasion que sur la violence. Il ne reculerait point devant les mesures extrêmes. C'est ainsi que plus tard il conseillera au roi de Prusse

1. Pertz, II, 391 (*Lettre à Gentz*).

de suspendre tous les titres de noblesse existants, sauf à les rétablir dans la suite pour ceux qui auront fait leur devoir devant l'ennemi.

Stein parle, sans autre explication, des devoirs de tout Allemand envers la patrie commune. C'est, selon lui, une chose qui va de soi. Mais ces devoirs, beaucoup les ignoraient; cette patrie commune n'existait encore que pour quelques patriotes. En ce moment même, Fichte avait besoin de toute son éloquence pour en réveiller l'idée. L'Allemagne du sud et de l'ouest ne se sentait pas solidaire de l'Allemagne du nord. Au contraire, on se trouvait pour ainsi dire dans une sorte d'interrègne. L'unité, purement nominale d'ailleurs, du Saint-Empire avait disparu; l'unité vivante d'une Allemagne nouvelle n'avait pas encore apparu : les jalousies, les antipathies, les malveillances séculaires entre voisins se donnaient libre jeu. Au sud-ouest, on ne se rendait pas bien compte des réformes de Stein et de Scharnhorst. On voyait toujours en la Prusse le pays de fonctionnaires durs et oppressifs, de discipline étroite et formaliste, qui inspirait à la fois défiance et aversion. Les Badois, les Wurtembergeois, les Saxons, les Bavarois n'avaient point compati à son malheur. Fiers des victoires remportées sous les aigles de Napoléon, beaucoup portaient avec orgueil la croix d'honneur gagnée sur les champs de bataille. Les Bavarois s'étaient même trouvé une parenté étroite avec les Français. Ils étaient plus Gaulois que Germains : l'ethnographie le démontrait. Stein avait beau parler de la « patrie commune », tous ces Allemands du sud n'étaient guère disposés à l'entendre. Pour les ramener à ce

qu'il appelait leur devoir, il n'avait pas tort de dire que la force serait nécessaire.

En attendant, il adresse au comte Stadion un mémoire (mars 1810) sur l'instruction publique[1]. Il y exprime sa conviction inébranlable, qu'à la longue la force morale doit l'emporter sur la force matérielle. En même temps, il insiste sur les moyens de préparer l'Allemagne à un soulèvement contre la domination française. « Les écrits, dit-il, agissent sur les Allemands plus que sur les autres peuples, à cause de leur goût pour la lecture, et à cause du grand nombre de gens sur qui les établissements d'instruction ont une influence plus ou moins directe. L'amour de la lecture est chez les Allemands une conséquence de leur naturel tranquille, de leur goût pour une vie calme, et aussi de leur constitution politique, qui confie la gestion des affaires publiques à un petit nombre de fonctionnaires et non pas à la nation. Par conséquent, lors même que le mauvais principe (les Français) devrait remporter par la force des armes une victoire momentanée, on pourrait arriver cependant à un triomphe par l'idée et par l'opinion. » Et comme toujours, Stein passe insensiblement de ces observations psychologiques et de ces considérations générales à des conseils précis et pratiques. « L'Autriche devrait mieux se servir des savants pour agir sur l'opinion publique en Allemagne, — montrer plus de respect pour la science, — mettre moins d'obstacles à la diffusion des idées; tâcher en un mot de perdre sa réputation de puissance réactionnaire et ennemie

1. Pertz, II, 429.

des lumières. » Il faudrait surtout animer l'éducation d'un autre esprit. (Stein se rencontre ici avec Fichte.) L'éducation ne doit pas se proposer pour but de mettre l'homme en possession de capacités mécaniques et d'une certaine somme de savoir. Elle doit faire en sorte que l'esprit national et guerrier s'éveille dans le peuple, et que les connaissances militaires indispensables soient partout enseignées.

Comme Arndt, comme d'autres patriotes encore, Stein avait les yeux constamment tournés vers l'Espagne. L'insurrection spontanée d'un peuple entier contre l'envahisseur, son opiniâtreté héroïque, son mépris chevaleresque de la supériorité militaire des Français, tout cela paraissait à Stein un exemple, un encouragement et un sujet d'émulation pour l'Allemagne. Il oubliait que l'unité nationale de l'Espagne était accomplie depuis des siècles, et son unité religieuse intacte, tandis que l'Allemagne, divisée par la Réforme, était de plus morcelée politiquement : l'unité nationale n'étant même pas une espérance commune à tous les Allemands. Encore en 1809, Stein avait vu les princes de la *Ligue du Rhin* marcher allègrement avec Napoléon contre l'Autriche. Évidemment il n'y a rien à espérer tant que l'Empire français sera debout. Et qui se chargera de l'abattre? Le génie de Napoléon paraissait invincible, et sa puissance inébranlable. Ce fut là, de 1809 à 1812, le moment le plus sombre pour les patriotes allemands, qui voyaient l'Autriche encore une fois battue et diminuée, la Prusse mutilée depuis Iéna et soumise à son vainqueur, et pour comble, le reste de l'Allemagne enchaîné à la fortune de Napoléon. Il fallait l'énergie d'un Stein

pour garder en l'avenir une confiance paradoxale.

Mais bientôt la campagne de Russie remet tout en question. La pensée de Stein devance des événements qu'il ose à peine espérer. Que deviendrait l'Allemagne si Napoléon était vaincu? Le Saint-Empire ne se relèvera point : Napoléon lui a porté le coup mortel. Mais plus encore que la tyrannie de Napoléon, la lâcheté des princes allemands ses alliés a rendu impossible la restauration de l'ancienne Allemagne. Ne se sont-ils pas condamnés eux-mêmes, ces princes « esclaves ornés de titres, prévôts de bas étage, qui rachètent leur existence toujours menacée au prix du sang et des biens de leurs sujets? » De là, dit Stein, le désir *universel* en Allemagne d'une constitution qui serait fondée sur les principes suivants : concentration énergique et unification des forces allemandes. Stein prend son désir pour le désir de tous : l'expérience allait le détromper durement. Loin que l'unanimité existât, jamais le particularisme n'avait été plus fort; jamais les états moyens (Wurtemberg, Bavière, etc.) n'avaient été aussi puissants et aussi conscients de leur individualité distincte.

« Si je pouvais par enchantement, ajoute Stein, faire revivre un état où l'Allemagne fût florissante et pleine de force, je la ferais renaître sous nos grands empereurs du xe au xiiie siècle, qui maintenaient, par leur seule volonté, la constitution allemande, et qui étendaient leurs lois et leur protection sur plusieurs peuples étrangers[1]. » A maintes reprises Stein a exprimé ce vœu : nouvelle preuve,

1. Pertz, III, 46-47.

après tant d'autres, que les meilleurs esprits n'échappent pas tout à fait aux engouements de leurs contemporains. Le moyen âge allemand, longtemps ignoré, venait d'être exhumé par les romantiques, qui en exaltaient l'art, la poésie et la foi. Stein n'a certes rien de commun avec un Novalis ou un Brentano : il cède néanmoins, lui aussi, à l'attrait irrésistible du moyen âge, et mêle à ses conceptions politiques un grain de romantisme. Ce n'est d'ailleurs que le rêve d'un instant. En fait, l'Allemagne ne peut retrouver actuellement sa glorieuse unité de l'époque féodale. La forme fédérative lui est imposée par son histoire. Mais au moins que ce ne soit plus sur les bases du traité de Westphalie : que l'Allemagne soit délivrée enfin de cette loi que l'étranger vainqueur lui a donnée, afin d'y entretenir la discorde, de paralyser ses forces et de laisser libre jeu aux influences du dehors. Que désormais le lien fédéral soit étroitement serré, et que les petits états allemands cessent de jouer à la grande puissance !

Telles sont les idées dont Stein se fit l'avocat infatigable près du tzar, sachant bien qu'il avait peu de chances de les voir adopter soit par la Prusse, soit par l'Autriche. Ces puissances poursuivaient leur intérêt propre en premier lieu, et ensuite l'intérêt allemand, en tant qu'il se confondait avec le leur. Stein, au contraire, visait d'abord à l'intérêt de l'Allemagne, et n'hésitait point à subordonner à l'avantage de la « patrie commune » les visées particulières des puissances allemandes, même des plus grandes. Appelé à Pétersbourg, lorsque la guerre avec Napoléon parut iné-

vitable, Stein présenta à Alexandre Ier un mémoire sur la constitution future de l'Allemagne, qui est d'une importance capitale[1]. L'idée de l'unité allemande s'y dégage en pleine lumière, et Stein rejette définitivement les débris d'un passé qu'il croit bien mort. Il soumet au tzar le plan d'une Allemagne nouvelle, sous la forme d'un programme politique net et précis.

« Avant tout, ne pas rétablir l'ancien état de choses. Les traités de Westphalie ont été néfastes; ils ont réduit l'Allemagne à l'impuissance pour plus d'un siècle : or il est de l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe que l'Allemagne ne soit pas ainsi paralysée. »

Mesurez à ces paroles le chemin parcouru depuis la *Ligue des Princes*, et l'orientation nouvelle que prend l'esprit d'un homme d'État clairvoyant. En 1785, l'impuissance politique du corps allemand est vantée comme un avantage pour lui, et comme une garantie de paix pour l'Europe : le traité de Westphalie est la sauvegarde de la « liberté allemande »; l'Europe se doit de le maintenir, et les Allemands, de prendre les armes au besoin pour le défendre. En 1812, ce même traité est appelé « néfaste ». Un patriote comme Stein y voit la cause première de la faiblesse et des humiliations de l'Allemagne. Comment s'explique un revirement si complet? Sans doute les guerres de la Révolution et de l'Empire y ont été pour beaucoup; mais il faut tenir compte aussi du flux et reflux des grands courants d'idées. Le cosmopolitisme, nous l'avons vu, avait préparé

1. *Denkschrift über Deutschlands künftige Verfassung*. Saint-Pétersbourg, 18 sept. 1812. — PERTZ, III, 140-144.

lui-même le réveil des nationalités. L'idée d'humanité avait épuisé — momentanément, — ce qu'elle avait de vertu : à sa place grandissait l'idée de patrie. Et pour Stein, pour Fichte, pour Arndt, sinon encore pour la masse ignorante et attachée à ses maîtres traditionnels, cette patrie ne pouvait être que l'Allemagne entière, l'Allemagne unifiée. Mais comment la constituer?

Trois solutions, dit Stein, se présentent :

1° Une monarchie allemande : l'unité accomplie, un seul pouvoir souverain, et tout le reste également soumis à ce pouvoir, réserve faite des droits civils et politiques que tout homme libre doit posséder.

2° Partager l'Allemagne entre la Prusse et l'Autriche, en suivant la ligne du Mein, et rétablir la dignité impériale en faveur de l'une d'elles.

3° Laisser subsister, outre l'Autriche et la Prusse, un petit nombre d'états relativement indépendants; mais les contraindre à se confédérer, ceux du Nord avec la Prusse, ceux du Sud avec l'Autriche, et leur ôter ainsi la faculté d'agir en puissances indépendantes, de traiter directement avec l'étranger, etc. »

« De ces trois solutions, la première serait la meilleure, mais on la jugera sans doute peu praticable. La plus facile à faire accepter sera la troisième. » Aux yeux de Stein, c'est un pis-aller. Il croit faire une grande concession en s'y résignant, en souffrant que l'unité allemande demeure imparfaite, et qu'il subsiste des états « relativement indépendants » dans l'État. Il était loin de compte. Son pis-aller était un idéal encore inaccessible. Dans son désir passionné de voir se réaliser l'unité de l'Allemagne, il négli-

geait d'apprécier exactement les forces encore considérables qui agissaient en sens contraire.

Stein aurait pu s'en convaincre en voyant comme il était peu compris. On se trompa, ou l'on put feindre de se tromper sur ses intentions. L'attitude désintéressée qu'il prit au milieu des prétentions rivales, après la campagne de Russie, lui valut des reproches contradictoires. Les Prussiens l'accusèrent de trahir les intérêts de la monarchie qu'il avait si longtemps et si glorieusement servie. Les autres le soupçonnaient au contraire d'abuser au profit de la Prusse de son influence auprès du tzar. Dans une lettre remarquable du 20 novembre 1812[1], Stein repousse énergiquement cette accusation. Son but, ses espérances et aussi ses appréhensions, il dit tout avec une franchise hautaine. « Je regrette, écrit-il au comte Münster, que votre Excellence suspecte en moi un Prussien, et découvre en elle-même un Hanovrien. *Je n'ai qu'une patrie, qui s'appelle l'Allemagne.* D'après l'ancienne constitution, je n'appartenais qu'à elle seule.... Je lui suis dévoué de tout mon cœur. A mes yeux, dans ce moment critique, les dynasties sont tout à fait indifférentes; elles ne sont que des instruments. Mon désir est que l'Allemagne devienne grande et forte, qu'elle recouvre son indépendance, sa liberté et sa nationalité, et qu'elle soit en état de les défendre, malgré sa position entre la France et la Russie. C'est l'intérêt de la nation et de toute l'Europe.... Ma devise est l'*unité*, et, si l'unité n'est pas possible, au moins une transition, un acheminement à l'unité. Mettez

1. Citée par Seeley, III, 191.

ce que vous voudrez à la place de la Prusse; fortifiez l'Autriche en lui donnant la Silésie, la marche de Brandebourg et l'Allemagne du Nord, en excluant les princes exilés; ramenez la Bavière, le Wurtemberg et Bade à leur situation d'avant 1802; rendez en un mot l'Autriche maîtresse de l'Allemagne : j'y consens, si cela est bon, si cela est praticable. Seulement, cessez de penser à vos vieilles querelles de Montaigus et de Capulets. Si la lutte sanglante que l'Allemagne a soutenue pendant vingt ans de revers et à laquelle elle est appelée de nouveau, doit se terminer par une farce, à aucun prix je ne voudrais y être mêlé d'aucune façon, et je retournerai avec joie et en toute hâte à la vie privée. »

Dans les premiers temps, les événements parurent tourner au gré de Stein. Au printemps de 1813, c'est lui qui détermine le tzar indécis à poursuivre l'armée française sur le territoire allemand. Les Russes n'avaient guère moins souffert que les Français de cette terrible campagne d'hiver. « Nous devons beaucoup au baron de Stein, écrivait plus tard Gneisenau; peut-être que sans lui jamais les armées russes n'auraient passé la Memel. » Entrer en Allemagne, y pénétrer le plus avant et le plus rapidement possible, forcer la Prusse, puis l'Autriche à se déclarer contre Napoléon et traiter en ennemis les princes allemands qui lui resteraient fidèles : tel est le plan que Stein fait adopter au tzar, et rien ne lui coûte pour en assurer le succès. La Prusse se souvenait d'avoir été abandonnée par la Russie en 1807; elle hésitait, se méfiait, voulait des garanties. C'est Stein qui força pour ainsi dire la main à Knesebeck, l'envoyé du roi de Prusse près du tzar,

et qui fit signer la convention de Kalisch, source de tant de difficultés futures. On l'a accusé d'avoir été plus Russe qu'Allemand en cette occasion, et d'avoir trahi les intérêts de son ancien maître. La conduite de Stein ne justifie pas ce reproche[1]. Il pressentait bien la question de Pologne, et on sait aujourd'hui qu'il n'avait pas une confiance aveugle dans le désintéressement de la Russie. Seulement cela était secondaire à ses yeux pour le moment. Un intérêt majeur primait les autres : il fallait à tout prix que la guerre contre Napoléon continuât, et que la Prusse y fût entraînée. Le reste se réglerait plus tard, après la victoire. Stein l'emporta. Frédéric-Guillaume III, fort irrité contre lui, n'en dut pas moins signer le traité de Breslau, le 19 mars, avec les Russes, après avoir déclaré la guerre à la France le 16 mars, et lancé le 17 le célèbre « *Appel à mon peuple* » qui donna le signal du soulèvement dans l'Allemagne du nord.

Mais l'enthousiasme patriotique ne gagne pas, comme Stein l'avait espéré, le reste du pays, et bientôt l'unité politique de l'Allemagne future, objet suprême de ses efforts, se trouve gravement compromise. Il put s'en apercevoir dès le mois d'août 1813. A Prague, pendant l'armistice décisif, il présente aux souverains un nouveau mémoire sur la réorganisation de l'Allemagne. Il y insiste derechef sur la nécessité de faire de l'Autriche et de la Prusse deux puissances de premier rang, et de leur subordonner définitivement les autres états de l'Allemagne; il demande en outre le rétablissement

1. Voir sur ce point, SEELEY, III, 90 sqq.

de la dignité impériale pour l'Autriche, et l'institution d'un Parlement pour l'Allemagne entière. Hardenberg semble à ce moment favorable au moins en partie à ces vues, mais le prince de Metternich y est résolument hostile. Il voit en Stein et en ses amis de vrais jacobins du nord. « Il ne savait ce qu'il trouvait de plus terrible : les menaces que Stein proférait contre les princes du *Rheinbund* alliés de Napoléon, la prétention de la Prusse à annexer la Saxe, l'appel au soulèvement des populations, ou la promesse d'un Parlement allemand[1]. » Gentz était persuadé que si on laissait faire, l'Allemagne courait à une révolution.

C'est pourquoi Metternich, aussitôt entré dans la coalition, prend le contrepied des projets de Stein. Au lieu de traiter en ennemis les princes alliés de Napoléon, de les déclarer traîtres à la patrie et déchus de leur pouvoir souverain, au lieu de provoquer contre eux le soulèvement de leurs sujets, Metternich les presse de se joindre aux puissances confédérées, et leur propose les conditions les plus douces. A Ried, à Fulda, pour prix de leur défection, il leur assure la totalité de leur territoire actuel, et leur garantit leur souveraineté : il les confirme enfin dans la possession de tout ce que Napoléon leur a donné. Autant de coups de poignard dans le cœur de Stein. « Je ne puis, disait-il, contenir mon indignation. » C'en est fait, l'unité allemande redevient impossible, et tout va finir par « une farce ».

En effet, l'occasion perdue ne se retrouvera qu'en

1. H. von Treitschke, *Deutsche Geschichte im XIX^ten Jahrhundert*, I, p. 491

1866. Encore faudra-t-il que la France accumule fautes sur fautes pour la faire renaître. Le génie politique de Napoléon ne s'y était pas trompé. Quand il agrandissait ses alliés du *Rheinbund*, quand il érigeait la Bavière et le Wurtemberg en royaumes, il ne récompensait pas seulement les services rendus : il consolidait ainsi des états trop faibles pour devenir jamais un danger pour la France, et assez forts cependant pour empêcher soit la Prusse, soit l'Autriche de dominer sans contrepoids en Allemagne. Il prévenait la concentration de toutes les forces allemandes en une seule main. Il garantissait la France de toute crainte de ce côté. Bien mieux, ces états secondaires, pour défendre leur autonomie contre les deux grandes puissances allemandes, devaient naturellement s'appuyer sur la France leur voisine, et lui fournir le moyen d'intervenir au besoin dans les affaires de l'Allemagne. Stein l'avait compris. Dans la haine dont il poursuivait les rois de Bavière et de Wurtemberg n'entrait pas seul le ressentiment d'un patriote contre les alliés de l'ennemi public. Stein prévoyait que la souveraineté de ces états moyens serait la grosse pierre d'achoppement sur le chemin de l'unité allemande. Cette pierre, il fallait l'enlever à tout prix. Un prétexte excellent s'offrait, non pas même un prétexte, mais une raison légitime, puisqu'en acceptant tant d'avantages des mains de Napoléon, ces princes s'étaient rendus dignes des châtiments les plus sévères. Les ramener à leurs anciennes limites, les réduire à l'état de grands vassaux, c'eût été encore user de clémence. Leur laisser tout, comme le faisait M. de Metternich, c'était à la fois, selon Stein,

commettre une injustice, et causer à l'Allemagne un préjudice peut-être irréparable.

Dès ce moment la partie était perdue. Stein pourtant ne l'abandonne pas. S'il désespère d'obtenir le bien qu'il avait rêvé, au moins veut-il circonscrire le mal. Il ne se lasse pas de représenter aux souverains que l'unité politique de l'Allemagne serait la meilleure garantie de la paix pour l'Europe. Le tzar n'entend pas trop de cette oreille; l'Angleterre non plus : d'ailleurs pouvait-on revenir sur les traités signés en 1813 avec la Bavière, le Wurtemberg et Bade? Le 17 février 1815[1], Stein présente un mémoire sur le rétablissement de la dignité impériale en Allemagne. La question était à l'ordre du jour, et la proposition avait été faite de différents côtés dans la presse : mais les arguments que Stein développe sont bien à lui, et tout à l'honneur de sa perspicacité. Il prévoit et décrit à l'avance le déplacement qui amènera peu à peu le centre de gravité de l'Allemagne à coïncider avec celui de la Prusse, tandis que la position de l'Autriche paraîtra de plus en plus excentrique. « Entre toutes les puissances allemandes, dit-il, c'est surtout la Prusse qui, par sa position centrale au milieu de l'Allemagne, a un intérêt majeur à la voir fortement constituée et sagement administrée. Elle doit craindre plus que toute autre de voir dépérir les établissements militaires communs, troubler la tranquillité intérieure, etc. C'est elle qui profitera le plus de la liberté du commerce, parce qu'elle possède, avec de grands fleuves, une surabondance de produits

1. Pertz, IV, 744.

agricoles et industriels qu'il lui importe de voir circuler librement. (N'est-ce pas là un pressentiment du Zollverein?) La situation géographique de l'Autriche la place au contraire *à côté de* l'Allemagne. Les forteresses fédérales ne couvrent point immédiatement ses frontières, son commerce se dirige vers le Danube et la mer Adriatique; les dissensions intérieures de l'Allemagne ne l'intéressent que faiblement... Si l'on admet que l'Autriche a un moindre intérêt à l'Allemagne que la Prusse, et qu'il existe même en elle *des principes qui tendent à une séparation;* si l'on croit cependant que l'union de l'Autriche et de l'Allemagne est indispensable pour celle-ci et utile aux intérêts de l'Europe en général, on conviendra alors qu'il est nécessaire d'établir un lien constitutionnel qui unisse solidement l'Autriche à l'Allemagne. » Cinquante ans plus tard, le prince de Bismarck n'aura rien à changer aux prémisses de Stein, mais il en tirera une conclusion opposée. Stein tient pour la *grande Allemagne*, et, prévoyant que le lien qui unit l'Autriche au reste du corps germanique ira se relâchant de plus en plus, il propose d'en nouer un autre plus solide. Le ministre prussien, qui est partisan, et pour cause, de la *petite Allemagne*, tranchera au contraire ce lien d'un seul coup. Il expulsera l'Autriche de l'Allemagne, quitte à en faire, quelques années plus tard, son alliée et son avant-garde vers l'Orient.

Mais en 1815, ni la Prusse n'eût consenti à laisser la dignité impériale revenir à l'Autriche, ni l'Autriche ne se fût souciée de reprendre cette charge. Ce projet de Stein échoua donc comme les autres. On a publié récemment son *Journal* pendant le

Congrès de Vienne[1]. Le ton en est d'une tristesse mal résignée. Il laisse percer l'amertume des déconvenues. Stein se trouvait dans une situation fort pénible à un homme d'action. Il sentait que ses conseils, encore écoutés par déférence, ne seraient plus suivis. L'autorité des services rendus compte peu en politique, quand un homme n'est plus en état d'en rendre de nouveaux. On le traitait avec honneur; les souverains lui témoignaient de la considération; mais les affaires se décidaient sans lui, et comment? au milieu des bals, des fêtes, de la frivolité et de l'immoralité la plus criante. Quel mépris dans la silhouette que Stein trace de Metternich, réglant des tableaux vivants, et étalant lui-même le fard sur les joues des dames! Dans la pensée de Stein, la Confédération germanique établie tant bien que mal par le Congrès de Vienne exprimait bien la bassesse et la mesquinerie de ceux qui y avaient siégé. L'œuvre valait les ouvriers.

Stein ne se consola point d'avoir vu l'écroulement de ses espérances, et l'Allemagne, si près, semblait-il, de l'unité en 1814, condamnée de nouveau à la division politique. Mais ne s'était-il pas abusé lui-même? n'avait-il pas cru trop légèrement à la possibilité d'unir l'Allemagne entière sous un seul chef, ou seulement de joindre à la Prusse toute l'Allemagne du nord, et toute l'Allemagne du sud à l'Autriche? En fait, les patriotes comme Stein, prenant pour devise : l'unité et rien que l'unité, étaient fort rares. La plupart d'entre eux, Hano-

1. *Historische Zeitschrift*, 1888, p. 385-467 : *Tagebuch des Freiherrn vom Stein während des Wiener Congresses*, publié par Max Lehmann.

vriens, Hessois, etc., pour ne rien dire des Prussiens, tenaient à leur petite patrie dans la grande, et n'auraient pas voulu l'y voir absorber. L'Autriche était résolument opposée à l'unité. Quinze millions d'Allemands, dans l'ouest, avaient pris l'habitude de joindre leurs intérêts à ceux de la France, et de partager la gloire et le profit de ses victoires. A peine si des sacrifices trop lourds, si la défaite même commençaient à les dégoûter de cette puissante alliance. Leurs princes, en abandonnant Napoléon, lui en expriment leurs regrets, et protestent qu'ils ne cèdent qu'à la nécessité : tout prêts à revenir à lui, si la fortune des armes lui était de nouveau favorable. On le vit bien à leur attitude, quand Napoléon reparut, sortant de l'île d'Elbe. Loin de prêter un concours actif aux puissances coalisées, ils montrent une mauvaise volonté opiniâtre. Le Wurtemberg et la Bavière interdisent la levée des volontaires sur leur territoire. Ils se refusent à organiser une landwehr, ou bien ils en font un prétexte pour désarmer les habitants. En Bavière, le ministre Montgelas (*der undeutsche Montgelas*, dit M. de Treitschke) menace d'expulser les agents de Stein quand ils veulent constater l'état des lazareths. Le roi Frédéric de Wurtemberg ne veut pas recevoir dans ses hôpitaux de blessés étrangers ; — c'est ainsi qu'il désigne les Autrichiens. Il les laisse dans la rue, et l'on est obligé d'enfoncer les portes. Enfin, entre ces Allemands du sud et les Prussiens le mauvais vouloir traditionnel n'a fait que s'aigrir, et la fraternité d'armes ne vient pas le corriger. Nulle part ils ne combattent côte à côte. A Waterloo, les Prussiens seuls sont présents.

Ainsi, lorsque Stein parle d'un « désir universel de l'unité », c'est une hyperbole patriotique. En réalité, ce désir n'était net que chez quelques-uns. Il manquait à beaucoup, et demeurait vague chez les autres, sans une vue exacte des sacrifices que l'unité eût entraînés. Les diplomates du Congrès de Vienne sont donc fort excusables de n'y avoir pas déféré. Bien mieux, quand ce désir aurait été universel et pressant, le Congrès de Vienne n'y eût sans doute pas obéi davantage. Au fond, — et nous touchons ici à la cause essentielle de l'échec de Stein, — l'idée de l'unité allemande, telle qu'il l'entend, est issue de la Révolution : quel accueil pouvait faire à cette idée le Congrès de Vienne, chargé d'organiser la victoire de la contre-révolution? Voilà pourquoi Metternich appliquait à Stein l'épithète, si étrange à nos yeux, de Jacobin. Stein proclame que les princes de la *Ligue du Rhin* ont trahi l'Allemagne, et que cette trahison crie vengeance. Il veut les déclarer déchus de tous leurs droits, et les déposséder au moins de leur souveraineté. Mais, aux yeux de Metternich, leur conduite n'est pas si coupable. Cette patrie allemande, qu'on les accuse d'avoir livrée, pouvait-elle les défendre contre leur puissant allié? Elle n'existait qu'en idée, et Napoléon était terriblement réel. L'Autriche même a dû plus d'une fois composer avec lui. Au contraire, ce qui est dangereux, ce qui est criminel, c'est le langage de Stein. Il parle comme d'une chose toute naturelle, de déposer des princes, de suspendre leurs droits, de les déposséder; comme si l'Allemagne n'avait pas été assez bouleversée, les esprits assez agités, déconcertés par des changements continuels, ébranlés dans leur

foi naïve et sainte en l'autorité de leurs maîtres. Mais qu'attendre d'un homme qui parle constamment de la part qu'il faut donner à la nation dans le gouvernement, et qui réclame même un Parlement pour l'Allemagne? Non, s'il était possible d'effacer vingt-cinq ans de l'histoire, et de reporter l'Europe à l'année 1789, ce serait évidemment le mieux. Mais, puisqu'on ne peut détruire toute l'œuvre de la Révolution, ni restaurer entièrement ce qui n'est plus, à tout le moins que l'on n'augmente pas les ruines. Il faut réparer et consolider ce qui reste. Il faut se garder surtout de toucher au prestige des princes, étendre leur autorité au lieu d'y imposer des bornes, et ôter des esprits les exigences intolérables qu'y a fait naître la Révolution.

En un mot, du point de vue de la politique positive, la pensée de Stein n'était pas praticable. Aux yeux d'un spectateur impartial, l'Allemagne n'était pas prête pour l'unité politique. Aux yeux de la Sainte-Alliance, l'idée de l'unité allemande ne pouvait paraître que révolutionnaire. Il était donc impossible qu'elle se réalisât en 1815 : il fallait qu'auparavant la contre-révolution, alors toute-puissante, eût épuisé ses forces. Aussi, malgré les efforts des patriotes, l'idée de l'unité nationale ne fera de sérieux progrès qu'après que des secousses successives auront ébranlé d'abord, puis jeté bas le système politique édifié par Metternich.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I

L'ÉCOLE ROMANTIQUE. — ARNDT
FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DE BERLIN.

I

Stein avait mal apprécié l'importance des difficultés que soulevaient ses projets, et les événements ne tardèrent pas à lui faire sentir sa méprise. Mais il ne lui en reste pas moins le mérite d'avoir vu et dit l'essentiel. « L'Allemagne, pour être forte, doit être une; — pour être une, elle doit revêtir une forme nouvelle, et achever de dépouiller celle que lui avait imposée, pour son malheur, le traité de Westphalie. » Et Stein a mis son énergie, son talent et son influence, au service de cette « patrie commune », que tant d'Allemands ignoraient encore. Pourtant, s'il est le premier, il n'est pas le seul. D'autres ont servi comme lui, à ce moment, l'idée d'une Allemagne nouvelle. Je ne parle pas seulement de ses collaborateurs politiques, tels que Arndt, Scharnhorst, Gneisenau et les autres : j'entends les poètes, les littérateurs, les critiques, tous

ceux qui, sans avoir de visées politiques, exercent une action directe sur l'esprit public.

Dans les dix dernières années du XVIIIe siècle, le romantisme s'était peu à peu substitué à l'esprit classique[1]. Ces jeunes écrivains, tout en se séparant de leurs prédécesseurs et de leurs maîtres, n'ont pas davantage le souci de la patrie, de ses intérêts politiques, de sa grandeur matérielle, ou de sa puissance militaire. Ils sont, eux aussi, cosmopolites : mais ce n'est plus le même cosmopolitisme. Les poètes classiques, uniquement attentifs à leur idéal de beauté pure, se détournaient d'un présent sans grandeur et d'un passé barbare à leurs yeux : ou plutôt, quelle que fût la matière de leur œuvre, ils rêvaient surtout de lui donner la perfection de la forme grecque. Les romantiques veulent au contraire revivre le passé, pénétrer dans l'âme de tous les peuples, entrer dans le sens de toute poésie originale. L'exotique leur plaît, non pas comme à Gœthe, en tant qu'humain, mais en tant qu'exotique précisément. Le détail pittoresque les intéresse, l'art ingénu et primitif les ravit. Les leçons de Herder n'ont donc pas été perdues. L'homme que les poètes veulent peindre n'est plus l'homme abstrait, général et quelconque, du XVIIIe siècle : c'est l'homme avec les caractères distinctifs de sa race et de son pays, avec son art, sa langue, ses mœurs, sa poésie, sa religion.

Ainsi nous voyons l'école romantique s'enthousiasmer tour à tour, et même à la fois, pour le Dante, pour les Romanceros espagnols, pour Cer-

1. Voir, sur l'école romantique, ROBERT HAYM, *Die romantische Schule*. Berlin, 1870.

vantes, pour Calderon, pour Shakespeare, pour la poésie provençale, pour celle de l'Orient, de la Perse et de l'Inde, que sais-je encore? Ce goût de la couleur et du détail, cette curiosité amoureuse du passé, cette passion de restitution, tout cela indique un esprit nouveau. Un mouvement historique sortira de là. Naturellement la réaction continue contre les tendances utilitaires sèches et rationalistes que Fichte avait si sévèrement condamnées. La jeunesse en est décidément ennemie : elle veut autre chose. En faut-il un meilleur exemple que Louis Tieck, le fondateur même de l'école romantique? Envoyé par son père à l'université de Halle, il s'y ennuie à périr, et la « philosophie populaire » que les professeurs y enseignent lui paraît parfaitement plate et insignifiante. Mais il vient à Nuremberg par hasard, et aussitôt il est sous le charme. C'est un enchantement. Tout parle à son imagination dans cette ville d'une antiquité si fraîche et si harmonieuse, et où l'Allemagne du XVIe siècle nous apparaît encore non pas conservée, mais vivante. En 1803, Tieck publie les *Chants d'amour* (*Minnelieder*) *de l'époque souabe*. Ce fut, dit M. Haym, le premier appel qui alla vraiment au cœur de nos compatriotes, pour les supplier de prêter enfin quelque attention aux trésors de leur vieille littérature. Jacob Grimm raconta plus tard à Tieck que cet ouvrage lui avait pour ainsi dire révélé ce « monde de poésie », et l'avait encouragé à y porter l'effort de son travail[1]. On édita les grandes épopées allemandes du moyen âge ; on se

1. R. Haym, *Die romantische Schule*, p. 812.

prit d'enthousiasme pour les artistes inconnus qui ont construit la cathédrale de Cologne; on glorifia Albert Dürer : on ressentit enfin pour ce passé lointain de l'Allemagne autant de fervente piété que vingt ans auparavant l'on témoignait d'indifférence.

Il ne faut point s'y tromper toutefois. Ce n'est pas un sentiment de patriotisme qui poussait ces écrivains à exhumer les trésors de l'Allemagne du moyen âge. Le contraire est plutôt vrai : ce fut l'Allemagne du moyen âge, retrouvée et passionnément aimée, qui réveilla en eux le patriotisme. Encore n'arrivèrent-ils à l'Allemagne que par un long et capricieux circuit, en faisant le tour du monde. Ils se seraient reproché, sans nul doute, de s'enfermer dans l'étude des antiquités germaniques. Elle eût offert à elle seule un champ de travail assez vaste; mais les romantiques ne s'y attardèrent point. Ils le parcoururent un peu, comme on l'a dit, en chevaliers errants. Leur humeur vagabonde, d'accord avec leur cosmopolitisme, les emportait bientôt ailleurs. A des écrivains comme Tieck, Novalis, Achim von Arnim, Brentano, pouvait-on demander l'ordre patient, la méthode, le souci de l'exactitude?

Mais bientôt aux chevaliers errants et aux explorateurs succédèrent les défricheurs et les pionniers, je veux dire les philologues et les historiens, dont les travaux dans la première moitié de ce siècle resteront une des gloires de l'Allemagne. Ils ont eu le double mérite de procurer à la méthode scientifique allemande une renommée européenne, et de restituer définitivement à leur patrie des origines

dont elle n'avait plus qu'un vague sentiment. N'est-ce pas beaucoup, pour un peuple qui cherche à se refaire un présent, que de se retrouver un passé? Toute puissance jeune veut avoir des ancêtres, et s'en crée au besoin : si l'histoire lui en rend d'authentiques, elle puise dans leur souvenir un regain de force et une nouvelle raison de croire en soi. Solidarité lui est signe de solidité. Pour combien les souvenirs de l'antiquité classique n'ont-ils pas été dans la résurrection de la Grèce et de l'Italie? Rien ne pouvait donc mieux favoriser le sentiment renaissant de l'unité allemande que la restauration et le culte des antiquités germaniques. C'était opposer aux raisons trop nombreuses encore que les Allemands avaient de se croire divisés un motif puissant de se sentir unis.

Ces savants et ces philologues ne sont point remuants d'ailleurs, ni désireux de jouer un rôle politique : la science « tendancieuse » n'avait pas encore fait son apparition en Allemagne. Les plus grands, Jacob et Wilhelm Grimm, — ne les séparons pas, puisqu'ils ont toujours voulu vivre, penser et travailler ensemble, — réalisent à souhait le type devenu légendaire du savant allemand d'autrefois. On n'imagine pas une existence plus calme, plus unie, mieux remplie par des travaux vraiment immenses. On est touché de tant de simplicité et d'innocence, soit dit sans ironie, jointes à une intelligence vaste et bien ordonnée. Chacun d'eux a écrit sa biographie, vers 1830. Ce sont deux morceaux d'une bonhomie charmante. « L'amour de notre patrie, dit Wilhelm (entendez par là non l'Allemagne, mais la Hesse, où les deux frères étaient nés,

près de Cassel), s'était profondément imprimé en nous, je ne sais comment, car on ne nous en parlait jamais. Nous tenions notre prince pour le meilleur qu'il y eût au monde, notre pays pour un pays béni entre tous.... Nous regardions les gens de Darmstadt avec une sorte de dédain. » Ne croirait-on pas entendre Candide parlant de la Westphalie et du château de Thunder-ten-Tronck ?

Ces impressions d'enfance demeurèrent vivaces. Les Grimm sont toujours restés Hessois dans l'âme : Cassel demeure le centre de leurs affections. Lorsqu'en 1829, sur le conseil unanime de leurs amis, ils durent aller vivre à Göttingen, où des postes fort honorables leur étaient offerts, le départ fut un déchirement. La résolution n'avait été prise qu'après de longs combats et avec beaucoup de larmes. Il leur semblait aller en exil. Nouvelles angoisses quelques années plus tard quand il fallut quitter Göttingen. Enfin le roi de Prusse les appelle tous deux à Berlin avec les instances les plus flatteuses. L'idée d'habiter la plus grande ville de l'Allemagne du nord ne les enchante pas du tout : elle les effraie plutôt. Il leur faudra longtemps pour s'y sentir chez eux, et, au fond du cœur, ils regretteront toujours la Hesse. A peine installé, Wilhelm raconte ses ennuis à ses amis Gervinus et Dahlmann. Quel tintamarre de voitures par toute la ville! Quelles rues insupportables, si longues et si droites! A les voir seulement, on est fatigué d'avance. Et puis que de temps perdu! Il faut bien une heure pour aller à l'Université et autant pour en revenir. Quelle différence en comparaison de Göttingen, qui était si commode! Au moins W. Grimm s'est-il logé près du

Thiergarten, pour être tranquille, et pour avoir, dit-il, un peu de verdure sous les yeux [1].

Mais tout modestes et casaniers qu'ils soient, les frères Grimm savent qu'en accomplissant leur œuvre, ils se montrent serviteurs dévoués et utiles de la nation allemande. « Avant d'énumérer mes ouvrages, dit Jacob Grimm, je ferai remarquer que presque tous mes travaux se rapportent soit directement, soit indirectement, à l'étude de notre ancienne langue, de notre ancienne poésie et de notre ancien droit [2]. Il se peut que ces études aient paru et paraissent encore stériles à plusieurs ; pour moi, je les ai toujours considérées comme une tâche digne et sérieuse, qui a pour objet bien défini notre patrie commune, et qui en entretient l'amour. »

L'école romantique a donc eu sa part, au moins indirecte, dans le réveil du sentiment national en Allemagne. Les historiens allemands sont d'accord sur ce point, tout en ne dissimulant pas le détachement politique de la plupart de ces écrivains, qui affectaient de n'être guère sensibles qu'à l'intérêt esthétique. Cependant cette indifférence n'était pas absolue. Tant que l'occupation française se contint dans les limites fixées par le traité de Bâle, et ne

1. Voyez *Briefwechsel zwischen Jacob und Wilhelm Grimm, Dahlmann und Gervinus*, édité par Ed. Ippel, Berlin, 1886. Lettre du 27 mai 1841.

2. On pourrait rapprocher de ce passage le curieux petit livre de Savigny « *Vom Beruf unserer Zeit zur Gesetzgebung und Rechtswissenschaft* », où le célèbre professeur soutient contre Thibaut la nécessité de la méthode historique en matière de législation, et fait du code Napoléon la critique la plus acerbe. Il insiste précisément sur ce point, que les rédacteurs du code Napoléon manquaient de sens historique, et que leur œuvre n'a pu être par conséquent qu'artificielle et arbitraire

dépassa pas le pays rhénan qui, déjà avant 1789, était accoutumé au contact des Français et contribuait même au recrutement de l'armée royale, on ne s'en était guère ému. La disparition des états ecclésiastiques avait été accueillie comme un bienfait. Mais lorsque Napoléon, protecteur de la confédération du Rhin, étendit son action sur des parties de l'Allemagne centrale et septentrionale différentes des premières par leurs mœurs et par leur religion, le contraste s'accusa davantage entre l'esprit des vainqueurs et celui de leurs alliés, et l'appréhension d'un grand malheur imminent, d'une absorption de l'Allemagne par l'étranger devint de plus en plus vive.

Plus d'un écrivain dédaigneux de la politique, Schleiermacher par exemple, ne put se défendre alors d'une sorte d'angoisse nationale. Théologien et philosophe, ami de la célèbre Rahel, très lié avec les Schlegel, vif, éloquent, entraînant, Schleiermacher, lors de la catastrophe de 1806, était professeur à l'université de Halle. Comme Stein, comme beaucoup d'autres esprits distingués en Prusse, après une longue période de confiance et d'insouciance, il avait eu, au dernier moment, la vision nette du désastre inévitable. Il écrivait, en juillet 1806, c'est-à-dire deux mois avant Iéna : « Il va se produire, tôt ou tard, une lutte universelle dont l'enjeu sera notre existence morale, notre religion, notre culture d'esprit, aussi bien que notre indépendance. Cette lutte ne sera pas soutenue par les rois avec leurs armées.... Peuples et rois devront combattre ensemble. Je vois devant mes yeux une crise suprême pour l'Allemagne ; — et l'Allemagne

est le cœur de l'Europe. L'atmosphère est saturée d'orage, et je souhaite que l'explosion ait lieu bientôt, car il n'y a plus à espérer que les nuages passent au-dessus de nous sans crever[1]. » Paroles remarquables et qui rappellent le ton de Fichte et des autres Allemands dont le patriotisme leur fut révélé à eux-mêmes dans la crise de 1806. Cosmopolites par éducation et par système, ils ne prêtent qu'une attention distraite à des guerres ordinaires dont les résultats se résument en un déplacement de la prépondérance militaire, ou en un remaniement de la carte politique. Mais quand ils s'aperçoivent qu'il y va de tout autre chose, que l'existence même de l'Allemagne est en jeu et qu'elle est menacée dans son génie, dans sa langue, en un mot, dans sa nationalité, ils deviennent tout à coup attentifs et inquiets. Ils avaient cru qu'un souci jaloux des intérêts moraux de l'Allemagne se conciliait sans peine avec une indifférence complète pour ses intérêts politiques. Ils comprennent qu'ils se sont trompés et même que leur erreur peut être coupable. Repentants, désorientés, sentant qu'il faut agir et ne sachant souvent comment s'y prendre, ils protestent maintenant d'un patriotisme d'autant plus véhément qu'il a plus de reproches à se faire[2].

Un des plus éloquents après Fichte fut Arndt,

1. Cité par Julian Schmidt, II, 465.

2. Fichte aura le sentiment très vif de l'impuissance du sentiment littéraire au moment du danger (1813) : « La littérature un lien national !... Mais qui donc connaît la littérature, excepté les lettrés eux-mêmes? Nous nous méprisons les uns les autres. Les gens de qualité préfèrent sans balancer la littérature française ou anglaise à l'allemande.... » (*Aus dem Entwurfe zu einer politischen Schrift im Frühlinge 1813*). *Œuvres*, VII, 568.

qui cependant n'était pas né Prussien, ni même Allemand. Arndt était originaire de l'île de Rügen, qui dépendait de la partie de la Poméranie restée suédoise. Il avait suivi les cours de Fichte à Iéna et enseigné lui-même quelque temps à l'université de Greifswald. Indigné de voir la domination française peser sur l'Allemagne, il écrivit « *l'Esprit du temps* », livre curieux, plein de fougue et de passion, où se reflètent les motifs de haine qui s'accumulaient peu à peu contre les Français dans l'Allemagne du nord. Arndt commence par un éloge enthousiaste du XVIe siècle, le siècle de la Réforme, cette grande victoire allemande : il y oppose les deux siècles suivants, où l'Allemagne a décliné. Pourquoi? Parce que l'esprit français y dominait partout. Aujourd'hui, le mal dont la patrie souffre le plus est l'affaiblissement des caractères. (Arndt s'inspire ici à la fois de Herder et de Fichte.) — Les historiens, ajoute-t-il, manquent de cœur; les poètes isolés, sans communication avec le peuple, et, par conséquent, sans action sur lui, restent enfermés dans leur tour d'ivoire; les critiques n'ont ni largeur de vues ni impartialité; les publicistes sont, pour la plupart, des âmes lâches et viles[1]. Le despotisme s'est établi un peu partout sur les ruines des anciens droits, et la bureaucratie achève d'écraser le pays. Conclusion : nous sommes plats, pauvres, misérables, sans patrie et sans liberté, sans terre et sans ciel.

La cause première de tous ces maux, dit Arndt, est le défaut d'unité nationale. Les Maures ont fait

1. ARNDT, *Der Geist der Zeit*, p. 50.

l'unité de l'Espagne, les Anglais celle de la France. L'Allemagne n'a pas eu le bonheur de trouver la sienne dans une lutte séculaire. La division, au contraire, a été irrémédiablement consommée par la guerre fratricide de 1740. L'antagonisme de l'Autriche et de la Prusse est alors passé à l'état aigu, et l'Allemagne en souffrira toujours. « Nos philosophes nous assignent une haute mission : le cosmopolitisme. Ils disent que notre nullité politique était nécessaire à l'univers. Selon eux, le cosmopolitisme serait supérieur à l'esprit de nationalité, et l'humanité plus sublime que la patrie. — Idées nobles, sans doute, mais fausses. Il n'y a pas d'humanité sans peuples, pas de peuples sans libres citoyens.... Un homme est rarement assez héroïque pour supporter, sans se corrompre, la servitude et le mépris; une nation ne le peut jamais. Pas de grands hommes sans grands peuples, pas de grands peuples sans patriotisme [1]. »

Que nous voilà loin de l'optimisme humanitaire, où, vingt ans auparavant, l'imagination allemande se complaisait! Le cosmopolitisme n'a pas tenu à l'épreuve de l'invasion étrangère, et, par une réaction fort naturelle, Arndt le rend aujourd'hui responsable de l'abaissement des caractères, dont il ne peut mais. Au reste, il dit à chacun ses vérités, et la Prusse n'est pas épargnée. Frédéric II « a estropié l'Allemagne pour jamais [2] ». On a trouvé après coup, dit Arndt, que Frédéric II était un Allemand. Rien n'est plus faux. Il y a déjà antipathie, incompatibilité d'humeur entre l'Allemand du nord

1. Arndt, *Der Geist der Zeit*, p. 142-143.
2. *Ibid.* p. 201.

et celui du sud; à plus forte raison entre l'Allemand du sud et le Prussien. Et quand il y aurait eu quelque lien entre le nord et le sud de l'Allemagne, la monarchie prussienne a complètement détruit cet élément commun.... Rien n'est plus ridicule que d'attribuer à Frédéric II des idées patriotiques allemandes. Autant en supposer chez Richelieu ou chez Louvois; autant en voir aujourd'hui chez Bonaparte, et chez son valet Talleyrand, et chez les princes allemands valets de ce valet, quand ils ont à la bouche le nom de l'Allemagne et de la liberté allemande. C'est ainsi, me semble-t-il, qu'au Reichstag des animaux, le loup doit parler de temps en temps en faveur de la liberté et des droits sacrés des cerfs[1]. »

Sévère pour la Prusse, sans doute à cause de la politique qu'elle suivait depuis le traité de Bâle, Arndt est sans ménagement pour les princes qui sont devenus les vassaux complaisants de Napoléon. Quel spectacle écœurant et ignoble, que de les voir mendier près de l'ennemi national les dépouilles les uns des autres! « Dans votre détresse, dit Arndt, vous faites appel à la nation allemande, vous vous comportez comme si vous croyiez en elle. Mais, criminels que vous êtes, vous n'avez pas cru en elle, vous ne l'avez pas connue! Si elle n'existe plus, si le dernier sentiment d'une langue et d'une origine communes a disparu, c'est votre ouvrage, c'est votre faute[2]. ». Coquins, vendus, valets; ce sont les épithètes les plus douces qu'Arndt leur applique. Au reste, leur sort n'est pas douteux : eux-mêmes l'ont

1. Arndt, *Der Geist der Zeit*, p. 208.
2. *Ibid.*, p. 248

préparé. Ils seront les victimes d'une situation qu'ils ont faite. A la fin de son livre seulement Arndt laisse entrevoir une espérance de salut. D'où viendra-t-il? De la force morale et de la foi en Dieu.

Arndt ne dit rien que d'autres plus grands n'aient proclamé avant lui. Mais, à défaut d'originalité, il a la chaleur, la passion sincère et communicative; il trouve le style qui parle aux imaginations. Les gros mots ne l'effrayent pas, et il ne se perd jamais dans les nuances. Après Iéna, et surtout en 1813-14, il sera parmi les plus actifs collaborateurs de Stein. La Prusse ayant changé de politique, il change de langage à son égard, et il voit maintenant en elle le cœur même de l'Allemagne. Bientôt il écrira la célèbre pièce de vers : « *Quelle est la patrie de l'Allemand?* » qui exprime si bien les ambitions vagues et vastes à la fois de l'Allemagne renaissante. Arndt sera, toutes proportions gardées, une sorte de Blücher littéraire.

A côté de lui d'autres poètes paraissent, que le danger, le désespoir, la lutte et le triomphe inspirent tour à tour. Schiller est mort avant la catastrophe prussienne, et Gœthe reste silencieux : mais le patriotisme le plus ardent s'exprime dans les vers de Kœrner, de Schenckendorf, de Rückert, de Uhland, pour ne citer que les plus illustres. Le plus remarquable de tous fut sans doute Henri de Kleist, qui commença par être officier dans l'armée prussienne, esprit bizarre et tourmenté, hanté par l'idée du suicide, à laquelle il finit par succomber en 1811. Deux de ses drames, la *Bataille d'Arminius* et le *Prince de Hombourg*, respirent les mêmes sentiments que le livre d'Arndt et les *Discours* de Fichte :

la haine de l'étranger, le mépris des princes qui ont conduit l'Allemagne à sa perte, à force de lâcheté et d'égoïsme, et la conviction que le salut viendra d'une discipline inflexible, du respect du devoir et de l'effort moral. Le *Prince de Hombourg* personnifie ces vertus dans le grand électeur, et semble prédire à l'Allemagne qu'elle sera conduite à la victoire par la maison de Brandebourg. Mais ce drame, — un des meilleurs que compte la littérature allemande, — n'a pu contribuer à exciter le sentiment patriotique en Allemagne, car il ne fut publié qu'en 1821 par les soins de Louis Tieck. Il n'en est pas moins un des signes les plus caractéristiques de l'état des esprits dans l'Allemagne du nord, au moment où la puissance de Napoléon paraissait au-dessus de toute atteinte.

II

Après le désastre d'Iéna et la paix de Tilsitt, dans cette extrémité où la Prusse paraissait tombée si bas qu'on pouvait douter qu'elle se relevât jamais, le malheur commun eut l'effet d'un appel suprême. Ce qui restait de forces dans la nation dut s'unir pour un même effort, dans une pensée unique : personne ne put songer à suivre isolément sa voie comme par le passé. Hommes d'action et hommes de science, hommes d'Etat et philosophes, la force des circonstances fit de tous des collaborateurs. Leur œuvre commune fut, pour ainsi dire, le point de jonction où se rencontrèrent l'Allemagne poli-

tique et l'Allemagne savante et littéraire, après avoir divergé si longtemps pour le plus grand malheur de la nation. La fondation de l'université de Berlin exprima, comme en un symbole sensible, la valeur et la portée de cette réconciliation[1].

A ce moment, en effet, les hommes d'État prussiens, affolés par la défaite, jetés violemment hors de leurs traditions, et en quête de nouvelles ressources, comprennent quel parti ils peuvent tirer des universités; et de leur côté les professeurs, ceux du moins qui veulent témoigner de leur dévouement à la patrie, sentent quels services ils peuvent lui rendre dans leurs chaires. Les universités prennent conscience de leur importance politique et vont devenir un organe essentiel à la vie nationale. Aussitôt après Iéna, Schleiermacher se pose comme Stein, comme Fichte, la question de vie ou de mort : par quels moyens pourrait-on relever la Prusse? Comme eux encore, il croit que la réforme doit consister plutôt à retremper les âmes qu'à modifier les lois : quel instrument plus puissant dans ce cas que l'université? Schleiermacher écrit de Halle, le 1er décembre 1806 : « L'influence qu'un professeur d'université peut exercer sur les esprits de ses élèves me paraît plus grande que jamais.... » Il est affligé, non découragé. « A voir les choses de haut, je suis tranquille. La constitution de l'Empire ne pouvait plus se soutenir; en Prusse même, beaucoup de choses étaient artificielles. Tout cela a dis-

1. Voyez, sur la fondation de l'Université de Berlin : Köpke, *Die Gründung der königlichen Friedrich Wilhelms Universität zu Berlin*, et Ernest Lavisse, *La fondation de l'Université de Berlin* (*Revue des Deux Mondes*, 1876).

paru dans la tourmente. Je suis certain que l'Allemagne, le *cœur de l'Europe*, va bientôt prendre une forme nouvelle et plus belle. Mais faudra-t-il d'abord passer par beaucoup d'épreuves terribles, Dieu seul le sait[1]. »

Ce qui a soutenu ainsi Schleiermacher, ce qui l'a préservé du découragement, c'est que, dans ce bouleversement de l'Allemagne, il savait encore où se prendre. Il était Prussien, et le malheur même de sa patrie particulière la lui rendait encore plus chère. Si le désastre de la Prusse n'éveilla chez beaucoup d'Allemands du sud qu'un sentiment de joie maligne, ou tout au plus de commisération un peu froide, si une bonne part même de la population prussienne y demeura d'abord indifférente, il y eut au contraire, chez une élite, une sorte d'exaltation héroïque de dévouement à la monarchie si cruellement frappée. « O ma patrie, s'écria Niebuhr, en apprenant la catastrophe, ô ma patrie que je me suis moi-même choisie! (il était né Danois). » Frédéric Schlegel écrivait de Cologne à Schleiermacher : « J'avais bien pensé que tu resterais fidèle à la Prusse, aussi longtemps qu'elle sera debout, et je t'approuve de tout mon cœur. A vrai dire, au milieu de tous ces malheurs, je te trouve à plaindre sans doute, mais à envier aussi. Il y a une certaine douceur dans un pareil attachement, même au milieu des malheurs, comme dans les maux que l'on partage avec ceux qu'on aime. Je n'ai jamais eu une patrie particulière ; ni le Hanovre, ni la Saxe ne pouvaient être pour moi ce que la Prusse est pour

1. Cité par Kopke, p. 36.

toi. » Schleiermacher sentit vivement ce que le devoir lui commandait. Il quitta Halle et vint à Berlin, où il prononça à l'église de la Charité des sermons demeurés célèbres. Il exhortait les vaincus à reprendre courage, à connaître leurs fautes et à s'en corriger. Il laissait entendre, comme Fichte, que dans un avenir prochain la supériorité morale reprendrait l'avantage sur la force matérielle qui l'opprimait aujourd'hui. Mais surtout il travaillait activement, avec Guillaume de Humboldt, à la création de l'université de Berlin.

Le projet était en l'air depuis une dizaine d'années. Berlin possédait par avance presque tous les éléments de son université future : c'étaient comme autant de tronçons qui ne demandaient qu'à se joindre. Je ne parle pas de l'Académie Royale fondée au commencement du XVIIIe siècle par Leibniz, et qui n'avait aucun caractère pédagogique. Mais il y avait à Berlin une école des mines, un collège médico-chirurgical (équivalant à une faculté de médecine), des cours de droit au ministère de la justice, une école forestière à la direction générale des domaines, une école et une académie des Beaux-Arts, une bibliothèque, un jardin botanique, un observatoire, une école industrielle, une école d'agriculture, un bureau de statistique, etc. La question aurait pu rester longtemps en suspens. Un événement décisif la trancha. Le traité de Tilsitt avait enlevé à la Prusse la ville de Halle, pour l'annexer au royaume de Westphalie. La monarchie perdait ainsi une université prospère, fondée en 1694 par l'électeur de Brandebourg, pépinière fertile de juristes et d'administrateurs prussiens. Une députation de pro-

fesseurs vint trouver le roi de Prusse à Memel, et le supplia de transférer à Berlin sa fidèle université de Halle. Mais Napoléon aurait pu se plaindre du procédé, et Frédéric-Guillaume III ne se souciait pas de mécontenter son vainqueur, devenu son allié. Il répondit donc en promettant de fonder une université nouvelle à Berlin, et il prononça ces paroles restées historiques : « Il faut que l'État[1] retrouve en force morale et intellectuelle ce qu'il a perdu en force matérielle. » C'était plus qu'un mot : c'était l'expression, dans la bouche du roi même, de la foi des Stein, des Fichte, des Arndt, en quelque chose de supérieur aux fusils et aux canons, et qui doit à la longue en triompher. Répondre au désastre d'Iéna et au démembrement de Tilsitt par la fondation d'une université, c'est semble-t-il, une étrange manière de parer le coup, bien métaphysique et bien allemande. Elle n'était cependant pas sans efficacité, comme l'événement l'a prouvé ; et parmi les résolutions prises en cette année décisive, ce ne fut pas la moins heureuse. Pendant que l'université se constituait et ouvrait ses cours, Scharnhorst organisait les cadres de la nouvelle armée, et, en 1813, les étudiants accoururent les premiers pour les remplir.

Le principe une fois adopté, restait à réaliser le projet. Songez que la Prusse n'existait plus qu'à peine : sa ruine complète paraissait n'être qu'une question de temps. La moitié de son territoire retranchée, le reste, en grande partie, et y compris

1. Remarquez que le roi dit, non pas « le pays » ou « la nation », mais « l'État ». La Prusse est essentiellement et avant tout un *État* ; elle a été un *État* bien avant d'être une nation.

Berlin, occupé par les Français, le trésor vide, le crédit nul : comment Stein, ministre des finances, sortirait-il de cette situation et payerait-il une énorme indemnité de guerre ? Néanmoins ses collègues s'occupent activement du projet d'université. On commença, selon l'usage, par une enquête. Le principe même, la fondation de l'université, le choix de la ville, tout fut remis en question. Sans parler des oppositions intéressées, comme celle de l'université de Francfort-sur-l'Oder, qui craignait par avance une concurrence redoutable, on se demandait si Berlin serait un séjour convenable pour les étudiants, toujours portés à abuser des distractions que leur offre une grande ville; si la ville de son côté n'aurait pas à souffrir des privilèges accordés généralement aux étudiants, et si l'on ne serait pas amené à restreindre ces privilèges, auxquels la jeunesse universitaire tenait beaucoup; enfin si les professeurs, qui étaient des personnages à Halle ou à Göttingen, ne risqueraient pas de perdre un peu de leur prestige dans une capitale, etc., etc. Toutes ces menues objections furent emportées par le grand courant d'approbation que l'idée seule d'une université nouvelle fondée à Berlin avait provoqué. M. Lavisse cite, après Köpke, nombre de témoignages. « Je suis ivre de joie, écrit par exemple Loder à Hufeland, à la pensée que le roi ouvre l'ère nouvelle de la monarchie prussienne en aidant au développement de la culture scientifique dans notre pays. C'est un Dieu qui a mis au cœur de notre roi cette pensée : que la réforme de l'État doit commencer par une éducation meilleure de la génération qui vient, et que cette éducation doit être tout

à la fois scientifique et morale. » Presque tous font cette application spontanée de la doctrine de Kant et de Fichte : un esprit étroitement utilitaire a conduit la Prusse à sa perte, l'esprit de dévouement et de désintéressement la sauvera. Bien au delà des frontières de la Prusse la portée de cet acte se fit sentir. L'Allemagne presque entière s'y intéressa avec passion : ce fut un événement national.

Parmi les nombreux projets que la résolution du gouvernement prussien, une fois connue, fit affluer à Berlin, deux surtout méritent de nous arrêter : ils ont pour auteurs Fichte et Schleiermacher. Celui de Fichte fut écarté, et il était en effet impraticable. Il est conçu dans l'esprit des *Discours à la nation allemande*, et comme ces discours, il ne peut se séparer de la métaphysique de Fichte. L'université est une pièce indispensable, *a priori*, dans le système du monde. Sans elle l'univers est incomplet, et l'humanité demeure imparfaite. Schleiermacher ne déduit pas les choses d'aussi haut. Son projet est moins ambitieux, moins purement philosophique, mais aussi plus applicable. Au lieu de l'internat rigoureux, sorte de monastère laïque, que Fichte avait imaginé, Schleiermacher veut une université sur le modèle déjà connu et éprouvé, mais avec la plus grande somme possible de liberté. Dans son opuscule, *Pensées sur les universités au sens allemand du mot, avec un appendice à propos de celle qui va être fondée*, Schleiermacher explique que l'université tient le milieu entre l'école et l'Académie. L'école dégrossit les esprits et les prépare aux travaux de l'université. Là ils étudient avec les maîtres les méthodes scientifiques, et apprennent à

les pratiquer à leur tour, si leur esprit a quelque originalité. Enfin l'Académie a pour fonction de contrôler et de répandre les découvertes.

Mais par delà ce système pédagogique perce une arrière-pensée politique. Après avoir exposé en détail la structure de son université : « Ainsi, dit Schleiermacher, nous fonderons une organisation scientifique qui n'a pas sa pareille, et qui, par sa force intérieure, pourra dominer sur un vaste domaine, plus vaste que ne le délimitent à présent les frontières de l'État prussien. Berlin deviendra ainsi forcément le centre de l'activité scientifique de l'Allemagne du nord, de la partie protestante au moins; et la mission de l'État prussien pour l'avenir aura de ce côté un point de départ sûr et solide[1]. » Cette confiance en l'avenir, cette ténacité d'ambitions et d'espérances en pleine défaite sont à la fois un signe et une explication de la vitalité de l'État prussien. Schleiermacher ne vise pas seulement à réparer le désastre présent : il croit à la « mission de l'État prussien », et, dans sa pensée, nul doute que l'hégémonie intellectuelle ne doive être l'avant-coureur de la suprématie politique.

Rien ne se fit cependant sous le ministère de Stein, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1808. Non que Stein méconnût l'importance du projet ou y demeurât indifférent; mais il avait d'autres soucis plus pressants. Il prévoyait d'ailleurs à brève échéance une nouvelle guerre avec Napoléon. Il était d'avis que la Prusse devait s'y risquer à la première occasion, ayant peu à perdre à une nou-

1. Cité par Köpke, p. 55-56.

velle défaite, et tout à gagner à la victoire. Stein voulait donc économiser jusqu'au dernier thaler pour un effort décisif. Stein parti, Guillaume de Humboldt accepta le ministère de l'instruction publique, et les choses marchèrent plus vite. Déjà, pendant l'hiver de 1807-1808, des cours avaient commencé, mais très modestement, avec quatre professeurs, parmi lesquels Fichte. Humboldt voulut créer une grande université et s'occupa d'abord de lui trouver une demeure digne d'elle. Il lui fit donner par le roi le palais du prince Henri, situé au plus bel endroit de la ville, à l'extrémité de l'allée *Unter den Linden*. Puis il songea à la dotation. Il ne trouvait pas suffisant que l'université eût un large revenu; il voulait encore qu'elle fût propriétaire du capital, et qu'elle possédât par exemple des domaines qu'elle administrerait elle-même, afin de jouir, comme les universités anglaises, d'une indépendance parfaite. Cette opinion ne prévalut pas. Le ministère voulut garder les cordons de la bourse. Il eût été absolument contraire à la tradition prussienne que le gouvernement renonçât ainsi de gaieté de cœur au plus efficace moyen de contrôle. La dotation fut donc simplement annuelle, et fixée à 54 000 florins. C'était encore une somme fort considérable (plus de 200 000 francs). Pour consentir en un pareil moment à une si grosse dépense, il fallait certes que le roi et ses conseillers attendissent beaucoup de cette création. Il fallait qu'elle fût à leurs yeux un des premiers besoins de l'État alors si besogneux.

Humboldt ne donne pas moins de soin au choix, toujours délicat, du personnel enseignant. Les cir-

constances, il est vrai, le lui rendaient relativement facile. « En un temps, écrivait-il lui-même, où un maître étranger et une langue étrangère dominent en Allemagne, il n'y a presque plus d'asile pour la science allemande : il faut en ouvrir un, et y appeler les hommes de talent qui ne savent plus où se réfugier. » Humboldt fait donc nommer Fichte et Schleiermacher, qui ont donné assez de preuves de leur mérite et de leur dévouement. Il conseille d'appeler Reil, anatomiste distingué, qui se recommande « par son caractère et son ferme dévouement à votre majesté royale et à l'État prussien ». Humboldt passera d'ailleurs sur quelques faiblesses de caractère pour s'assurer le concours d'un grand savant. Wolf, par exemple, le célèbre philologue, avait de hautes prétentions de toute nature. Il lui fallait un gros traitement et des distinctions honorifiques. Humboldt s'efforce de le contenter. Plus Wolf y met de mauvaise grâce, plus l'autre s'ingénie à l'amadouer; tant qu'enfin le philologue vint enseigner à la nouvelle université. Les cours s'ouvrirent donc sous la direction des maîtres les plus illustres de l'Allemagne, et naturellement le nombre des étudiants ne tarda pas à s'en ressentir. L'université fut inaugurée au mois d'octobre 1810, sans cérémonie ni fête d'aucune sorte, mais saluée par un vif mouvement de sympathie qui parcourut toute l'Allemagne. Voici le nombre des étudiants pendant les premières années :

Semestre	d'hiver 1810-11	256
—	d'été 1811	198
—	d'hiver 1811-12	228
—	d'été 1812	114
—	d'hiver 1812-13	146

Semestre d'été	1813	23
— d'hiver	1813-14	29
— d'été	1814	70
— d'hiver	1814-15	255

A partir de 1817, le nombre dépasse 1000, pour ne plus guère descendre au-dessous, et avance rapidement vers 2000, chiffre atteint vers 1830. L'université de Berlin devenait, comme Schleiermacher l'avait prédit, le centre intellectuel de l'Allemagne du nord.

Elle était aussi un foyer ardent de patriotisme. Les chiffres cités tout à l'heure sont éloquents. En 1813 et 1814 les étudiants à Berlin ne se demandaient pas : « Partez-vous? » mais simplement : « Où allez-vous? Dans quel corps? » Bon nombre restèrent sur les champs de bataille. Plus encore peut-être que leur dévouement personnel, leur exemple fut utile à la Prusse. Ils donnèrent l'impulsion, ils contribuèrent à entraîner la masse qui fait les gros bataillons, et qui est aussi capable, selon les cas, d'héroïsme que de lâcheté. Grâce à eux, l'enthousiasme produit par la morale de Kant, par les discours de Fichte, par les pamphlets de Arndt, par les sermons de Schleiermacher, devint contagieux. Sans doute il ne faut rien exagérer. Heine n'a pas eu tort de dire que l'Allemagne attendit, pour se lever contre Napoléon, que la grande armée eût péri en Russie. Elle ne donna pas comme l'Espagne le spectacle d'un admirable élan, de l'insurrection spontanée de tout un peuple blessé dans son honneur et jaloux de son indépendance. Le soulèvement de l'Allemagne fut infiniment plus hésitant. La nation n'y prit pas part tout entière, l'Autriche se tint d'abord à l'écart, et les princes de la confédé-

ration du Rhin ne quittèrent Napoléon qu'à leur corps défendant.

Seule l'Allemagne du nord se lança avec joie dans la guerre contre un ennemi détesté. La Prusse surprit l'Europe par la grandeur de son effort. Cet état si cruellement mutilé et rançonné par Napoléon, qui ne lui avait permis d'entretenir qu'un contingent dérisoire, mit sur pied tout d'un coup 271,000 hommes, soit 1 sur 17 habitants, sans compter les renforts qui partirent plus tard[1]. L'organisation élaborée par Scharnhorst dans le silence permit d'encadrer solidement cette masse. Étudiants, fonctionnaires, bourgeois, paysans, tout le monde s'offrit au service militaire. Le trésor était vide : les contributions volontaires vinrent y suppléer. Beaucoup apportèrent leur argenterie et leurs bijoux. Le sentiment religieux, comme en Russie, s'exaltait avec le sentiment national[2]. La landwehr reçoit du roi sa devise : *Avec Dieu, pour le roi et pour la patrie.* » Aussitôt enrôlées, les nouvelles recrues étaient conduites à un service religieux. Dans chaque église du pays, on établit une plaque commémorative portant les noms des hommes tombés au champ d'honneur. Le Dieu que l'on invoquait, dit M. de Treitschke, était le Dieu des protestants : toute l'action et la pensée de ces combattants reposaient, à leur insu peut-être, sur le fondement moral de la sévère doctrine de Kant. »

1. H. von Treitschke, *Deutsche Geschichte im XIXten Jahrhundert*, I, 430-433.

2. Le général Bülow écrivait en mars 1813 à un de ses amis : « Je pourrais, comme Cromwell, donner à chacun de mes cavaliers une Bible à pendre à sa selle. » (Cité dans le *Litterarisches Centralblatt*, 1888, p. 1038.)

CHAPITRE II

LES TRAITÉS DE PARIS ET L'OPINION EN ALLEMAGNE.

I

A cette minute héroïque, les soldats ne songent qu'à vaincre. Les yeux fixés sur cet unique objet, ils sont tout désintéressement et sacrifice; mais après la victoire, cet effort veut sa récompense. Chaque Prussien, chaque Allemand patriote sent que ce triomphe ne peut rester stérile et que la force déployée par l'Allemagne lui confère un droit indéniable à une haute situation en Europe. Ici encore, Stein a été le premier des patriotes allemands, ou plutôt, supérieur aux autres par l'esprit politique, il a su mieux définir et exprimer plus clairement leurs prétentions communes. A peine la campagne de Russie est-elle commencée que Stein prévoit le cas où Napoléon serait vaincu et son empire aussitôt détruit. Il songe déjà aux frontières que l'Allemagne reconstituée devra exiger[1]. Ce sera

1. Pertz, III, 202-203 (1er nov. 1812).

la Meuse, le Luxembourg, la Moselle, les Vosges et la Suisse. Le cours du Rhin comme frontière priverait l'Allemagne de l'usage de ce grand fleuve, où se déversent les rivières de l'Allemagne du sud, et laisserait aux mains de l'ennemi Mayence, qui est un point d'attaque. Il faudrait aussi que la Suisse fût confédérée avec l'Autriche. La Russie ne demandera point d'agrandissement territorial : elle est trop grande et trop généreuse pour exiger le prix de ses services. (Stein ne voit pas ou plutôt ne soulève pas la question de Pologne.) On l'indemnisera simplement de ses frais. Mais il faudra punir le Danemark, qui a pris fait et cause pour Napoléon. On pourrait donner la Norwège et les îles à la Suède, le Jutland à l'Angleterre, et réunir à l'Allemagne du nord le Holstein et le Schleswig, jusqu'à l'Eider.

Si telles sont les vues d'un homme d'État expérimenté avant Moscou, avant la retraite de Russie, alors que Napoléon est encore le maître de l'Europe, quelles ne seront pas les prétentions des publicistes après la bataille de Leipzig et la campagne de France! Görres, le plus considérable d'entre eux, estime que le *statu quo* de 1792 serait une très mauvaise solution [1]. La frontière de l'Allemagne, pour être solide, doit aller jusqu'aux Vosges et aux Ardennes. Les négociateurs allemands seraient impardonnables s'ils laissaient échapper l'occasion. C'est une question de sécurité nationale [2]. Sans cette frontière, l'Allemagne demeurerait inquiète, obligée de rester sous les armes, et toujours expo-

1. *Der Rheinische Merkur*, 1814, n° 15, p. 342.
2. *Ibid.*, n° 23, p. 436-437.

sée à une nouvelle guerre. Cependant, la paix une fois signée, Görres avoue que les provinces françaises limitrophes de l'Allemagne (l'Alsace et la Lorraine) sont animées du plus vif amour pour la France. Les prendre et les assimiler serait impossible pour le moment. « Qu'elles nous appartiennent (ces provinces), cela est évident. Aussi seront-elles l'enjeu d'une nouvelle lutte dans l'avenir. Elles nous reviendront le jour où nous serons arrivés à nous arranger assez bien à l'intérieur pour englober sans danger cette masse étrangère. Mais il nous les faut, en tous cas, comme provinces frontières[1]. »

Le retour de l'île d'Elbe survint à point pour empêcher la guerre d'éclater entre les alliés vainqueurs. Görres leur prêche l'union, si nécessaire aux intérêts de l'Allemagne, et, en même temps, il redouble de violence contre la France. Décidément, elle est incorrigible. Pour avoir la paix, il faudrait en finir avec elle. Le mieux serait de la partager, ou, pour le moins, d'en faire une puissance de quatrième ordre[2]. Après Waterloo, le *Mercure du Rhin* est impitoyable pour les vaincus. « Point de fausse philanthropie ni de générosité déplacée. Profitons, cette fois, de la victoire. Notre droit, que nous devons exiger, c'est notre sécurité. Or il n'y a pas de sécurité possible avec ce peuple, — sinon dans son impuissance et dans notre supériorité écrasante, incontestable. Les Français sont incapables de moralité ; il n'y a aucun fond à faire sur eux. Par consé-

1. *Der Rheinische Merkur*, 29 juin 1814.

2. *Ibid.*, t. III, p. 489 : « la France partagée, ou la France enchaînée ! »

quent, nous devons leur reprendre le domaine de Charles le Téméraire, ou, à son défaut, l'Alsace, la Lorraine et leurs dépendances[1]. » C'est un pis-aller dont on se contentera si l'on ne peut obtenir le démembrement de la France. « Que nos hommes d'État, dit Görres, se souviennent bien qu'il ne faut pas revenir les mains vides. » Qu'ils soient unis, sans quoi la France profitera sûrement de leur désaccord. Si cependant l'entente ne peut se faire, que la Prusse exige seule, et, en menaçant, elle obtiendra[2].

D'autres publicistes sont plus ambitieux encore. Les *Deutsche Blätter* réclament, outre l'Alsace et la Lorraine, « tout ce qui, dans la suite des temps, a été détaché de l'Empire », les Pays-Bas, par exemple. Le Danemark, qui ne peut évidemment conserver son indépendance, est destiné à être réuni tôt ou tard à la Suède, à l'Angleterre ou à la Russie; ne serait-il pas mieux encore annexé à l'Allemagne? D'autres se demandent si les provinces Baltiques, Livonie, Esthonie, Courlande, ne devaient pas aussi revenir naturellement à l'Allemagne. « Partout où des familles allemandes vivent les unes près des autres, depuis l'Alsace jusqu'à la Livonie, depuis les Grisons jusqu'au Schleswig, la langue, les mœurs, le génie du peuple demandent qu'il y ait une forme politique commune, étendant son protectorat sur la Belgique et la Hollande à l'ouest, sur le Jutland au nord; borné à l'ouest par la forêt des Ardennes, les Vosges et le Jura; au sud par les Alpes rhétiques, noriques et juliennes, près de la mer

1. *Der Rheinische Merkur*. III, 139 (n° 112).
2. *Ibid.*, III, 200-207 (n° 119).

Adriatique; à l'est par les contreforts des Carpathes. A l'intérieur de ces frontières, il ne faut plus qu'une seule langue et un seul idéal politique. »

Il y a loin de la coupe aux lèvres. Ni la Russie, ni l'Angleterre n'étaient disposées à laisser se constituer au centre de l'Europe une si formidable puissance. Déjà Stein avait essayé en vain, en 1814, d'user de son influence pour faire attribuer la Saxe à la Prusse. En 1815, après Waterloo, il accourt à Paris. Il obtient une audience du tsar. Il veut lui persuader que l'Allemagne ne sera jamais en sûreté si elle n'a pour frontières la haute Meuse, la Sarre et les Vosges. Peine perdue. Le parti d'Alexandre Ier était pris, et, comme un ministre russe l'avouait à Stein : « La Russie avait besoin d'une France forte pour la question d'Orient. » Tous les Allemands patriotes, mais surtout les Prussiens, étaient exaspérés. « Nous courons risque, écrivait Gneisenau, le 17 août, de conclure une nouvelle paix d'Utrecht, par la faute de l'Angleterre et de la Russie[1]. » Le 18, Stein remet encore à Capo d'Istria un mémoire, où il justifie les réclamations de la Prusse, et rappelle qu'aux conférences de Gertruydenberg, Louis XIV lui-même consentait à céder l'Alsace. Il ne réussit pas. Quelques jours plus tard, il disait à Gagern : « Il est clair que les Russes veulent que nous restions vulnérables. Il faudrait leur prouver que nous le demeurons, même en obtenant les provinces que nous demandons[2]. »

Il fallut se contenter d'une partie du bassin de la Sarre, arrachée au dernier moment. Le désappoin-

1. Pertz, IV, 548-550.
2. Pertz, IV, 557-8.

tement fut amer, le ressentiment demeura profond. C'était une dure leçon, qui enseignait aux patriotes allemands le prix de l'unité. Si l'Allemagne se fût présentée sous la forme d'une masse unique, au lieu d'être partagée entre deux grandes puissances et une pluralité de petites, si elle eût été unanime dans ses revendications, si elle les eût appuyées d'une armée de plusieurs cent mille hommes, les aurait-elle vu écarter avec un tel dédain? On ne l'eût pas impunément frustrée de ce qu'elle croyait son dû. Mais voyez comme en un siècle les dispositions de l'Allemagne ont changé. Lors du traité d'Utrecht, auquel Gneisenau faisait allusion dans son dépit, qui donc en Allemagne avait senti le préjudice porté à la nation? Quelques rares patriotes, comme Leibniz, esprit supérieur, qui savait voir, par delà les intérêts particuliers du duc de Brunswick son maître, les intérêts généraux de l'Allemagne, ou comme le prince Eugène, placé par sa naissance en dehors de toute préoccupation particulariste. Mais ces exceptions étaient extrêmement rares. Le gros de la nation ne s'émut point. Chacun trouvait naturel que l'Autriche poursuivît son intérêt propre, même aux dépens de l'Empire, et les autres princes allemands en général imitaient son exemple. On était plus sensible aux bienfaits de la paix qu'à la teneur du traité.

En 1815, juste un siècle plus tard, dans une situation analogue, les sentiments sont tout autres. La guerre qui vient de finir a été une guerre nationale, au moins pour l'Allemagne du nord. La victoire a permis les espérances les plus audacieuses : pourquoi faut-il que la paix les trompe injustement?

Aussi le traité n'est-il pas accepté, comme celui d'Utrecht, avec résignation ; il est subi avec colère. Les Allemands se croient dupes : on leur a fait tirer les marrons du feu. Au prix de leurs efforts et de leur sang, l'empire de Napoléon a été jeté bas, et la besogne achevée, on se partage sans eux les fruits de la victoire! L'ironie qui peut être cachée sous les refus diplomatiques les exaspère. Leur amour-propre national, d'autant plus chatouilleux qu'il vient d'être caressé par le succès, souffre cruellement de cette blessure inattendue. Ils ne l'oublieront pas, et toute leur histoire dans notre siècle s'en ressentira.

Ainsi s'implanta dans beaucoup d'esprits le désir de voir enfin l'unité réalisée. Comme ce désir croissait sous l'action de la colère sourde et du ressentiment, on aurait pu prévoir que l'Allemagne une n'oublierait pas les injures de l'Allemagne divisée. Elle promettait d'être âpre dans sa politique et obstinée dans ses revendications. Elle se croyait en effet trompée ou lésée par toutes les grandes puissances. La France, l'ennemi héréditaire, trouvait moyen d'échapper aux justes conséquences de sa défaite. Un changement de régime et une diplomatie habile lui conservaient son territoire d'avant la Révolution : elle restait une puissance militaire de premier ordre, et, par suite, un danger constant pour l'Allemagne Dans une conjoncture si grave, l'Angleterre et la Russie faisaient également preuve d'égoïsme et d'injustice. Elles seules profitaient de la victoire commune ; elles refusaient à l'Allemagne la part qui aurait dû lui revenir.

Bien plus, le mécontentement contre ces deux puis-

sances s'aggravait de griefs spéciaux pour chacune d'elles. A la Russie, les Allemands reprochaient, outre l'appui prêté à la France, l'insupportable orgueil que lui avaient donné les événements de 1813, sa prétention à diriger les affaires du Continent, son exigence dans la question de Pologne, et, par-dessus tout, son ingérence dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Cette animosité contre la Russie éclata dans l'assassinat de Kotzebue. Quant à l'Angleterre, elle abusait sans scrupule, croyait-on, de ses avantages économiques. Elle inondait de ses produits l'Allemagne appauvrie par de longues guerres, s'opposant ainsi aux progrès de l'industrie allemande et à la formation d'une marine nationale. A ce grief se joignaient des craintes pour l'avenir. Personne n'osait compter sur la longue période de paix qui fut si favorable au développement des ressources de l'Allemagne. Tout le monde croyait au contraire une nouvelle guerre prochaine et inévitable, soit en Orient, soit surtout du côté de la France, que l'on supposait impatiente de venger ses défaites et de reconquérir la rive gauche du Rhin. Faudrait-il donc voir une fois encore de grands événements s'accomplir en Europe sans que l'Allemagne y prît part comme grande puissance, sans qu'elle y jouât un rôle proportionné à sa force réelle, sans qu'elle tirât de ses efforts un légitime profit? Jusques à quand la mission du peuple allemand, le premier par l'esprit, et le premier aussi par la force, s'il était un, serait-elle donc ajournée?

Ces réflexions amères portèrent le coup de grâce au cosmopolitisme. Au XVIIIe siècle, la pensée alle-

mande ne voulait point distinguer l'humanité et la patrie. Elle les confond dans une synthèse harmonieuse et pacifique. Plus on est humain, dit Herder, plus on est allemand. C'est le premier stade : l'idée d'humanité domine, étant la plus haute et la plus philosophique. L'idée de la patrie lui est subordonnée; l'idée de nationalité est plutôt suspecte, à cause des souvenirs de rivalités et de guerres qu'elle éveille. Après 1806, l'idée de patrie reprend les droits et passe au premier plan, mais se concilie encore avec l'idéal du siècle précédent. En combattant Napoléon, on ne lutte pas seulement pour un intérêt national particulier, on travaille à l'affranchissement du genre humain. « Plus vous serez Allemands, dit Fichte, plus vous serez vraiment hommes. » C'est le second stade, intermédiaire, et qui dure peu. Mais après la déception de 1815, l'idéal humanitaire tend peu à peu à s'effacer, tandis que l'idée de nationalité prend sa place. Le cosmopolitisme apparaît une duperie. L'évolution est complète désormais dans les esprits. Le fait ne deviendra évident que vers le milieu du XIXe siècle, car la survivance est une loi de la psychologie des peuples. Des idées autrefois dominantes continuent à s'exprimer alors qu'elles ont perdu depuis longtemps leur efficacité, et on continue de tenir le même langage quoiqu'on ait commencé à agir, parfois sans le savoir, d'après d'autres principes. En réalité, dans les sentiments que manifesteront les Allemands d'entre 1830 et 1870, dans leur résolution opiniâtre de poursuivre, avant tout, l'intérêt politique de l'Allemagne, dans leur susceptibité ombrageuse qui prend feu à la seule idée de l'étranger touchant

aux affaires de l'Allemagne, entre pour une grande part le souvenir cuisant de la déconvenue éprouvée en 1815.

II

Tout en apprenant, à leurs dépens, que, pour jouer un grand rôle international, il faut d'abord être une nation, les Allemands patriotes ne se rendaient pas un compte exact des difficultés particulières à leur situation. L'imagination populaire restait attachée à l'idée d'un Empire : n'était-ce pas le symbole le plus clair et le plus ancien de l'unité nationale, et le plus propre à figurer dignement cette unité devant l'étranger? Cette sorte de piété historique n'est d'ailleurs pas rare dans les masses populaires, surtout chez les nations germaniques. La noblesse voyait dans le rétablissement de l'Empire la seule chance qu'elle eût de retrouver quelques-uns de ses anciens privilèges. La plupart des publicistes y poussaient de toutes leurs forces. Arndt fait ressortir, en son langage énergique, les maux que la division politique a déchaînés sur l'Allemagne : elle a été humiliée par l'étranger, elle lui a servi de champ de bataille, elle a été pour ses voisins une proie facile; à l'intérieur, les caractères se sont avilis dans des luttes mesquines et fratricides. « Unité, une unité la plus forte et la plus énergique possible, voilà ce que veut l'Allemagne, voilà ce qui est nécessaire à sa sécurité extérieure et à sa prospérité intérieure : malheur aux diplomates du Congrès s'ils ne comprennent pas ce besoin! » De différents côtés le même cri s'élève.

« Avant tout, écrit Oken dans la *Némésis*, il faut que nous demandions un empereur.... Ayons seulement un empereur, nous aurons le reste par surcroît. Alors l'Allemagne reprendra son rang, le premier parmi les nations de l'univers. Alors l'Allemagne jouira d'une liberté trois fois garantie, par l'Empereur, par les princes, et par les parlements; alors l'Allemagne n'aura plus de frontières qu'aux Alpes et à la mer. Alors enfin il n'y aura plus d'ennemis à l'intérieur de l'Allemagne : il y aura une armée impériale, pour combattre l'étranger, et non des soldats pour rire ou pour faire la guerre aux Allemands. »

Ces publicistes sans expérience sont assez excusables de s'être trompés là où Stein lui-même n'avait pas vu juste. Le rétablissement de l'Empire n'était guère possible. La maison d'Autriche, à qui le sentiment général attribuait la dignité impériale restaurée, ne se souciait pas d'une charge sans profit, et savait bien, d'autre part, que pour faire de l'Empire une vraie monarchie, il faudrait d'abord abattre la Prusse. Celle-ci, tout en marchant d'accord avec l'Autriche et la Russie, voulait demeurer grande puissance européenne, et ne pouvait accepter le rôle de puissance allemande subordonnée. Görres lui-même, qui avait un des premiers réclamé la restauration de l'Empire au profit de l'Autriche, comprit assez vite les difficultés insurmontables que rencontrait ce projet. Dans les premiers jours de 1815, il écrivit un long et curieux dialogue, intitulé *Empire et Empereur*[1], où les questions alors pendantes en Allemagne sont traitées tour à tour par

1. Görres, *Politische Schriften*, réimprimés à Munich en 1854, II, p. 354-362-369.

un Autrichien, un Saxon, un Prussien, un catholique, etc. Chacun d'eux développe ses prétentions, ses raisons ou ses plaintes. Deux points se dégagent nettement : l'état intérieur de l'Allemagne apparaît aussi inextricable, sinon plus, qu'avant la Révolution, et d'autre part, le rôle futur de la Prusse est très nettement pressenti. Elle aura pour mission de trancher les questions qui ne se dénoueront pas d'elles-mêmes. Le général qui porte la parole en son nom commence par réclamer la Saxe : la Prusse a le droit de l'annexer, en compensation des provinces polonaises qu'il lui faut abandonner. Puis il répond aux arguments tirés du droit historique et de la légitimité, cette belle trouvaille de Metternich et de Talleyrand. « Non, l'ancien état de choses ne peut pas subsister toujours et éternellement. De nouvelles formes sont nécessaires : de grands et puissants états allemands doivent s'élever, et si cet événement s'accompagne de quelque injustice, eh bien! le temps l'effacera. L'herbe poussera par là-dessus. » Ce général parle même, cinquante ans à l'avance, le langage de M. de Bismarck. « Le *dux fortissimus* des anciennes prophéties n'est pas encore apparu. C'est lui qui viendra nous apporter le salut, et nous tirer de l'état d'embarras et de confusion où nous sommes aujourd'hui. Il tranchera les questions avec l'épée. Il agira *par le fer et par le sang* ; il fera de l'Allemagne une table rase, sur laquelle enfin la raison pourra s'inscrire, puisqu'on ne veut pas écouter la raison. On ne veut pas, lorsqu'il en est temps encore, établir la vraie constitution. Il faudra donc la force, pour accomplir ce qui n'aura pas été fait de bon gré. »

La réponse à ces prévisions menaçantes est ce que l'on a répété bien des fois avant et après 1866 : l'Allemagne doit devenir une, mais sans se mutiler. Il faut respecter les caractères propres de chaque rejeton de la race allemande, car cette diversité même est l'originalité de l'Allemagne. Enfin, les œuvres de la violence et de l'injustice ne sont pas durables. Le Prussien ne réplique guère. Il laisse dire. Il admet même que l'on offre à l'Autriche la dignité impériale; mais il ne renonce pour cela à aucune de ses espérances. Il fait pour l'avenir des réserves expresses. « De quelque façon que la Prusse fasse sentir son influence dans l'avenir, celle-ci ne peut être que salutaire et bienfaisante. Elle n'aspire point à la dignité suprême, mais elle ne veut renoncer à rien de ce que les siècles futurs lui réservent. Actuellement, ses soldats lui ont conquis une place d'honneur, et on courrait grand risque à vouloir l'en déposséder[1]. » Tout ceci indique un sentiment fort net de la place que la Prusse occupera désormais en Allemagne, et de la fonction que les circonstances pourront un jour lui assigner. Elle personnifie la force militaire devant laquelle, en dernière analyse, les résistances s'inclinent et les obstacles s'aplanissent. Ses victoires lui ont donné le droit de parler haut; elles ont proclamé fièrement sa mission.

Cependant l'acte fédéral reconstituait l'Allemagne, pour le présent, conformément aux vues de l'Autriche, c'est-à-dire sous une forme absolument contraire aux vœux et aux espérances des patriotes.

1. Görres, *Politische Schriften*, II, 382.

L'unité de l'Allemagne ne fut établie qu'en apparence. Les princes et rois non médiatisés restèrent souverains, libres de traiter et de s'allier avec qui bon leur semblerait. Par suite, point d'armée nationale, point de force allemande capable d'imposer le respect à l'étranger, point de liberté intérieure du commerce, point d'unité des poids et mesures, des monnaies, du Code, etc. Rien de ce qu'on avait cru tenir ne se réalisait. Mais la déception la plus cruelle fut le silence de cette constitution sur le chapitre des libertés intérieures. Partout on espérait mieux, sur la foi de promesses formelles. L'Acte fédéral dit simplement : « Des Parlements *seront établis* dans chacun des états allemands. » C'était dire que les gouvernements demeuraient libres de n'en point établir, s'ils le préféraient, et que la Diète n'interviendrait pas pour les y contraindre. L'Autriche, naturellement ennemie des institutions parlementaires, devait peser de toute sa force sur les états soumis à son influence, afin que cet article restât lettre morte.

Ce résultat, qui désespérait Stein et ses amis, pouvait se prévoir depuis quelque temps déjà. Plus la victoire des alliés devenait probable, et enfin certaine, plus les dispositions réelles de l'Autriche et de la Prusse se dessinaient. *Passato il pericolo, gabbato il santo*, dit le proverbe italien. Entre l'*Appel à mon peuple* de mars 1813 et le Congrès de Vienne de mars 1815, le roi de Prusse avait réfléchi. La proclamation de Koutousof à son entrée en Allemagne, les promesses maintes fois répétées pour enflammer l'enthousiasme patriotique, étaient tenues pour nulles et non avenues. Fichte, quelque temps avant

sa mort, avait eu comme le pressentiment de ce manque de foi. « Lorsque le prince, subjugué par Napoléon, lance un *Appel à son peuple*, cela veut-il dire : Soulevez-vous pour être mes esclaves à moi et non pas ceux de l'étranger? Ils seraient bien sots. Notre ennemi, c'est notre maître, dit le fabuliste. Il ne faut pas que les promesses des princes soient simplement un moyen employé par eux quand ils se sont convaincus de l'inutilité de tous les autres. Il ne faut pas que le sang allemand coule pour rétablir les privilèges[1]. » La menace est claire. C'est là l'esprit révolutionnaire que Metternich dénonçait chez les patriotes prussiens, à commencer par les deux plus grands, Stein et Fichte. Aussi a-t-il toujours vu de mauvais œil la formation de corps de volontaires et le soulèvement soi-disant national. Il craint les conséquences. Après la bataille, les soldats demanderont leur salaire, et Metternich trouve qu'ils n'ont droit à rien. S'ils sont allés se battre, c'est avec l'agrément, ou plutôt sur l'ordre de leurs maîtres légitimes. Ce n'est pas une raison, parce qu'ils ont été victorieux, pour devenir rebelles.

Un conflit était inévitable. Görres s'en aperçut de bonne heure, et dans ses articles du *Mercure du Rhin* la prière et la menace se succèdent. « Il ne faut pas croire, dit-il dès le mois de juin 1814, que l'on s'en tirera avec des traités à l'ordinaire et avec des mots; les peuples ont donné pour de bon, et veulent recevoir pour de bon leur récompense[2]. » Un peu plus tard, il risque une allusion peu voilée

1. Fichte. *Aus dem Entwurfe zu einer politischen Flugschrift im Frühlinge 1813* (*Œuvres*, VII, p. 551.

2. *Der Rheinische Merkur*, n° 25, I, 453.

à la mauvaise foi qui a perdu Napoléon. D'ailleurs, si les publicistes réclament un minimum de liberté politique, ce n'est pas au nom des Droits de l'homme, ce n'est pas en se fondant sur des considérations théoriques et sur la raison pure. Ils font valoir plutôt, à l'exemple de Stein, des arguments historiques. Avant les bouleversements des vingt dernières années, avant la tyrannie de Napoléon, disent-ils, les Allemands n'étaient pas abandonnés sans défense à l'arbitraire de leurs maîtres, à ce que Stein appelle énergiquement le *sultanisme*. Presque partout il existait des corps représentatifs, des États, qui défendaient leurs droits tant bien que mal. Sans doute l'importance politique de ces états était allée toujours déclinant de plus en plus. A la fin du XVIIIe siècle, le pouvoir de la plupart des princes allemands, en fait, était absolu. Mais en droit, tout au moins, il ne l'était pas. Fallait-il donc que cette dernière garantie disparût, et que les sujets fussent livrés, sans résistance légale possible, à tous les abus d'un despotisme bureaucratique? Est-ce là la récompense de leur fidélité et de leur dévouement, est-ce là le salaire de tant de sang versé? Stein, à Vienne, ne peut contenir sa colère. Mais que servaient les avis les plus raisonnables, les représentations les plus pressantes, contre le courant de la Sainte-Alliance? Comme l'idée d'unité, le besoin de liberté se heurtait à la contre-Révolution, et il ne pouvait être satisfait que lorsqu'elle aurait perdu de sa force. La lutte devait durer près d'un demi-siècle.

III

Les libéraux allemands et les partisans de l'unité nationale savaient parfaitement qu'ils n'avaient rien à attendre de l'Autriche, pour qui leurs désirs étaient criminels et révolutionnaires. Ils n'en mettaient que plus d'insistance à se réclamer de la Prusse. Ils ne pouvaient comprendre que cette puissance ne suivît pas en Allemagne une politique opposée à celle de sa rivale, et ne songeât pas à attirer à elle les forces que l'Autriche s'efforçait de comprimer. « L'Autriche, disait Görres, peut, de par sa constitution et son passé, être exclusivement conservatrice. La Prusse, de par son avenir, doit être libérale. C'est une puissance jeune. Il faut qu'elle gagne la confiance ferme et constante de l'Allemagne : et pour cela elle doit avoir une constitution libre et solide, fondée sur la justice et non sur le mensonge. Il faut qu'elle travaille continuellement à devenir une puissance allemande, au lieu d'essayer comme par le passé, de transformer l'Allemagne en une puissance prussienne[1]. » Voilà,

1. *Politische Schriften*, III, p. 348. Fichte, en 1813, tenait déjà le même langage. « Il vaudrait mieux que la couronne impériale fût confiée à la Prusse qu'à l'Autriche. Celle-ci a des intérêts aux Pays-Bas, en Italie, en Turquie. Le souverain de l'Autriche ne peut pas être empereur d'Allemagne, et la Russie a intérêt à ne pas le laisser le devenir. Mais la Prusse.... est un état proprement allemand. Elle n'a aucun intérêt à être injuste.... L'esprit de son histoire jusqu'à présent la force à marcher en avant dans la liberté, pour s'approcher de l'Empire. Ce n'est qu'ainsi qu'elle peut continuer à exister : autrement elle périt. » *Œuvres*, VII, p. 554.

dès 1815, le problème posé avec une netteté parfaite; voilà, admirablement caractérisée, l'équivoque toujours renaissante, dont la Prusse profitera à la longue, même si elle ne fait rien pour l'entretenir. Les libéraux semblent dire à la Prusse : « Faites ce que nous demandons, donnez-nous ce que toute l'Allemagne réclame avec nous, une constitution, un parlement, la liberté, et en récompense, avec notre appui, l'unité allemande s'accomplira par vous. Sinon, « avant que le siècle soit achevé, la Prusse périra par la haine de l'Allemagne ». Mais le gouvernement prussien n'a jamais cru que les libéraux pussent lui faire ni tant de bien ni tant de mal. Ils s'attribuent, selon lui, trop d'importance. La Prusse veut bien se servir d'eux, mais non pas les servir. Elle poursuit ses propres desseins, et se soucie peu de leurs *desiderata*, flattant tantôt leurs espérances et tantôt les rabrouant, selon l'intérêt du jour.

Mais, dira-t-on, ne pouvait-elle, sans abandonner les principes de sa politique, montrer quelque sympathie aux vœux des libéraux et des patriotes allemands? Pourquoi ne s'emparait-elle pas du rôle que l'Autriche ne pouvait ni ne voulait remplir ? N'était-ce pas le meilleur moyen de se venger des déboires qu'elle avait subis, au lieu de se traîner à la remorque de l'Autriche, et de rivaliser avec elle de rigueurs réactionnaires? Elle y avait songé peut-être, mais des considérations de diverse nature l'en avaient détournée. D'abord, épuisée par les efforts des dernières campagnes, elle avait besoin de repos pour se refaire, pour rétablir ses finances et changer son système économique. Puis, comme l'explique

fort bien M. de Treitschke, elle était occupée à une digestion laborieuse. Il lui fallait assimiler les millions de sujets nouveaux qu'elle venait d'annexer, Saxons et Rhénans, fort peu satisfaits d'avoir été faits Prussiens d'un trait de plume, — sans parler des Polonais. Rien ne vaut, en pareil cas, les procédés énergiques que peut seul employer un pouvoir absolu : il n'a de comptes à rendre à personne. Pourquoi donner une voix à des protestations qui s'enflent, se multiplient, et s'exaspèrent lorsqu'elles s'expriment librement, tandis qu'une administration habile et vigoureuse les étouffe dans le silence?

En outre, la Prusse n'aurait pu se mettre à la tête des libéraux allemands sans rompre en visière à l'Autriche et à la Russie, et sans sortir, par conséquent, de la Sainte-Alliance. Elle aurait risqué une grande guerre. Cela n'était ni dans le caractère, ni dans les goûts du roi. Les terribles souvenirs de 1807 lui faisaient apprécier tous les avantages de la paix. Pour rien au monde il n'aurait aventuré une seconde fois l'existence de son royaume. D'ailleurs ses idées politiques le rapprochaient bien plus de Metternich ou de la Russie que des libéraux allemands. Avant la conclusion de la paix, il est vrai, il s'était solennellement engagé à donner une constitution à son peuple ; mais il s'était réservé de tenir la promesse à son heure, et il crut faire beaucoup en établissant des états provinciaux, qui ne réussirent point. Il avait subi Stein plus qu'il ne l'avait accepté, et parut toujours lui garder un peu rancune des services qu'il en avait reçus. Il conserva Hardenberg, plus souple que Stein et plus

habile à suivre la volonté molle, mais tenace du souverain. Frédéric-Guillaume III ne savait pas toujours ce qu'il voulait, ni même ce qu'il ne voulait pas : néanmoins des ministres adroits pouvaient se régler sur ses penchants et sur ses antipathies. Or il lui répugnait évidemment de se soumettre au contrôle d'un Parlement, et d'abandonner la moindre parcelle du pouvoir absolu que les rois de Prusse avaient toujours exercé dans leurs états.

Pour toutes ces raisons la Prusse, en 1815, n'hésita pas entre les publicistes qui l'appelaient à défendre la cause libérale, et la Sainte-Alliance qui voulait la réaction. La dénonciation de Schmalz avait donné le signal ; tout ce qui était tant soit peu patriote ou suspect de libéralisme, fut atteint par la disgrâce ou la persécution, parfois même, emprisonné ou exilé. Görres fut consterné de cette brutalité prussienne, qui à ses yeux équivalait presque à une trahison. Il se venge comme il peut ; il rappelle à la Prusse qu'après tout sa grandeur se fonde sur sa popularité en Allemagne — (en quoi il se trompe, et bien d'autres se tromperont après lui : la Prusse veut à sa puissance un fondement plus solide) ; — et que cette popularité, toute récente, est bien précaire. « Est-ce votre vieux système de gouvernement prussien, dans sa grossièreté et sa dureté révoltantes, que vous voulez de nouveau imposer au monde, qui le hait du fond de son âme et qui fait tout ce qu'il peut pour y échapper? Comme la Pologne s'est cabrée contre ce système! comme, en si peu de temps, il s'est fait cordialement détester dans le Hanovre! comme les Saxons se sont révoltés contre lui!

Comme il était autrefois, tout le long du Rhin, un épouvantail et un objet de dégoût[1] ! »

La réponse ne se fit pas attendre. La Prusse ne se détacha pas de la Sainte-Alliance, mais le *Mercure du Rhin* fut supprimé le 3 janvier 1816, « pour cause d'excitation au mécontentement et à la discorde ». Le *Mercure du Rhin* avait vécu juste deux ans : assez pour passer des plus radieuses espérances à la plus triste désillusion. Bientôt, après son livre sur *l'Allemagne et la Révolution*, Görres dut se réfugier en Suisse. La réimpression des écrits de Fichte fut interdite, et, s'il eût vécu, il n'eût sans doute pas été mieux traité que Arndt, Iahn et tant d'autres patriotes. Stein se sentait de plus en plus délaissé, et ses lettres sont mélancoliques. Il écrit à Capo d'Istria, qui se plaignait de ne pas recevoir de ses nouvelles[2] : « N'attribuez mon silence, je vous prie, qu'à la paresse de l'âge, et à mon découragement en voyant l'état de cette pauvre Allemagne. Sous prétexte de sociétés secrètes, de conspirations, etc., le despotisme se donne carrière. L'Autriche ne veut pas entendre parler de liberté, la Prusse hésitante suivra l'Autriche. Rien ne se fera. Regardant de cet œil l'état général des affaires, il est naturel que je me renferme en moi-même, puisque je n'ai pas d'emploi qui réclame mon activité. Je préfère m'occuper de toute autre chose que de cet état présent que je hais. » C'est alors que Stein conçut et exécuta le projet d'une Société pour la publication de documents touchant l'histoire de l'ancienne Allemagne.

1. *Der Rheinische Merkur*, n° 130, III, 347.
2. Pertz, V, 55-56.

Ce ton de découragement est frappant chez Stein, qui n'était pas un hypocondriaque comme Niebuhr, ou un homme d'imagination comme Görres, mais un caractère ferme, énergique, sanguin, selon l'expression anglaise. De fait, les dispositions des cours ne permettaient plus la moindre illusion. Voyez, par exemple, le *Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne*, « par M. de Stourdza, conseiller d'État de S. M. I. l'empereur de toutes les Russies[1] ». C'est une petite brochure inspirée et peut-être écrite en partie par le tsar Alexandre. Tout le mal, selon l'auteur, vient des universités et de la liberté de la presse. Il faut que les étudiants soient soumis à une discipline sévère, que les professeurs soient l'objet d'une surveillance effective, et les universités tout à fait dans la main de l'État. Il faut réprimer le « désordre affreux » de l'éducation publique.... La liberté de la presse, devenue en ce moment (en 1818!) le plus odieux scandale, n'aurait pas dégénéré en licence effrénée sous les auspices d'une meilleure éducation[2].... L'origine de la licence de la presse est un grave reproche pour la plupart des gouvernements du XVIIIe siècle.... Permettre à des gens sans aveu et sans fortune d'écrire périodiquement et impunément tout ce que leur suggèrent l'humeur, l'esprit de parti ou la vénalité, c'est placer sous la protection des lois le genre d'existence le plus immoral, c'est donner une fausse direction à l'esprit public et l'égarer sans retour[3]. » Conclusion : supprimer la liberté de la presse, ou

1. Paris, nov. 1818.
2. Page 50.
3. Page 56.

à peu près. Toutefois l'auteur reconnaît qu'il faut fournir un aliment à l'activité inquiète des classes éclairées en Allemagne. « Au défaut de l'unité politique, qui n'est jamais durable lorsqu'elle bouleverse les droits existants, ne devrait-on pas du moins offrir un point de ralliement à la pensée moyennant la création d'un Institut national germanique dans quelque ville libre de l'Allemagne? Cet établissement occuperait une foule de têtes plus désœuvrées qu'immorales..., etc.[1] » L'idée était piquante : octroyer une académie à un peuple qui demande une constitution.

Mais elle venait trop tard. Au XVIIIe siècle, une pareille institution eût suffi peut-être à contenter les rares Allemands qui désiraient un symbole visible de leur unité nationale. En 1815, le besoin d'unité politique s'est éveillé et il s'est exprimé. La Sainte-Alliance pourra le contraindre au silence : il reparaîtra plus violent, plus exigeant, plus général en 1830 et en 1848. Aussi bien l'idée d'unité nationale, rejetée par le Congrès de Vienne, malgré les efforts de Stein et les prières des publicistes, comme irréalisable et chimérique (ce qui était vrai pour le présent), — comme dangereuse et révolutionnaire (ce qui n'était pas non plus sans quelque apparence de vérité), cette idée avait singulièrement gagné pendant les dix dernières années, et si l'heure présente lui était défavorable, elle pouvait compter sur un meilleur avenir.

Comparez en effet à ce point de vue l'Allemagne de 1789 à celle de 1815. En 1789, point de vie poli-

1. Page 62.

tique commune. La nation, dans sa masse comme dans son élite, ne prend aux choses de la politique qu'un très faible intérêt. Si l'occasion s'en présente, comme au moment de la *Ligue des princes*, elle se montre peu soucieuse de l'unité politique. Un autre idéal l'occupe. En 1815, au contraire, un patriotisme jeune et ardent s'est révélé, chez une minorité il est vrai, mais il n'en est que plus enflammé, et il proclame que la seule patrie de l'Allemand, c'est toute l'Allemagne. L'imagination populaire a été mise en branle par les Fichte, les Arndt, les Kœrner, par les écrivains et les poètes de la période héroïque, par les écrivains romantiques eux-mêmes. Frappée par une succession de revers et de succès inouïs, elle sent que, si l'Allemagne n'a pas tiré de sa victoire le profit qu'elle était en droit d'espérer, le défaut d'unité en est la cause. Pour être forte, il faut que l'Allemagne soit une. Cette vérité, presque un *truism*, était restée longtemps inaperçue. Dès qu'elle est comprise, la lutte est virtuellement engagée contre le particularisme.

Il se défendra longtemps, car il a tous les avantages de la possession d'état. Il est conforme aux tendances et aux intérêts de l'Autriche, qui a gardé la haute main dans les affaires allemandes. Il est devenu, pour ainsi dire, essentiel à l'Allemagne dans les trois derniers siècles. Le fait a même engendré une théorie, selon l'habitude philosophique du pays. On a déduit le particularisme de la nature de l'Allemand *en soi*. L'Allemagne, entre toutes les nations de l'Europe, présente seule ce caractère que les différents rameaux de la race, Bavière, Saxe, Prusse, Hanovre, etc., ne se confondent pas en un

tronc commun, comme ont fait les provinces françaises. Chaque peuple a conservé sa physionomie propre et tient à une indépendance relative. L'Allemagne doit conserver cette originalité. Quel avantage aurait-elle à substituer, à cette diversité vivante, une uniformité artificielle ? En beaucoup d'endroits, le peuple restait attaché à ses dynasties particulières, dont la plupart étaient fort anciennes, et, après la retraite des Français, il avait retrouvé ses anciens maîtres avec joie. Plus d'un prince avait été surpris de ce loyalisme inattendu, qu'il n'avait rien fait pour mériter. Tel ce landgrave de Hesse-Cassel, qui s'était enfui à la première alerte avec ses trésors. « C'est un vieil âne, c'est vrai, disait un paysan, parlant de son prince revenu dans ses états, mais c'est tout de même lui que nous voulons[1]. »

Malgré tout, cependant, le particularisme est entamé. Il a été trop évidemment l'occasion, sinon la cause essentielle, des fautes et des vices qui ont attiré sur l'Allemagne tant de malheurs : l'oubli de la patrie commune, l'indifférence et le mauvais vouloir des Allemands les uns envers les autres, l'égoïsme des princes, leurs ambitions coupables, leur platitude devant Napoléon. Puis, l'Allemagne du sud et de l'ouest n'avait pu être soumise impunément, pendant vingt ans, à une instabilité politique perpétuelle. Toutes ces sécularisations et médiatisations, ces formations de grands-duchés et de royaumes, ces agrandissements de territoire et ces remaniements, les changements d'administration

1. Cité par H. von Treitschke, *Deutsche Geschichte*, I, 516.

qui s'ensuivaient, la conscription, l'abrogation des vieux usages, l'introduction des lois nouvelles ou du code Napoléon, tout cela avait agité singulièrement des populations engourdies par une longue immobilité. Ces paysans, accoutumés de temps immémorial à obéir au même maître, l'avaient vu s'enfuir devant les Français, en avaient accepté bon gré mal gré un autre; quelques-uns en avaient changé trois ou quatre fois en dix ans! Le rétablissement de l'ordre ancien n'empêcha point les agitations des années précédentes de laisser des traces durables. La secousse imprimée à ces âmes simples ne disparut point une fois l'équilibre rétabli : elle continuait son œuvre au-dessous, et les préparait pour d'autres bouleversements ultérieurs. Le résultat de ce travail silencieux et subconscient apparut seulement en 1866. Si les populations se soumirent avec une facilité surprenante aux lois du vainqueur, c'est en partie, parce qu'elles avaient été, pour ainsi dire, *polarisées* au commencement de ce siècle. En ce sens, le prince de Bismarck a été, il l'a dit lui-même, l'héritier de la Révolution.

La période des grands mouvements finissait donc, en Allemagne comme en France, par une restauration. Mais de même qu'en France, pour se faire accepter, la Restauration avait dû consolider une partie au moins de l'œuvre révolutionnaire, ainsi, en Allemagne, on n'avait même pas songé à rétablir le Saint-Empire, et certains résultats demeuraient acquis. Les états ecclésiastiques avaient définitivement disparu; ceux de l'Allemagne du sud restaient ce que Napoléon les avait faits. Le besoin de liberté politique et d'unité nationale était comprimé,

non supprimé. De plus, pour la seconde fois un fait d'une extrême importance s'était produit. Déjà, au milieu du XVIIIe siècle, pendant la guerre de Sept ans, l'imagination allemande avait été frappée de l'énergie et de la force déployées par la petite Prusse, tenant tête aux trois plus grandes monarchies du continent. L'orgueil national avait tressailli aux victoires de Frédéric II. Il en était resté un sentiment mixte, où à la vieille défiance contre la politique astucieuse et rapace de la Prusse se joignait un respect admiratif pour sa force et son endurance dans le malheur. C'est là ce qui avait permis à Frédéric II de grouper derrière lui tant d'états allemands dans la *Ligue des princes*. Or voici que, dans des circonstances plus critiques encore, et où la destinée même de l'Allemagne était engagée, la Prusse donne de nouveau le même spectacle. Écrasée à Iéna (ce qui parut à beaucoup le juste châtiment de sa politique tortueuse et égoïste), elle tire de son désastre même l'énergie nécessaire pour le réparer. Elle se prépare en silence, à force d'abnégation et de patience, à devenir, après Moscou, le plus redoutable ennemi de Napoléon. Lorsqu'elle lui déclara la guerre au printemps de 1813, chaque patriote sentit que tout ce qui restait d'énergie et de vigueur en Allemagne s'était concentré là, et devait vaincre ou sombrer avec elle. Telle est la signification d'un fait souvent remarqué ; parmi les hommes d'État qui travaillent à relever la Prusse après Iéna, trois seulement sont Prussiens de naissance : Schön, Schleiermacher et Humboldt. Les plus grands sont venus du dehors : Stein est baron de l'Empire, Scharnhorst était Hanovrien, Niebuhr

Danois, Fichte Saxon, Arndt est né dans la Poméranie suédoise. Tous savent que servir la Prusse en ce moment, c'est servir l'Allemagne : tous sentent que l'on peut demander à cet état vivace et solide, malgré son désastre, un effort suprême et décisif.

C'est alors qu'est née la « mission allemande de la Prusse », avec toutes les équivoques que ce mot renfermait.

L'intérêt vital de l'Allemagne s'était confondu, pour un temps, avec celui de la Prusse : les patriotes ne comprirent pas, ou plutôt ne voulurent pas comprendre qu'une fois la crise passée, la confusion cessait d'elle-même. Ce fut pour eux un chagrin toujours nouveau que de voir le cabinet de Berlin suivre une politique exclusivement prussienne, alors qu'ils attendaient de lui une politique allemande. Mais jamais la Prusse n'avait entendu renoncer à sa voie propre et à ses traditions : la disgrâce de Stein aurait dû le faire apercevoir aux moins clairvoyants. Qu'elle eût sauvé l'Allemagne en se sauvant elle-même, elle en était fière, et ne demandait pas mieux que de recevoir le prix de ses services : mais elle ne concevait pas que ce prix dût être d'abandonner les traditions qui étaient sa force, et de cesser d'être la Prusse, pour poursuivre le rêve de patriotes épris d'unité et de liberté.

Toutefois, ni les rigueurs d'une réaction « plus qu'autrichienne », ni la politique obscure parfois et hésitante de la Prusse, ni ses moments de faiblesse et d'humiliation, rien ne put effacer l'impression reçue au commencement du siècle. L'Allemagne demeura persuadée que si elle avait quelque chose à espérer ou à craindre, c'était de la Prusse que le

coup décisif viendrait. En lui donnant la province rhénane au lieu de la Saxe, ne lui avait-on pas confié le poste du danger et de l'honneur? M. Seeley explique fort bien que l'exclusion de l'Autriche a pu se prévoir, du jour où elle a consenti à cette combinaison. En effet, après 1815, l'Autriche apparaît comme un empire composite, comptant beaucoup moins de sujets Allemands que d'Italiens, de Slaves et de Magyares. La Prusse au contraire a perdu de ses sujets slaves pour en acquérir d'allemands. Elle s'est allégée d'un poids, au détriment, il est vrai, de sa frontière : mais elle est devenue la grande puissance allemande par excellence. Elle fait face à la fois à la France à l'ouest et à la Russie à l'est. Aussi verra-t-on bientôt apparaître l'idée d'une Allemagne sans l'Autriche. L'idée d'une Allemagne sans la Prusse naîtra également, mais n'aura pas la même fortune. L'opinion comprenait que, hors de l'Allemagne, l'Autriche pouvait continuer à vivre, et même à vivre pour l'Allemagne, tandis qu'il eût été impossible de séparer la Prusse du corps germanique sans la détruire.

Le temps seul devait développer ces conséquences, aujourd'hui devenues des faits. En 1815, la Prusse, fermement attachée à la Sainte-Alliance, marchait d'accord avec l'Autriche et faisait montre de son zèle réactionnaire. Les libéraux et les patriotes, découragés par des déceptions successives, dont l'attitude de la Prusse n'était pas la moins vive, ajournèrent leurs espérances. Une fois de plus, les esprits mal satisfaits de la réalité politique, tournèrent ailleurs leur activité. Mais cette fois ce n'est plus la littérature qui les attire. Un

système philosophique passionne l'Allemagne, l'hégélianisme, système à la fois métaphysique et réaliste, qui rétablit dans leurs droits l'histoire et la politique, et qui, sous une forme abstruse, annonce les temps nouveaux. De Leibniz à Hegel, l'idéalisme allemand s'est transformé.

CHAPITRE III

HEGEL ET LA THÉORIE DE L'ÉTAT. — FEUERBACH.

I

Après une période d'éclat incomparable, où la doctrine de Hegel a exercé une domination sans rivale, où philosophie, science, théologie, histoire, tout convergeait vers elle et s'inspirait de ses principes, elle est tombée très vite dans un profond discrédit. Tandis que Kant, Schopenhauer, Herbart, Krause et d'autres ont encore leurs disciples, il n'y a plus, à proprement parler, d'école hégélienne. Les survivants s'estiment heureux si l'on consent à reconnaître l'importance historique de la doctrine. Et pourtant peu de systèmes ont aussi profondément marqué leur empreinte sur les idées, la vie et l'histoire même d'une nation. Si l'hégélianisme n'a pu subsister comme corps de doctrine, — il est intenable, en effet, au point de vue spéculatif, — son influence se retrouve partout dans le domaine de l'action, mais diffuse et pour ainsi dire au second

degré, s'exerçant par l'intermédiaire des hommes d'État, des publicistes, des historiens surtout. Beaucoup l'ignorent ou la nient, qui en sont eux-mêmes imprégnés. Quand on jugera de plus loin et d'ensemble les transformations de l'Allemagne au XIXe siècle, le rôle de l'influence hégélienne se détachera pour ainsi dire de lui-même. Elle apparaît moins aujourd'hui, parce qu'elle est mêlée partout à la trame des événements.

Hegel, a dit un de ses historiens, était éminemment un Souabe[1]. Par ce seul mot un certain nombre de caractères sont déjà *connotés*, selon l'expression de Stuart Mill. Dans l'opinion allemande, le Souabe est en général une nature simple, et cependant profonde; gauche, maladroite, avec de grands dons naturels dont elle ne sait pas toujours tirer parti, et prêtant au ridicule, quoique profondément respectable par sa moralité intime et essentielle. On l'oppose à l'Allemand du nord, qui passe pour plus habile, plus adroit, plus utilitaire, mais aussi plus sec et moins capable de sentir la poésie de la nature ou de pénétrer par la philosophie le mystère de la réalité. On croit l'Allemand du nord mieux fait pour la diplomatie, la guerre, les affaires, celui du sud pour la poésie et pour l'art. Naturellement les exceptions sont nombreuses. Pour Hegel en particulier, il est difficile de voir en lui une nature simple; mais on ne saurait lui refuser la profondeur, et le développement de son esprit fut lent et pénible. Il a longtemps cherché sa voie.

Hegel avait étudié en théologie, puis, après de

1. Voyez ROBERT HAYM, *Hegel und seine Zeit*. 1857, p. 19.

longs tâtonnements, s'était mis à collaborer avec Schelling, alors dans tout l'éclat de sa jeune gloire. Mais Schelling se perd dans le vague, dans le mysticisme et la théosophie. Hegel, esprit plus positif, plus soucieux à la fois de la logique et de la réalité, se sépare de son maître. D'ailleurs la direction donnée par Schelling aux travaux de Hegel n'avait pas été heureuse. Dans un mémoire *de Orbitis planetarum*, Hegel démontrait par la méthode de Schelling qu'il ne pouvait pas y avoir de planètes dans une certaine région de notre système solaire : or juste au moment où le mémoire allait paraître, on en découvrit une. Hegel se résolut bientôt à fonder un système de philosophie indépendant. Les principes de la doctrine sont exposés dans la « *Phénoménologie de l'Esprit* » qui parut en 1807. « C'est l'ouvrage, dit M. Haym, dont la lecture a martyrisé toute une génération de jeunesse avide de savoir, et qui, aujourd'hui, après une seconde génération écoulée, n'est guère plus lu que la *Messiade* de Klopstock, ou la scolastique du moyen âge[1]. » De fait, l'intelligence en est extrêmement pénible. Imaginez la construction d'une philosophie à laquelle doivent également concourir la logique, la psychologie et l'histoire, où le réel et l'abstrait doivent se fondre et s'unir comme dans la réalité. C'est le trait fondamental de la doctrine : un idéalisme absolu qui veut que ses formules soient non pas vides, mais pleines de la réalité vivante, dont les lois veulent se justifier par l'histoire, et la justifier du même coup, enfin concilier l'idée et le fait, sans mutiler le fait, sans matérialiser l'idée.

1. Haym, p. 214.

« Tout ce qui est rationnel est réel, tout ce qui est réel est rationnel. » Philosophie puissante, mais difficilement intelligible, enfermant volontairement en soi la contradiction, et se flattant de la résoudre en la dépassant.

Le temps n'était pas encore venu où cette doctrine devait séduire la majorité des esprits en Allemagne. D'autres soucis les occupaient. Cette même année 1806 vit l'écroulement de la Prusse à Iéna. Hegel ne s'en émeut pas autrement, et peu s'en faut qu'en bon Wurtembergeois il n'ait applaudi à la victoire des Français : on sait à quel point la Prusse était haïe alors dans l'Allemagne du sud. Par contre, Hegel admire Napoléon, qu'il appelle « l'âme du monde », et dont il souhaite le succès, espérant sans doute qu'après sa victoire définitive, au moins on aura la paix. Les années qui suivirent furent particulièrement dures pour Hegel. Il dut collaborer, pour vivre, à la *Gazette de Bamberg*, journal dévoué à la politique napoléonienne. Il ne s'acquitte pas mal de ce métier peu fait, semblerait-il, pour un métaphysicien. Pendant un an et demi, il accomplit quotidiennement la besogne insipide dont il est chargé. On retrouve dans sa prose toutes les platitudes et flagorneries d'usage envers Napoléon. Jamais un mot qui fasse soupçonner l'auteur de songer aux intérêts allemands : c'est toujours l'intérêt français d'abord, puis l'intérêt bavarois. Hegel est d'accord en cela avec tant d'autres Allemands du sud qui croyaient ainsi non manquer à leur patrie, mais la servir. Il faut tenir compte aussi du prestige de Napoléon avant la défaite. En 1813, Hegel gardera une attitude incrédule et ironique. Gœthe disait :

« Agitez vos chaînes tant qu'il vous plaira : c'est un homme trop grand pour vous. » Hegel pensait de même. Il fallut Leipzig et Waterloo pour le faire changer d'opinion.

Cependant, la réputation de Hegel avait grandi et éclipsé celle de son ancien maître Schelling. Après la guerre, il accepte une chaire à l'université de Heidelberg, mais ses regards sont tournés vers Berlin : il sent que sa place y est marquée d'avance. Deux ans plus tard, en 1818, il y est enfin appelé. Ses tendances politiques conservatrices le désignaient au choix du gouvernement prussien. Auparavant, en 1817, il avait pour ainsi dire donné des gages en publiant un écrit politique qui fit beaucoup de bruit. Un conflit ayant éclaté entre le roi de Wurtemberg et son parlement, Hegel fit paraître un *Jugement des actes des États de Wurtemberg pendant les années* 1815-1816[1]. C'est une critique fort dure de la conduite des États. Hegel prend résolument pour principe le pouvoir absolu du souverain. Il a une sympathie naturelle pour la volonté énergique, habile et opiniâtre du roi Frédéric de Wurtemberg, qui était en effet un des princes les plus intelligents, sinon les plus scrupuleux, de l'Allemagne. On reconnaît au langage de Hegel l'admirateur de Richelieu et de Napoléon. Parlant, lui aussi, de « la patrie délivrée », il entend par là que la souveraineté des princes est rétablie dans sa totalité, et n'est plus une soumission déguisée à l'empereur des Français. C'est le point de vue opposé à celui de Stein. Aux yeux de Stein, la délivrance de l'Alle-

1. Haym, p. 352-3.

magne n'allait pas sans la liberté des Allemands. Il fallait restaurer les droits que les princes avaient confisqués, leur ôter la faculté de jouer à la grande puissance, d'entretenir des relations diplomatiques avec l'étranger, et surtout leur enlever le pouvoir absolu qu'ils s'étaient arrogé. Stein voulait que tout Allemand eût au moins la garantie d'un minimum de droits civils et politiques. Hegel l'entend autrement. Selon lui, les exigences des libéraux et des soi-disant patriotes sont révolutionnaires et dangereuses.

Il était donc naturel que Stein fût en disgrâce et Hegel bien en cour à Berlin. Il y passa les treize dernières années de sa vie, admiré, entouré d'une foule de disciples, parmi lesquels beaucoup d'hommes de mérite, ayant trouvé l'atmosphère politique qui lui convenait. Lorsqu'il prononça la leçon d'ouverture de son cours, il prit pour texte « l'affinité élective, la parenté originelle de l'État prussien et de la philosophie hégélienne. » Hegel la démontre *a priori*, et joint à la démonstration un éloge enthousiaste de la Prusse et de la guerre contre Napoléon.

A partir de ce moment, l'optimisme politique de Hegel sera imperturbable. Tandis que la Prusse s'engage de plus en plus dans la voie de la réaction à outrance, de la persécution mesquine et policière, qu'elle disgracie, exile ou emprisonne les écrivains et les héros de la guerre de l'indépendance, comme Stein, Arndt, Görres, Jahn, Gneisenau, etc., au point de provoquer les protestations de Schleiermacher et même de Humboldt, qui n'était certes pas un révolutionnaire, Hegel ne trouve à redire à rien.

L'État prussien reste pour lui l'État par excellence, l'État idéal, le véritable État moderne. Hegel fait l'apologie des résolutions de Carlsbad, et des mesures de répression qui suivirent. Lui-même n'hésite pas à dénoncer le philosophe Fries, élève de Kant. Et ce n'est pas seulement à la doctrine de Fries qu'il en a : il lui reproche surtout d'avoir pris la parole dans la fameuse manifestation des étudiants à la Wartburg, manifestation inoffensive en somme et qui ne méritait pas le bruit que l'on en fit. Hegel trouve bon que les gouvernements surveillent de très près cette façon de philosopher qui peut devenir pernicieuse pour l'ordre public et pour l'intérêt de l'État. Un critique ayant fait remarquer ce que la conduite de Hegel envers Fries avait d'étrange, Hegel, vivement blessé, s'adressa au gouvernement pour recevoir satisfaction, et l'obtint en effet [1]! A un moment où tout mouvement d'esprit, toute nouveauté étaient suspects, Hegel était *persona grata*, et jouissait évidemment d'une faveur singulière. Le secret de cette exception se trouve dans les tendances générales de la philosophie hégélienne, et surtout dans sa théorie de l'État, qui ne pouvait que plaire au gouvernement prussien.

Hegel avait été préoccupé de bonne heure de cette idée de l'État. Au moment du traité de Lunéville (1801), il avait écrit des *Considérations sur l'état de l'Allemagne*, où il déplorait la décadence de la nation. Il en recherche la cause, et selon lui, le mal vient de ce que « l'Allemagne n'existe plus comme État... Car une masse d'hommes ne peut s'appeler

1. Haym, p. 364-5.

un État que si elle est unie pour la défense sérieuse et commune de la totalité de ses biens, que si elle a une force défensive commune, et un pouvoir directeur fortement établi. » Or, il n'y a ni armée allemande, ni finances allemandes : l'Allemagne n'est donc pas un État[1]. La doctrine se précise peu à peu dans les ouvrages postérieurs, dans l'*Encyclopédie* par exemple, et arrive à sa complète expression dans la *Doctrine du Droit*, ouvrage qui date des premières années du séjour de Hegel à Berlin. Elle a exercé une telle influence sur le développement des idées politiques en Allemagne qu'il importe d'en exposer ici les principes, l'esprit et les conséquences.

Dans une préface datée de 1820, Hegel a défini nettement son objet et sa méthode. Il prétend donner à la doctrine de l'État une forme scientifique. Toutes les vérités qui composent cette doctrine, dit-il, sont connues, et depuis longtemps. L'œuvre de la science (ou de la philosophie : pour Hegel, c'est tout un) : l'œuvre de la science est de les coordonner, de les ramener à leur principe et d'y montrer la raison immanente. Jusqu'ici les philosophes qui ont traité de la politique sont tombés dans une erreur commune, qui a faussé toutes leurs théories. Ils s'imaginent qu'ils ont à établir *ce que doit être l'État ;* — et ce faisant,

1. Haym, p. 70-71. Le langage de Hegel est significatif, et annonce déjà sa future théorie de l'État. « Si grand que soit l'avantage que toutes les parties de l'Allemagne trouveraient à ce qu'elle devînt un état, une telle transformation ne saurait être cependant que l'œuvre de *la force*. Il faudrait la force d'un vainqueur pour rassembler la nation en une masse unique, et la contraindre à se considérer comme une unité politique.... L'idée et la raison ont besoin d'être justifiées par *la force* : alors seulement l'homme s'y soumet. »

ils ne peuvent naturellement exprimer que leurs sentiments personnels, plus ou moins vraisemblables, et jamais définitifs. C'est de la conjecture, non de la science. Mais l'État existe, il est donné dans la réalité concrète et vivante : c'est là qu'il faut l'étudier, le comprendre, et le ramener à son principe. Voyez, dit Hegel, la science de la nature. S'avise-t-elle de rechercher ce que la nature devrait être? L'idée seule en paraît absurde : la nature existe, et toute l'œuvre de la science consiste à découvrir les lois sous les phénomènes, et à pénétrer jusqu'à l'idée qui est l'essence des choses. Or, ce que la nature est dans l'ordre physique, l'État l'est dans l'ordre moral. Ici encore il est absurde d'imaginer une réalité idéale distincte de la réalité donnée, et à laquelle celle-ci devrait se conformer. L'État, comme la nature, ne peut être que ce qu'il est; comme elle, il est nécessaire et divin. « La philosophie, dit Hegel, est la découverte et la déduction du rationnel, — c'est-à-dire, l'intelligence de ce qui est présent et réel, — et non pas la construction d'un au delà qui n'est que l'erreur d'un raisonnement incomplet et vide. Ainsi mon objet est simplement de comprendre et d'exposer l'État comme un être rationnel en soi (comme une forme de la raison ou de l'Idée). » Si la philosophie voulait enseigner « ce que l'État devrait être, » elle arriverait toujours trop tard. La science politique suit l'histoire, elle ne la précède pas. Elle systématise ce qui est, et souvent ce qui va cesser d'être. « L'oiseau de Minerve ne prend son vol qu'à la tombée du jour. » Les conceptions politiques des philosophes reflètent souvent le passé, plus souvent le présent, mais jamais l'avenir.

La méthode de Hegel n'en est pas moins *a priori*. C'est la dialectique absolue, la méthode qui suit déductivement et pas à pas la marche de l'être ou de l'Idée à travers les formes qu'elle revêt. L'État est une de ces formes, et des plus hautes. « L'État, dit Hegel, est le rationnel en soi et pour soi. Cette unité substantielle est une fin en soi absolue. Elle a le droit suprême en face des individus, dont le premier devoir est — d'être membres de l'État. » Et il ajoute, avec une clarté qui ne lui est pas ordinaire : « Si l'on confond l'État avec la société civile, et si on le considère comme institué pour garantir la liberté des personnes et la sécurité des propriétés, alors, c'est l'intérêt des individus qui serait la fin dernière, et, par suite, il serait loisible à l'individu d'être ou de ne pas être membre de l'État. Mais bien au contraire l'État est la réalité absolue; et l'individu n'a lui-même d'objectivité, de vérité et de moralité qu'en tant qu'il est un membre de l'État. » Voilà qui est net, et Hegel a vite fait d'écarter les définitions qui s'éloignent de la sienne. Qu'on ne lui oppose pas l'origine historique de l'État, ou plutôt des différents états. L'étude de cette évolution appartient à l'histoire, qui cherche à exposer les faits particuliers, tels qu'ils se sont passés. La philosophie (ou science) n'a affaire qu'à l'idée de l'État en soi.

Rousseau a eu le mérite de saisir cette distinction, et de procéder comme il convient, *a priori*. Seulement, il s'est trompé, lui aussi. Il fait reposer l'État sur l'accord exprès des volontés individuelles, sur un *contrat*. Les volontés contractantes seraient donc logiquement antérieures à

l'État, qui leur devrait son existence. C'est ce que Hegel ne peut admettre. Rien de plus contraire, selon lui, à la divinité, à la majesté et à l'autorité absolue de l'État. L'essence de l'État est bien volonté, mais non pas la volonté consciente, finie, faillible des individus. C'est une volonté métaphysique, — semblable, en cela, mais en cela seulement, à ce que Schopenhauer désigne de ce nom ; — c'est une volonté qui ne se distingue point de la raison absolue, de l'idée, en un mot, de Dieu. Que les individus le comprennent ou non, le veuillent ou non, l'État existe, de par la raison suprême des choses, tout comme la nature. « L'État, dit Hegel, est l'esprit, en tant qu'il se réalise avec conscience dans le monde, tandis que la nature est l'esprit en tant qu'il se réalise sans conscience, comme l'*Autre de soi*, comme l'esprit endormi.... C'est la marche de Dieu dans le monde qui fait que l'État existe. Son fondement est la puissance de la raison se réalisant comme volonté.... Il ne faut pas se mettre devant les yeux tel ou tel état particulier, telle ou telle institution, mais il faut considérer dans son essence l'Idée, ce Dieu réel. Tout état quel qu'il soit, participe à cette essence divine. Les défauts et les vices d'un état ne doivent pas faire méconnaître sa nature. L'État n'est jamais une œuvre de l'art humain : seule la raison, l'Idée a pu le produire. De même que l'homme le plus hideux, malade, difforme, criminel, est encore un homme ; ainsi l'état le plus imparfait et corrompu garde encore son caractère divin. Aussi l'intelligence complète de l'État n'est-elle pas chose facile. Sans doute, lorsque la théorie en a fait un tissu d'abstractions,

lorsque le prétendu corps politique est une machine construite à plaisir par le raisonnement et l'imagination, l'entendement qui en est l'auteur s'y reconnaît sans peine. Mais que l'État, dans son essence, est plus difficile à pénétrer! C'est « le monde que l'esprit s'est fait. » Que de fois, dit encore Hegel, ne parle-t-on pas de la sagesse de Dieu dans la nature ! Eh bien, le monde de la nature physique n'est certes pas supérieur au monde moral. Autant donc l'esprit l'emporte sur la matière, autant l'État l'emporte sur la nature. Il faut vénérer l'État comme un Dieu sur la terre. (Le mot de Hegel : un *terrestre-divin*, est construit comme le célèbre mot de Gœthe : *l'éternel-féminin.*)

De toutes ces formules, dont la plupart sont obscures, et quelques-unes frappantes, la pensée se dégage nettement. L'État, selon Hegel, existe par soi, en vertu d'une nécessité naturelle, c'est-à-dire divine. Il n'a donc pas eu besoin, pour se fonder, du consentement des individus, ni d'aucun contrat. Au contraire, au lieu que l'État existe par et pour les individus, ce sont les individus qui existent par et pour l'État. Et précisément parce que l'État est bien au-dessus de la volonté et de l'art humain, il est impossible à notre esprit de le démonter pièce à pièce, comme une mécanique. Pour le comprendre, il faut procéder non par l'analyse, selon la méthode familière à notre entendement, mais par synthèse, comme progresse l'Idée elle-même. Ainsi se justifie la dialectique hégélienne, par la nature de son objet.

La nature de l'État une fois définie, Hegel en déduit successivement : 1° L'organisation intérieure de

l'État : 2° Les rapports des États entre eux ; 3° La loi générale de l'histoire universelle.

Que de sottises n'a-t-on pas dites et écrites au sujet des constitutions ! Les théoriciens ont dégoûté de toute spéculation de ce genre les hommes sérieux, et surtout les hommes de gouvernement. Hegel se flatte de mieux réussir. Montesquieu, dit-il, a donné l'idée de la séparation des pouvoirs. Rien de plus exact, pourvu qu'on les conçoive comme conspirant à l'unité vivante de l'État. Mais les regarder comme réellement indépendants, et surtout supposer entre eux un antagonisme, les représenter se limitant et se combattant l'un l'autre, c'est rester dans l'abstrait, et, par suite, dans le faux. Erreur funeste, dont la Révolution française a donné plus d'un exemple. Tour à tour le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif s'y sont dévorés l'un l'autre. Dans la réalité, les trois pouvoirs ne se combattent pas, mais au contraire s'unissent. De même, quelle constitution est préférable, aristocratie, démocratie ou monarchie? Question oiseuse. Il ne s'agit pas, comme nous le savons, de chercher ce qui devrait être, mais bien de comprendre ce qui est. Or l'État, dans son évolution, a dépassé le stade où ce problème se posait. Il n'y a plus à discuter pour savoir si l'État moderne sera monarchique, aristocratique ou démocratique. Ces trois formes, qui ont existé autrefois pour elles-mêmes, ne sont plus que des moments (ou facteurs) dans l'État du XIXe siècle. Elles sont englobées dans une forme supérieure, plus complexe, qui est la monarchie constitutionnelle. Le roi y représente le facteur monarchique ; les conseils du gouvernement et les hauts fonctionnaires, le fac-

teur aristocratique. Dans le pouvoir législatif, le facteur démocratique a sa place, fort restreinte, il est vrai, comme nous le verrons.

Mais qui fera la constitution? — Encore une question qui ne devrait pas se poser. Elle implique qu'à un certain moment il n'y aurait point de constitution, par suite point d'État; les individus seraient isolés, sans lien politique, et juxtaposés comme au hasard. La supposition est absurde. S'imagine-t-on que les cellules d'un organisme subsistent sans la vie? — Il y a donc toujours une constitution préexistante. Il ne saurait donc être question de *faire* la constitution, mais tout au plus de la changer ou de la transformer. Ce changement a lieu selon les règles constitutionnelles. Au reste, croire que l'on *fait* les constitutions, c'est retomber dans l'erreur signalée plus haut. C'est fonder la vie de l'État sur les volontés individuelles. La constitution a une origine plus haute. Elle n'est point l'œuvre consciente des hommes; elle provient de la vie même de l'Idée, réalisée dans l'État.

Toutefois Hegel ne conclut pas de là à une multiplicité de constitutions, dont la diversité s'expliquerait assez par les différences de climat, de races, de religions. S'il admet comme type de l'État moderne la monarchie constitutionnelle, ce n'est ni par des considérations historiques, ni pour des raisons d'utilité. C'est en vertu d'une déduction nécessaire que l'État aboutit à cette forme, où les constitutions moins développées (aristocratie, démocratie, monarchie) se combinent à titre de simples facteurs. Faut-il dire maintenant que cette monarchie constitutionnelle ne repose point sur la souveraineté du peuple?

La souveraineté du peuple, en tant qu'on l'oppose à la souveraineté du monarque, est une idée fausse et confuse. Qu'est-ce que le peuple, sans le monarque et les conseils qui l'entourent? Une masse informe, inorganique, sans caractère ni signification politique. Le véritable souverain est le monarque héréditaire, qui personnifie l'État.

Toujours fidèle à sa méthode, Hegel, pour expliquer cet ordre de succession héréditaire, ne dit point : « Voyez ce qu'est devenue la Pologne, avec son *liberum veto*. Voyez où l'Allemagne même est tombée, avec sa dignité impériale élective. » Il ne donne pas pour argument, que la désignation du souverain par la naissance prévient les guerres civiles, ce qui est un avantage inappréciable. Au contraire, il reconnaît qu'au point de vue de l'utilité il y a du pour et du contre. Mais il n'a pas à entrer dans cette discussion. « La monarchie, dit-il, n'est pas de droit divin, au sens où on l'entend d'ordinaire; elle a néanmoins un caractère divin, parce qu'elle résulte nécessairement du développement de l'Idée, qui est Dieu. Peu importe après cela que « des princes de différents caractères », selon le joli mot de Frédéric II, se succèdent dans une dynastie. En la personne même du monarque réside une majesté pour ainsi dire inaliénable. Elle lui vient de ce qu'il est l'incarnation de l'État, et ne saurait lui venir d'ailleurs. Un monarque issu du choix populaire, et fondant son autorité sur cette élection, manque de la majesté d'un vrai roi. Dire, comme Frédéric II, que le roi est le premier serviteur de l'État, et surtout que son autorité repose sur un contrat primitif entre le peuple et lui, c'est encore

une erreur qui porte atteinte à la majesté royale. Cette majesté ne s'explique que dans la théorie hégélienne. Il faut reconnaître ici encore une institution supérieure dans son essence aux volontés individuelles et conscientes.

Le souverain décide de la paix ou de la guerre. Il a le commandement suprême des armées et la direction entière des affaires extérieures. A l'intérieur, il gouverne à l'aide de ministres et de fonctionnaires. Il est naturellement seul juge de leurs aptitudes à remplir les postes qu'il leur confie ; mais, en général, il suit l'ordre régulier de l'avancement. Grand admirateur de Richelieu et de Napoléon, Hegel est partisan d'un gouvernement fort et d'une centralisation énergique. Toutefois, — réserve remarquable, — il reproche au régime établi par la Révolution française et par l'Empire, de faire trop bon marché des libertés communales et municipales. « C'est dans les communes, dit avec beaucoup de force Hegel, que réside la force propre des États. Là, le gouvernement rencontre des intérêts légitimes qu'il doit respecter, et son rôle se borne à la surveillance. » Principe excellent, et qui a été en effet appliqué par le gouvernement prussien, au moins dans les rapports de l'État et de l'administration municipale. M. de Treitschke est entré en plein dans cette vue de Hegel. Il reproche à un régime tel que la Monarchie de Juillet de mettre la liberté où elle n'a que faire, et de ne la pas mettre là où elle devrait être. Ce régime permet aux corps politiques élus de paralyser, de fausser, de contraindre même l'action du gouvernement, et crée ainsi contre les pouvoirs publics un perpétuel conflit, contraire

à l'essence même de l'État. Et d'autre part, l'indépendance des communes n'est pas suffisamment protégée contre l'ascendant des fonctionnaires. Les citoyens sont donc troublés dans la gestion des seuls intérêts qu'ils connaissent bien, et par manière de compensation, gênent le gouvernement dans la gestion des intérêts généraux qu'ils connaissent mal.

On pressent déjà que Hegel ne fera pas au pouvoir législatif la part bien grande. C'est ici que le facteur démocratique intervient, mais comment? Sous la haute direction, ou pour mieux dire, sous la haute surveillance des deux autres. Le pouvoir législatif comprend : 1° le prince; 2° les conseils de la couronne; 3° le Parlement (Hegel emploie l'expression : les États). La part de ces États est très restreinte. « On s'imagine souvent, dit Hegel, que les députés du peuple, ou le peuple lui-même, doivent savoir mieux que personne discerner ce qui est bon pour lui, et avoir la meilleure volonté de le réaliser. Mais au contraire, le peuple (en tant que désignant ce qui n'est ni le prince ni les fonctionnaires), désigne précisément la partie de l'État *qui ne sait pas ce qu'elle veut.* » Les hauts fonctionnaires sont bien plus au courant des besoins de l'État et peuvent mieux y pourvoir, même sans Parlement. A quoi servent donc les Parlements? « Ils sont, dit Hegel, une garantie du bien général et de la liberté publique, d'une part en donnant des avis, de l'autre, en étant l'occasion d'une publicité, et par suite d'un contrôle, qui agit efficacement sur les détenteurs du pouvoir. » Toutefois ce n'est pas l'utilité seule qui les justifie. A ce point de vue, on trouverait vite des

raisons non moins fortes de les supprimer. Il faut, selon la méthode philosophique, considérer la déduction logique de l'Idée. Alors on reconnaît dans la collaboration, — sagement comprise, — des Parlements, un facteur nécessaire de la vie de l'État. Il y a progrès lorsqu'un État, où le souverain exerçait son pouvoir sans contrôle, reçoit un Parlement. C'est un degré d'organisation de plus. Sans Parlement, la masse populaire reste inorganique, atomistique, dit Hegel. Or cela est contraire à l'idée même de l'État. Avec le Parlement, les sentiments populaires se font jour sous une forme légale et régulière : on évite ainsi les soubresauts de cette masse aveugle, les insurrections, les révolutions. Elle prend part, dans la mesure où elle le peut, à la vie de l'État.

Mais, en aucun cas, Hegel n'admet le suffrage universel. « Que tous, considérés individuellement, doivent avoir part à la délibération et à la décision des intérêts généraux de l'État, parce que tous sont membres de l'État, et parce que les affaires de l'État sont les affaires de tous, c'est là une conception abstraite et fausse. » L'État réel et concret n'est pas une collectivité d'individus dont la seule détermination serait d'être citoyens. De même qu'un être vivant se compose, non d'une juxtaposition arbitraire de molécules, mais d'organes, qui sont eux-mêmes des vivants, ainsi l'État, selon Hegel, se compose non d'individus isolés, mais de membres qui sont déjà des organismes : communes, cercles, municipalités, corporations, etc. Autrement le soi-disant peuple n'est qu'une masse informe, dont le mouvement et l'action restent nécessairement élémentaires

et aveugles. Donc, point de représentation du peuple, au sens où l'on veut entendre ce mot. Deux Chambres : l'une (Chambre des seigneurs) représentant la propriété foncière et supposant l'existence de majorats. L'autre (Chambre des députés) représente l'élément changeant (fortune mobilière). Pour être électeur, il faut remplir certaines conditions d'âge et de fortune. Pour être éligible, il faut, en outre, avoir fait ses preuves dans les fonctions publiques, et montré que l'on a *le sens de l'autorité et le sens de l'État.* En réalité, ce ne sont pas les individus qui sont représentés, — les individus comme tels n'ont pas besoin de représentation ; — ce sont les grands intérêts sociaux : agriculture, commerce, industrie, etc. L'élection est chose secondaire. Les représentants sont presque désignés d'avance par leur passé et par leur situation. Ils apportent au gouvernement le concours précieux de leur expérience et de leurs lumières. Voilà la seule manière concrète et raisonnable de comprendre la représentation du peuple. L'élection de députés « par la foule inorganique » a encore, dans les grands états, l'inconvénient de se heurter à l'indifférence d'un grand nombre d'électeurs. On a beau leur vanter l'importance et la puissance de leur vote, ils ne se dérangent pas pour aller au scrutin. L'élection tombe alors aux mains d'une minorité. Elle n'exprime plus la volonté du peuple, mais celle d'un parti.

Ainsi constituées, les deux Chambres ne sont pas tout le pouvoir législatif. Il s'en faut de beaucoup. Elles en sont simplement un auxiliaire, un appendice, dit Hegel. Leur grande utilité est de donner

au gros de la nation une éducation politique. En effet, les comptes rendus des séances du Parlement doivent être publics (Hegel insiste beaucoup sur cette mesure, qui lui paraît le dernier mot du libéralisme), et de la sorte la nation entière a connaissance des intérêts généraux qui sont discutés là : elle y prend un intérêt toujours plus vif. Les ministres peuvent souvent en être ennuyés, car au Parlement on les attaque, on les critique, on les tourne et on les retourne. Mais c'est un petit inconvénient, puisqu'en définitive le dernier mot leur reste toujours. Au fond, le Parlement a voix consultative, non délibérative. Point de conflit possible entre le Parlement et le gouvernement. Le monarque et ses ministres prennent l'avis des Chambres, pour s'éclairer; mais rien ne les oblige à le suivre. Le monarque a un droit supérieur : il personnifie l'État, ce que ne font point les Chambres. A lui appartient la décision. « Le gouvernement n'est pas un parti, dit Hegel, quand un état en est là, il est bien malade. » Les partis agitent la nation, mais le gouvernement la mène : non pas un gouvernement issu lui-même de la lutte des partis, mais le gouvernement issu de la volonté du souverain héréditaire, et participant à sa majesté.

La presse est le principal organe de l'opinion publique, grande force avec laquelle le gouvernement doit compter, tout en la méprisant quand il le faut. Dans quelle mesure la presse doit-elle être laissée libre? Hégel ne le dit pas expressément. Il réfute le sophisme selon lequel toute expression de la pensée aurait un caractère inviolable. Cela, dit-il, peut être vrai de la science, non de l'opinion,

surtout de l'opinion politique. La provocation au meurtre, au pillage, à l'insurrection sont bel et bien des crimes que la loi doit punir; de même la provocation au mépris des citoyens et l'insulte jetée au gouvernement. Mais de quelle peine? Cela dépend : une étincelle jetée sur un tas de poudre est autrement dangereuse que si elle tombe sur la terre nue. Dans un État sain, la presse malsaine périt d'elle-même.

II

Nous pouvons aller beaucoup plus vite maintenant en exposant la théorie des rapports des États entre eux. Nous ne ferons en cela que suivre l'exemple de Hegel lui-même.

Le XVIIIe siècle, Kant en particulier, avait rêvé d'une paix universelle et perpétuelle. Les états civilisés renonceraient à vider leurs querelles à coups de canon : ils se soumettraient en cas de besoin à un arbitrage qui préviendrait les conflits sanglants. L'Europe chrétienne au moins serait comme une grande famille. Illusion, dit Hegel. La guerre est nécessaire, par la force des choses; — elle est donc raisonnable, autrement dit, divine. Elle est indispensable à la santé morale des peuples, « comme l'agitation des vents préserve les mers de la corruption qu'engendrerait l'immobilité ». Sans elle, les peuples finiraient par s'endormir, par s'ankyloser et se pétrifier. Elle est la condition du progrès dans l'histoire. Souvent les peuples sortent

fortifiés de leurs guerres : parfois même la guerre extérieure est le seul moyen efficace de trouver la paix intérieure, et de fonder l'unité de la nation. — Cette vue n'est-elle pas d'une exactitude saisissante pour l'Allemagne, qui, après tant d'efforts, a vu son unité faire un pas décisif dans une lutte contre l'étranger? — Enfin, ajoute Hegel, la guerre a le mérite suprême de rendre sensible aux plus aveugles la fragilité des biens de ce monde. On a beau nous prêcher la vanité des choses temporelles, chacun se dit toujours à part soi : « je sauverai bien ce qui est à moi. » Mais quand cette vérité se présente sous la forme brutale de hussards sabre au clair, la résignation pieuse se change en malédictions contre les conquérants. — Ainsi la guerre ne se justifie pas, selon Hegel, par le droit de légitime défense : dans sa pensée, elle n'a pas besoin de justification, n'étant pas un mal par soi. Telle ou telle guerre, sans doute, doit s'expliquer par une cause raisonnable : mais la guerre, en général, au point de vue philosophique, est un facteur nécessaire de l'évolution de l'Idée. Il faut aux états des ennemis, il faut que la guerre décide entre ces ennemis et eux. Là encore, c'est une duperie d'opposer ce qui devrait être à ce qui est. La science consiste uniquement à bien comprendre ce qui est, et à en dégager la raison.

En d'autres termes, nous avons vu que, selon Hegel, l'État est *la force absolue sur la terre*. Il n'y a donc point de tribunal auquel les différends entre états puissent être soumis. S'il y en avait un, qui assurerait le respect de ses décisions? Et quelle valeur attribuer à des arrêts qui peuvent être bravés impunément? Tout au plus, dans certains cas,

un état peut-il intervenir entre deux autres comme médiateur, mais avec leur consentement, quand ils veulent bien accepter son arbitrage. Autrement c'est la guerre. Toutes les fois qu'un état croit devoir défendre sa sécurité, ses intérêts, son honneur, il en est le maître. Au-dessus de lui, il n'y a rien. Par suite, la fin qu'il poursuit dans ses relations avec les autres états est uniquement son propre bien. Il n'a pas à combattre pour la civilisation, pour la justice, pour l'humanité. « Le principe de la justice des guerres et des traités, dit expressément Hegel, n'est pas un principe universel (philanthropique). » — C'est l'intérêt de l'État, menacé ou lésé. Ainsi se dissipe la confusion qui a embrouillé de tout temps les rapports de la morale et de la politique. Il ne faut pas demander aux États d'agir selon les règles de la morale humaine. Le droit de l'État est d'exister pour soi, car il est un absolu. Cette distinction entre la morale des individus et la raison d'État n'est pas nouvelle : ce qui est nouveau, c'est que Hegel, ici comme partout ailleurs, ne se fonde pas sur un principe d'utilité, mais sur une raison *a priori*, qui pour lui est une raison de droit. En fait, dit-il, les états subordonnent tout, même les traités qu'ils ont signés, à leur propre intérêt; et, en effet, comme il n'y a rien au-dessus d'eux, il est nécessaire et juste que leur existence ou leur prospérité soit la loi unique de leur conduite.

Cela posé, l'évolution, le « progrès » de l'Idée, — c'est à dire de Dieu, — s'accomplit à travers les luttes, les fondations et les chutes d'empires, les triomphes et les désastres des nations. La guerre, la violence, l'oppression sont des facteurs néces-

saires de cette évolution. « L'histoire universelle est le jugement dernier. » *Die Weltgeschichte ist das Weltgericht*[1]. Formule célèbre, très mal traduite par le mot bien connu : « La force prime le droit. » Hegel veut dire : « Ceux qui triomphent dans la lutte pour la vie ne triomphent pas par hasard : ils ont vaincu par leur force, leur courage, leur patience, leur esprit de sacrifice et de persévérance. Ils méritaient de triompher : leur victoire même en est la preuve. — N'est-ce pas là l'idée darwinienne de la concurrence vitale et de la sélection naturelle? Hegel lui donnait une forme métaphysique et même mystique : la pensée est analogue. « Dans le processus nécessaire et rationnel qui fait le développement de l'Idée, dit-il, le peuple qui représente un certain moment de ce développement a contre tous les autres un droit absolu; et les autres sont sans droit contre lui. Les peuples dont l'époque est passée ne comptent plus dans l'histoire du monde. » De là toute une philosophie de l'histoire fondée sur l'idée de la mission nécessaire de certains peuples. C'est ainsi que l'humanité a traversé successivement les périodes orientale, grecque et latine. Elle en est à la période germanique. D'où il suit que les peuples d'origine germanique ont maintenant un droit absolu contre tous les autres, et que les autres n'en ont point contre eux. Hegel ne dit point quand la mission germanique prendra fin, ni quel peuple prendra la place de celui-là. Il est vrai qu'il s'est interdit fort sagement à lui-même les prophéties.

Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur cette

1. Vers de Schiller qui est cité ici par Hegel.

doctrine, nous y reconnaissons d'abord l'idée-mère du système de Hegel : la nécessité libre, l'idée-fait, le rationnel-réel. C'est toujours le même effort puissant, pour unir l'idéal et le réel, sans les réduire l'un à l'autre, en les identifiant au point de vue de l'absolu. Il est trop facile de nier, comme les sensualistes, tout ce qui échappe à l'observation empirique, et de ne reconnaître pour réel que les phénomènes et leur succession. Hegel a appris de Platon et de Kant à s'élever à un point de vue supérieur. Sa théorie de l'État ne pouvait être simplement utilitaire ou historique. Mais il est trop facile aussi de construire dans l'abstrait, et d'opposer, au nom d'une logique toute humaine, ce qui devrait être à ce qui est. Hegel n'édifiera donc pas sa théorie de l'État, comme Rousseau, par une déduction de concepts. A la dialectique vide et morte du raisonnement, il substitue la dialectique pleine et vivante de l'Idée, c'est-à-dire de la réalité absolue, de Dieu se développant dans le monde. Sa théorie de l'État forme ainsi, comme il le dit lui-même, le pendant de sa théorie de la nature.

Toutefois, Hegel n'a pas créé cette doctrine de toutes pièces. La construction lui appartient en propre; mais il n'est pas impossible de retrouver les éléments qu'il y a fondus. D'abord l'idée de l'État en soi, indépendamment des considérations historiques ou utilitaires, il la doit à Rousseau; il nous l'a dit lui-même. Nous pouvons remonter plus haut encore, et signaler une influence qui s'est exercée à la fois et sur Rousseau et sur Hegel. Tous deux ont subi l'attraction de l'antiquité classique. Peut-on méconnaître en effet la ressemblance entre

la cité antique et l'État tel que le conçoit Hegel? L'État, fin suprême au-dessus de laquelle il n'y a rien, les citoyens subordonnés à l'État, n'ayant de moralité que par leur participation à l'État, la majesté divine, absolue de l'État, autant de traits de l'esprit antique le plus pur, de l'esprit antique avant le stoïcisme. Le rapprochement s'imposait si bien que Hegel l'a fait le premier. Il se défend même contre une assimilation complète, et il a soin d'indiquer par où l'État moderne diffère, selon lui, de l'État antique. L'État antique ne laissait point de place au libre développement de la personnalité : dans l'État moderne l'individu a non seulement des devoirs, mais des droits. Il faut qu'en accomplissant son devoir, il trouve en même temps son propre intérêt et sa satisfaction. « L'intérêt particulier ne doit pas être mis de côté ou opprimé ; il faut qu'il se concilie avec l'intérêt général : l'individu doit se sentir membre de l'État : la vie même de l'État en dépend. » Et Hegel insiste sur ce point : « Il faut, dans l'État moderne, que *la conscience* et les droits de l'individu soient respectés. » Malgré ces réserves très nettement formulées, Hegel tombe du côté où il penche : il fait la part bien plus large à l'autorité de l'État qu'aux droits de l'individu. Sa prédilection pour l'idéal antique s'explique par l'éducation qu'il avait reçue. Pendant de longues années, il avait vécu dans le commerce quotidien des chefs-d'œuvre de l'antiquité. Son tempérament intellectuel se fixa pendant la période où l'Allemagne était éprise du génie grec. C'est le moment ou Gœthe écrit *Iphigénie* et Schiller les *Dieux de la Grèce*. Hegel n'était pas le moins fervent des ado-

rateurs de l'hellénisme. Directeur pendant huit ans du gymnase de Nuremberg, le fond de l'éducation est, selon lui, l'étude aussi approfondie, l'intelligence aussi lumineuse que possible de l'antiquité. Le monde grec est, à ses yeux, « le paradis de l'esprit humain... » Cette étude est, dit-il, la meilleure classe de philosophie. » Faut-il s'étonner dès lors, si sa théorie de l'État rappelle en plus d'un point la cité grecque ?

Les contemporains, comme il était naturel, cherchèrent leur point de comparaison plus près d'eux. Ce ne fut qu'un cri : la théorie hégélienne n'était que la glorification, — beaucoup dirent l'adulation, — de la Sainte-Alliance et de sa politique. A ce moment, comme on sait, la Prusse rivalisait de rigueur avec la Russie et l'Autriche contre tout ce qui ressemblait de près ou de loin au libéralisme. Les théories de Hegel semblèrent lui donner raison et l'encourager. La souveraineté du peuple traitée dédaigneusement d'absurdité ; — car le peuple est incapable de savoir ce qu'il veut, — la majesté mystique inhérente à la personne du souverain, en qui l'État s'incarne, pour ainsi dire; la part si chichement mesurée au pouvoir législatif, tout cela faisait accuser Hegel d'avoir traduit en style métaphysique les théories agréables aux puissances. Ce reproche s'élevait de toutes parts, et les amis de Hegel firent leur possible pour l'en défendre. Dans l'*Avant-propos* de la *Doctrine du Droit*, Ed. Gans proteste vivement contre cette interprétation. Hegel n'a-t-il pas réclamé, dit-il, les garanties qui passent pour les premières aux yeux des libéraux, l'établissement du jury et des institutions parlementaires?

Il est vrai, mais nous avons vu comment Hegel entendait ces institutions parlementaires. Ce serait plutôt une Assemblée des notables qu'un véritable Parlement. Elle aurait le droit d'avis, plutôt que la fonction législative. Elle pourrait suggérer quelque chose, elle ne pourrait rien empêcher. En un mot, Hegel admet bien un Parlement, mais il ne veut à aucun prix du régime parlementaire. Au fond, ceux qui voyaient dans la doctrine politique de Hegel la glorification de l'État prussien étaient fort excusables dans leur erreur, si c'en est une. Hegel lui-même n'a-t-il pas expliqué, dans une leçon restée célèbre « l'affinité naturelle de la philosophie hégélienne avec l'esprit de l'État prussien ? » Récemment un historien remarquait avec finesse que Hegel est le seul philosophe qui ait jamais fait école à Berlin. Leibniz, qui a fondé pourtant l'Académie royale, n'y était pas aimé. Fichte y obtint un succès personnel très grand, mais plutôt comme orateur et comme patriote que comme philosophe. Hegel au contraire a laissé à Berlin après lui une brillante génération de disciples, et c'est là peut-être que l'esprit de son enseignement s'est le plus longtemps maintenu. C'est que l'affinité qu'il a signalée lui-même était réelle. Dans sa théorie de l'État, cette parenté éclate presque à chaque page. Elle se trahit également dans l'ensemble et dans le détail de la doctrine.

Dans l'ensemble, rien n'est plus conforme à la tradition prussienne que l'idée de l'État tout puissant, antérieur et supérieur à tout intérêt particulier et se subordonnant la volonté et la personnalité des sujets. Si cette théorie n'eût pas existé, la Prusse l'aurait certainement inventée pour elle-

même. C'est en effet un des traits saillants de son histoire, que l'idée de l'État y tient une place extraordinaire, à vrai dire, la première. Pendant longtemps la Prusse n'existait point comme nation, elle existait déjà comme État. Faite de pièces et de morceaux disséminés à travers l'Allemagne, depuis la Baltique jusqu'à la Meuse, comment pouvait-elle durer? Quel lien unissait les sujets du roi de Prusse, si différents entre eux par leurs mœurs, leur religion, leurs traditions? Ce lien était exclusivement politique : c'était l'État, majesté souveraine, fin en soi, comme dit Hegel, et force absolue sur la terre.

Dans le détail, les traits à relever seraient innombrables. J'énumérerai seulement les principaux. D'abord le caractère mystique du pouvoir royal, le prince étant la personnalité morale de l'État, l'État disant : « Je veux. » Rappelez-vous le roi de Prusse refusant, en 1849 d'accepter la couronne impériale que lui offrait le Parlement de Francfort. Pourquoi la rejette-t-il? Sans doute les conditions qu'impose la majorité du Parlement lui déplaisent. Mais surtout, il l'a dit lui-même, il ne convient pas à un souverain de tenir sa couronne des mains d'une assemblée. S'il la ramasse sur un champ de bataille, elle est à lui, car c'est Dieu qui donne la victoire. Rappelez-vous aussi comme l'empereur Guillaume Ier, avec son esprit à la fois mystique et positif, réunissait en une association indissoluble son peuple, son armée, sa personne : c'est l'idée même que Hegel nous donne du souverain. Autre trait caractéristique : pas plus que Hegel, la tradition prussienne n'admet de séparation et de limitation

réciproque entre le pouvoir exécutif et le législatif. Voyez l'histoire si instructive des querelles de M. de Bismarck avec le parlement prussien avant 1866, et depuis 1870 avec le Reichstag. Le ministre passe outre, malgré tous les blâmes et tous les votes de l'assemblée. Nous penserions que c'est elle qui a eu à se plaindre des façons d'agir du ministre. — Point du tout, c'est M. de Bismarck qui se plaint des empiètements des députés, quand il ne dit pas tout simplement : « Je suis ministre pour exécuter les ordres du roi mon maître. Je vous dois des explications, et je vous les donne ; je ne dois de comptes qu'à lui, et je suis prêt à céder la place quand il ne voudra plus de mes services. » Et il ne perd jamais une occasion de répéter le conseil que l'historien Ranke avait donné de son côté au roi de Prusse : « Surtout ne laissez jamais tomber l'armée aux mains d'un parlement ! »

Un dernier trait enfin, que nous avons déjà signalé au passage. Dans la monarchie prussienne, comme dans l'État de Hegel, les citoyens, à défaut de liberté politique ou de participation active aux affaires nationales, jouissent d'une liberté communale relativement assez grande, et d'une participation, — obligatoire, — aux affaires municipales. Resterait à savoir si cette compensation est suffisante, surtout dans un État aussi fortement centralisé que la Prusse.

Le sentiment général ne se trompait donc pas en signalant dans les théories politiques de Hegel une tendance réactionnaire. Cela est vrai surtout en prenant le mot dans son sens large. Cette théorie de l'État est bien une réaction énergique, parfois

même passionnée, contre les idées politiques chères au siècle précédent. Hegel tient encore sans doute au XVIIIe siècle. Il y tient par sa méthode, par l'alliance, remarquable chez lui comme chez Rousseau, d'une admiration presque religieuse pour l'antiquité, et d'une confiance absolue en sa propre raison. Mais qu'il est loin de ce siècle par le côté réaliste de sa doctrine politique! Quel dédain, chez cet admirateur de la Révolution française, pour les illusions généreuses dont le XVIIIe siècle s'était nourri, et qui l'avaient poussé à de hautes entreprises! Comme il souffle sur les espérances de paix universelle, de progrès pacifique, de fraternité humaine! Comme il insiste à plaisir sur la nécessité de la lutte et sur la justification de la guerre! Bien mieux, il renverse en passant toute la théorie des droits de l'homme et de l'égalité naturelle : le peuple est un mineur perpétuel qui a toujours besoin d'être mené, pour son bien, — car il ne sait pas ce qu'il veut, et encore moins ce qu'il devrait vouloir.

Comme les défenseurs de la Sainte-Alliance ne disaient pas autre chose, les contemporains de Hegel n'avaient pas tort de trouver dans sa théorie de l'État une apologie de la politique réactionnaire. Mais ils avaient tort de n'y trouver que cela. La doctrine de Hegel est à deux faces. Sa dialectique n'est pas seulement constructive, elle est aussi dissolvante. Flétrir Hegel du nom de sophiste est une pauvre banalité : ce qui est vrai, c'est que la conciliation des contradictoires est essentielle à son système, et que, sorti désormais de la controverse pour entrer dans l'histoire, il nous apparaît comme un

Janus bifrons de la philosophie. Peu importe que, personnellement, Hegel ait eu les goûts, et même, sur la fin de sa vie, l'intolérance d'un conservateur prussien. Les conséquences sociales d'une doctrine ne dépendent pas des préférences et des tendances individuelles de celui qui la répand. Elles se développent d'elles-mêmes, selon leur vertu propre, et selon la nature du terrain qui la reçoit et où elle germe.

III

Il y eut ainsi, après la mort du maître, une droite et une gauche hégéliennes, et même une extrême droite et une extrême gauche. Les théologiens les plus orthodoxes se crurent en droit d'invoquer les principes du système dominant, et beaucoup d'entre eux y accédèrent publiquement. Mais David-Frédéric Strauss, l'auteur de la *Vie de Jésus*, procède, lui aussi, de Hegel. Il a raconté lui-même comment l'idée directrice de son livre lui était venue dès l'université : « Ma critique de la *Vie de Jésus*, dit-il, est étroitement liée à la philosophie de Hegel dans sa conception même [1]. » Seulement Hegel était resté à moitié chemin. Strauss, ayant moins de ménagements à garder, ou peut-être simplement plus de franchise, est allé jusqu'au bout. On sait assez l'accueil que les orthodoxes firent à cette *Vie de Jésus*, et ce qu'elle a été pour l'histoire religieuse.

1. D. F. Strauss. *Streitschriften zur Vertheidigung meiner Schrift über das Leben Jesu und zur Charakteristik der gegenwärtigen Theologie.* Tübingen, 1837, III, 58-59.

Pareillement, au point de vue politique, le parti conservateur pur, défenseur de la tradition prussienne, et opposé à toute concession, put se réclamer de Hegel. Mais Lassalle, et surtout Karl Marx, le maître des socialistes contemporains, procèdent, eux aussi, de Hegel, et dans la gauche hégélienne il serait facile de signaler d'autres démocrates à tendances révolutionnaires, ou du moins radicales, Louis Feuerbach, par exemple. Feuerbach dit, dans les mêmes termes que Strauss : « Hegel a ouvert la voie, mais il est resté loin du but [1]. » Bien plus audacieux encore que Strauss, Feuerbach va hardiment aux questions sociales et annonce les temps nouveaux. Il a beau écrire qu'il n'est point révolutionnaire, ses discours le sont. « L'incrédulité, dit-il, a pris la place de la foi, la raison celle de la Bible, la politique celle de la religion et de l'Église, la terre celle du ciel, le travail celle de la prière, la misère celle de l'enfer, l'homme celle du Christ [2]. » Il rêve une sorte de religion de l'humanité fort différente de celle d'Auguste Comte, et dont l'athéisme serait le premier principe. « La religion, au sens ordinaire du mot, ne tend pas à maintenir l'État, mais au contraire à le dissoudre. » Et, tournant au profit de sa thèse la théorie de Hegel : « Le vrai Dieu, le Dieu humain, dit Feuerbach, sera l'État. L'État est l'essence de toutes les réalités, la Providence des hommes.... Le véritable État est l'homme sans limite, infini, complet, réel, divinisé, absolu. »

1. L. Feuerbach, *Grundsätze der Philosophie*, 1842. (Correspondance et œuvres posthumes, publiées par Karl Grün, 1874.)
2. *Ibid.*, p. 409.

De ces formules sortent des conséquences politiques que Feuerbach prend soin de tirer lui-même. Ce que les protestants ont accompli dans le domaine religieux, il reste à l'accomplir aussi dans le domaine politique : c'est-à-dire à se débarrasser des rois comme les protestants se sont débarrassés du pape. « Le pape, chef de l'Église, est un homme comme moi; le roi, pareillement. Celui-ci ne peut donc faire prévaloir ses idées sans contrôle : il n'est pas au-dessus de l'État. Le protestant est un républicain en matière de religion.... Mais il laisse subsister le contraste entre le ciel où nous sommes maîtres, et la terre où nous sommes esclaves. Supprimons ce contraste, reconnaissons que la terre est notre véritable place, et le protestantisme conduit droit à la République[1].... » Feuerbach attaque même le christianisme dans son ensemble, comme toute religion qui détourne l'humanité d'elle-même, et l'empêche de se contenter du monde donné. « C'est seulement quand tu auras supprimé la religion chrétienne, écrit-il, que tu auras acquis le droit à la République : car dans la religion chrétienne, tu as ta république dans le ciel, tu n'en as donc pas besoin ici-bas. Au contraire, il faut que tu sois esclave ici, sans quoi le ciel devient superflu. » La République, selon Feuerbach, c'est l'abolition de tous les privilèges, de toutes les injustices sociales; c'est ce que craignent par-dessus tout les prêtres et les aristocrates.

Nous voilà loin de Hegel, qui, selon le mot de Feuerbach lui-même, « représente la Restaura-

1. L. Feuerbach, *Grundsätze der Philosophie*, p. 410.

tion[1] ». Et pourtant, c'est de Hegel que Feuerbach est parti. Mais il s'est attaché à un côté seulement de la doctrine, et précisément au côté que Hegel laissait dans une ombre prudente. Feuerbach, au contraire, s'exprime avec audace, et la véhémence de ses écrits lui gagne des partisans. En 1848, les étudiants de Heidelberg le réclament pour professeur, et viennent lui présenter une adresse, dont les premiers mots sont caractéristiques : « Noble penseur, toi qui, au temps où la chaire était esclave, n'as jamais profané la raison et la science en les faisant servir à l'apologie de l'état de choses existant[2].... » Il est difficile de ne pas voir là une allusion, sinon à Hegel (qui était mort en 1831), du moins à ceux de ses élèves qui cultivaient à son exemple l'amitié des gouvernements absolus.

La relation entre Hegel et le socialisme allemand, par Feuerbach, Karl Marx et l'extrême gauche hégélienne, paraît donc assez probable. Mais ce sont là des effets lointains de la doctrine, qui ne pouvaient apparaître qu'après un certain temps écoulé, et quand les circonstances économiques et politiques se seraient modifiées. Un effet plus immédiat et plus général se produisit d'abord. L'attention fut appelée sur cette idée de l'État, que les publicistes allemands, depuis la Révolution, avaient plutôt négligée. Nous les avons entendus proclamer, à l'envi, que l'Allemagne devait devenir une nation : aucun presque n'avait demandé qu'elle devînt un État. C'est que le concept de nation reste élastique. Dire que l'Allemagne va former une seule nation, c'est

1. L. Feuerbach, *Grundsatze der Philosophie*, II, p. 306.
2. *Ibid.*, I, p. 371.

rappeler la communauté d'intérêts, de mœurs, de langage, qui unit tous les Allemands, c'est leur annoncer qu'ils auront la même patrie. On pouvait indéfiniment parler de la nation allemande, de la patrie commune, sans préciser davantage, sans attaquer de front le particularisme, sans poser la vraie question : « Qui commandera en Allemagne ? » Mais l'idée d'État, au contraire, éveille aussitôt (et surtout pour les Allemands) l'idée d'obéissance, de contrainte et d'organisation stricte. Si l'Allemagne doit devenir un État, il y aura un maître pour tous les Allemands. Or Hegel, calquant pour ainsi dire sa théorie sur le modèle que lui offrait la Prusse, prend continuellement pour accordé que la nation et l'État ne se distinguent pas : une nationalité qui n'est pas constituée comme État n'existe pas. Rien n'est moins certain que ce principe, admis sans preuve par Hegel. Il n'en a pas moins séduit beaucoup d'esprits en Allemagne, et servi souvent d'argument pour entraîner les hésitants. « Écoutez les nationaux-libéraux, s'écriait un adversaire de la Prusse, à chaque phrase ils ont à la bouche non pas la nation allemande, mais l'État allemand[1]. » Et il soutient contre Hegel qu'une nation est l'œuvre vivante d'une évolution spontanée, tandis qu'un État peut n'être que l'ouvrage artificiel d'une tradition politique.

Toujours est-il que, plus l'unité de l'Allemagne rencontrait d'obstacles, plus on se persuadait que pour être une nation, l'Allemagne devrait être un État. Or le type de l'État, tel que Hegel l'avait pré-

1. Constantin Frantz, *Das neue Deutschland*, Leipzig, 1871, p. 348.

senté, on le trouvait réalisé en Prusse. C'est à cela sans doute que cette monarchie avait dû de traverser heureusement deux crises terribles. Ceux qui rêvaient avant tout une Allemagne puissante, capable d'un grand effort militaire et d'une large expansion, se trouvaient donc amenés à tourner leurs regards vers la Prusse. De fait, les fils et petits-fils de Hegel, les socialistes comme les autres, ont toujours désiré l'unification de l'Allemagne, et qu'elle fût l'œuvre de la Prusse. Seulement, ce qui pour les uns était le but final, paraît bien n'être pour les autres qu'une étape. C'est un peu l'histoire de l'apprenti sorcier de Gœthe. Le plus difficile pour les hommes d'État n'est point d'employer à leurs desseins la force des idées : — elles travaillent souvent pour eux toutes seules; c'est de les arrêter quand le but de l'homme politique est atteint.

CHAPITRE IV

LA JEUNE ALLEMAGNE. — HENRI HEINE.

La constitution donnée à l'Allemagne par le Congrès de Vienne dura cinquante ans ; mais dès les premiers temps on la savait provisoire. L'acte fédéral lui-même, terminé hâtivement, exprimait l'espoir que la Confédération se donnerait une organisation plus parfaite. L'œuvre du Congrès devait servir simplement de point de départ. L'Autriche y mit bon ordre. Appuyée par la Prusse, qui la suivait docilement dans les questions allemandes, elle pesa de tout son poids sur la Diète et sur les gouvernements, pour maintenir les choses en l'état. Tout changement aurait menacé de compromettre l'œuvre de la Sainte-Alliance : les conséquences de la moindre faiblesse pouvaient être incalculables. « L'imagination de Metternich, dit assez plaisamment M. de Treitschke, n'avait que cinq métaphores, bien connues du monde diplomatique : le volcan, la peste, le cancer, le déluge et l'incendie; et toutes s'appliquaient au danger révolutionnaire. » De là une compression qui, avec des alternatives de relâchement et de rigueur redoublée, atteignit, au moins

en apparence, le but que l'Autriche se proposait, — jusqu'à ce que la secousse de 1848 vînt montrer l'inanité et le vice irrémédiable de cette politique négative.

Pendant cette longue période, peu ou point de vie politique allemande proprement dite. La Diète, qui eût dû en être le principal organe, se sentait réduite au rôle d'instrument entre les mains des deux grandes puissances. Si parfois le représentant de la Bavière ou du Wurtemberg y essayait de s'opposer aux mesures réactionnaires, l'Autriche et la Prusse finissaient par obtenir son rappel et son remplacement. Bientôt l'intérêt public se détourna de la Diète, qui évidemment ne devait rien faire, non pas même prendre les mesures de défense commune, pour la sécurité de l'Allemagne, que le Congrès de Vienne avait prévues. L'intérêt se reporta pour un temps sur les états de l'Allemagne du sud, où le régime constitutionnel était pratiqué avec une sincérité relative. Les discours politiques prononcés à Carlsruhe, à Stuttgart, à Munich, avaient un certain retentissement au dehors, surtout lorsque les orateurs, se sentant écoutés dans le silence universel, s'élevaient au-dessus des questions locales jusqu'aux problèmes qui touchaient l'Allemagne entière.

Néanmoins cette vie parlementaire des états du sud ne fut pas aussi féconde qu'on aurait pu l'espérer. L'attraction exercée sur les autres parties de l'Allemagne demeura médiocre. La Prusse et l'Autriche, malveillantes, défiantes, craignant la contagion, insistaient sans cesse près des gouvernements confédérés pour qu'ils s'opposassent au développe-

ment des idées libérales ou unitaires dans leurs états. C'était une surveillance, ou plutôt une intervention continuelle, quoique déguisée. De là, autour des parlements de l'Allemagne du sud, une atmosphère spéciale, stérilisante, mortelle aux germes et aux ferments de liberté. Avec le temps, l'opinion publique en Allemagne sut s'en apercevoir, et comprit que le changement et le progrès, s'ils devaient venir, viendraient d'ailleurs. La vie politique des états constitutionnels, au lieu de se développer, déclina insensiblement. Beaucoup de libéraux, découragés, portèrent leur activité à d'autres objets.

Rien n'avait contribué plus efficacement à ce résultat, désiré par la Prusse et l'Autriche, que le régime imposé par elles à la presse. Dans un grand pays comme l'Allemagne, divisé politiquement entre plusieurs souverains, et n'ayant pas eu encore l'expérience de la vie nationale commune, seule une presse active, infatigable, audacieuse, aurait pu former et diriger un grand courant d'opinion et susciter un parti national. Mais l'Autriche et ses alliés y avaient pourvu. La presse était le premier des suspects. On lui attribuait, rétrospectivement, une lourde part de responsabilité dans les crimes de la Révolution : l'esprit révolutionnaire ne s'était répandu, selon la Sainte-Alliance, que grâce à la coupable indulgence dont les gouvernements du XVIIIe siècle avaient usé envers les publicistes. Ceux du XIXe, — au moins la Prusse et l'Autriche, — ne voulaient point commettre la même faute, ni la laisser commettre autour d'eux. C'est pourquoi, à partir de 1815, la législation concernant la presse en Allemagne devient de plus en plus restrictive,

tracassière et inquisitoriale. Cette censure suffit en effet, pendant de longues années, à priver la presse de l'influence à laquelle elle aurait pu prétendre, et dont elle jouissait, au même moment, en Angleterre et en France.

Comparaison douloureuse, que beaucoup d'Allemands ne pouvaient s'empêcher de faire, et qui les poussait à se soustraire, par n'importe quel moyen, à un régime de compression étouffante. Ils en étaient à la fois irrités et humiliés. Dans un pays où l'on tenait plus encore à la liberté de la pensée qu'à la liberté politique, et qui se glorifiait d'exercer une sorte de prédominance scientifique et philosophique, l'immixtion de la police dans les affaires universitaires, la surveillance étroite exercée non seulement sur les étudiants, mais aussi sur les professeurs, étaient particulièrement insupportables. Aussi l'optimisme trop satisfait de Hegel ne recrutait guère de prosélytes. Le mécontentement en gagnait davantage. Ce ne fut pas une des moindres causes du succès qui accueillit d'abord la *Jeune Allemagne*, ennemie-née de la censure, qu'elle trouvait moyen, malgré tout, d'éluder et de mystifier.

Les noms les plus célèbres en leur temps de cette école mi-littéraire, mi-politique[1], Arnold Ruge, Gutzkow et les autres, sont aujourd'hui bien près d'être oubliés. Deux seulement ont survécu, Bœrne et surtout Heine, en qui l'esprit de parti le plus déterminé peut difficilement méconnaître le premier poète lyrique de l'Allemagne après Gœthe.

1. Voy. sur la *Jeune Allemagne* KARL HILLEBRAND, *Zeiten, Völker und Menschen*, vol. VII (*Jungdeutsche und Kleindeutsche*), p. 74-102.

Heine étudiant avait entendu Hegel à Berlin, et, avec tout son esprit, il avait assez de pénétration pour deviner, sous cette métaphysique abstruse, des idées qui ne lui disaient rien qui vaille. La *Jeune Allemagne* était décidément libérale. Elle continuait à sa façon, par l'ironie et le persiflage, les revendications sérieuses des patriotes en 1815. Elle trouvait que le grand effort fait par l'Allemagne s'était terminé, selon le mot de Stein, « par une farce »; elle jugeait stupides et brutaux les maîtres qui refusaient à l'Allemagne les satisfactions qu'elle eût été en droit d'attendre, et faute de mieux, elle les harcelait par la satire. N'ayant rien à espérer des gouvernements allemands, tous plus ou moins dociles aux conseils de la Prusse et de l'Autriche, haïssant la Russie, « le pays du knout, » aimant peu l'Angleterre, qu'ils jugeaient hypocrite, ces écrivains se trouvaient naturellement amenés à tourner leurs sympathies vers la France. On eut ainsi ce spectacle curieux : moins de dix ans après la fin des grandes guerres de l'Empire, qui avaient coûté tant de sang et laissé de si cruels souvenirs, nombre d'Allemands, bons patriotes, mais désireux de liberté, regardaient déjà du côté de Paris avec une curiosité bienveillante et un espoir mal défini. Là se livrait au grand jour, et avec quel éclat, quelle vaillance, quelle éloquence! le combat pour la liberté : là peut-être jaillirait l'étincelle qui débarrasserait l'Europe et l'Allemagne de la Sainte-Alliance et de M. de Metternich. L'Allemand du sud n'avait pas, comme le Prussien, appris dans une longue et profonde humiliation à détester la France. Son caractère plus léger, semblait-il, s'accommo-

derait peut-être mieux de relations étroites avec la France que du militarisme raide de la Prusse ou de l'oppression autrichienne. Ce qui n'empêchera pas, d'ailleurs, les Allemands du sud d'être les premiers à s'alarmer, si le moindre symptôme annonce en France un réveil de l'esprit de guerre et de conquêtes. Plus la *Jeune Allemagne* inclina vers la France, plus elle perdit d'amis en Allemagne. Elle-même se scinda en libéraux proprement dits et en radicaux, la plupart exilés ou réfugiés à l'étranger, qui ne tardèrent point à s'accuser réciproquement de trahison. Ce furent des partis qui ne comptaient guère que des chefs. Leur insuccès était certain, et l'insurrection ne leur offrait pas plus de chances que l'agitation légale. Il suffit, pour s'en convaincre, de suivre les efforts malheureux du plus célèbre d'entre eux, de Henri Heine.

Heine tout enfant avait suivi les cours du *lycée* de Düsseldorf, sa ville natale. Le pays était occupé depuis longtemps par les Français, qui devaient y rester jusqu'en 1814, et qui ne s'étaient point fait haïr. Les bonnes gens de Düsseldorf ne songeaient pas alors à devenir Prussiens, et n'en auraient eu nulle envie. Ils le devinrent pourtant, et finirent par s'en accommoder; — mais non pas Heine, qui se vantait plus tard d'être un « Prussien libéré ». Il détestait la Prusse, — c'est-à-dire le régime qu'elle personnifiait à ses yeux, — de toute sa sensibilité nerveuse et rageuse de poète. Très bon Allemand avec cela, il ne consentit jamais, malgré un exil qu'il savait définitif, à renoncer à sa nationalité. Mais il joignait à l'amour du sol natal nombre de qualités et de défauts que l'on attribue plus ordinairement

au caractère français : vivacité, sentiment prompt et fin du ridicule, irrévérence spirituelle, hardiesse d'enfant terrible, osée parfois à faire trembler; tout ce qui lui permettait enfin de s'appeler lui-même : « un rossignol niché dans la perruque de Voltaire ».

Personne n'était mieux préparé que Heine pour parler de l'Allemagne aux Français et de la France aux Allemands. Les deux pays lui étaient chers : l'un comme sa terre natale, dont le regret lui demeura au cœur, toujours plus vif à mesure que l'âge venait; l'autre comme une seconde patrie, comme la terre des idées généreuses et de la liberté. Pourquoi ces deux grands peuples, d'esprit et de caractère si différents, ne s'uniraient-ils pas contre leurs ennemis communs, l' « égoïste » Angleterre, et la « puissante » Russie, dont Heine, comme tant d'autres Allemands, eut toujours une peur secrète? Toute sa vie Heine rêva cette alliance, dont il espérait le salut présent de l'Europe et la condition de ses progrès futurs. Il ne voyait rien d'inexpiable entre les deux nations. « La grande affaire de ma vie, écrivait-il encore dans son dernier testament, était de travailler à l'entente cordiale entre l'Allemagne et la France, et à déjouer les artifices des ennemis qui exploitaient, à leur profit, les préjugés et les animosités internationales. »

Il n'y réussit guère, et, à vrai dire, il ne s'y prit pas toujours bien. En France, on ne prêta pas grande attention à ses avertissements ; en Allemagne, il fut honni. Et cependant ses efforts, quoique maladroits, étaient sincères; ses vues, souvent prophétiques. Son livre *de l'Allemagne*

vaut qu'on le lise encore aujourd'hui : vrai livre de poète, plein d'aperçus originaux, entremêlés d'étonnantes erreurs. Heine aurait voulu, dans l'intérêt de la paix, que les Français connussent l'Allemagne telle qu'elle est. Ils en sont restés au livre de Mme de Staël; mais l'Allemagne a marché depuis. D'ailleurs cette « grand'mère des doctrinaires », a écrit son *Allemagne* un peu comme Tacite a composé sa *Germanie*. « Mme de Staël, dit Heine, ne voyait au delà du Rhin que ce qu'elle voulait voir : un nébuleux pays d'esprits, où des hommes sans corps et pure vertu se promènent sur des champs de neige, s'entretenant de morale et de métaphysique.... Partout elle y voit du spiritualisme et encore du spiritualisme; elle vante notre honnêteté, notre probité, notre moralité, notre culture d'esprit et de cœur; — elle ne voit pas nos maisons de correction, nos bouges de prostitution, nos casernes, etc. En lisant son livre, on croirait que chaque Allemand mérite le prix Montyon, et tout cela à seule fin de vexer l'empereur, dont nous étions à cette époque les ennemis[1]. »

Heine a ses raisons pour marquer les ombres que Mme de Staël a négligées dans son tableau. Ce n'est pas seulement par scrupule de vérité. Il croit nécessaire que la France connaisse tout de l'Allemagne, même les mauvais sentiments qu'on y nourrit encore contre elle, afin qu'elle évite d'y fournir des prétextes, et, qu'au lieu de les raviver et de les envenimer, elle fasse de son mieux pour les dissiper. « Vous n'avez aucune idée, dit Heine aux

1. *De l'Allemagne*, II, 252-254.

Français, de la haine qui éclate en de telles occasions; mais les Allemands sont plus *rancuniers* que les peuples d'origine romane. Cela tient à ce qu'ils sont idéalistes jusque dans la haine. Nous ne nous fâchons pas pour des choses futiles, comme vous le faites, pour une piqûre de vanité, pour une épigramme, pour l'oubli d'une carte de visite; non, nous haïssons chez nos ennemis ce qui est le plus essentiel, le plus intime, la *pensée*. Vous êtes prompts et superficiels dans la haine comme dans l'amour. Nous autres Allemands, nous détestons radicalement et d'une manière durable[1]. »

Ainsi Heine ne se faisait pas d'illusion sur la profondeur des haines nationales qu'il s'était proposé de combattre. Il savait que ses efforts avaient peu de chances de succès, et qu'il serait bien difficile d'inspirer aux deux pays une confiance réciproque et sans réserve. Parfois même, avec une clairvoyance singulière, il prévoit que l'unité politique de l'Allemagne ne s'accomplira pas sans une expansion militaire, et qu'à ce moment la France devra se tenir sur ses gardes, si l'on veut éviter une collision funeste aux deux peuples. Il savait (ce que l'on ignorait généralement en France), que l'Allemagne croyait avoir, elle aussi, à prendre une revanche de 1815 : car si elle avait été victorieuse à la fin sur les champs de bataille, elle pensait avoir été jouée et frustrée dans le traité de paix. « Prenez garde, écrit Heine, je n'ai que de bonnes intentions, et je vous dis d'amères vérités. Vous avez plus à craindre de l'Allemagne délivrée que de la Sainte-Alliance

1. *De l'Allemagne*, I, 94.

tout entière avec tous les Croates et les Cosaques. D'abord, on ne vous aime pas en Allemagne.... Ce qu'on vous reproche au juste, je n'ai jamais pu le savoir. Un jour, à Göttingen, dans un cabaret à bière, j'ai entendu un jeune « vieille Allemagne » dire qu'il fallait venger dans le sang des Français le supplice de Konradin de Hohenstaufen, que vous avez décapité à Naples. Vous avez certainement oublié cela depuis longtemps; mais nous n'oublions rien, nous. Vous voyez que, lorsque l'envie nous prendra d'en découdre avec vous, nous ne manquerons pas de raisons d'Allemand. Dans tous les cas, je vous conseille d'être sur vos gardes. Qu'il arrive ce qu'il voudra en Allemagne, que le prince royal de Prusse ou le docteur Wirth parvienne à la dictature, tenez-vous toujours armés, demeurez tranquilles à votre poste, l'arme au bras.... J'ai été presque effrayé, quand j'ai entendu dire dernièrement que vos ministres avaient formé le projet de désarmer la France....

« Comme en dépit de votre romantisme actuel, vous êtes nés classiques, vous connaissez votre Olympe. Parmi les joyeuses divinités qui s'y régalent de nectar et d'ambroisie, vous voyez une déesse qui, au milieu de ces doux loisirs, conserve néanmoins toujours une cuirasse, le casque en tête et la lance à la main. C'est la déesse de la Sagesse[1]. »

On pense si de tels avertissements, donnés en France aux Français, fournissaient une ample matière aux ennemis de Heine en Allemagne. Ils crièrent à la trahison : rien n'était plus aisé que de tra-

1. *De l'Allemagne*, I, 183-4.

vestir en ce sens les paroles de Heine. Et pourtant il s'estimait aussi bon patriote, meilleur même, que ses contradicteurs; mais il n'entendait pas le patriotisme comme eux. Il conçoit autrement la mission de l'Allemagne dans l'univers [1]. Il garde beaucoup sur ce point des idées du XVIIIe siècle. Selon lui, l'Allemagne doit surtout dominer par l'esprit. C'est un crime de lèse-nation que de vouloir fonder l'unité de l'Allemagne en assouvissant des sentiments de haine et de vengeance : c'est un crime de lèse-humanité de pousser à une nouvelle guerre entre les deux pays voisins. « Ni le peuple français ni le peuple allemand ne demandent la guerre. Je n'ai pas sans doute besoin de prouver que les rodomontades de nos Don Quichotte du rétablissement de l'Empire germanique, qui revendiquent à grand renfort de clameurs l'Alsace et la Lorraine, ne sont point l'expression du paysan et du bourgeois allemands [2]. » L'Allemagne paraît à Heine destinée à tout autre chose qu'à conquérir des provinces « qui tiennent ferme à la France »; elle est faite pour marcher à la tête des nations civilisées, grâce à ses philosophes et à ses savants. Elle devra son empire à ses idées, non à ses canons. Assez forte pour ne craindre personne, elle ne troublera point la paix. Les gallophobes, qui entretiennent les haines nationales et

1. Heine exagère à dessein son cosmopolitisme pour faire pièce aux teutomanes. « J'aime l'Allemagne et les Allemands, mais je n'aime pas moins les habitants du reste de la terre, dont le nombre dépasse quarante fois celui de tous les Allemands. L'amour donne sa véritable valeur à l'homme. Dieu merci! je vaux donc quarante fois plus que ceux qui ne peuvent pas se dégager du bourbier de l'égoïsme national, et qui n'aiment que l'Allemagne et les Allemands. » (*De tout un peu. Lettres de Berlin*, 1822, p. 79).

2. *Lutèce*, p. 158 (1840).

les préjugés de races, sont des esprits étroits et bornés, et leur chauvinisme va contre l'histoire.

En effet, selon Heine, « il n'y a plus de nations, il n'y a que des partis ». Dans cette longue période de paix qui suivit les guerres du premier Empire, les questions sociales, surtout en France où vivait Heine, arrivèrent en pleine lumière ; le socialisme apparut, et sembla devoir bouleverser l'Europe plus violemment encore que ne l'avait fait la Révolution. « Quelle est la grande tâche de notre temps? dit Heine. C'est l'émancipation. Non pas seulement celle des Irlandais, des Grecs, des Juifs de Francfort, des noirs d'Amérique et autres populations également opprimées ; mais bien l'émancipation de tout le monde, de l'Europe surtout, qui est devenue majeure, et s'arrache aujourd'hui des lisières des privilégiés et de l'aristocratie. Gloire aux Français, qui, par la Révolution, ont commencé la lutte! »

Gloire aux Français! Cette apostrophe dut nuire singulièrement à la cause que Heine prétendait servir en Allemagne. Heine voulait dire simplement : Gloire aux principes de liberté que la Révolution française a proclamés! Mais, au lieu de procéder par insinuation, il choisissait malignement la manière de crier « Vive la liberté! » qui pouvait être le plus désagréable à ses adversaires. Cet apôtre de la conciliation ne savait pas se refuser le plaisir de faire enrager une bonne partie de ses auditeurs. Incapable de s'abstenir de l'ironie et de paraître sérieux, même quand il l'est, il ne se fait écouter que tout juste, et il ne parvient pas à convaincre. Il le sent, s'en irrite, se fâche, et quand à ses coups d'épingle des adversaires moins légers répondent par des coups de

massue, il pousse les hauts cris. L'accusation de trahison surtout l'exaspère, et il le prend de haut pour la repousser. « Quant à ces pharisiens de la nationalité, dit-il, qui fraternisent aujourd'hui avec les antipathies des gouvernements, qui jouissent de l'amour et du respect de la censure, je méprise le déplaisir de ces héroïques valets en livrée noir, rouge et or. J'entends déjà leurs cris : « Tu insultes « nos couleurs, tu méprises la patrie, ami des « Français à qui tu veux livrer le Rhin !... » Je respecterai et j'aimerai vos couleurs, quand vous le mériterez, quand elles ne seront plus une servile mystification. Plantez l'étendard noir rouge et or au sommet de la pensée allemande, faites-en le drapeau de l'humanité libre, et je verserai pour lui le meilleur sang de mon cœur.... J'aime la patrie autant que vous.... Je suis l'ami des Français, parce que je suis l'ami de tous les hommes, quand ils sont raisonnables et bons, et parce que je ne suis pas moi-même assez bête ou assez méchant pour souhaiter que mes chers Allemands et mes chers Français, les peuples élus de l'humanité, se cassent réciproquement la tête, pour le plus grand bien de l'Angleterre et de la Russie, et pour la joie impie de tous les gentilshommes et prêtres de ce globe. »

Le *credo* politique de Heine est là tout entier : patriotisme sincère uni aux tendances cosmopolites du siècle précédent, haine de la Sainte-Alliance, amour de « l'humanité libre », tendances socialistes un peu vagues, mais déjà menaçantes. Heine n'hésitait pas à prédire à l'Allemagne un bouleversement social, au prix duquel la Révolution française n'aurait été qu'un jeu d'enfants. Il sait bien qu'il

n'en sera pas témoin : il l'appelle et le craint à la fois. Démocrate par le cœur, aristocrate par l'esprit, il voit menacée toute notre civilisation moderne, ce fruit d'un labeur de trois siècles. « Cette civilisation sera détruite un jour par les communistes; et quoique en théorie un généreux entraînement puisse me porter à sacrifier les intérêts de l'artiste et du savant aux besoins des masses souffrantes, déshéritées et exploitées, néanmoins, dans le domaine des faits, j'ai horreur de tout ce qui se fait par la multitude et je n'en puis supporter le contact. J'aime le peuple, mais je l'aime à distance[1].... » Heine voyait plus loin que cette poignée de démocrates aveuglés par la passion et le malheur, qui plaçaient toutes leurs espérances sur une révolution immédiate en Allemagne, révolution alors impossible, comme le prouva une tentative d'insurrection avortée en 1832. Heine voyait plus haut surtout. Il ne voulut pas aliéner sa liberté d'action pour s'associer à ce qu'il appelait des fautes. Mais il s'abusait, lui aussi, étrangement. L'Allemagne était en travail, non d'une révolution sociale, mais d'une transformation politique. Le temps était passé où elle se complaisait aux utopies humanitaires, et ce n'est pas la voix d'un poète trop spirituel et « ami des Français » qui pouvait l'y ramener.

La *Jeune Allemagne* atteignit donc en partie seulement le but qu'elle se proposait; pour le reste, elle le manqua tout à fait. Elle eut gain de cause contre les romantiques vieillis et dégénérés. Le teutonisme, le costume moyen âge, les déclamations

1. *De l'Allemagne*, II, 286-7.

furibondes contre les Welches, les excentricités d'un chauvinisme sans mesure et sans goût, avaient pu paraître supportables quelque temps dans la chaleur du combat : en pleine paix ce n'était plus que grotesque. On en était excédé, et on sut gré à Heine et à ses amis de la grêle de railleries dont ils les accablèrent. Bœrne s'en donna à cœur joie, au sujet de Menzel, surnommé *Franzosenfresser* ou l'avaleur de Français. Ce même Menzel, qui n'était pas seul de son espèce, eut affaire à D. F. Strauss. L'auteur de la *Vie de Jésus*, attaqué par lui, riposta par une critique à fond du « teutonisme ».

Strauss n'a point l'ironie mordante de Bœrne. Il procède méthodiquement et il épuise le sujet. « Vouloir se mettre, dit-il, au point de vue allemand quand même, là où le point de vue allemand n'a que faire, conduit à des absurdités. Le baron de Gaudy, dit Menzel, n'aurait pas dû célébrer Napoléon. Pourquoi? Parce que Napoléon a opprimé l'Allemagne? Mais il ne l'opprime plus. C'est une affaire réglée : il est tombé, il est mort. Napoléon est une des grandes figures du siècle : elle appartient désormais aux historiens et aux poètes. Menzel veut que le gladiateur mourant, à Rome, remplisse le touriste allemand d'une patriotique indignation contre un peuple qui faisait servir les Germains à ses plaisirs. — Vous me faites songer, dit Strauss, à Tibère recevant une députation des habitants de Troie, et leur présentant ses condoléances au sujet de la mort d'Hector, leur vaillant concitoyen. Ne serait-il pas opportun d'entreprendre une campagne pour venger le gladiateur mourant? Et, pour revenir aux choses sérieuses, comment Menzel peut-il écrire ces paroles : « Napo-

« léon nous a infligé des hontes et des malheurs « qu'il nous faudra laver une fois encore dans des « flots de sang français : car rien n'est expié encore, « et le drapeau français flotte toujours au sommet « de la cathédrale de Strasbourg. » Quoi de plus ridicule et de plus déplacé qu'un tel langage, vingt-trois ans après la paix conclue, et quand la France ne menace plus l'Allemagne? Les *Chants de guerre* ont eu leur mérite en leur temps; mais qui serait assez ridicule pour vouloir les conserver comme chants populaires en pleine paix[1]? »

Les chauvins sont incorrigibles, et la race ne devait point s'en perdre en Allemagne. Ni les représentations sensées de Strauss ni les sarcasmes de Heine ne la firent disparaître : ils la forcèrent du moins à réprimer, pour un temps, les manifestations bruyantes de sa gallophobie, les menaces, les défis et les rodomontades. La *Jeune Allemagne* contribua encore efficacement à entretenir, surtout dans l'Allemagne du sud, un esprit de libéralisme hostile à la politique suivie par la Prusse et l'Autriche. On le vit bien en 1830. Aux journées de Juillet répondit par toute l'Allemagne, au moins dans les grandes villes, un grand tressaillement de sympathie. « Même à Hambourg, écrit Heine[2], où la haine des Français a poussé de si profondes racines, il règne en ce moment un enthousiasme indicible pour la France. On a tout oublié : Davoust, la banque volée, les bourgeois fusillés, le costume germanique, les mauvais vers patriotiques, le père Blücher, toutes les niaiseries de 1814, tout est oublié. Partout flotte

1. D. F. Strauss, *Streitschriften*, etc. II, 177-9.
2. *De l'Allemagne*, II, 38

le drapeau tricolore, partout retentit la Marseillaise, et même les dames paraissent au théâtre avec des rubans tricolores à leur corsage.... Je suis tout joie, tout enthousiasme.... Les autres baigneurs éprouvent ici la même influence, surtout les Berlinois qui, cette saison, se trouvent ici en grand nombre. »

Mais les « pompiers de la Sainte-Alliance » réussirent cette fois à éteindre le commencement d'incendie, et, du même coup, l'influence de la *Jeune Allemagne* déclina. Un certain nombre de ces écrivains prirent le parti du silence, ou du moins s'abstinrent désormais de la politique; d'autres, comme Heine et Bœrne, forcés de quitter l'Allemagne, n'agirent plus que de loin, et faiblement, sur l'opinion allemande. Plus leur ton devenait amer et agressif, moins leur satire avait de portée. La jeunesse, pénétrée en grande partie des théories hégéliennes, haussait les épaules à la seule idée du cosmopolitisme humanitaire. Enfin, — et c'est le point le plus important, — beaucoup d'Allemands éclairés, tout en désirant vivement la liberté et en appelant de leurs vœux la fin du système de Metternich, n'allaient point, comme Heine et ses amis, jusqu'à s'éprendre de la France et à sympathiser avec la Révolution française. Ils gardaient assez de sang-froid pour la juger sévèrement. Leurs tendances libérales s'accompagnaient souvent, comme chez Stein, d'un tempérament conservateur. Souvent même se manifeste une aversion marquée contre l'esprit français, la raideur de sa logique simpliste, et les résolutions soudaines auxquelles il se laisse entraîner.

Ce sentiment de défiance à la fois instinctive et raisonnée envers la France éclata en 1840, l'une des années les plus malheureuses du siècle, non par les événements qui la remplirent, mais par ceux qu'elle a annoncés et préparés. Après 1815, nombre d'Allemands étaient demeurés convaincus que la France supportait impatiemment les limites où les traités l'avaient enfermée, et qu'elle n'attendait qu'une occasion favorable pour en appeler de nouveau au sort des armes, se jeter sur l'Allemagne et reconquérir la frontière du Rhin. Pour que cette défiance toujours en éveil s'affaiblît et disparût peu à peu, il aurait fallu de très longues années de tranquillité et de paix internationale; il aurait fallu que la France donnât preuves sur preuves de son désintéressement et de son sincère désir de ne rien remettre en question. Vingt-cinq ans de paix ininterrompue, et la politique prudente de Louis-Philippe avaient non pas achevé, mais bien commencé cette œuvre. En un instant, les craintes et les haines, ravivées, se déchaînèrent plus violentes que jamais. A tort ou à raison l'alarme se répandit à travers l'Allemagne entière : « La France veut la guerre, la France veut le Rhin ! » De là, l'explosion d'un patriotisme qui n'avait rien de commun avec celui de Heine, de là un sentiment plus impérieux de l'unité nécessaire, et, — conséquence inévitable — un regain de faveur pour la Prusse. Une fois de plus les libéraux et les patriotes fondèrent sur elle leurs espérances toujours déçues, toujours vivaces. Un nouveau règne allait commencer. On savait Frédéric-Guillaume IV accessible aux idées généreuses, et dévoué à la patrie allemande. Les uns pensèrent

qu'en prenant en Allemagne la cause de la liberté, il réaliserait du même coup l'unité de la nation; les autres attendaient de lui qu'il fît l'unité d'abord, et qu'il octroyât ensuite la liberté. Mais tous sentaient qu'il appartenait à la Prusse, placée sur le Rhin en sentinelle. de faire face à la France et de supporter le premier choc de l'ennemi commun.

Ce ne fut qu'une alerte. Mais en tirant brusquement l'Allemagne du sud et de l'ouest de la sécurité à laquelle elle commençait à croire, en lui rappelant qu'il y avait un danger toujours présent du côté de la France, et que la Prusse était son protecteur désigné contre ce danger, cette alerte servit singulièrement les intérêts de la Prusse. Reconnaître en quelqu'un un protecteur nécessaire, n'est-ce pas être bien près de lui soumettre son indépendance? En jetant l'alarme en Allemagne par des préparatifs militaires, la France avait commis une faute dont elle put mesurer plus tard l'étendue. Elle avait orienté vers la Prusse des milliers de volontés hésitantes ou même hostiles; elle leur avait fait comprendre qu'il faudrait choisir un jour entre leurs préférences secrètes et l'intégrité de la patrie allemande, et que ce jour-là, pour ne pas manquer à leurs devoirs envers l'Allemagne, il faudrait accepter l'hégémonie de la Prusse. Ces conséquences ne se dégageaient point alors nettement: l'Autriche, en apparence, demeurait la puissance prépondérante en Allemagne, écoutée même de la Prusse. Mais on la savait par principe, par tradition, par nécessité, résolue à maintenir l'Allemagne en son état actuel. Plus cet état devenait insupportable, plus on sentait vivement, comme

en 1840, tout ce que l'Allemagne pouvait perdre à ne pas être une nation, plus aussi s'élaborait sourdement, dans la région obscure de la conscience nationale, l'image encore vague et mal définie d'une Allemagne nouvelle, où la Prusse s'emparerait de la place que l'Autriche ne savait pas remplir.

CHAPITRE V

LE ZOLLVEREIN. — LES UNIVERSITÉS. — LIBÉRAUX ET UNITAIRES. — LE PARLEMENT DE FRANCFORT. — CONCLUSION.

I

Quelle qu'ait été son importance littéraire, la *Jeune Allemagne* n'avait pu exercer une influence politique profonde, ni surtout durable. L'agitation que ces écrivains s'efforçaient de produire, — non sans succès pendant quelque temps, — demeura superficielle. Ni leurs idées, ni surtout le ton qu'ils affectaient, n'étaient faits pour retenir le public allemand. Si l'opinion se plaisait à voir harceler et bafouer une censure maladroite et lourdement oppressive, si elle entendait avec plaisir revendiquer la liberté de penser et d'écrire, elle goûtait peu pour le reste la satire de la *Jeune Allemagne*. Railler le « Michel » allemand, patient, gauche et bonnasse, qui a les vertus de l'âne et les défauts de l'ours, lui semblait de mauvais goût, surtout quand ces plaisanteries n'étaient point corrigées par un éloge du caractère allemand, quand cette

gaucherie n'était pas présentée comme l'envers de sa simplicité, et cette patience comme la conséquence de son incorruptible fidélité. On trouvait mauvais que Heine abusât de son esprit pour cribler d'épigrammes des compatriotes qui en avaient moins que lui. Un bon Allemand ne tournera pas en ridicule la nature allemande, mais au contraire, la sachant timide et ombrageuse, au lieu de s'en moquer, il la soutiendra, il lui vantera à elle-même sa grandeur, sa profondeur d'esprit, sa richesse d'imagination, sa persévérance méthodique, qui lui ont donné des Beethoven, des Gœthe et des Grimm. Il la remplira de confiance, et la préparera ainsi à prendre parmi les nations de l'Europe la place qui est la sienne. En un mot, l'Allemagne avait besoin de croire en soi, et se détournait, comme par instinct, de ceux qui, sans mauvaise intention, se complaisaient malicieusement à lui rappeler ses défauts et ses faiblesses. Joignez à cela la sympathie trop visible de la *Jeune Allemagne* pour la France. Le sentiment national se trouvait offensé par une comparaison perpétuelle, — sous-entendue lorsqu'elle n'est pas explicite, — où la France avait le beau rôle, où elle était représentée comme le pays de la liberté et du progrès, avec la mission de guider l'humanité à ses destinées futures, tandis que l'Allemagne, muette et soumise à d'indignes maîtres, s'engourdissait dans l'immobilité. Enfin la *Jeune Allemagne* a quelque chose d'inquiet et de fiévreux, qui semble trahir chez ces écrivains un défaut d'équilibre, et qui leur fait vite perdre le sens de la mesure. Ils vont trop loin dans leurs attaques ou dans leurs ripostes. Ils abusent

de l'ironie : ils manquent, pour tout dire, de la tenue qui donne l'autorité. Avec beaucoup de qualités d'esprit, ils portent la peine de leurs défauts de caractère ; avec des idées généreuses, ils ne se font ni écouter ni aimer.

Toutefois, durant ces années ternes et grises qui s'étendent de 1820 à la révolution de 1848, tandis que l'esprit public passait par des alternatives d'excitation et de torpeur, d'espoir et de dépression qui paraissaient également stériles, un événement d'une portée considérable s'était accompli. La Prusse était parvenue à faire entrer presque tous les états allemands (excepté l'Autriche, bien entendu) dans une union douanière. Ce *Zollverein*, en facilitant les relations économiques, en supprimant les obstacles intérieurs qui gênaient le commerce et l'industrie, rendait sensibles aux yeux les plus prévenus la solidarité des intérêts allemands. Mais à vrai dire personne à l'origine n'avait exactement mesuré la portée de cette union douanière, ni les ennemis de la Prusse, ni ses voisins, ni peut-être elle-même.

Par une sorte de convention tacite, la Prusse ne faisait point en général d'opposition à la politique suivie par l'Autriche à la Diète, — politique d'ailleurs en harmonie avec les sentiments secrets du roi. La Prusse laissait ainsi à l'Autriche une liberté d'action presque entière dans les affaires communes de l'Allemagne ; elle l'aidait au besoin à comprimer les tendances libérales, à bâillonner la presse, et à peser sur les états constitutionnels du sud. En récompense, l'Autriche ne s'opposait point à ce que la Prusse négociât en particulier avec tel ou tel état allemand, grand ou petit, au mieux de ses

intérêts. L'Autriche ne croyait pas que cette concession pût devenir dangereuse, d'autant que, soigneusement informée de ce qui se passait, elle pouvait intervenir dès que les succès de la Prusse lui porteraient ombrage. D'autre part, elle savait la Prusse peu aimée, suspecte même à la plupart de ses voisins, et les supposait, par suite, mal disposés à se lier d'aucune façon avec elle, dans la crainte de quelque violence ou de quelque perfidie.

Dans ces conditions relativement défavorables, la Prusse fit preuve de modération, de persévérance et d'habileté. Elle commença par réformer son propre système douanier (1818). Puis, convaincue que la Diète serait à jamais incapable de mener à bien une union économique allemande, elle se mit à négocier à part et directement avec chacun des états confédérés. Elle rencontra toutes les mauvaises volontés, toutes les défiances auxquelles elle pouvait s'attendre. Les états secondaires et surtout les minuscules craignaient plus que tout au monde de donner prise sur eux, et de compromettre leur précaire indépendance. Il fallut leur renouveler vingt fois l'assurance que leur souveraineté resterait entière. Plus les avantages promis étaient grands, plus ils se méfiaient. Seul le prince de Schwarzbourg-Sondershausen accepte du premier coup l'union douanière proposée par la Prusse. Les autres n'y vinrent que peu à peu. Plusieurs y furent conduits par une véritable aberration de leur instinct particulariste. Ils redoutaient fort les aspirations unitaires qui menaçaient directement leur existence. On leur persuada qu'elles s'affaibliraient bien vite dès qu'auraient disparu les inconvénients économiques ré-

sultant de la division politique de l'Allemagne; que, les barrières une fois abattues, les douanes intérieures supprimées, la libre circulation des marchandises assurée par toute l'Allemagne, les agitateurs n'auraient plus d'action sur les esprits, et que les populations, jouissant de tous les avantages de l'unité sans les périls d'une révolution, resteraient d'autant plus fermement attachées à leurs dynasties séculaires. Ce langage, écouté d'abord avec défiance, finit par trouver faveur. Plus d'un prince crut faire un coup de maître en adhérant au Zollverein, et consolider ainsi sa souveraineté sans rien risquer de son indépendance[1].

Les historiens allemands ont déjà raconté maintes fois l'opposition de l'Autriche, qui s'émut bientôt des succès inattendus de sa rivale sur le terrain économique; la tentative avortée d'un contre-Zollverein dans l'Allemagne centrale, et enfin, par un heureux concours de circonstances, l'accession de la Hesse, de Bade, du Wurtemberg et de la Bavière au Zollverein prussien. Succès éclatant pour la Prusse : le retentissement en fut grand non seulement en Allemagne, mais par toute l'Europe.

Sans doute, avec le Zollverein l'unité de l'Allemagne n'était pas faite, il s'en fallait de beaucoup. L'expérience a montré que la plupart des états qui y étaient entrés pouvaient, en cas de conflit, prendre parti contre la Prusse. Néanmoins, la portée politique de cette union douanière devait grandir avec le temps. Au lieu d'enlever une arme aux partisans de l'unité, elle leur en fournissait une nouvelle.

1. Voyez H. von Treitschke, *Die Anfänge des deutschen Zollvereins* (*Preussische Jahrbücher*, XXX).

Elle donnait un commencement de réalité à cette unité tant désirée; elle n'en laissait sentir que les bienfaits, sans les faire payer d'aucun douloureux sacrifice. En outre, elle habituait les Allemands des différents états à se considérer comme solidaires en face de l'étranger. Nombre de méfiances injustifiées et de préjugés durent disparaître. On admettait auparavant comme un axiome que les intérêts du sud et du nord de l'Allemagne fussent divergents et même antagonistes : c'étaient deux régions économiques distinctes, l'Allemagne du nord regardant vers la mer du Nord et la Baltique, l'Allemagne du sud commerçant, au contraire, avec la France, la Suisse, l'Italie et la vallée du Danube. L'auteur du *Manuscript aus Süddeutschland* s'était étendu avec complaisance sur ce thème, qui allait de pair avec la prétendue incompatibilité d'humeur entre l'Allemand du nord et celui du sud. Le Zollverein démontra que l'union profitait à tout le monde, à la Bavière aussi bien qu'à la Prusse. Survint alors le grand progrès industriel qui suivit l'invention des chemins de fer, progrès singulièrement favorisé par le Zollverein. Les relations se multiplièrent entre les différentes parties de l'Allemagne, et en même temps les préventions réciproques des Bavarois, Prussiens, Saxons, Rhénans, etc., sans disparaître complètement, perdirent de leur ténacité. Chaque population garda sa physionomie morale particulière; mais, en se connaissant mieux, on apprit, sinon à s'aimer, du moins à ne point se haïr ou se mépriser par tradition. Les chemins de fer sont mortels aux légendes de ce genre. En ce sens, le Zollverein et les conséquences économiques qu'il

entraîna comptent au nombre des facteurs essentiels de l'unité allemande. Il est remarquable que cette unité, imposée, il est vrai par la guerre, ait été non seulement préparée par une longue élaboration littéraire et philosophique, mais aussi annoncée par une union économique. C'est un signe, et ce n'est pas le seul, de la place toujours plus grande que les intérêts commerciaux et industriels des peuples occupent dans l'histoire du monde. Par là s'impose, même dans la politique internationale, qui prétendrait en vain demeurer l'apanage d'une diplomatie aristocratique, l'influence croissante des masses populaires, qui, sous le nom de démocratie, domine déjà dans la vie intérieure de quelques grands états.

La bourgeoisie allemande avait suivi avec un intérêt passionné les négociations relatives au Zollverein. M. de Treitschke ne manque pas d'en rapporter à peu près tout l'honneur à l'administration prussienne, qui l'a préparé en silence et qui en a poursuivi l'achèvement à travers mille difficultés. Il est vrai; mais l'historien prussien lui-même ne peut s'empêcher de rendre hommage au zèle de publicistes tels que List et Nebenius : il avoue que le libraire Cotta contribua efficacement à l'entrée de la Bavière dans le Zollverein. Certes, ces collaborateurs spontanés de la Prusse souhaitaient vivement l'abolition des douanes intérieures, déjà réclamée, mais en vain, à l'époque du Congrès de Vienne. Mais, plus encore qu'aux profits économiques, ils étaient sensibles aux avantages moraux de l'union douanière. Ils y voyaient le symbole et l'avant-coureur d'une union bien autrement féconde, qui serait l'unité. En même temps, ils avaient saisi

là une occasion inespérée de prendre part, ne fût-ce qu'indirectement, aux affaires publiques. A mesure que la bourgeoisie allemande croissait en nombre et en richesse, elle regrettait davantage qu'il ne lui fût pas donné, comme en France et en Angleterre, d'être consultée ou au moins entendue dans les grandes questions nationales.

II

Dans les universités le même besoin était ressenti et le même désir essayait de trouver satisfaction. En 1813, les gouvernements coalisés, la Prusse surtout, avaient fait appel à leur patriotisme. Ils avaient demandé aux professeurs d'agir sur les sentiments politiques de la jeunesse, et de prendre part à l'effort commun contre l'ennemi national. Les universités s'étaient senti alors, avec la conscience de leur rôle dans la vie allemande, la force nécessaire pour le remplir. Mais, la paix à peine conclue, on leur signifie que leur rôle est fini, et qu'il n'y faut plus penser : elles doivent rentrer désormais dans l'indifférence et l'insignifiance politiques d'où elles sont si brillamment sorties. La jeunesse universitaire et ses maîtres n'auront plus le droit de se passionner que pour des intérêts philosophiques, scientifiques ou philologiques. C'était trop exiger. Sur ce point comme sur les autres, l'œuvre des dix dernières années ne pouvait être effacée, ni le *statu quo ante* rétabli. De là les protestations très vives qui, dans les premiers temps,

partirent des universités contre la Sainte-Alliance. Durement réprimées, les protestations cessèrent bientôt de se faire entendre; mais le sentiment qui les inspirait n'en demeura pas moins vivace. Faute de pouvoir s'occuper de politique, beaucoup de professeurs se tournèrent vers l'histoire. Cette étude devint une sorte de dérivatif; elle leur servit à traduire platoniquement leurs regrets, leurs déceptions et leurs espérances. De la sorte, maîtres et élèves s'entretenaient malgré tout dans leur goût pour les questions politiques. Les gouvernements eurent beau ne pas ménager les marques de leur déplaisir aux professeurs soupçonnés de mauvais esprit, et sévir rigoureusement contre les associations secrètes d'étudiants qu'ils avaient interdites; ils purent bien couvrir, mais non pas étouffer ces foyers de l'esprit public. En 1848, les électeurs envoyèrent au Parlement une proportion extraordinaire de professeurs parmi leurs députés. En France, le personnel politique se recrutait surtout dans le barreau. En Allemagne, il parut s'improviser dans les universités. Les professeurs se chargèrent ici du rôle que les avocats remplissaient là-bas; ce simple fait jette une vive lumière sur l'histoire politique des deux nations.

Au reste, hormis quelques exceptions, fort rares, ces professeurs ne se montrent ni frondeurs ni agressifs. Ils ne constituent pas proprement une opposition. Ils sont fonctionnaires, et, comme tels, ils doivent obéissance et respect au pouvoir. Ils le savent et tiennent à honneur de n'y pas manquer. Dire simplement que leur intérêt le leur commande serait injuste : c'est aussi pour beaucoup une ques-

tion de conscience, et le pli pris dès l'enfance de s'incliner devant l'autorité, même quand elle a tort. Mais comment ne pas songer au peu qu'est l'Allemagne en Europe, au prix de ce qu'elle pourrait être! Comment ne pas déplorer qu'elle demeure divisée et comme paralysée, si une grande guerre européenne éclatait de nouveau! Si faciles que ces professeurs soient à gouverner, plus de liberté leur ferait cependant envie, et ils s'enhardissent parfois jusqu'à le dire. Tous naturellement ne s'arrêtent pas au même point. Il y a des révolutionnaires, en très petit nombre, tels que Feuerbach; il y a des mécontents, il y a des résignés. Parmi tant d'autres, Dahlmann et Gervinus nous serviront de types, le premier représentant plutôt les conservateurs, le second les libéraux. Tous deux ont joué un rôle important dans cette période qui s'étend de 1830 à 1848; tous deux ont siégé au parlement de Francfort, dont Gervinus a provoqué la réunion de toutes ses forces. Ils sont au premier rang parmi les hommes de lettres, les savants et les professeurs, qui crurent alors avoir une mission politique. Gervinus, dont les premiers travaux donnaient de grandes espérances, était de vingt ans plus jeune que Dahlmann. Il dut à son aîné d'être appelé de très bonne heure à l'université de Göttingen, où Dahlmann lui-même enseignait avec ses amis les frères Grimm. Bientôt, malgré la diversité des âges et des caractères, une intimité étroite s'établit entre les quatre savants. Elle résista à l'épreuve de la séparation, lorsque plus tard les frères Grimm furent fixés à Berlin, Dahlmann à Bonn et Gervinus à Heidelberg.

La question de l'unité allemande était grosse de

mille difficultés qui ne présageaient guère une solution heureuse et prochaine. Comme si cela n'eût pas suffi, elle se compliquait d'une autre encore plus inextricable. La plupart des patriotes réclamaient la liberté avec non moins d'insistance que l'unité. En soi, les deux questions eussent pu rester distinctes. De fait, elles se trouvèrent liées par la force des circonstances. D'une part, l'Autriche et la Prusse, par système, confondaient exprès les partisans de l'unité et ceux de la liberté, afin de sévir indistinctement contre tous et de les rendre également suspects aux gouvernements confédérés. De l'autre, la même classe de la nation qui éprouvait le désir de l'unité, c'est-à-dire la bourgeoisie éclairée, les écrivains, les professeurs et les étudiants des universités, devait aussi ressentir le besoin de la liberté, ne fût-ce que pour exprimer leurs vœux et leurs plaintes. Mais que d'obstacles nouveaux cette seconde question ne soulevait-elle pas! La question de l'unité rapprochait nécessairement les patriotes; la question de la liberté les divisait. Toutes les nuances d'opinion étaient représentées parmi eux, depuis les conservateurs jusqu'aux radicaux, en passant par les libéraux proprement dits. Eussent-ils été d'accord, quels moyens employer pour parvenir à leurs fins, quelles forces avaient-ils à leur disposition? L'Allemagne une était un but presque inaccessible; l'Allemagne une et libre était une chimère.

A vrai dire, la liberté paraissait à beaucoup d'Allemands au moins aussi désirable que l'unité. Les libéraux de l'Allemagne du sud, en particulier, qui tiennent à leurs institutions parlementaires, repoussent par avance une unité dont la rançon serait la

domination de l'Autriche ou de la Prusse. L'unité nationale leur serait précieuse, mais ils n'entendent point lui sacrifier la liberté. Dans un discours prononcé en 1832, Charles de Rotteck, un des plus brillants orateurs des chambres badoises, exprime nettement cette appréhension : « Je suis, disait-il, pour l'unité de l'Allemagne; je la souhaite, je la veux, je l'exige; car, pour les affaires extérieures, l'unité seule fera de l'Allemagne une puissance capable d'imprimer le respect : elle empêchera l'insolence de l'étranger de s'attaquer à nos droits nationaux... J'apprécie aussi les avantages intérieurs qu'apporterait la liberté du commerce entre les différentes parties de l'Allemagne.... Mais je ne veux point d'une unité qui nous entraînerait à une guerre contraire à nos intérêts les plus chers et à nos sentiments les plus intimes, ou qui, dans les affaires intérieures, nous obligerait, nous autres habitants des légers pays du Rhin, à nous contenter de la mesure de liberté qui suffit pour la Poméranie ou pour l'Autriche.... Je veux l'unité, mais pas autrement qu'avec la liberté, et j'aime encore mieux la liberté sans unité que l'unité sans liberté. Je ne veux pas d'une unité sous les ailes de l'aigle autrichienne ou de l'aigle prussienne[1]. »

Ce langage est clair. Il répond exactement aux dispositions générales des classes instruites dans l'Allemagne du sud, à l'époque où Rotteck prononçait ce discours. Il provoquerait sans doute aujourd'hui leur indignation. C'est que, dans l'état présent de l'Europe, une guerre d'extermination est toujours

1. Cité par Klupfel, p. 426.

imminente, et nul ne peut sans crime préférer quoi que ce soit, fût-ce la liberté, à la centralisation énergique qui est l'intérêt suprême de la patrie. Mais, il y a un demi-siècle, les circonstances étaient bien différentes. Si vif que fût leur désir de l'unité, les meilleurs patriotes ne voulaient pas, en général, l'acheter à trop haut prix. Ils se plaisaient à la concevoir réalisée sans que la liberté eût à en souffrir. Bien mieux, ils se flattaient de les obtenir ensemble, et l'une par l'autre. L'expérience devait dissiper tragiquement ces illusions.

III

Si le désintéressement et la pureté des intentions étaient ce qui décide du succès dans les affaires politiques, certes, Gervinus, Dahlmann et leurs amis auraient mérité de voir leurs vœux s'accomplir. Leur patriotisme est d'excellent aloi. Il ne s'y mêle aucune arrière-pensée d'ambition personnelle. Ils ne réclament rien, ils ne désirent rien pour eux-mêmes. Loin d'être des politiciens de profession, ce sont plutôt des hommes politiques par occasion. Mauvaise posture pour réussir. Ce trop parfait désintéressement les conduit à traiter les questions politiques comme des questions de science ou d'érudition, comme des problèmes purement théoriques, où des idées seules sont en jeu. Mais le politique doit être avant tout homme d'action. Il doit compter avec les intérêts, les passions, les forces sociales auxquelles il touche, et prévoir, pour y pa-

rer, les conséquences réelles des mesures qu'il prend et des discours qu'il tient. Il y faut un tact spécial, que l'expérience forme et développe, et auquel tout l'esprit scientifique ou critique du monde ne saurait suppléer. La méthode de nos savants devait les conduire à des désappointements et à de dures déceptions. Ni les uns ni les autres ne leur furent épargnés. Le vieux Schlosser, qui avait été le maître de Gervinus à Heidelberg, n'augurait rien de bon en voyant son élève s'aventurer dans la politique active. « Vous verrez, écrivait-il, que nos amis Dahlmann, Gervinus et les autres conduiront la patrie à sa perte[1]. » Il ne croyait pas que les professeurs pussent se transformer à leur gré en hommes politiques. Eux-mêmes savaient bien que ce n'était pas leur rôle, et ils l'avouaient au besoin. Mais qui s'en serait chargé, sinon eux? Qui aurait réclamé et préparé l'unité et la liberté de l'Allemagne? Il n'y avait rien à attendre ni de la masse passive du peuple, sourde et muette en apparence, ni des gouvernements, dont l'unité était l'épouvantail. Peu importe donc que Dahlmann, Gervinus et leurs amis ne se sentent pas faits pour cette tâche : elle s'impose à eux, et ils ne peuvent s'y dérober sans manquer à un devoir.

Pour réaliser les grands changements qu'ils rêvent en Allemagne, ils ne comptent pas sur la violence. Provoquer une révolution, agiter les masses populaires, les lancer à l'assaut des gouvernements, cette audace ne leur vient pas à l'esprit. Ils en auraient repoussé l'idée comme crimi-

1. Karl Hillebrand, *Wälsches und Deutsches*, p. 250.

nelle. Ils sont avant tout respectueux de l'ordre établi. D'ailleurs, qu'y avait-il de commun entre le peuple et eux? Hommes d'étude et de bibliothèque, ils ne le voient que de loin. Ils ignorent ses besoins, ses aspirations vagues, et la déformation surprenante que subissent les idées les plus simples en traversant le prisme de l'imagination populaire. A vrai dire, le peuple ne tient pas le premier rang dans leurs préoccupations. De toute façon, ils auraient plutôt craint que désiré de mettre en mouvement ces masses aveugles et redoutables. Quant à la force brutale qui peut, un soir de bataille, la pointe de l'épée sur la gorge du vaincu, trancher en un instant les questions les plus compliquées, loin de compter sur elle, ils n'y songeaient même pas. Ils diffèrent en cela de la génération de professeurs qui les a suivis, des Sybel, des Droysen, des Treitschke, des théoriciens de la politique prussienne. Ils n'ont pas le culte de la force : elle ne leur apparaît pas comme une sorte de droit divin devant lequel il est naturel que les autres droits s'effacent et disparaissent. Au contraire, ils voudraient que les droits historiques fussent respectés, et que l'unité, en s'accomplissant, ne détruisît rien de ce qui peut encore vivre. Dahlmann le dit expressément dans un document d'une importance considérable, qu'il rédigea en 1848, à Francfort, au nom de la commission des dix-sept, chargée de préparer le Parlement. C'est un préambule de projet de loi constitutionnelle : « Il faut, dit Dahlmann, que cette Allemagne, qui a subi pendant des siècles les conséquences de sa division, arrive maintenant à son unité nationale et

politique.... Quand un peuple de 40 millions d'âmes (où les prenait-il alors?) a résolu de s'appartenir désormais, personne au monde n'est assez puissant pour l'en empêcher. Mais un noble sentiment de respect nous garde, nous autres Allemands, d'imiter ceux qui, sous prétexte de liberté, veulent supprimer toute autorité.... Tout nous attache à nos dynasties : l'habitude d'une longue obéissance, qui ne peut se transférer à volonté sur d'autres objets, et aussi ce fait que par elles seules pourra se réaliser l'unité nationale allemande.... Aucun vrai patriote allemand ne voudrait rompre tout d'un coup et à la légère avec tout notre passé[1]. » Si Dahlmann était sincère en écrivant cette page, — et rien ne donne à penser qu'il ne le fût pas, — quelle meilleure preuve de sa candeur politique? Il s'imagine que les événements s'accompliront tout seuls et semble oublier, comme dit le proverbe, qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. Compter sur les dynasties allemandes pour réaliser l'unité nationale, qui promettait d'être leur fin! Dahlmann ignorait donc que, si plusieurs d'entre elles, après bien des hésitations et malgré leurs répugnances, s'étaient résignées à entrer dans le Zollverein prussien, c'était dans la pensée qu'une union douanière ôterait à leurs sujets tout motif de désirer l'unité politique?

Mais si Dahlmann et ses amis repoussaient l'idée d'une politique violente ou révolutionnaire, comment espéraient-ils agir? — Par les armes familières au professeur et à l'homme de lettres : par la

1. *Entwurf des deutschen Reichsgrundgesetzes* (avril 1848).

chaire, par le livre, par le journal. Ces moyens d'action peuvent être puissants, en effet, mais à la condition de n'être pas paralysés par des circonstances trop défavorables. Fichte, par exemple, avait pu exercer une influence profonde sur les esprits par ses *Discours à la nation allemande*. Mais, après 1815, le langage hardi de ces discours n'eût pas été toléré sans doute par l'administration prussienne. La liberté de l'enseignement n'était guère que nominale. Pour mieux dire, liberté était laissée au professeur de soutenir telle doctrine qu'il lui plairait, pourvu qu'elle ne touchât de près ni de loin aux questions religieuses ou politiques. Dans les années qui suivirent la paix, les universités avaient passé, à tort ou à raison, pour entretenir l'agitation libérale contre les gouvernements. La turbulence des étudiants avait paru justifier cette imputation. Aussi, après la fête de la Wartbourg et l'assassinat de Kotzebue, l'Autriche avait-elle provoqué des interdictions rigoureuses contre les associations d'étudiants. La Prusse avait renchéri sur ces mesures réactionnaires. Elle procéda brutalement par l'exil et par la prison. La persécution s'arrêta bientôt : l'opinion publique ne s'expliquait pas un tel déploiement de rigueur contre des gens inoffensifs, ou même contre des patriotes éprouvés, tels que Arndt, Görres et Jahn. Mais il resta, à l'égard des étudiants et de leurs maîtres, une défiance toujours en éveil et prête à s'emparer du moindre prétexte pour sévir. Le gouvernement prussien, en particulier, ne se départit pas d'une surveillance très active sur l'enseignement et sur le caractère des professeurs.

Vingt ans plus tard, en 1837, l'affaire de Göttingen vint montrer que les dispositions de la Prusse n'avaient pas changé. Le nouveau roi de Hanovre, mal satisfait de la constitution octroyée en 1833 par son prédécesseur, la supprima simplement, en déclarant qu'elle avait cessé d'être en vigueur. Sept professeurs de l'université de Göttingen protestèrent respectueusement contre ce coup d'état. Le roi, fort surpris, et encore plus irrité, les destitua sans autre forme de procès. Il en bannit même plusieurs, et particulièrement Dahlmann, qui passait pour l'auteur de la protestation. Gervinus et l'un des frères Grimm furent également exilés. Ces savants étaient déjà célèbres à divers titres. Ils comptaient qu'un sentiment de réprobation unanime s'élèverait en Allemagne contre le procédé du roi de Hanovre, et que toutes les universités allaient se disputer l'honneur de les appeler à elles. Ils furent bientôt détrompés. La Prusse et l'Autriche prirent parti pour le roi de Hanovre, et les autres états suivirent, bon gré mal gré, l'exemple de leurs puissants confédérés. Les professeurs exilés ne purent même pas trouver, en Allemagne, un imprimeur pour leur mémoire justificatif! Il fallut le faire paraître à Bâle. Gervinus, outré, propose hardiment à ses amis de secouer de leurs pieds la poussière allemande et d'aller fonder une université à Zurich. « Je sais bien, écrivait-il, que tout y est à créer, mais nous y trouverons au moins la liberté dont on ne peut jouir nulle part en Allemagne. » L'attitude de la Prusse surtout leur causait une douloureuse surprise[1]. Le

1. Voyez la *Correspondance entre les frères Grimm, Dahlmann et Gervinus*, publiée par Ed. Ippel, Berlin, 1886.

ministre Eichhorn répétait publiquement que le roi de Hanovre était maître chez lui, et que si des professeurs se risquaient à critiquer ses actes, ils s'exposaient à recevoir leur congé. Le professeur est un fonctionnaire comme les autres. Il doit respecter et faire respecter l'autorité, non la juger. Où prendrait-il le droit d'apporter au souverain ses conseils et surtout ses remontrances?

Il était difficile, on l'avouera, de transformer la chaire en tribune, et d'y inspirer à la jeunesse l'amour de la liberté et le désir de l'unité nationale. C'eût été s'exposer, dès le premier jour, à la destitution, au bannissement, ou même à quelque chose de pis. D'ailleurs la propagande par la parole n'était pas le fait de ces savants. Ils n'avaient pas, comme Fichte, le tempérament de l'orateur. Malgré l'intérêt qu'ils portent aux questions politiques, une fois dans leur chaire, ils ne sont plus que professeurs. Ils oublient, à moins qu'ils n'obéissent à un mot d'ordre de l'autorité elle-même, tout ce qui n'est point leur sujet. Ils n'ont ni le goût ni la science des allusions fines, quoique transparentes, et comprises à demi-mot d'un auditoire qui les attend; ils ne savent pas narguer l'autorité qui les surveille, en côtoyant, sans qu'on puisse les saisir, la limite du terrain défendu. La prestesse leur manque, et, peut-être parce qu'elle leur manque, elle leur paraît incompatible avec la dignité professorale. Tout au plus espèrent-ils qu'à la longue leur enseignement contribuera à l'éducation politique de la jeunesse allemande. Et que de soins pour ne pas compromettre le peu de résultats qu'ils obtiennent! Ainsi Dahlmann, établi à Bonn depuis quelques années,

refuse de quitter cette université pour Heidelberg, qui serait pourtant une résidence plus agréable, et où il retrouverait Gervinus, son ami et son ancien collègue de Göttingen. « C'est qu'à Bonn, dit-il, il commence à jouir d'une certaine influence auprès de la jeunesse prussienne qui suit ses cours. Il ne veut pas laisser perdre, par son départ, le fruit de ses patients efforts[1]. » La chaire était donc un moyen d'action efficace à la longue, mais qu'il était lent et nécessairement timide!

Par le livre, on pouvait davantage. Déjà Stein y songeait, lorsque, en 1809, il méditait dans sa retraite sur les moyens propres à réveiller le sentiment national en Allemagne. « L'Allemagne, écrivait-il, est une nation liseuse de livres. » C'était aussi l'instrument le plus familier à des savants et celui qu'ils devaient le mieux manier. Aujourd'hui encore, les écrivains dévoués à la Prusse et au nouvel empire agissent plus efficacement peut-être par le livre que par tout autre moyen. Gervinus, Dahlmann et leurs amis surent en tirer parti. Mais le livre, surtout le livre d'histoire aux allures scientifiques, ne s'adresse directement qu'à un public restreint. Une faible minorité peut seule le comprendre, s'y intéresser, et disposer du loisir nécessaire pour une lecture de longue haleine. Le gros de la nation n'a pas le temps ni souvent le goût de lire des livres. Les idées qui veulent faire leur chemin jusqu'à lui doivent se présenter sous une forme plus simple, plus accessible à des esprits incultes, plus courte surtout. Dans le livre et même dans la revue, les

1. *Dahlmann à Gervinus*, 1844.

discussions sont trop subtiles et trop étendues, les conclusions trop éloignées des principes. Si profonde que soit l'impression laissée par une lecture, d'autres la recouvrent, et elle s'efface insensiblement. Le journal remédie à ces inconvénients. Frappant toujours au même endroit, il enfonce son clou quotidien dans les cervelles les plus épaisses. Gervinus le comprenait, et, à plusieurs reprises, il a essayé du journal. Mais, ici encore, il se heurtait à des obstacles presque insurmontables.

Dans la plus grande partie de l'Allemagne, la liberté de la presse n'existait absolument pas. Nulle part elle n'était entière : partout une surveillance plus ou moins soupçonneuse. La Diète, où l'Autriche était maîtresse, pesait sur les princes qui auraient volontiers laissé une certaine liberté aux journaux politiques. Au reste, ce n'était pas dans les états constitutionnels, c'était dans les provinces prussiennes, dans les états directement soumis à l'influence de l'Autriche, qu'on aurait désiré agir, et c'était là justement que la presse libérale n'avait point d'accès. « Il faudrait, écrit Dahlmann dans une lettre à Gervinus, planter sur le sol prussien ce qu'on veut voir prospérer sur le sol prussien[1]. » Mais, pour planter, le consentement du propriétaire eût été indispensable, et ce consentement était refusé d'avance. D'autre part, il ne suffit pas d'être un professeur éminent, ou même un écrivain remarquable, pour faire un bon journaliste politique. Les qualités requises dans les deux cas sont fort différentes, et se rencontrent rarement réunies au

1. Lettre du 21 décembre 1846.

même degré. Gervinus et ses amis étaient certainement plutôt professeurs que journalistes. Parcourez la célèbre *Gazette allemande*, fondée par Gervinus à Heidelberg en 1847, et qui jouit aussitôt d'une grande autorité : elle garde une allure professorale. Elle s'adresse à un public restreint d'auditeurs plutôt qu'à un public étendu de lecteurs. Elle est plus réfléchie que vive : elle déduit longuement ses raisons, et se préoccupe de prouver tout ce qu'elle avance. En un mot, la forme est seule changée. Ce sont des livres ou des leçons, mais découpés en tranches, qui sont parfois assez épaisses. Gervinus aurait allégué, sans doute, qu'en s'y prenant autrement il aurait vu son journal interdit dans une grande partie de l'Allemagne et bientôt supprimé. Raison spécieuse, mais mauvaise au fond. S'il s'était senti la vocation irrésistible du journaliste, le talent énergique et familier qui sait aller à la foule, s'en faire comprendre et s'en faire aimer, la crainte des conséquences ne l'eût sans doute pas arrêté.

Au besoin, comme Dahlmann, il mettra la main aux affaires publiques. Tous deux ont été députés au parlement de Francfort, et Dahlmann y a occupé une place importante. Leurs travaux mêmes trahissent presque toujours leurs préoccupations politiques. Avec eux commence la propagande par l'histoire, qui est devenue un art fort cultivé en Allemagne. Gervinus et Dahlmann croyaient servir par elle la cause de l'unité nationale. Elle a été reprise depuis pour le compte de la Prusse. L'*Histoire d'Allemagne au XIXe siècle*, de M. de Treitschke, est un des modèles du genre. Cette propagande, assez mal dissimulée en dépit de son appareil

scientifique, paraît convenir au tempérament intellectuel de la nation. Pour s'emparer des esprits en France, le plus sûr moyen est peut-être de leur présenter des principes simples, et de les conduire, par une déduction logique, à des conclusions qui semblent s'imposer nécessairement. L'Allemand s'en défierait; mais il se laissera prendre à des considérations historiques qui paraîtront fondées sur les faits. Il ne soupçonne pas d'abord l'artifice qui, par une transposition habile, fait témoigner l'histoire en faveur d'un intérêt présent.

Que Gervinus étudie Machiavel ou Shakespeare, qu'il construise l'histoire de la littérature allemande, qu'il raconte l'histoire du XIXe siècle, toujours l'œuvre s'inspire de quelque arrière-pensée politique. Gervinus ne s'en défend pas : il le dit même bien haut. L'histoire n'est pas pour lui une fin, mais un moyen. Il lui demande des arguments pour sa cause : au besoin, il la met tout entière en argument. Dans l'ardeur de sa passion politique, il ne comprend pas qu'il rabaisse étrangement la dignité de la science : il manque au désintéressement qui est le premier devoir du savant et l'honneur de l'historien. Aussi la plupart de ses ouvrages, tout d'actualité, tombent, après un moment de vogue, dans un discrédit mérité. L'un d'eux, cependant, a exercé sur le public allemand une influence durable : c'est l'*Histoire de la Poésie allemande*, dont le premier volume parut en 1834. Quatre autres suivirent, à des intervalles peu éloignés. Le tout forma une sorte de pamphlet énergique qui arrivait à son heure, et qui agita les esprits d'un bout à l'autre de l'Allemagne. — Un pamphlet en cinq gros volumes ! —

Assurément. Paul-Louis Courier, qui s'y connaissait, a dit fort justement que les dimensions ne sont pas de l'essence du pamphlet. Cinq volumes n'étaient pas pour effrayer les lecteurs allemands de ce temps-là, accoutumés aux ouvrages de Hegel et de ses élèves.

Gervinus explique lui-même, dans sa préface, « qu'il a choisi ce sujet de travail, parce qu'il le jugeait le mieux accommodé aux besoins du temps présent, et qu'il aurait aussi bien entrepris l'histoire religieuse ou politique de l'Allemagne, s'il en eût jugé le besoin plus pressant. » L'ouvrage ressemble à un immense argument, entraînant à une conclusion unique une masse énorme de faits : qu'y a-t-il de plus docile et de plus maniable que les faits, après les chiffres? Voici donc ce que proclame toute l'histoire de la littérature allemande : « Allemands! le temps de la littérature est passé, le moment de l'action est venu. Votre mission littéraire est accomplie; votre rôle politique n'est pas moins beau, et il est encore à jouer. Depuis qu'elle a atteint son apogée, notre belle littérature reste immobile... Si la vie de l'Allemagne ne doit pas s'arrêter dans son développement, il faut que les talents aujourd'hui sans emploi se portent vers le monde réel, c'est-à-dire vers les questions politiques. C'est là qu'il faut infuser un esprit nouveau dans une matière nouvelle. Moi-même, dans la mesure de mes faibles forces, je suis cette indication des temps. » La lutte de l'art est terminée, et, selon Gervinus, les Allemands y ont triomphé : leur littérature domine par toute l'Europe. A d'autres combats maintenant, à la solution des grands

problèmes politiques ! « Ou bien serait-il possible, s'écrie Gervinus, que notre nation ait produit ce qu'il y a de plus beau dans l'art, dans la religion, dans la science, et qu'elle ne pût rien produire du tout quand il s'agit de l'État ? »

Ainsi l'histoire de la littérature allemande est un prétexte. L'objet véritable de Gervinus était d'éveiller chez ses compatriotes le goût de l'action et le sens politique, de chatouiller et de piquer à la fois leur amour-propre par la comparaison avec les nations voisines. C'était toucher un point sensible. L'Allemagne entière tressaillit à cet appel passionné. « L'Allemagne, disait M. Julian Klaczko[1], a puisé dans Gervinus les sentiments qui l'animent aujourd'hui ; une idée fixe de la grandeur et de l'unité futures de l'Allemagne, un patriotisme ardent et farouche, la résolution presque fiévreuse de devenir pratique à tout prix, même au prix de la justice, une haine déraisonnable de l'étranger, de la France surtout, et une foi aveugle dans ses propres forces et destinées. » M. Klaczko n'entend pas dire, sans doute, que ces sentiments n'existaient point avant le livre de Gervinus, mais ils sommeillaient à l'état de tendances secrètes et de désirs inavoués. Gervinus, en les exprimant avec passion, en décupla l'intensité et le rayonnement.

Lui-même est peu fait pour l'action. Il se connaît mal et flotte continuellement entre ses habitudes de savant et son désir de devenir un homme politique. « Je ne lève plus les yeux, écrit-il à Dahlmann en 1840, jusqu'à ce que j'aie terminé mon cinquième

1. *Revue des Deux Mondes*, 1er décembre 1862.

volume. Alors je secoue de mes pieds la poussière des livres, et je me jette à corps perdu dans la politique. Je sais que vous ne l'approuverez pas. Mais si ceux qui sont indépendants ne le font pas, qui donc devra le faire[1]? » Et, en effet, il se montre un des plus actifs parmi les libéraux allemands. Enfin, en 1848, il touche au but de ses efforts. Selon son désir, un parlement national allemand s'assemble à Francfort. Les gouvernements, contre toute attente, y donnent les mains. La révolution de Février les a surpris, et le contre-coup qu'elle a eu par toute l'Europe les intimide. L'Allemagne va donc se donner librement la liberté, unanimement l'unité. Mais bientôt, dans le parlement même, les difficultés surgissent et se multiplient. Gervinus, les jugeant inextricables, se dérobe. Il fuit les querelles de parti; il quitte son siège et son journal, et va prendre en Italie un repos dont il a grand besoin. Cette déception l'a dégoûté de la vie publique. « Il me devient plus facile, écrit-il à Jacob Grimm, de me remettre à mes études, car la politique allemande commence à me paraître désespérée et à me répugner. » Il entreprend alors l'histoire du XIXe siècle. Il n'a pas le courage de préparer une nouvelle édition de son histoire de la poésie allemande. « Ce serait un travail d'enfer et de peu de profit[2]. » Ainsi cet ouvrage, que l'Allemagne entière dévorait en 1840, l'auteur lui-même s'en détourne avec humeur dix ans après. C'est que, dans l'intervalle, les événements de 1848 étaient survenus. Après le parlement de Francfort,

1. Lettre du 27 juillet 1840.
2. *Gervinus à Dahlmann*, 22 mai 1852.

les exhortations patriotiques de Gervinus et ses appels chaleureux à la vie politique devenaient une douloureuse ironie. L'épreuve avait été faite : qu'en était-il résulté ? Un échec lamentable, une humiliation nouvelle, et un nouveau triomphe pour la politique de réaction en Allemagne. Au reste, cette dure leçon n'a pas rendu Gervinus plus clairvoyant. Tandis qu'il recherche « les lois de l'histoire », le sens des faits contemporains lui échappe. Ses lettres contiennent des prophéties politiques bien étonnantes. Il fait songer, par instants, à la jolie fable de l'*Astrologue qui s'est laissé tomber dans un puits*. Le parfait dédain du prince de Bismarck pour les théoriciens de la politique et de l'histoire n'a pas besoin d'être expliqué ; mais, s'il y fallait une raison particulière, nous la trouverions ici. Il les a vus de près de 1848 à 1860, et il a pu juger de leur sagacité.

Pourtant, à défaut de gratitude, le chancelier de l'Empire leur devrait bien un peu d'indulgence. Ils ont été pour lui des auxiliaires précieux, ils lui ont préparé les voies. Qui devait profiter, sinon la Prusse, des sentiments que Gervinus s'efforce d'inspirer à la jeunesse allemande? Il la met en garde contre l'attraction que la France libérale exerçait sur beaucoup d'Allemands du sud. Tout ce qui est Français lui est suspect. Selon lui, la *Jeune Allemagne* fait injure à la patrie en se laissant aller à sa sympathie pour la France. Voyez Bœrne et Heine : ils sont au fond aussi bons Allemands que Gervinus. Mais leur opposition persifleuse, leur haine de la Prusse et des institutions fédérales, et leur goût pour l'esprit français leur donnent un air de trahison, qui est presque aussi coupable

qu'une trahison réelle. Chaque raillerie qui atteint la lourdeur allemande ou la brutalité prussienne est un hommage indirect à la France et une piqûre pour l'amour-propre germanique. Or, Gervinus veut avant tout que l'Allemagne croie en elle-même, et qu'elle prenne conscience de sa force et de sa grandeur. Au lieu de la déconcerter par des sarcasmes, il faut lui persuader qu'elle est prête pour l'action, qu'elle est une nation positive et pratique, et qu'elle va reprendre dans le monde le rang qui est le sien.

Entretenir l'aversion des Allemands pour la France en excitant chez eux le désir de satisfactions politiques, c'était travailler pour la Prusse. Gervinus le sentait bien, mais il s'imaginait toujours que la Prusse allait abandonner sa politique réactionnaire pour accomplir l'unité nationale, avec l'aide de tous les libéraux allemands. On croit aisément ce qu'on espère. Lorsque Gervinus s'aperçut, bien tard, que la Prusse se souciait fort peu de suivre la voie qu'il lui indiquait, il supporta mal sa déconvenue, et se plaignit très haut. Mais son heure était passée; on ne l'écouta plus. Il n'était pas jusqu'à son axiome favori : « En politique, le succès justifie tout, » qui ne fût favorable à la cause prussienne. Si l'Autriche avait eu le dessus, l'axiome, il est vrai, n'eût pas moins prouvé en sa faveur. Cependant, il servait mieux d'avance les ambitions de la Prusse, en relâchant les liens qui attachaient à son passé une Allemagne respectueuse de l'histoire. Il dépouillait les droits héréditaires du caractère inviolable qu'ils avaient gardé aux yeux des peuples; il préparait enfin une prompte et entière

soumission de tous au vainqueur de demain.

Les Français ont peine à comprendre qu'un homme dont les idées n'étaient pas claires ait pu exercer une influence profonde. Pour agir sur eux, un esprit doit être net et précis. S'ils doivent le suivre, il faut que lui-même sache exactement où il va, et par où. Mais les lecteurs de Gervinus ne ressentaient point ce besoin de clarté. Il leur suffisait de se sentir en communauté de sentiments avec lui. Voir l'Allemagne puissante, riche, respectée, une enfin, était leur ambition secrète. Gervinus donne un corps à ce rêve; il fait plus, il le justifie par l'histoire, il montre que le succès est proche et certain. Mais comment s'accomplira cette œuvre? Comment mener à bien une transformation de l'Allemagne sans donner l'alarme à l'Europe, que l'on sait jalouse et malveillante, et qui est garante de l'acte fédéral? Que sera cet état qui comprendra à la fois la Prusse et l'Autriche, ou faudra-t-il exclure l'une des deux? Que deviendront enfin Bade, la Bavière, le Hanovre, le Wurtemberg, la Saxe et tout ce qui reste de dynasties indépendantes en Allemagne? Gervinus n'en dit rien. Il compte apparemment sur l'heureuse étoile de l'Allemagne et sur la bonne volonté des princes. Ses lecteurs semblent y compter comme lui. Aveuglement politique surprenant, mais aussi volontaire peut-être qu'aveugle, et fait à la fois d'inexpérience et de passion. Les obstacles étaient trop nombreux et trop redoutables. Les patriotes aimaient mieux se les dissimuler, ou du moins n'en pas parler, que de se décourager eux-mêmes en les regardant et en les montrant à tous les yeux. Ils s'en tenaient à leur

devise : « Unité, liberté; l'unité par la liberté. » Le but était beau, mais la conception vague.

IV

Dahlmann sait mieux ce qu'il veut que Gervinus. Il a plus d'esprit de suite. Il n'est pas aussi mobile, aussi prompt à l'espérance, aussi accessible au découragement. Il n'apporte pas dans la politique la nervosité de l'homme de lettres, prêt à se jeter, sous la première impression d'un échec, dans un excès qu'il désapprouve au fond. Gervinus tient davantage de la nature un peu légère de l'Allemand du sud; Dahlmann est un véritable Allemand du nord, plus patient, plus tenace en ses desseins. Gervinus est un libéral qui finit par pencher beaucoup vers les démocrates. Dahlmann est et demeure jusqu'au bout un conservateur. En 1837, il est vrai, lorsque le roi de Hanovre voulut se débarrasser de sa constitution, Dahlmann signa le premier la protestation de Göttingen, et fut, pour cette raison, destitué et exilé. Mais cette mésaventure, d'ailleurs fort honorable pour lui, n'ébranla point ses principes. Comme il avait été le plus compromis, il dut attendre plus longtemps que les autres qu'on lui donnât une nouvelle chaire dans une université. En 1842 seulement, le gouvernement prussien l'appelle à Bonn. Dahlmann ne lui en est pas moins profondément dévoué. Il se sent une sympathie naturelle pour la Prusse. Il ne se flatte pas, comme Gervinus, de gagner cette puissance aux projets des libéraux

qui rêvent l'unité allemande; mais il croit à la mission de la Prusse. En toute occasion, et surtout dans les circonstances critiques, il veut que l'Allemagne se tourne vers elle et non pas vers l'Autriche. « Si la France menaçait notre pays du Rhin, dit-il, à qui vous adresseriez-vous, à la Prusse ou à l'Autriche? Cherchez secours près de ceux qui sont forts! » Au reste, il n'a pas grande envie de paraître sur la scène politique. Il trouve juste de laisser aux gouvernements le soin de diriger les affaires intérieures de l'Allemagne.

En revanche, dans la question du Schleswig-Holstein, Dahlmann prend hardiment l'initiative. Les Danois ont pu dire, sans trop d'invraisemblance, qu'il l'avait inventée [1]. Il a déployé là une patience et une ingéniosité à toute épreuve. C'est un des épisodes les plus curieux de l'histoire de notre siècle. Il montre sur le vif les procédés de la science allemande mise au service des intérêts politiques de la nation. On sait que le roi de Danemark, souverain des duchés de Schleswig et de Holstein, faisait partie de la confédération germanique pour le Holstein seulement. Le Schleswig n'était pas compris dans le territoire de la confédération. Dahlmann, qui était né à Wismar, et qui passa dix-sept années de sa vie à Kiel comme professeur et publiciste, résolut de corriger cette anomalie. Il exprima le premier l'opinion que, le Schleswig et le Holstein

1. H. von Treitschke, *Historische und Politische Aufsätze. Étude sur Dahlmann*, I, 347-433. — Sur la question des duchés, voyez H. von Sybel, *Die Begründung des deutschen Reichs durch Wilhelm I*, t. III, 1889. Ce volume entier traite de la guerre dano-allemande de 1864 et de ses origines, d'après les documents originaux prussiens.

étant unis, le Schleswig devait suivre la condition du Holstein et faire, comme lui, partie de l'Allemagne. Dahlmann mit un zèle infatigable à répandre cette idée. Elle avait été suggérée, il est vrai, au Congrès de Vienne, mais sans succès. De l'aveu même de M. de Treitschke, elle n'avait pas trouvé d'écho dans les duchés. « On n'y savait qu'une chose, dit-il, c'est que, depuis des siècles, on était uni au Danemark, et l'on pensait naïvement que les habitants du Holstein, ceux de Seeland, ceux de l'Islande, étaient tous également de fidèles Danois. » Dahlmann entreprit de persuader aux habitants des duchés qu'ils se trompaient, et que leur loyalisme devait s'adresser non au roi de Danemark, mais à la patrie allemande. Il exploita habilement des difficultés qui s'élevèrent entre la noblesse du pays et le gouvernement danois. Il ne s'agissait pas de revendiquer des provinces arrachées à la mère patrie par la violence des armes, et toutes frémissantes encore de leur nationalité perdue. La tâche était bien plus difficile : il fallait réveiller les sentiments allemands d'un pays danois depuis des siècles, et qui ne se plaignait point de l'être. Dahlmann se servit avec une égale habileté du livre et du journal. L'histoire du Schleswig-Holstein devint sous sa plume la démonstration sans cesse répétée de sa thèse politique. Les habitants des duchés, par leur langue, leurs antiquités nationales, leur poésie, leurs mœurs et leur caractère, appartiennent évidemment à la race germanique : d'où cette conclusion, appuyée d'arguments juridiques, qu'en bon droit les duchés doivent tous deux appartenir à l'Allemagne. L'idée de Dahlmann fut d'abord

accueillie assez froidement dans les duchés; mais dans l'Allemagne entière elle eut un retentissement extraordinaire. Une question dangereuse était posée, une convoitise terrible était éveillée. L'orgueil national s'exaspérait à la pensée qu'un petit pays comme le Danemark détenait injustement une portion de terre allemande.

En 1848, l'espérance de Dahlmann parut près de se réaliser. La Prusse était entrée en campagne contre le Danemark et avait occupé les duchés de vive force. Mais elle ne voulut pas ou n'osa pas aller jusqu'au bout. L'état de l'Europe, et celui de l'Allemagne en particulier, étaient troublés et inquiétants, la Russie hostile. La Prusse signa l'armistice de Malmö, qui équivalait à une retraite complète. L'occasion était perdue : se retrouverait-elle jamais? Dahlmann ne put assister de sang-froid à cet écroulement de son œuvre. M. Saint-René Taillandier a tracé le tableau[1] de cette séance du parlement de Francfort, où bouillant de colère, la voix tremblante d'indignation, Dahlmann adjurait l'assemblée de ne pas ratifier l'armistice. « Messieurs, s'écrie-t-il, il n'y a pas trois mois encore, le 9 juin, dans cette même église Saint-Paul, il a été décidé que, dans les affaires du Schleswig, l'honneur de l'Allemagne resterait sauf : entendez-vous ? l'honneur de l'Allemagne ! » Entraînée par Dahlmann, dont elle partage la passion, l'assemblée repousse l'armistice. Le ministère tombe sur cette question. Dahlmann, chargé de former un nouveau cabinet, se heurte aux plus graves difficultés, et le parlement perd

1. *Revue des Deux Mondes*, 1er juillet 1849.

dans cette aventure le peu de considération qui lui restait. Dahlmann avait commis une faute politique grossière. M. de Treitschke, qui est plein d'indulgence pour cet ami de la Prusse, en convient tout le premier. Le parlement disposait-il d'une armée pour venger l'honneur de l'Allemagne, dont il se montrait si jaloux? Pouvait-il imposer sa volonté, et au Danemark, et à la Prusse, qui avait signé l'armistice? On ne fait pas la guerre, on ne prend pas les places fortes avec des discours. Mieux valait dévorer l'affront que de se laisser aller à cette explosion de sentiments, puisque l'action ne pouvait suivre.

Lorsque Dahlmann mourut, en 1860, il n'était pas consolé. La plaie était restée ouverte. En 1850, il écrivait à Mme Gervinus : « Je vous l'avoue franchement, je ne cesse d'y penser. Si, en septembre 1848, on avait suivi mon conseil, si on avait résolument pris le parti que les circonstances critiques exigeaient, les affaires de l'Allemagne, et en particulier celles du Schleswig, seraient dans une meilleure passe. » Et Gervinus lui-même écrivait à Jacob Grimm : « Je peux à peine lire les articles de journaux qui ont rapport au Schleswig-Holstein : je les passe exprès, pour ne pas retomber toujours dans l'irritation la plus vive[1]. » L'orgueil allemand souffrait cruellement de cette déconvenue, et entretenait l'espoir de revenir à la charge. Si Dahlmann avait vécu quatre ans de plus, il aurait eu la joie de voir une armée austro-prussienne arracher les duchés au Danemark. Dans ses dernières années, il pressentait que de graves événements étaient proches,

1. *Gervinus à Jacob Grimm*, 27 mars 1851.

que l'Europe allait traverser une crise; il se désolait en pensant que l'Allemagne, toujours divisée, ne profiterait sans doute pas des chances qui lui seraient offertes.

Malgré les fautes graves qu'il a commises, nous ne pouvons refuser à Dahlmann un certain esprit politique et un sentiment assez juste de la réalité, surtout si nous le comparons à la plupart de ses collègues qui furent mêlés aux affaires de l'Allemagne. A plusieurs reprises, il a su faire preuve de justesse d'esprit et de sang-froid. En 1847, Gervinus le prie instamment de collaborer à sa *Gazette allemande*, et d'y apporter l'autorité de son nom populaire et respecté dans toute l'Allemagne. Mais Dahlmann craint de se compromettre avec ces libéraux, dont il n'approuve pas les idées politiques. Pourquoi risquer ainsi de perdre d'un seul coup l'estime du gouvernement prussien, à laquelle il tenait tant, et qu'il avait si patiemment acquise? D'ailleurs, il ne croit pas beaucoup au succès de l'entreprise. Il sait bien que le meilleur journal du monde ne résoudra pas, à lui seul, les grosses questions de la politique allemande. Il refuse donc nettement sa collaboration, et ne veut paraître ni comme directeur, ni comme rédacteur : mais, à l'occasion, il donne son avis. On le consultait avec déférence; il avait écrit une *Politique*, fort estimée de ses amis, et jouissait d'une grande autorité en la matière. Ainsi, le 12 mars 1848, au début même de la Révolution, Gervinus lui demande un programme de réforme constitutionnelle. — « A Francfort, lui écrit Gervinus, dans les cours allemandes du sud, et même parmi les députés des

Etats, on est tout désorienté, et l'on ne sait comment mettre à exécution cette grande idée (la constitution d'une Allemagne unifiée), bien que l'on ait la meilleure volonté du monde. » A quoi Dahlmann répond avec un grand bon sens : « Il ne pouvait en être autrement ; il faudrait connaître les projets de la Prusse et les dispositions des autres grandes puissances allemandes. Si j'avais la force, ajoute-t-il, et si j'avais pu me mettre à la place de la Prusse, huit jours après la chute de Louis-Philippe, j'aurais pris en main les affaires allemandes, — à titre provisoire, bien entendu, — et je les aurais administrées en empereur, en accordant toutes les libertés constitutionnelles qui manquent encore en Prusse. L'Autriche ne peut plus désormais prétendre à la direction des affaires allemandes. »

Voilà enfin une vue nette, comme on en trouve trop peu dans les écrits politiques du temps. Dahlmann tenait le langage d'un homme d'État. L'expérience amère de 1848 lui profita bien mieux qu'à Gervinus. Ce dernier, au moment de la guerre d'Italie, sent se réveiller ses anciennes passions. Il veut, encore une fois, fonder un journal, pour agir sur l'esprit public et sur les gouvernements en Allemagne. Dahlmann l'en dissuade fort sagement, et lui explique que le temps en est passé. « Les meilleurs conseils du monde, écrit-il, venant de quelqu'un qui n'a pas la force à sa disposition, ne peuvent plus nous être utiles; il faut auparavant qu'un maître s'affirme, d'où qu'il vienne[1]. » Lorsque les plus sages esprits

1. Lettre du 23 juin 1860. Dahlmann répète, à son insu sans doute, le mot décourageé de Leibniz sur les hommes qui ont « la sagesse sans la force ». Voy. plus haut p. 25.

en sont là, le maître qu'ils attendent n'est jamais long à venir. Moins de dix ans après que Dahlmann eut écrit ces mots, la Prusse victorieuse dominait en Allemagne.

V

Ainsi Dahlmann constate, non sans mélancolie, mais avec résignation, l'impuissance des efforts qui ont rempli sa vie et celle de Gervinus. Ils se flattaient d'aider à la transformation de l'Allemagne, et de la conduire sans secousse violente à la liberté et à l'unité; ils se sont heurtés à des obstacles insurmontables. La désillusion de 1848 a été complète. Elle leur a laissé un découragement profond. Ils ne désespèrent pas des destinées de l'Allemagne; mais ils ne croient plus au pouvoir souverain des idées, ni au progrès politique obtenu par la seule persuasion. L'avenir leur paraît très noir. Gervinus, par dépit, se jette du côté de la démocratie. Dahlmann, toujours conservateur, s'incline par avance devant celui qui saura, par la force, faire l'unité de l'Allemagne, fût-ce au prix de la liberté. Les causes de leur échec étaient nombreuses. Nous en avons signalé plus d'une chemin faisant. Les unes tiennent aux idées, aux tendances, aux habitudes d'esprit de ces savants, dépaysés dans la vie politique. D'autres, plus générales, rendaient impossible le succès de l'entreprise, quelle qu'eût été l'habileté de ceux qui la tentaient.

Mais au contraire ils sont, pour la plupart, d'une

inexpérience, on dirait presque d'une naïveté politique parfaite. On pourrait leur appliquer le mot que Gervinus écrivait très sérieusement à Dahlmann : « Vous êtes incommensurable! » Ils sont fort en peine de réaliser l'unité de l'Allemagne; ils le seraient encore davantage de lui procurer la liberté. Ne pouvant obtenir séparément ni l'une ni l'autre, ils s'imaginent qu'ils obtiendront l'une par l'autre. Aussi, au premier choc de la réalité, leurs illusions s'effondrent. En 1848, à la faveur des événements de février, un Parlement se réunit à Francfort. Cette assemblée, si longtemps attendue, prétend représenter la nation allemande. Elle se dit constituante, et elle commence en effet à élaborer une constitution. Elle n'a oublié qu'un point : qui imposera cette constitution aux différents états de l'Allemagne? Qui en assurera le respect? Comparez les débuts du Parlement de Francfort à ceux des États-Généraux de 1789. Dès que l'assemblée de Versailles a pris conscience d'elle-même, dès qu'elle a conçu son œuvre, comme elle va droit au but et force le roi lui-même à reconnaître le pouvoir qu'elle veut exercer! Imagine-t-on la Constituante délibérant en l'air et légiférant à vide, sans savoir si ses lois ne resteront pas lettre morte? C'est que, en 1789, l'unité française était depuis longtemps accomplie. En 1848, l'unité allemande n'était qu'une espérance. Les hommes politiques qui provoquèrent la réunion du parlement faisaient précisément de l'unité le but suprême de leurs efforts. Mais, en commençant par le travail législatif, ils s'y prenaient à rebours. Ils espéraient apparemment que la constitution, une fois votée, aurait par elle-même la vertu de se faire

accepter et observer, et que l'esprit particulariste disparaîtrait devant elle. L'illusion était naïve. Il existe bien aujourd'hui un empire allemand; mais cet empire, comme chacun sait, ne doit pas sa naissance à des travaux parlementaires.

Au surplus, si l'œuvre était au-dessus du talent de ses promoteurs, elle était plus encore au-dessus de leurs forces. Elle n'impliquait rien moins qu'une révolution. Sans doute, ils faisaient profession de respecter les droits historiques; mais si les représentants de ces droits s'opposaient opiniâtrément à l'unité de l'Allemagne, — et cette résistance était inévitable, — comment en viendrait-on à bout? Ces législateurs étaient sans force. Ils ne pouvaient, comme la Convention, se transformer en pouvoir exécutif. Il aurait fallu, soit provoquer un grand mouvement populaire, soit demander à la Prusse ou à l'Autriche un appui qui devait coûter cher. En 1789, la plus grande partie du peuple français était de cœur avec l'assemblée qui pouvait à bon droit se nommer nationale. Cette assemblée n'aurait pu, si elle l'eût voulu, se dérober à sa mission. La nation se tenait derrière elle, pour l'encourager et pour la pousser au besoin. Mais en 1848, en Allemagne, si l'on excepte les classes instruites et la population de quelques grandes villes, la masse du peuple restait assez indifférente aux travaux de l'assemblée de Francfort. Elle les suivait avec curiosité, mais non avec la sympathie, avec l'enthousiasme qui auraient éclaté, si les espérances les plus chères au peuple allemand avaient pu vraiment se réaliser dans l'église Saint-Paul. Elle semblait comprendre, avec un sens profond, que ce n'était pas l'histoire

vraie qui s'accomplissait là, mais une parodie de l'histoire, jouée par des acteurs de bonne foi.

Comme ces acteurs avaient été, pendant longtemps, les seuls à parler en Allemagne, ils s'étaient imaginé parler au nom de toute l'Allemagne. Ils avaient cru donner une voix aux regrets et aux désirs de la nation entière. Ils n'exprimaient, en effet, que les sentiments d'une minorité, je veux dire ceux de la classe moyenne et de la bourgeoisie éclairée. Pour ne prendre qu'un exemple, tous subissaient, à des degrés divers, l'attraction de la liberté parlementaire, alors florissante en d'autres pays. Beaucoup la réclamaient avec plus de passion encore que l'unité, et le Parlement de Francfort avait surtout pour mission, dans leur pensée, d'assurer cette liberté à l'Allemagne. Mais le peuple allemand, dans ses masses profondes, était loin de ressentir aussi vivement ce désir. Dans l'Allemagne du sud, les institutions parlementaires, établies depuis longtemps, végétaient à grand'peine. Dans l'Allemagne du nord, le servage n'était aboli que depuis le commencement du siècle. La population des campagnes, qui formait la très grande majorité de la nation, n'éprouvait pas le besoin d'une liberté politique dont elle n'avait pas l'idée. Les grandes réformes de Stein en Prusse, habilement poursuivies par Hardenberg, avaient correspondu, toutes proportions gardées, à l'œuvre de la Constituante en France. Le gros de la nation restait ainsi étranger aux questions purement politiques. En un mot, l'assemblée de Francfort avait les gouvernements contre elle, sans avoir le peuple derrière elle. Dès lors, l'issue n'était plus douteuse. Le parlement se

montra impolitique et maladroit; mais toute l'habileté du monde n'eût pas remédié à sa position fausse, et sa faiblesse devait éclater, tôt ou tard, à tous les yeux.

L'insuccès n'était donc que trop certain. Mais, on le voit, la responsabilité n'en retombe pas entièrement sur les Dahlmann et les Gervinus. Sans doute, avec les intentions les plus pures, ils ont nui aux causes qu'ils prétendaient servir. Leur échec complet a détruit, tout d'un coup, la popularité de leurs idées. Ils avaient démontré, sans le vouloir, que l'unité de l'Allemagne ne s'accomplirait pas pacifiquement : les plus clairvoyants parmi eux, après cette épreuve, appelaient un vainqueur et se soumettaient à lui par avance. On peut leur reprocher aussi leur présomption, leur inexpérience politique, et, en général, leur médiocrité. Mais cela ne suffit pas. Il faut remonter plus haut, à des causes plus générales, auxquelles de plus grands politiques que Dahlmann ou Gervinus n'auraient rien pu changer.

Si Gervinus, Dahlmann et leurs amis avaient vu nettement les nécessités de la situation, ils se seraient épargné bien des mécomptes. Deux partis s'offraient à eux, mais il fallait choisir. Ils pouvaient renoncer provisoirement à l'unité, puisqu'elle soulevait tant de difficultés et de dangers, et mettre tous leurs efforts à la préparer pour l'avenir. Ou bien, si le désir de l'unité était trop violent, ils devaient en prévoir et en accepter les conséquences : la guerre et la domination du vainqueur. Mais aucune des deux alternatives ne leur semblait acceptable. Ils auraient voulu que l'Allemagne

parvenant enfin à l'unité, ne devînt ni autrichienne ni prussienne, et restât simplement allemande. De là leur tentative de Francfort, déplorable par ses résultats, généreuse, après tout, dans son principe. C'était un effort pour résoudre la plus complexe des questions, avant que la force vînt brutalement la trancher.

A vrai dire, ces historiens n'avaient pas bien compris leur propre histoire : leur insuccès a été l'inévitable sanction de leur erreur. Les yeux fixés sur une Allemagne idéale, ils n'avaient pas compté avec l'Allemagne réelle. Si l'Allemagne était sortie de ses longues guerres avec l'unité nationale accomplie, la partie éclairée et riche de la nation aurait pu prétendre à un grand rôle politique, lutter pour la liberté intérieure et constituer une opposition régulière. La tâche eût été difficile peut-être, non pas impossible à remplir. Mais de s'imaginer qu'avec les faibles moyens dont ils disposaient, moyens purement moraux, je dirais presque pédagogiques et universitaires, ils transformeraient l'Allemagne du Congrès de Vienne en une nation libre et une, l'illusion était trop forte. Elle explique, sans la justifier tout à fait, l'ironie et la pitié dédaigneuse dont les historiens prussiens accablent le Parlement de Francfort et ses promoteurs.

VI

Le Parlement de Francfort marque donc une date. Il nous permet non pas de conclure, — y a-t-il

jamais en histoire une période qui se ferme? — mais d'arrêter ici une étude déjà longue. Il est le terme naturel où aboutit le siècle et demi qui a précédé. Il en résume le sens, il en exprime la sanction. Après lui, la crise aiguë de l'Allemagne nouvelle va s'ouvrir.

L'Allemagne nouvelle devait et voulait être une. L'unité, voilà la fin désirée, la raison d'être, l'impérieux besoin qui l'appelle à la vie. L'Allemagne accuse sa division politique de tous les maux dont elle a souffert et dont elle souffre encore. A l'intérieur, la constitution fédérale n'a que trop prouvé son impuissance. Personne n'espère rien de la Diète. Le Zollverein s'est fait sans elle et malgré elle. On la sait d'avance incapable de progrès; on sait qu'à toute innovation elle opposera une résistance passive indéfinie. Elle est le poids mort du passé qui opprime le présent, l'étouffe, et voudrait empêcher l'avenir de naître. En face de l'étranger, l'unité n'est pas seulement un besoin, elle est une nécessité. Tant qu'elle fera défaut, l'Allemagne se sentira menacée et inquiète, soit qu'elle redoute l'attaque soudaine d'un voisin puissant, soit qu'elle craigne de jouer une fois encore, dans une nouvelle mêlée européenne, le rôle de victime ou de dupe. Et pour remplir l'idée qu'elle a d'elle-même, pour accomplir la « mission allemande », pour devenir enfin une grande puissance militaire, une grande puissance maritime, une grande puissance industrielle, pour acquérir, elle aussi, des colonies, que manque-t-il à l'Allemagne? L'unité, et rien que l'unité. Que ce seul problème soit résolu, et le reste suivra.

Mais la solution en paraît difficile, et même, en 1848, introuvable. C'est que l'idée de l'unité nationale, au lieu de suivre dans son progrès la vie politique même de l'Allemagne, s'était développée au-dessus et en dehors du domaine de la réalité politique. Elle avait été d'abord le sentiment du génie national luttant dans la littérature et dans l'art contre les influences étrangères : et ce sentiment, nous avons vu comme les critiques, les poètes, les philosophes du XVIIIe siècle l'ont cultivé avec méthode et avec amour, avec désintéressement et avec passion, mais sans arrière-pensée politique, indifférents à la décadence du Saint-Empire qui va s'écrouler. A la fin du siècle, l'Allemagne n'existe pour ainsi dire plus comme état, mais elle a pris une forme définie comme idée dans la conscience nationale. Menacée alors dans son existence par Napoléon, elle s'attache à l'idée de patrie, tant dédaignée au siècle précédent. Elle prend désormais pour devise « l'unité nationale ». Mais cette idée d'une patrie allemande unique, œuvre pieuse de l'élite intellectuelle de la nation, comment descendra-t-elle sur le terrain des réalités politiques? Elle n'a pour elle que l'opinion, hésitante encore, et mal disciplinée. C'est peu, pour venir à bout du particularisme fortifié par Napoléon, défiant, soupçonneux, protégé par l'Autriche, et provisoirement respecté de la Prusse, qui a ses desseins, et n'entend pas travailler pour d'autres qu'elle-même.

Ainsi s'est formée une nation allemande *virtuelle* qui veut être et ne peut pas être, car elle se heurte à une réalité politique qui la repousse : c'est vrai-

ment « l'âme qui cherche un corps ». Voyez là, je ne veux pas dire le châtiment, mais la conséquence inéluctable de cette dualité singulière dans la vie de l'Allemagne, qui a permis le développement simultané et presque indépendant d'une Allemagne idéale qui tendait à l'unité, et d'états allemands qui visaient à leurs fins particulières, parfois aux dépens de l'Allemagne. Un moment, en 1813-14, dans l'extrême danger commun de l'Allemagne et de la Prusse, l'idée nationale semble prendre corps et s'incarner dans cet état. Le philosophe et l'homme d'État s'unissent dans un même sentiment et dans une même pensée : Stein et Fichte, en se dévouant à la Prusse, croient faire œuvre allemande. Mais bientôt la Prusse répudie toute solidarité avec les « patriotes » que la Sainte-Alliance appelle révolutionnaires, et voilà de nouveau l'unité allemande rejetée dans la région des idées, pour ne pas dire des chimères. Seulement, ce n'est plus le sentiment national du XVIIIe siècle, qui se berçait d'idées humanitaires et cosmopolites, et qui se complaisait dans une brillante floraison littéraire. Après les dures leçons de l'invasion française, après les déceptions du Congrès de Vienne, le sentiment national est devenu une idée impérieuse, qui réclame l'unité politique comme l'exigence suprême de la dignité et de la sécurité de l'Allemagne. De là la tentative du Parlement de Francfort, où éclatent à la fois l'impatience passionnée des « patriotes » et leur impuissance.

L'avortement du Parlement de Francfort a servi la Prusse. Moins de vingt ans après, elle atteignait son but. Elle ne s'était pas donnée à l'Allemagne,

comme les « unitaires » l'en avaient tant de fois priée. Elle restait elle-même, et c'est l'Allemagne qui, après une courte lutte, a dû se donner à elle. La Prusse a ainsi profité de l'œuvre patiemment accomplie par ces générations d'écrivains, de penseurs et de philosophes dont nous avons suivi les efforts. Peut-être en a-t-elle trop profité. Dans l'Allemagne nouvelle qu'elle a façonnée à son gré, elle n'a su faire des patriotes de la veille, de ces précurseurs et collaborateurs, — un peu involontaires, il est vrai, — que des instruments plus ou moins enthousiastes, dociles, ou résignés. Mais qui sait si l'avenir ne leur réserve pas un rôle plus actif? Tout donne à penser que l'évolution intérieure de l'Allemagne n'est pas achevée, et que l'œuvre qui parut un instant définitive ne pourra durer qu'en se transformant.

491

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos. I

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I. — État de l'Allemagne au commencement du dix-huitième siècle. — Leibniz. 3
Chapitre II. — Le piétisme. — Thomasius. — Les Revues morales. 28
Chapitre III. — Wolff. — Gottsched. — Fondation de l'Université de Göttingen. 57
Chapitre IV. — Le système politique de Frédéric II. 82
Chapitre V. — L'influence de Frédéric II sur les esprits en Allemagne. — Gellert. — Klopstock. — Lessing. 111
Chapitre VI. — Herder. — Les idées d'humanité et de nationalité. 151

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre I. — La Ligue des princes. — La Presse et les écrivains politiques avant la Révolution française. 191
Chapitre II. — La Révolution française et l'opinion allemande. Gœthe, Schiller et l'idée de patrie. 231
Chapitre III. — Kant et Fichte. 255
Chapitre IV. — Stein. — La réforme de la Prusse après Iéna. 287
Chapitre V. — Stein et l'idée de l'unité allemande 310

TROISIÈME PARTIE

Chapitre I. — L'école romantique. — Arndt. — Fondation de l'Université de Berlin. 333
Chapitre II. — Les traités de Paris et l'opinion en Allemagne. 358
Chapitre III. — Hegel et la théorie de l'État. — Feuerbach. . 388
Chapitre IV. — La *Jeune Allemagne*. — Henri Heine. . . . 425
Chapitre V. — Le Zollverein. — Les Universités. — Libéraux et unitaires. — Le Parlement de Francfort. — Conclusion. . 445

1151-07. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 19-07.

O

176941

L6666a

Author Lévy-Bruhl, Lucien

Title L'Allemagne depuis Leibniz.

DATE

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File".
Made by LIBRARY BUREAU